Année 1961. — N° 4. Le Numéro : 1 NF 14 Février 1961.

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

AVIS ET RAPPORTS

DU

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

ABONNEMENTS : FRANCE ET OUTRE-MER : 8 NF ; ETRANGER : 12 NF

(*Compte chèque postal :* 9063.13, Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE aux renouvellements et réclamations | DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION 26, RUE DESAIX, PARIS-15e | POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE AJOUTER 0,20 NF

SESSION DE 1960

Séances des 20 et 21 Décembre 1960.

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE AU DEUXIÈME SEMESTRE 1960

SOMMAIRE

I. — Etat de la situation économique. — Rapport présenté par M. Jacques Dumontier.
II. — Prévisions économiques pour le premier semestre 1961 et politique économique. — Rapport présenté par M. André Malterre.
III. — Avis adopté par le Conseil économique et social sur l'état de la situation économique au deuxième semestre 1960, les prévisions économiques pour le premier semestre 1961 et la politique économique à suivre.
IV. — Annexes statistiques :
A. — France.
B. — Données étrangères comparatives.

I. — ETAT DE LA SITUATION ECONOMIQUE

Rapport présenté, au nom du Conseil économique et social, par M. Jacques Dumontier.

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE. — L'ÉCONOMIE FRANÇAISE.
TITRE Ier. — *La réalisation de la première année du plan intérimaire.*
Chapitre Ier. — Le niveau de la production en 1960.
I. — La production agricole.
A. — Production végétale.
1° Céréales.
2° Betteraves industrielles.
3° Vin.
4° Fruits et légumes.
B. — Production animale.
II. — La production industrielle.
A. — Les résultats de la production industrielle en 1960 par rapport à ceux des années précédentes.
1° Le relèvement de la production industrielle depuis avril 1958.
2° Comparaison des résultats obtenus aux objectifs du troisième plan.
B. — L'évolution récente de la production industrielle.
1° Résultats d'ensemble.
2° Evolution récente par branches.
3° Le bâtiment.

Chapitre II. — La répartition de la production en 1960.
I. — Les exportations.
1° Les exportations vers l'étranger.
a) Evolution d'ensemble.
b) Baisse des exportations d'acier et d'automobiles.
c) Maintien des autres exportations.
2° Les exportations vers les pays de la zone franc.
II. — Les investissements.
A. — Les prévisions du budget économique.
B. — Les réalisations.
1° Les investissements publics.
2° Les investissements des entreprises privées.
3° Investissements des particuliers.
III. — La consommation.
A. — L'analyse annuelle.
B. — Evolution récente.
1° Les ventes des grands magasins.
2° L'augmentation relativement importante de la consommation alimentaire.
3° La variation du chiffre d'affaires du textile.
CONCLUSION DU TITRE Ier.
TITRE II. — *Les conséquences de la réalisation de la première année du plan intérimaire.*
Chapitre Ier. — La réalisation de la première année du plan intérimaire et les objectifs de la politique économique et financière mise en place au début de 1959.
I. — Le redressement de la balance des comptes.
A. Le redressement du commerce extérieur.
1° L'évolution des importations.
2° La balance des opérations en marchandises.
3° Les services commerciaux.
4° La balance commerciale au sens large.
B. — Le retournement des mouvements de capitaux.
1° Le mouvement des capitaux.
2° Consistance et amortissement de la dette extérieure.
II. — La stabilité monétaire et financière.
A. — Le budget de l'Etat.
1° Structure du budget.
2° Exécution du budget.
B. — L'aisance des marchés financiers et monétaires.
1° Le financement dans le secteur monétaire.
2° Le financement du marché financier.
3° La tendance à la liquidité.
III. — L'évolution des prix.
1° Les prix de gros.
2° Les prix de détail.
3° Les prix résultant des agrégats.
4° Atteinte des objectifs.
Chapitre II. — La réalisation de la deuxième année du plan intérimaire et les objectifs sociaux permanents de la nation.
I. — Le plein emploi.
A. — L'évolution des effectifs.
B. — Le temps de travail.
C. — Les réponses des chefs d'entreprise.
II. — L'évolution du pouvoir d'achat.
A. — L'évolution récente.
1° Le pouvoir d'achat des salaires directs.
2° Les salaires indirects.
3° Le pouvoir d'achat des cultivateurs.
B. — L'évolution sur trois ans du pouvoir d'achat des salariés.
1° Le pouvoir d'achat d'après les indices de juillet 1957 à juillet 1960.
2° L'amélioration de la consommation globale.
3° La répartition des revenus des ménages.
4° Le bilan social de la remise en ordre budgétaire.
DEUXIÈME PARTIE. — LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE.
Chapitre Ier. — Les faits récents.
A. — La production industrielle.
1° Les pays du Marché commun.
2° L'O. E. C. E.
3° Les Etats-Unis.
4° Le reste du monde.
B. — Finances, monnaie, prix et commerce international.
Chapitre II. — Les idées et les perspectives.
A. — Renforcement des difficultés de croissance.
B. — Inadaptation accrue des politiques suivies et de certaines institutions.
1° La politique économique récente.
2° Les liquidités internationales.
ANNEXE AU RAPPORT : Données sur la conjoncture régionale.

Au début de 1960, l'économie française traversait une période de transition. L'effort de redressement entrepris depuis la fin de 1957 et activement poursuivi en 1959 portait ses fruits : l'amélioration de la balance commerciale et le rétablissement de la confiance dans le franc à la suite de la dévaluation avaient permis de reconstituer les réserves en devises ; l'équilibre des finances publiques était maintenu ; les prix paraissaient avoir atteint une stabilité relative.

Cependant ce redressement avait été rendu possible par un sacrifice des consommateurs. Le pouvoir d'achat des travailleurs était sensiblement plus faible qu'au 1er juillet 1957 : de cette date au 1er avril 1960, en effet, l'indice des revenus mensuels nets des ouvriers à Paris, calculé par le ministère du travail, n'avait augmenté que de 21 p. 100, alors que l'indice des 250 articles avait augmenté de près de 29 p. 100 et que les budgets types des organisations syndicales avaient progressé plus encore. Les familles avaient subi une dégradation plus importante encore de leurs ressources.

Par ailleurs, « les moteurs de l'expansion française » étaient longs à se mettre en route. Ainsi, le conseil économique et social déclarait dans l'introduction générale du rapport de conjoncture :

« L'inflation, comme une importante récession paraissent pour le moment exclues. Le problème à résoudre est cependant délicat. Il est de définir quelle est dans l'immédiat l'allure exacte de l'évolution économique. Celle-ci s'oriente-t-elle vers la baisse ? Notre économie connaît-elle, au contraire, la stabilité ou bien, y a-t-il eu, malgré certaines apparences, un progrès de la production dans les derniers mois ? »

Donc, si à l'exception d'une remise en ordre des structures toujours difficile à réaliser et qui n'est encore qu'abordée, les conditions d'une expansion économique saine et durable étaient réunies, cette expansion paraissait plus lente à démarrer qu'on aurait pu l'espérer.

C'est dans cette conjoncture que le Gouvernement a décidé de définir un plan intérimaire portant sur les deux seules années 1960 et 1961.

En effet les premiers travaux de préparation du 4e plan, qui doit porter sur les années 1961 à 1965, étaient déjà entrepris à cette époque, mais ils étaient insuffisamment avancés pour que ce plan puisse être mis en œuvre dans l'immédiat.

Il apparaissait nécessaire dans ces conditions de préparer un programme d'action limité dans le temps, mais s'inspirant des directives générales qui seraient celles de l'économie française dans les cinq années à venir.

Le plan intérimaire apparaissait ainsi comme la transition entre le troisième plan de modernisation et d'équipement dont la réalisation devait être terminée cette année et un nouveau plan non encore mis au point.

Ce plan intérimaire publié au milieu de l'année 1960 reposait sur un objectif fondamental : la réalisation pour chacune des deux années 1960 et 1961 d'un taux annuel d'expansion de la production intérieure brute de 5,5 p. 100. Ce taux était supérieur à ceux qui avaient pu être obtenus dans le passé de façon durable sans que des tensions trop fortes se produisent au sein de l'économie française. Il apparaissait cependant aux auteurs du plan qu'il serait aisément réalisable en 1960, compte tenu du faible niveau d'activité de l'année 1959. Pour l'année 1961, le rapport sur le plan intérimaire reconnaissait qu'il s'agissait là d'une hypothèse ambitieuse, car l'augmentation de 5,5 p. 100 de la production intérieure brute en 1961 supposait un nouveau bond en avant, par rapport à un niveau de production déjà élevé obtenu en 1960.

Le plan a-t-il été réalisé ? Que signifient les résultats obtenus par rapport aux objectifs fixés à la politique économique et sociale définis au début de 1959 et par rapport aux objectifs sociaux permanents de la nation ? Telles sont les deux questions auxquelles il est nécessaire de répondre. Elles feront l'objet des deux titres de la première partie du rapport relative à l'économie française.

La seconde partie du rapport qui traitera des économies étrangères permettra de comparer les résultats obtenus par l'économie française à ceux des principales économies étrangères en 1960.

En annexe, enfin, quelques indications seront fournies sur la conjoncture par région.

PREMIERE PARTIE

L'ECONOMIE FRANÇAISE

TITRE Ier

LA REALISATION DE LA PREMIERE ANNEE DU PLAN INTERIMAIRE

En cette fin d'année 1960, il apparaît que le taux d'accroissement prévu pour la première année du plan intérimaire sera atteint sans difficulté par l'économie française. Le rapport sur les comptes économiques pour 1960, publié en annexe au projet de loi de finances, déclare: « Le volume global de la production intérieure brute dépassera très probablement de 5,4 p. 100 en 1960 son niveau de l'année précédente ». Il semble que cette prévision soit justifiée par l'évolution de la production au cours des mois de septembre et d'octobre et par les indices précurseurs de la conjoncture. Ceux-ci montrent que les résultats des deux derniers mois de l'année seront tels que ce chiffre de progression globale de la production intérieure brute en 1960 par rapport à 1959 sera atteint.

Il est nécessaire pour porter un jugement sur cette évolution de notre économie de prendre un peu de recul et de comparer la situation des principaux secteurs à celle des trois dernières années afin d'apprécier le degré de progression réel de chacun d'entre eux, puis d'examiner l'évolution mois par mois et la tendance actuelle.

Une seconde question se pose. La croissance de l'économie française prévue par le plan intérimaire devait être harmonieuse, c'est-à-dire qu'elle supposait que les trois éléments fondamentaux de la dépense nationale — la consommation, les investissements, les exportations — devaient progresser en gardant un certain rapport entre eux. Priorité continuait à être donnée par les auteurs du plan à l'exportation et la croissance des investissements devait être supérieure à celle de la consommation. Il est nécessaire sur ce point également d'étudier l'évolution réelle de l'économie française pour pouvoir porter un jugement précis sur la réalisation du plan intérimaire en 1960.

Pour répondre à ces deux questions, il faut étudier d'une part comment a évolué le niveau de la production en 1960 dans les principaux secteurs de l'économie, d'autre part comment s'est répartie cette production.

CHAPITRE Ier

LE NIVEAU DE LA PRODUCTION EN 1960

On peut assez facilement mesurer l'expansion économique d'un pays par les variations annuelles du volume de la production intérieure brute.

TABLEAU N° 1

Volume de la production intérieure brute.

Rapport du résultat d'une année sur l'année précédente.

ANNÉES	POURCENTAGE	ANNÉES	POURCENTAGE
1950	+ 7,9	1956	+ 5,1
1951	+ 6,4	1957	+ 6,4
1952	+ 2,3	1958	+ 1,5
1953	+ 3,1	1959	+ 2,3
1954	+ 5,4	1960	(+ 5,4)
1955	+ 6		

Ce tableau appelle plusieurs remarques:

De 1953 à 1957, le taux de progression de la production intérieure brute était en moyenne de 5,2 p. 100. La période considérée, il est vrai, excluait les époques de redressement monétaire de 1952 et 1958 : elle donne donc une impression trop favorable. Aussi peut-on ramener à 5 p. 100 le taux d'augmentation annuel de la production française dans une période d'expansion continue mais sans augmentation sensible de la population active.

Par rapport à ce taux d'accroissement, on peut alors mesurer la moins-value des trois dernières années : 5 à 6 p. 100 environ.

Encore ce chiffre doit-il être légèrement diminué pour tenir compte de la croissance probablement « poussée » de l'année 1957.

Le rythme de l'expansion économique des années précédentes a été donc cassé pendant deux ans, et le manque à gagner a été celui de l'expansion d'une année. Le rythme retrouvé en 1960 permet d'établir maintenant pour les deux grands secteurs de l'économie : l'agriculture et l'industrie, le profit et les pertes d'une opération qui se présentait comme nécessaire.

A cet égard, il apparaît qu'en fait, la croissance probable de 5,4 p. 100 en 1960 correspond à des taux différents suivant que l'on considère l'un ou l'autre de ces deux grands secteurs. Le volume de la production agricole s'est probablement augmenté de 1959 à 1960 d'une proportion d'environ 3 à 4 p. 100, la production industrielle d'au moins 6 p. 100.

I. — La production agricole.

Le niveau atteint par la production agricole en 1960, par rapport à celui des dernières années est très différent selon les produits. Il est donc nécessaire d'étudier une par une les grandes catégories de produits agricoles.

A. — PRODUCTION VÉGÉTALE

1° *Céréales.*

Les prévisions de récoltes de céréales pour cette année sont données dans le tableau ci-après :

TABLEAU N° 2

	1960 (estimation au 1er novembre 1960).		ANNÉE 1959 (chiffres définitifs).		MOYENNE des années 1955/1959.	
	Production (1).	Rendement (2).	Production (1).	Rendement (2).	Production (1).	Rendement (2).
Blé	108,8	25	115,4	26	96,5	22,9
Seigle	4,2	14	4,7	14,3	4,6	12,7
Orge	57	27,2	49,3	24,8	42,4	23,4
Avoine	27,7	19,3	28,1	18,7	32,6	18,1

(1) Millions de quintaux.
(2) Quintaux/hectare.

Par rapport à l'année dernière, il ressort de ce tableau qu'il y a une légère diminution de la récolte de blé, de seigle et d'avoine. Seule la récolte d'orge est supérieure à celle de l'année dernière.

Mais si l'on apprécie ces résultats par rapport à la moyenne des années 1955-1959, on enregistre une augmentation de plus de 12,5 p. 100 de la production de blé. Pour les céréales secondaires, l'avance est encore plus importante pour l'orge, mais le recul est plus sensible pour l'avoine. Ainsi, compte tenu de la place prépondérante du blé dans le total de la production céréalière, la récolte de 1960 apparaît supérieure à la moyenne des années 1955-1959.

2° *Betteraves industrielles.*

Selon les estimations au 1er novembre faites par le ministère de l'agriculture, les ensemencements ont été de 385.000 hectares pour les sucreries et 37.000 pour les distilleries, soit au total 422.000 hectares, contre 398.000 hectares pour la campagne précédente. L'augmentation des surfaces est donc de 6 p. 100.

Par ailleurs, le rendement moyen national au poids à l'hectare est d'environ 408 quintaux par hectare, Ce rendement obtenu est un rendement record, si l'on songe que la moyenne, pour les deux dernières années, est de 280 quintaux.

On peut estimer, semble-t-il, dans ces conditions une récolte de 171 millions de quintaux, chiffre qui doit être comparé à celui de 77,5 millions de quintaux en 1959, année de très faible production, et à une moyenne de 107,5 millions de quintaux pour les années 1955 à 1959. Il faut cependant noter qu'en raison des conditions climatiques assez défavorables la densité sera très moyenne.

3° *Vin.*

D'après les estimations des services agricoles à la date du 1er novembre dernier, la récolte devrait être à peu près égale à celle de 1959.

TABLEAU N° 3

Estimation de la récolte par les services agricoles au 1er novembre 1960.

(En millions d'hectolitres.)

RÉGIONS	MOYENNE 1950-1959.	MOYENNE 1954-1959 (1).	MOYENNE 1955-1959.	ANNÉE 1959	ANNÉE 1960 Estimation au 1er novembre 1960.
1. Midi méditerranéen	29,8	29,9	27,3	34,8	29,3
2. Bassin de la Garonne	10,6	9,2	8,2	8,4	9,3
3. Val de Loire	5	4,2	3,7	3,8	7,5
4. Bourgogne et vallée du Rhône	4	3,1	3,2	4	4,9
5. Charente	2,5	2,9	2,8	3,1	4,1
6. Alsace	0,9	0,8	0,7	0,7	0,8
7. Champagne	0,4	0,4	0,4	0,5	0,6
8. Autres départements	5,5	5,4	4,6	4,8	5,5
Totaux	58,9	56,5	50,8	60,3	61,8

(1) La récolte de l'année 1957 ayant été anormalement réduite par des gelées de printemps tardives (33.374.000 hectolitres), on a calculé une moyenne sur cinq ans en remplaçant la récolte de 1957 par celle de 1954.

Mais si elle a été abondante en 1959, la récolte a été de qualité médiocre dans les départements méridionaux, le degré étant souvent relativement bas. Par contre dans les autres régions, en raison d'une sécheresse excessive, la récolte a été limitée mais d'une excellente qualité, notamment dans les zones à appellation d'origine.

En 1960, la situation est totalement renversée. Les départements gros producteurs du midi produiront de moindres volumes qu'en 1959, mais la qualité sera très améliorée et le degré moyen des vins sera élevé. Par contre, les autres régions donneront une production considérablement accrue, mais la qualité sera souvent médiocre.

La comparaison des résultats de cette année aux années antérieures à 1959 est rendue difficile par le fait qu'en 1957 la récolte a été anormalement réduite. Si l'on établit cette comparaison par référence aux années 1954-1959 (1957 excepté) une augmentation d'environ 9 p. 100 est enregistrée.

4° *Fruits et légumes.*

D'après les informations actuellement disponibles, fournies par la confédération des producteurs de fruits et légumes, la production de fruits atteindrait les niveaux suivants en 1960 :

TABLEAU N° 4

(En milliers de tonnes.)

PRODUITS	1960	1959	1958
Pommes de table	607	407	636
Poires de table	240	179	219
Raisin de table	250	226	227
Pêches	250	267	191
Cerises	80	74	54
Abricots	45	41	27
Prunes de table	45	62	51
Prunes à pruneaux	18	34	7
Châtaignes	100	121	110
Noix	24	22	31
Totaux	1.659	1.433	1.558

Ce tableau montre une nette progression de la production par rapport à 1959 : environ 16 p. 100. Mais par rapport à 1958, la progression n'est que de 6,5 p. 100 environ.

Par rapport à 1959, cette progression résulte d'une augmentation considérable de la récolte de fruits à pépins qui fait plus que compenser la baisse enregistrée sur les fruits à noyaux.

Pour les légumes, les données sont très imprécises. Il semble que les récoltes ont été les suivantes pour les trois dernières années.

TABLEAU N° 5

Evaluations par la confédération des producteurs de fruits et légumes.

ANNÉES	MILLIERS DE TONNES
1958	7.800
1959	6.900
1960	8.100

La progression est de 17 p. 100 environ par rapport à 1959, mais seulement de 4 p. 100 par rapport à 1958.

B. — PRODUCTION ANIMALE

La production animale sera en nette augmentation en 1960 par rapport à 1959. Le rapport sur les comptes de la nation pour 1960 chiffre cette augmentation à 5 p. 100.

En ce qui concerne les bovins, cette évolution montre que la sécheresse de l'été 1959 n'a pas entravé le développement des effectifs bovins qui ont crû comme en 1958. Mais une récente enquête de l'I. N. S. E. E. (1) montre que le développement de l'élevage de gros bovins est moins général cette année qu'il ne l'était les années précédentes. Par contre, les agriculteurs s'orientent de plus en plus vers l'élevage en vue de la production laitière.

Cette situation tient aux conditions du marché. D'après la confédération nationale de l'élevage, les prix se situent à 10 p. 100 en-dessous des prix de campagne et même au-dessous des prix plancher légaux, malgré le prélèvement sur le marché par la SIBEV de 26.600 tonnes de viande de bœuf du 20 juin au 5 novembre. Par ailleurs, les débouchés à l'exportation prévus n'ont pu être obtenus.

La production de lait par contre devrait être supérieure de 9 p. 100 en 1960 à celle de 1959, d'après le ministère de l'agriculture; le chiffre atteint devrait être de 210 millions d'hectolitres.

Comme le remarque l'I. N. S. E. E. dans son enquête, si, à court terme se posera le problème des excédents de viande de bœuf, à plus long terme, il semble bien que le problème des débouchés se posera davantage encore pour les produits laitiers.

En ce qui concerne les autres viandes, il semble que les disponibilités en viande de porc pourraient être plus faibles en fin d'année qu'au début de 1960. Pour le mouton, un accroissement de la production est par contre observé.

(1) Etudes et conjoncture, évolution récente et perspectives de la production animale, octobre 1960.

***

Au total, le volume de la production agricole en 1960 devrait s'être accru de 3 à 4 p. 100. Comme le constate le rapport sur les comptes de la nation, ce résultat est bon, compte tenu du haut niveau atteint en 1959 par les récoltes de céréales et de vin. Les deux années précédentes les coefficients annuels d'augmentation avaient été de 2 p. 100 et de 3 p. 100. Au rebours de la production industrielle, la production agricole qui avait stagné en 1956 et 1957 par l'effet conjugué de mauvaises circonstances atmosphériques et de la reconstitution du cheptel, a augmenté assez régulièrement ces trois dernières années.

Cette croissance régulière pose des problèmes de débouchés qui deviendront rapidement graves dans le domaine de la production animale.

II. — La production industrielle.

Un double jugement doit être porté sur l'évolution de la production industrielle en 1960 et par suite deux analyses statistiques différentes de cette production doivent être effectuées. La première doit permettre de comparer les résultats de la production industrielle à ceux des dernières années, elle prendra pour terme de reprendre le niveau atteint par l'indice de la production industrielle en avril 1958, qui représente pour la plupart des secteurs couverts par cet indice le point le plus haut des résultats atteints à la suite de l'expansion de l'économie française depuis 1955.

La seconde analyse suivra l'évolution de l'indice d'ensemble de la production industrielle et de ses éléments composants mois par mois en 1960. Elle permettra d'apprécier la tendance de la conjoncture actuelle.

A. — Les résultats de la production industrielle en 1960 par rapport a ceux des années précédentes

1° *Le relèvement de la production industrielle depuis avril* 1958.

Le tableau n° 6 donne d'une part les résultats des calculs de l'indice de la production industrielle au mois d'avril 1958, mois qui marque la fin de l'expansion des années 1952-1958 (1), d'autre part, les résultats des calculs de cet indice au troisième trimestre de 1960. Ces résultats sont corrigés des variations saisonnières et calculés en moyennes mobiles sur trois mois de sorte qu'ils donnent la tendance *réelle* de la production industrielle pour les *deuxième et troisième trimestres* de l'année.

Pour l'ensemble des branches de la production industrielle couvertes par l'indice, le progrès de la production est de 14 p. 100 en septembre 1960 par rapport à avril 1958.

Mais ce chiffre moyen masque des évolutions très différentes selon les branches dont la production est reprise dans le calcul de l'indice.

Tableau n° 6

Indices de la production industrielle.

(Corrigés des variations saisonnières et en moyennes mobiles sur trois mois.)

(Base 100 en 1952.)

	Comparaison des résultats d'avril 1958 et du troisième trimestre 1960.			
	Avril 1958.	Juillet 1960.	Août 1960.	Septembre 1960.
Indice d'ensemble sans bâtiment	156,5	174	176	178
Production des métaux	142,5	164,5	165,4	169
Transformation des métaux	168,5	172,5	174	178
Construction électrique	201	227	235	241
Automobile	208,5	247	247	251
Industrie chimique	205	309	325	334
Caoutchouc	157	171	168	169
Industrie textile	(*) 138,5	135,5	135,5	134,5
Dont:				
Coton	130	124,5	128,2	130,2
Cuirs et peaux	(*) 118,5	97,5	95	97
Papier-carton	178,5	219,5	219	222
Bâtiment	123	125	124	125

(*) Mars 1958

(1) Pour quelques branches le sommet de l'expansion est soit en mars, soit en juillet 1958; les notes du tableau n° 6 indiquent les branches qui se trouvent dans cette situation et précisent le mois qui a été pris pour référence.

Ces branches se répartissent en trois groupes.

a) *Dans le premier groupe,* la production a fortement augmenté d'avril 1958 au troisième trimestre de 1960. Ce résultat a été obtenu grâce à une progression constante de la production, qui n'a été marquée par aucun arrêt à la période de récession de l'économie française de la fin de l'année 1958 au milieu de 1959.

Les branches qui appartiennent à ce premier groupe sont l'industrie du gaz, la chimie, l'industrie automobile, la construction électrique, l'industrie du papier-carton.

La progression la plus forte est évidemment celle du gaz qui a plus que doublé ; elle s'explique d'ailleurs aisément par la mise en exploitation et le développement de la production du gaz de Lacq. Un léger faiblissement ralentit l'essor de ce secteur à la fin de l'année 1959.

Le secteur dont le développement a été le plus rapide est ensuite celui de l'industrie chimique : + 63 p. 100. Viennent ensuite dans l'ordre : l'industrie du papier-carton + 24 p. 100, la construction électrique + 20 p. 100 et, malgré le ralentissement actuel, la production automobile + 20 p. 100.

Il est symptomatique de constater que ces secteurs avaient doublé leur production de 1952 à 1958. Sauf le papier-carton, ils atteignaient en effet tous en avril 1958 l'indice 200 par rapport à 100 en 1952 et à ce doublement en six ans, a succédé en deux ans et demi une augmentation variant entre 20 p. 100 et 60 p. 100, sans parler de la croissance exceptionnelle de l'extraction de gaz.

b) *Un second groupe* de branches est caractérisé par une expansion beaucoup plus faible de la production par rapport à avril 1958 ; surtout et c'est là la seconde caractéristique de ce groupe, cette expansion n'est pas le résultat d'un mouvement continu de progression de la production, mais la résultante d'un léger mouvement de baisse qui atteint son point le plus bas le plus souvent au deuxième trimestre de 1959 et d'un mouvement de hausse d'une plus grande ampleur depuis cette date.

Cette situation est celle de la plupart des industries des métaux tant au stade de la production qu'au stade de la transformation. Elle est illustrée par l'évolution des indices de ces deux groupes d'industries.

La production des métaux avait quelque peu diminué à la fin de 1958. Mais le niveau d'avril a été rapidement retrouvé, puisque dès juin 1959, l'indice de référence que nous avons choisi était dépassé. En septembre 1960, l'expansion réalisée depuis cette date de juin 1959 était importante puisque l'accroissement de la production pouvait être chiffré à près de 19 p. 100.

Pour la transformation des métaux, par contre, la baisse de la production en 1958 et 1959 fut plus profonde puisqu'elle atteint à son point maximum (en mars 1959) plus de 7 p. 100 du niveau atteint en avril 1953, et elle dura plus longtemps, ce niveau d'avril 1958 n'ayant été dépassé qu'en novembre de l'année dernière. A la date de septembre 1960, la progression de ce secteur avait repris, mais l'accroissement de production par rapport à l'indice de référence n'était que de 5,5 p. 100.

Encore faut-il noter que la transformation des métaux recouvre certaines branches en forte expansion que nous avons classées dans le premier groupe. Les résultats de la production de cette branche se traduisent par une évolution plus favorable qu'elle aurait été de l'indice de la transformation des métaux, si la construction électrique et l'automobile n'avaient pas été classées sous cette rubrique.

D'autres branches de l'économie connaissent une même évolution : le caoutchouc et le verre.

c) *Un troisième groupe* d'industries peut enfin être défini. La caractéristique de ce groupe est que la production n'a pratiquement pas progressé et a même quelquefois sensiblement baissé par rapport aux résultats atteints en avril 1958.

Se trouvent dans cette situation, le bâtiment, l'industrie textile, les cuirs et peaux, les charbonnages.

D'avril 1958 au deuxième trimestre de 1960, la production de l'industrie du bâtiment n'a pratiquement pas progressé. La hausse varie entre 1 et 2 p. 100 selon le mois du trimestre pris comme référence.

Pour l'industrie textile, une baisse est enregistrée de 3 p. 100 environ. Cette baisse couvre des mouvements en sens divers des différentes branches composantes. Les fibres et fils artificiels ont continué leur mouvement de progression. La production de l'industrie cotonnière est restée à peu près stable. Par contre, l'industrie de la laine a connu une diminution sensible qui atteint près de 9 p. 100 en deux ans et demi.

Pour le charbon, la baisse est d'environ 6 p. 100. Elle traduit de façon concrète la crise des charbonnages et le problème de la coordination de la politique énergétique en France, comme au sein de la C. E. C. A.

Enfin, le secteur qui apparaît par rapport à 1958 comme étant le plus en perte de vitesse est l'industrie des cuirs et peaux. D'un maximum de 119 (base 100 en 1952) atteint en mars 1958, l'indice est passé à 97,5, 95 et 97 pour chacun des mois du troisième trimestre de 1960.

A ces branches, il faut ajouter la construction navale et l'aéronautique qui font partie de secteurs déjà cités.

***

En définitive, il apparaît que le premier et le troisième groupe renferment des activités respectivement en expansion ou en crise de structure. Le second, au contraire, qui comprend la plupart des industries d'équipement, a été fortement influencé par la conjoncture.

Les tendances de l'économie française depuis 1958 paraissent donc nettement caractérisées : poussée très forte de quelques branches industrielles ; reprise modérée de l'expansion dans le plus grand nombre des autres après une dépression passagère à la fin de 1958 et au début de 1959 ; stagnation ou même baisse de l'activité de certains secteurs, notamment textiles, cuirs et peaux, charbonnages.

2° *Comparaison des résultats obtenus aux objectifs du troisième Plan.*

Pour instructive qu'elle soit, une telle évolution n'est pas suffisante pour l'analyse conjoncturelle. A la limite, c'est une tautologie de considérer que les secteurs en expansion ont été moins affectés et les secteurs en régression plus affectés par la baisse conjoncturelle. Par contre, il est intéressant de voir comment cette baisse a affecté les résultats prévus. La seule « batterie de prévisions » est celle du troisième Plan 1957-1961. C'est donc à ces prévisions que les résultats obtenus doivent être comparés.

Le section de la conjoncture ne peut entreprendre une étude détaillée de la réalisation du troisième Plan qui serait d'ailleurs prématurée et qui, en tout état de cause, appartient à la section des investissements et du Plan ; mais il est intéressant de comparer rapidement l'évolution que nous venons de décrire à celle qui avait été prévue. Cette étude est d'autant plus facile à faire que le Centre d'observation économique de la chambre de commerce et d'industrie de Paris vient de l'effectuer (1) : nous ne ferons donc que reprendre les principales conclusions du centre.

Deux industries sont très en avance sur les objectifs du plan : l'industrie chimique et l'industrie automobile. Ce n'est pas là une situation nouvelle. Dès 1958, elles étaient en avance et cette avance s'est maintenue.

La construction électrique et l'industrie du papier-carton dont l'évolution avait suivi les prévisions du plan presque jusqu'en 1959 montrent depuis cette date un dynamisme supérieur à celui qui avait été prévu au moment de l'élaboration du plan. Cette tendance a d'ailleurs été reconnue par le plan intérimaire, qui a fixé à ces industries pour 1961 des objectifs supérieurs à ceux antérieurement arrêtés.

L'industrie du caoutchouc compte non tenu du faible rebondissement d'activité de 1959, qui avait été passager, suit exactement les prévisions du plan.

Par contre, la sidérurgie et les industries mécaniques dans leur ensemble ont atteint jusqu'à maintenant des niveaux de production sensiblement inférieurs à ceux qui leur avaient été fixés. Pour la sidérurgie, ce retard ne date pas de la récession qu'a connue l'économie française à la fin de l'année 1958. Dès le premier semestre de cette année, le décalage avec les prévisions du plan était très net.

Pour les industries mécaniques au contraire, c'est la stagnation des années 1958 à 1959 qui est responsable de cette situation. La progression observée depuis le milieu de 1959 et celle prévue dans le cadre du plan intérimaire correspondrait à celle envisagée par le plan. Mais la base de départ du milieu de l'année 1959 est nettement inférieure au niveau de production que ces industries auraient dû atteindre à cette date, si les prévisions du plan avaient été réalisées.

(1) V. Chambre de commerce et d'industrie de Paris, Centre d'observation économique. Lettre mensuelle de conjoncture, Numéro spécial, octobre 1960.

Pour certaines branches des industries mécaniques, l'évolution de ces années récentes s'est effectuée dans le sens inverse de celui prévu. C'est le cas notamment, pour le machinisme agricole. Au milieu de 1958, la situation de cette industrie était meilleure que celle prévue par le plan. Mais depuis cette date, l'activité de cette branche n'a cessé de diminuer très fortement, alors que le plan avait prévu une progression régulière. Au milieu de l'année 1960, l'écart entre la production prévue et la production réelle est de 30 p. 100.

L'industrie textile est, elle aussi, largement en-dessous du niveau prévu par le plan. Le retard existait déjà en 1958. La récession de 1959 l'a accentué. Le plan intérimaire a constaté cette situation en réduisant très fortement l'objectif de production prévu pour 1961 (113 au lieu de 131, base 100 en 1956).

Enfin, en ce qui concerne un secteur important, le bâtiment, il apparaît, d'après les informations fournies par la section du logement de la construction et de l'urbanisme du Conseil, que les objectifs du troisième plan ne seront que très partiellement atteints. Même l'objectif des 300.000 logements, qui devait être une moyenne de logements achevés au cours de la période 1957-1961, ne le sera peut-être pas.

Or, compte tenu des progrès de productivité dans ce secteur, il est certain qu'une telle situation traduit un sous-emploi des capacités de production de cette branche d'activité.

***

Ainsi l'évolution de la production en 1960, si elle permet de satisfaire globalement l'objectif fixé, c'est-à-dire une augmentation de 5,5 p. 100 de la production intérieure brute, repose sur une évolution par branches qui n'est pas toujours entièrement satisfaisante. Les retards que l'analyse de la situation de la production au troisième trimestre 1960 par rapport à avril 1958 nous a révélés, sont des retards réels, c'est-à-dire qu'ils marquent pour la plupart un décalage avec les objectifs du plan. Ils ne correspondent pas à une évolution prévue. Certes, ces divergences peuvent, pour partie, être attribuées à une insuffisance dans les méthodes de prévision. Mais elles indiquent aussi nettement que l'arrêt de l'expansion, bien que momentané, a laissé des distorsions dans la structure de l'économie française.

B. — L'ÉVOLUTION RÉCENTE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

La situation actuelle de la production industrielle n'est pas seulement définie par le fait que l'année 1960 a une production supérieure à l'année 1959. Elle est, en outre, caractérisée par une évolution rapide au deuxième semestre, s'opposant à la stagnation du début de l'année. C'est grâce à cette conjoncture très ascendante de l'été et de l'autonome que le niveau fixé par le plan intérimaire, un moment compromis, semble atteint pour 1960.

1° *Résultats d'ensemble.*

L'analyse de l'indice d'ensemble de la production industrielle sans bâtiment, corrigé des variations saisonnières, montre qu'au premier trimestre le niveau de la production n'a pas été supérieur à celui du dernier trimestre de 1959. L'indice trimestriel est, en effet, à 170 environ pour les deux périodes observées. Le rapport de conjoncture du mois de juillet a longuement étudié ce phénomène. Il n'est donc pas nécessaire d'y revenir si ce n'est pour souligner que les résultats statistiques définitifs de ces deux trimestres montrent qu'il n'y a pas eu cette évolution en forte hausse à la fin de 1959 puis en sensible baisse au début de 1960 que certaines pensaient s'être produite. Les derniers calculs de l'indice de la production industrielle tenant compte de tous les facteurs accidentels qui ont pu exercer leur effet à ce moment montrent qu'en gros il y a un palier de la production, avant et après le mois de décembre 1959, dont les résultats restent quelque peu aberrants.

Depuis le début du deuxième trimestre, on assiste à une reprise progressive de la production industrielle qui a été d'abord assez lente dans les premiers mois et qui semble s'accélérer depuis juillet. En août et en septembre, la progression a été de deux points chaque mois. Sans doute doit-on interpréter les résultats des mois d'été. Mais il faut remarquer qu'il s'agit là de calculs sur des indices de production désaisonnalisés. L'influence des vacances a donc été éliminée.

TABLEAU N° 7

Indice d'ensemble de la production industrielle de décembre 1959 à octobre 1960.

(Sans le bâtiment, corrigé des variations saisonnières, base 100 en 1952.)

MOIS	INDICE	MOIS	INDICE
Décembre 1959	176	Juin 1960	173
Janvier 1960	171	Juillet 1960	176
Février 1960	169	Août 1960	178
Mars 1960	169	Septembre 1960	180
Avril 1960	170	Octobre 1960	178
Mai 1960	173		

(Le résultat d'octobre est en légère baisse en raison des jours fériés et du nombre des samedis).

Les réponses des chefs d'entreprises à l'enquête de novembre de l'I. N. S. E. E. donnent des indications convergentes.

TABLEAU N° 8

Pourcentage des chefs d'entreprise dont la production est en augmentation ou en diminution.

	DE JUIN à octobre 1959.	DE NOVEMBRE 1959 à février 1960.	DE MARS 1960 à juin 1960.	DE JUIN 1960 à novembre 1960.
Pourcentage en augmentation	44	39	39	41
Pourcentage en baisse	15	14	14	13

Pour léger qu'il soit, le redressement qui apparaît dans les réponses est sensible et d'apparence semblable à celui qui s'est manifesté à la fin de l'année dernière.

Enfin, les résultats disponibles sur la consommation d'électricité confirment cette évolution (tableau n° 9).

TABLEAU N° 9

Variation de la consommation d'électricité d'un mois à l'autre, corrigée des variations saisonnières.

MOIS	POURCENTAGE	MOIS	POURCENTAGE
Janvier 1960	+ 0,9	Juillet 1960	+ 1,5
Février 1960	+ 1,7	Août 1960	+ 1,4
Mars 1960	+ 0,5	Septembre 1960	(1) + 3,1
Avril 1960	— 0,03	Octobre 1960	+ 1,7
Mai 1960	— 0,06	Novembre 1960	— 0,02
Juin 1960	+ 1,5		

(1) On ne peut éliminer les pertes accidentelles qui ont dû se produire en raison d'inondations.

2° *Evolution récente par branches.*

Si le progrès ainsi défini de la production industrielle paraît pouvoir s'appliquer non seulement à l'ensemble de la production, mais également à la plupart des branches dont les résultats sont retenus dans le calcul de la production industrielle, il faut noter cependant certaines évolutions propres à des branches données de l'industrie dont le progrès est nettement différent.

Dans la période récente, deux tendances se font jour. La première est l'accentuation de divergences de structure, la seconde est, au contraire, la remise en ordre à la suite de l'évolution conjoncturelle.

a) Permanence des crises structurelles.

L'industrie des cuirs et peaux voit son activité diminuer depuis le début de 1960. Cette tendance ne fait que prolonger celle observée au second semestre de 1959. Alors que les premiers mois de l'année dernière avaient semblé marquer un relèvement du niveau de la production qui atteignait au mois de juin un chiffre proche du maximum de 1959, l'évolution depuis un an paraît constamment défavorable.

En outre, il importe surtout de noter les évolutions récentes de certains secteurs de l'industrie considérés comme « névralgiques ». Dans ce groupe, figure, au premier plan, l'industrie automobile. Les résultats des derniers mois montrent pour la première fois une « hésitation » de la production. Ceci s'explique par les inquiétudes des constructeurs d'automobiles, inquiétudes qui se traduisent par des réductions d'horaires et d'effectifs, notamment aux usines Renault.

TABLEAU N° 10

Indices de la production industrielle par branches corrigés des variations saisonnières.

(Base 100 en 1952.)

	OCTOBRE 1959	DÉCEMBRE 1959	JANVIER 1960	FÉVRIER 1960	MARS 1960	AVRIL 1960	MAI 1960	JUIN 1960	JUILLET 1960	AOUT 1960	SEPTEMBRE 1960	OCTOBRE 1960
Production des métaux	154	156	155	162	166	166	165	162	169	167	170	176
Transformation des métaux	174	187	179	171	174	179	174	172	172	179	184	172
Sidérurgie	147	151	152	156	157	157	157	154	161	154	163	166
Première transformation des métaux	164	183	176	182	173	173	171	175	186	185	178	»
Fonderie	118	128	123	117	117	115	113	121	126		129	»
Automobile	227	267	252	249	255	255	247	261	243		238	229
Construction électrique	218	238	225	224	216	232	222	241	240		247	226
Industries chimiques	256	278	284	273	265	274	285	302	342	338	329	344
Textiles	134	139	137	132	136	134	134	139	133	133	137	136
Papier-carton	196	207	220	212	211	216	213	216	220		225	230
Cuirs et peaux	106	105	107	106	103	99	101	100	91	101	98	103

b) Reprise conjoncturelle.

La reprise de la consommation en fin d'année, dont il sera fait état plus loin, a entraîné une reprise des industries produisant des biens de consommation. Encore peu perceptible dans les indices de septembre, cette remise en ordre apparaît dans les réponses des chefs d'entreprise aux questions posées par l'I. N. S. E. E. sur leur activité en novembre 1960.

Améliorent leur position : l'habillement et les fabrications d'articles mécaniques, le bois. Restent sur leur lancée : les métaux, le verre, l'alimentation, les textiles. Ralentissent leur activité : l'automobile, la transformation des métaux, l'imprimerie.

Certaines de ces industries, qui vivent sur leur lancée, notent néanmoins un changement de la demande.

C'est le cas du textile et des produits d'alimentation dont la demande s'est améliorée, de la sidérurgie dont la demande se détériore : ces effets n'étaient pas encore répercutés au commencement de novembre dans la production.

L'accroissement très net de la demande dans le textile, l'habillement, le bois et les meubles, les industries alimentaires apparaît

comme une récupération après la baisse conjoncturelle de ces deux dernières années.

Il semble de même que les secteurs de constructions navale et aéronautique connaissent un début de redressement après avoir connu une phase difficile. Il semble également que la crise de l'industrie de machines agricoles, dont nous avons montré l'ampleur à l'occasion de la comparaison du Plan et de la production réelle de cette industrie, s'atténue et puisse se terminer prochainement.

3° *Le bâtiment.*

Des informations plus détaillées doivent être, enfin, données sur un secteur qui n'est pas compris dans l'indice de la production industrielle, tel que nous l'avons donné ci-dessus, le secteur du bâtiment.

TABLEAU N° 11

Evolution de la production du bâtiment et des travaux publics.

Indice : base 100 en 1952, corrigé des variations saisonnières.

MOIS	INDICE	MOIS	INDICE
Octobre 1959	122	Mai 1960	126
Décembre 1959	125	Juin 1960	123
Janvier 1960	116	Juillet 1960	126
Février 1960	121	Août 1960	123
Mars 1960	132	Septembre 1960	125
Avril 1960	123	Octobre 1960	125

D'après des informations fournies par la section du logement de la construction et de l'urbanisme, il apparaît que le premier trimestre a été nettement plus mauvais en 1960 qu'en 1959, qu'au deuxième trimestre une reprise saisonnière s'est manifestée, qu'enfin le troisième trimestre montre un léger progrès par rapport à 1959.

Si l'on étudie l'évolution de ce secteur par grandes régions, il apparaît que le reflux est plus sensible dans les régions et les départements ayant eu dans le passé une activité importante non seulement dans le domaine de la reconstruction (Normandie, Finistère) mais dans tous les domaines (Alsace, Bouches-du-Rhône, Alpes-Maritimes, etc.).

Ensuite, selon les catégories de travaux, le gros œuvre paraît en plus grande difficulté que le second œuvre: cette situation paraît contradictoire avec les indications données par le ministère de la construction, selon lesquelles les mises en chantier ont été supérieures aux achèvements. Vraisemblablement les mises en chantier sont de très peu supérieures aux achèvements par séries désaisonnalisées.

Mais il faut remarquer que les progrès de productivité sont plus élevés dans le gros œuvre que dans le second œuvre et une telle évolution fausse les comparaisons faites à partir des indices d'activité, qui enregistrent les heures œuvrées, et que la construction de logements représente seulement 45 p. 100 environ de l'activité du bâtiment. Enfin une éventuelle reprise des « mises en chantier » serait nécessairement lente pour des raisons techniques et il est possible qu'elle n'ait pas encore fait sentir pleinement son influence.

***

Au total, s'il paraît maintenant très probable que la production intérieure brute aura augmenté d'environ 5,5 p. 100 en 1960, il est certain que la situation de l'économie française n'est pas cependant totalement satisfaisante.

Il faut rappeler en premier lieu que ce résultat est obtenu par référence au niveau de la production en 1959 et que celui-ci était relativement bas, la première partie de l'année ayant été marquée par une sensible récession.

En second lieu, l'analyse à laquelle nous venons de procéder a montré que si certains secteurs avaient révélé un très grand dynamisme en 1960, d'autres étaient en retard par rapport aux prévisions du plan ou sont caractérisés par une situation de stagnation. Il en est ainsi du bâtiment. Enfin, il faut noter que celui des secteurs les plus dynamiques qui joue dans l'expansion française le plus grand rôle, l'industrie automobile, connaît à l'heure actuelle pour la première fois des difficultés.

Dans l'ensemble toutefois, il est incontestable que le deuxième semestre de l'année 1960 connaît une reprise de l'activité indéniable.

CHAPITRE II

LA REPARTITION DE LA PRODUCTION EN 1960

Au début de 1959, après la dévaluation, la nouvelle politique économique mise en place devait assurer la relance de l'économie non pas par la consommation, mais par le progrès des exportations et le développement de l'investissement.

L'étude de la conjoncture en 1959 et au premier semestre de 1960 effectuée dans les deux précédents rapports du conseil a montré que la répartition de la production entre ces trois éléments composants de la demande n'a pas été exactement celle qui avait été prévue.

Dans un premier stade, correspondant aux premiers mois de 1959, les exportations se sont sans doute développées très sensiblement et il est certain qu'à cette époque cet élément de la demande a été le soutien principal de l'activité économique. Par contre, la consommation s'est développée plus qu'il n'avait été prévu, aux mois de janvier et février 1959 où notamment, elle a sensiblement augmenté, probablement du fait de la crainte de hausses de prix consécutives à la dévaluation. Les investissements n'ont pas suivi non plus l'évolution prévue. Sans doute, les pouvoirs publics ne pensaient pas que la demande d'équipement reprendrait très rapidement, à un moment où l'économie française connaissait une sensible révision. Mais la baisse sensible des investissements constatée alors a été supérieure à celle prévue.

A l'automne 1959, la situation avait quelque peu évolué. L'exportation restait le facteur essentiel de la demande, celui qui devait permettre de faire progresser la production. Les dépenses de consommation s'étaient à peu près stabilisées. Les dépenses d'équipement reprenaient progressivement en fin d'année.

Pour 1960, le plan intérimaire prévoyait une augmentation nouvelle importante des exportations vers l'étranger, qui était fixée à 15,8 p. 100 en volume du niveau atteint en 1959, une progression des investissements bruts de 5,5 p. 100 et seulement un accroissement de 4,3 p. 100 de la consommation des ménages.

TABLEAU N° 12

Répartition des emplois de la production en 1960 d'après le plan intérimaire.

(Valeur en milliards de nouveaux francs.)

	1959	1960			
	Valeur à prix courants.	Variation en volume par rapport à 1959.	Valeur à prix 1959.	Variation des prix par rapport à 1959.	Valeur à prix courants.
		P. 100.		P. 100.	
Consommation des ménages	160,5	+ 4,3	167,4	+ 3,8	173,7
Consommation des administrations	12,1	+ 8	13	+ 2,2	13,4
Consommation des institutions financières	1	+ 7,4	1	+ 3,8	1,1
Investissements bruts	45,8	+ 5,5	48,4	+ 1,8	49,3
Formation de stocks	2,1		3		3,3
Exportations :					
Etranger	20,1	+ 15,8	23,3	+ 3	24
Outre-mer	9,2	+ 6,9	9,9	+ 3,2	10,2
Solde des échanges de services liés au commerce extérieur	2,9		3,2		3,2
Total des emplois	253,7		269,2		278,2

L'analyse des résultats déjà disponibles sur l'année 1960 permet-elle de conclure que la répartition des ressources nationales, qui avait été prévue, a été effectivement réalisée ? Telle est la question à laquelle nous devons répondre maintenant.

La réponse à cette question suppose que nous étudions un par un ces trois éléments principaux de la demande et que cette étude soit faite trimestre par trimestre.

I. — Les exportations.

1° *Les exportations vers l'étranger.*

a) Evolution d'ensemble.

Le tableau n° 13 donne l'évolution des exportations vers l'étranger en moyennes mobiles sur trois mois depuis janvier 1960. Il s'agit de l'indice de la valeur des exportations (or exclu). Les chiffres sont corrigés des variations saisonnières. La première colonne donne l'indice pour l'ensemble de ces exportations, la seconde donne l'indice d'un élément essentiel de ces exportations, les automobiles. Les troisième et quatrième colonnes fournissent des indices partiels des exportations, l'une, toutes les exportations autres que les exportations automobiles, l'autre, toutes les exportations autres que les exportations d'automobiles et les exportations d'acier.

L'utilisation de ces différents indices permet d'étudier aussi bien l'évolution totale des exportations que l'évolution des principaux produits exportés.

L'étude de l'indice global des exportations vers l'étranger montre clairement trois phases différentes dans l'évolution des exportations en 1960. Chacune de ces phases correspond à un trimestre.

TABLEAU N° 13

Indices de la valeur des exportations (or exclu) à destination des pays étrangers.

(Chiffres établis en moyennes mobiles, corrigés des variations saisonnières.)

(Base 100 en 1956.)

MOIS	TOTAL des exportations (or exclu.)	EXPORTATIONS d'automobiles.	TOTAL DES EXPORTATIONS	
			Exportations d'automobiles.	Exportations d'automobiles et d'acier.
Janvier	149	566,5	135,3	135,9
Février	159	613,4	143,4	143,7
Mars	163	525,4	151	153,7
Avril	159	466,3	148,9	153,7
Mai	156,5	423	147,5	152,8
Juin	154	417,2	145,1	150,9
Juillet	157,5	430,8	148,1	154,4
Août	150	380,3	142,1	148,3
Septembre...	156	414,1	147,1	153,4
Octobre	158	389,4	150,4	156,6

Au premier trimestre, l'indice des exportations monte encore très rapidement : 7,5 p. 100 de janvier à février, 3 p. 100 de février à mars. Le second trimestre, par contre, voit une diminution des exportations vers l'étranger. Celle-ci est sensible : 5 p. 100 en trois mois. Mais au troisième trimestre et en octobre, sous réserve des résultats quelque peu aberrants du mois d'août, les exportations paraissent se stabiliser à un niveau intermédiaire entre celui du premier trimestre et celui du second.

b) Baisse des exportations d'acier et d'automobiles.

Le fait le plus notable est la baisse des exportations de voitures automobiles et d'acier, produits qui constituaient à eux seuls le quart de nos ventes à l'étranger. L'exportation d'automobiles a en effet sensiblement baissé au cours de l'année. L'indice des exportations d'automobiles qui était de 566, base 100 en 1956, en janvier 1960 a encore progressé pendant un mois pour atteindre 613 en février, chiffre culminant des exportations dans ce domaine. Puis à partir de mars, un mouvement de diminution s'amorce qui n'a cessé de se poursuivre jusque dans les derniers mois. En septembre, l'indice des exportations d'automobiles avait baissé de 200 points par rapport au mois de février.

Les exportations d'acier ont légèrement augmenté, elles aussi, au premier trimestre. Au second, elles ont sensiblement diminué, puis paraissent s'être stabilisées au troisième trimestre à un niveau proche de celui atteint au mois de juin.

Il ressort donc de cette étude que les deux principaux produits d'exportation ont connu une évolution défavorable, à partir du deuxième trimestre de 1960 tout au moins. La situation s'est très nettement dégradée pour les automobiles. Pour l'acier, la baisse est sans doute moins importante, mais sensible cependant puisqu'elle est en septembre inférieure d'environ 15 p. 100 au niveau maximum de l'année qui est celui des mois de février et mars.

c) Maintien des autres exportations.

Mais si l'on élimine ces deux éléments de l'indice des exportations vers l'étranger, l'évolution des autres exportations, qui représentent environ 75 p. 100 du total des exportations vers l'étranger montre une stabilité assez grande.

L'étude de la dernière colonne du tableau n° 13 montre que la progression de ces exportations au premier semestre a été très sensible : 18 p. 100 environ en trois mois. Mais au deuxième trimestre, on assiste à une légère baisse ; toutefois cette baisse est moins forte que celle observée sur l'ensemble des exportations : 2 p. 100 contre 7 p. 100 environ. Au troisième trimetre, le même phénomène de stabilisation est observé, mais cette stabilisation s'effectue à un niveau beaucoup plus proche des maxima du premier trimestre que l'ensemble des exportations. L'évolution dans son ensemble est donc la même, mais elle est moins accentuée et, au total, il ne semble pas y avoir de perte.

Ainsi l'évolution des exportations parait avoir été assez sensiblement différente selon les trimestres : le premier trimestre a enregistré des succès importants. Mais dès le mois de mars, les exportations d'automobiles ont commencé à diminuer, il en a été de même, mais dans une moindre proportion, des autres exportations au second trimestre. Au troisième trimestre, la situation semble s'être stabilisée, mais le niveau atteint pour l'ensemble des exportations est quelque peu inférieur au maximum des exportations ; ceci est dû surtout à l'automobile, mais aussi à l'acier.

⁂

Au total, en 1960, les exportations auront encore bénéficié d'un fort pourcentage d'accroissement par rapport à 1959 : le rapport économique et financier avance le chiffre de 20 p. 100 en volume par rapport à la moyenne de l'année 1959. Ce chiffre est supérieur à celui annoncé par le plan intérimaire. Mais ce qu'il importe de noter, c'est que l'évolution, trimestre par trimestre, de ces exportations montre que celles-ci ont de moins en moins tendance à être l'élément essentiel de la conjoncture, comme cela avait pu être le cas en 1959.

2° *Les exportations vers les pays de la zone franc.*

TABLEAU N° 14

MOIS	VALEUR (en millions de nouveaux francs).	INDICES DU VOLUME 1956 = 100 (or exclu).
Janvier 1960.....	902	167
Février 1960.....	951	180
Mars 1960.....	918	170
Avril 1960.....	814	150
Mai 1960.....	813	149
Juin 1960.....	771	940
Juillet 1960.....	778	141
Août 1960.....	630	114
Septembre 1960.....	805	149
Octobre 1960.....	919	»

Si l'on compare le total des exportations vers les pays de la zone franc pendant les neuf premiers mois de l'année à ceux de la période correspondante de l'année dernière, on constate que les ventes de la France se sont accrues de 18 p. 100 environ. Les plus fortes augmentations concernent les fontes, fers et aciers (+ 150 millions de nouveaux francs), les automobiles (+ 119 millions de nouveaux francs) et les céréales (+ 111 millions de nouveaux francs).

En octobre, face à un volume très bas d'importations, le plus faible enregistré depuis le début de l'année 1960, on constate une reprise des exportations qui, avec 919 millions de NF, retrouvent le niveau élevé du premier trimestre de l'année. Les progrès les plus importants concernent les automobiles, les machines et appareils, les tubes et tuyaux de fonte et d'acier et des éléments de voies ferrées, ainsi que des produits alimentaires.

II. — Les investissements.

A. — Les prévisions du budget économique

Le budget économique de 1960, présenté à l'occasion de la loi de finances prévoyait une augmentation de 7,5 p. 100 du volume des investissements.

Tableau n° 15

Formation de capital fixe en 1958, 1959 et 1960.

	1958	1959	1960 en prix moyens de 1959.	Variations 1959 par rapport	Variations 1960 par rapport
				Indices de volume.	
				P. 100.	P. 100.
Formation brute de capital fixe des entreprises.....	3.125	3.270	3.555	— 0,6	+ 8,5
Formation brute de capital fixe des ménages.....	861	851	870	— 4	+ 2
Formation brute de capital fixe des administrations....	425	494	540	+ 13	+ 9,5

Les investissements financés par le budget de l'Etat étaient augmentés pour 1960, mais la progression était moindre que celle observée en 1959. Elle restait cependant substantielle, puisqu'elle atteignait près de 10 p. 100.

Le fait nouveau le plus important était le retournement de la tendance observée en 1959 dans les investissements des entreprises privées. D'après les données de la comptabilité nationale, pour l'ensemble de l'année 1959 par rapport à 1958, les investissements privés exprimés en volume auraient légèrement diminué. Pour 1960, le budget économique prévoyait une augmentation de 8,5 p. 100. Mais il estimait que si ce chiffre paraissait indispensable à atteindre, l'observation des tendances actuelles en matière d'investissement laissait planer un doute sur ces possibilités de réalisation spontanée.

En ce qui concerne les investissements des particuliers, c'est-à-dire essentiellement la construction de logements, le Gouvernement prévoyait également un retournement de tendance, mais qui devait être nettement moins accentué que dans le domaine des investissements des entreprises privées. A une baisse en volume de 4 p. 100 observée de 1958 à 1959 devait succéder une augmentation de 2 p. 100 de 1959 à 1960.

B. — Les réalisations

1° *Les investissements publics.*

Un certain retard a été constaté dans l'utilisation des crédits d'équipement mis à la disposition des administrations. L'état des dépenses publiques en fin d'année le montre clairement mais il est probable que les dépenses prévues sur ce chapitre pourront être en définitive effectuées avant la fin de l'année.

Sans doute, cette situation tient-elle en partie au fait que les grands programmes d'investissements financés sur fonds publics (aéroport de Paris, Lacq) sont maintenant près d'être terminés et que la politique énergétique a pris une orientation nouvelle, ce qui entraîne un arrêt ou un ralentissement des investissements, en ce domaine. L'Etat doit donc réaliser une reconversion de sa politique d'investissement au profit des investissements administratifs, en faveur des écoles, des hôpitaux, des routes, etc. et le secteur privé doit prendre le relais du secteur public dans le domaine économique. Cette reconversion suppose des délais et elle n'est pas entièrement réalisée encore.

Le plan intérimaire a dû tenir compte de cette situation et a ramené à 5,5 p. 100 la progression des investissements totaux bruts en 1960 par rapport à 1959.

Tableau n° 16

Investissements culturels et sociaux en 1959 et 1960.
(En millions de nouveaux francs.)

	1959	1960
Evaluations des investissements culturels et sociaux effectivement réalisés:		
Par les entreprises.....	576	»
Par l'Etat.....	790	»
Par les collectivités locales.....	1.230	»
Total	2.596	»
Crédits de paiements et autorisations de programmes:		
Crédits de paiements.....	1.707	2.284
Autorisations de programmes.....	1.827	3.004

2° *Les investissements des entreprises privées.*

Les renseignements disponibles sur le second semestre montrent, en effet, que les investissements continuent à se développer. Les commandes reçues par la sidérurgie en sont une preuve. Le carnet de commandes de cette industrie, qui lui assurait début octobre, l'emploi de sa pleine capacité de production jusqu'à la fin de l'année, déborde actuellement sur l'année 1961. Cette situation est due surtout à la demande du marché intérieur.

Les enquêtes de l'I. N. S. E. E. auprès des chefs d'entreprise donnent des indications intéressantes sur la réalisation des investissements en 1960. Dans l'ensemble, ceux-ci, en 1960, auraient augmenté de 13,6 p. 100 en valeur et de 10 p. 100 environ en volume. Si l'on met à part les investissements en matière de pétrole, la progression n'est que de 12,1 p. 100 en valeur et 9 p. 100 en volume.

Cependant, la distinction entre les tailles d'entreprises est révélatrice :

En volume, les augmentations sont les suivantes :

Petites entreprises (moins de 100 salariés), 4 p. 100 ;
Moyennes entreprises, 9 p. 100 ;
Grosses entreprises (plus de 500 salariés), 15 p. 100 ;

La différence constatée les années précédentes s'est encore accentuée cette année. Elle peut tenir à la nature des secteurs où se trouvent de grosses entreprises (notamment le pétrole). Mais elle provient surtout de ce que les grosses entreprises ont plus de constance dans leurs projets et se sont moins laissé influencer par les mouvements de conjoncture des années précédentes.

Les secteurs gros consommateurs des industries mécaniques montrent actuellement une sensible amélioration. Le secteur de la mécanique générale paraît sortir d'une crise qui durait depuis plus de dix-huit mois. La mécanique de haute précision connaît une nette expansion. Les investissements de la chimie se développent très rapidement, notamment dans le domaine de la pétro-chimie, des plastiques et de ses dérivés. Dans l'industrie textile le programme de modernisation se poursuit à un rythme moyen. Enfin dans le secteur du papier-carton, les investissements réalisés ou prévus sont très importants. Il n'en reste pas moins que toutes les marges de capacité de production ne sont pas employées et que le mouvement de progrès de l'investissement n'est pas général.

Au total, les prévisions d'investissement ne seront pas réalisées. Une telle situation avait d'ailleurs déjà été constatée dès le mois de juillet par le plan intérimaire qui a ramené de 8,5 à 6,5 p. 100 la progression des investissements privés par rapport à 1959.

3° *Investissements des particuliers.*

En ce qui concerne les investissements des particuliers, c'est-à-dire la construction de logements, les craintes exprimées dans le premier chapitre de ce rapport doivent être rappelées. Au total contrairement à ce qui avait été prévu par le budget économique de 1960, il n'y aura pas d'accroissement en volume des investissements bruts des ménages, mais une stabilité qui est d'ailleurs reconnue par les comptes de la nation pour 1960, publiés en annexe au projet de loi de finances.

III. — La consommation.

La consommation a connu une évolution différente de celle des exportations et des investissements. En cette matière également, les documents dont on dispose permettent soit une analyse annuelle pour les trois dernières années, soit une étude récente mois par mois.

A. — L'analyse annuelle

L'évolution annuelle de la consommation fait l'objet des travaux du Centre de recherches et d'études de la consommation (C. R. E. D. O. C.). Cette étude, faute du recoupement de nombreuses sources, et en particulier de la production, sera intégrée dans les comptes nationaux (1). Des résultats récents, non encore tous publiés par ce centre, permettent de mieux comprendre ce qui s'est passé ces trois dernières années.

En volume, la consommation nationale a accusé, par rapport à l'année précédente, les pourcentages suivants :

1958	+ 0,5 p. 100.
1959	+ 1,7 —
1960	+ 4,0 —

Si l'on pense que pendant cette période le nombre des consommateurs a augmenté d'environ 250.000 par an, soit 0,6 p. 100, on voit que la consommation par tête n'a pratiquement pas augmenté en 1958, a crû d'à peine 1 p. 100 en 1959 et s'est seulement accrue notablement en 1960.

On connaissait déjà ce résultat, mais le tableau suivant, dû au C. R E. D. O. C., donne d'autres renseignements fort instructifs sur l'évolution de la structure de la consommation.

Tableau n° 17

	Répartition en prix en 1959.	Augmentation en volume des consommations. 1958/1957	1959/1958	1960/1959
Alimentation	40,6	0,3	1,7	2,9
Habillement	12,2	— 3,8	0,7	3,4
Habitation	16,9	— 0,5	2,5	4,4
Hygiène et soins	9,1	6,9	3,4	5,7
Transport et communications	7,5	5	»	5,6
Culture, loisirs, distractions	7,8	2,4	2,5	5,4
Divers	5,9	— 2,3	— 0,6	4,5
Ensemble	100	0,5	1,7	4

La structure de la consommation a été bouleversée en 1958 et n'a retrouvé son évolution normale qu'en 1959 et surtout en 1960.

La consommation de produits alimentaires a résisté en 1958 à la réduction de la consommation globale ; elle a légèrement progressé en valeur absolue. Comme les prix des produits alimentaires ont augmenté plus que l'ensemble des prix en 1958, la part de l'alimentation dans le budget de famille national, c'est-à-dire la consommation nationale, a interrompu son mouvement de régression.

Tableau n° 18

Part de la consommation alimentaire (en pourcentage) dans le budget de consommation national.

Années	Pourcentage	Années	Pourcentage
1950	48,6	1956	41,9
1951	45,2	1957	40,4
1952	44,8	1958	41,5
1953	44	1959	40,6
1954	43,9	1960	40 (environ)
1955	42,9		

(1) Ceux-ci seront d'ailleurs rectifiés en mars 1961, ce qui explique que les « bleus » joints à la loi de finances donnent encore des chiffres légèrement plus faibles pour la consommation.

Mais la consommation des non alimentaires a été très affectée. Devant un budget réduit et des prix accrus d'alimentation, n'ont été maintenues que les consommations déjà engagées (notamment le logement) ou en évolution structurellement très forte : santé, culture et transports. Par contre, l'habillement et l'équipement de logements ont connu une forte régression : il s'agit de produits durables de consommation dont on peut différer l'achat.

En 1959, les non alimentaires se remettent en ordre et, dans l'ensemble, la consommation retrouve sa composition de 1957.

Dans l'ensemble, les structures de prix sont redevenues normales.

L'année 1960 a parachevé le retour à la normale, mais la perte subie dans le secteur des biens durables était à peine récupérée en fin d'année.

B. — Evolution récente

A la différence des chiffres annuels établis par le C.R.E.D.O.C., les données récentes de l'évolution sont partielles. Aussi les conclusions en la matière sont-elles moins précises.

Les prévisions des commerçants pour l'année 1960 ayant été faibles, il est normal que les réalisations les aient surpris. Au troisième trimestre 1960 l'activité commerciale a été tout à fait exceptionnelle. Elle semble légèrement inférieure au quatrième trimestre.

On ne dispose en la matière que des chifres d'affaires des grands magasins (qui calculent en outre un volume de leurs ventes), d'aperçus sur la consommation alimentaire et du chiffre d'affaires du textile.

1° *Ventes des grands magasins.*

La comparaison des variations du volume des ventes de chaque trimestre, par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, montre un net ralentissement de l'activité commerciale au second semestre 1958, notamment au troisième trimestre, seul trimestre de toute la période envisagée où le volume des ventes a été inférieur à celui du trimestre correspondant de l'année précédente.

Une reprise assez forte s'est manifestée au premier trimestre 1959 par suite d'achats spéculatifs, mais le taux d'accroissement de l'activité commerciale a progressivement décru jusqu'au troisième trimestre.

Une nouvelle augmentation, relativement importante, s'est produite au quatrième trimestre de l'an dernier ; elle a été suivie d'un ralentissement beaucoup plus apparent que réel au premier trimestre de cette année. En revanche, on constate une très forte reprise au second trimestre et une augmentation exceptionnelle au troisième trimestre (accroissement de près de 23 p. 100 du volume des ventes par rapport au troisième trimestre de 1959).

Toutefois, les statistiques du mois d'octobre et les quelques renseignements partiels recueillis, pour novembre, laissent supposer qu'à moins de forts achats en décembre, le taux d'accroissement du quatrième trimestre sera beaucoup plus proche du second que du troisième.

Tableau n° 19

Indices des variations trimestrielles de volume des ventes des grands magasins de Paris, base 100, trimestre correspondant de l'année précédente.

Années	Premier trimestre.	Deuxième trimestre.	Troisième trimestre.	Quatrième trimestre.
1958	104,9	102,2	97,1	100,3
1959	109,4	105,9	103,5	108,3
1960	101,4	112,5	122,9	»

Le volume des ventes des commerces non concentrés a probablement moins augmenté, mais a connu néanmoins des variations de même sens.

2° *L'augmentation relativement importante de la consommation alimentaire.*

Cette augmentation s'explique en partie par un accroissement des revenus, mais aussi par une modification de la structure démographique, la part des adolescents dans la population devenant plus importante. Mais elle rend compte aussi d'une augmentation de la consommation individuelle.

Pour les trois premiers trimestres de 1960, l'augmentation des quantités vendues par rapport à la période correspondante de 1959 a atteint 3,5 p. 100 sur le bœuf, 2,6 sur le veau et 5,2 sur le mouton.

3° *Variation du chiffre d'affaires du textile.*

Les indices mensuels du chiffre d'affaires d'un magasin textile, relativement représentatif de l'activité dans ce secteur, ont été les suivants (base 100 en 1959) :

TABLEAU N° 20

JANVIER	FEVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE
83	90	80	120	93	101	117	109	158

L'augmentation des prix des vêtements a été de l'ordre de 4 p. 100 ; mais les professionnels estiment qu'elle a été bien moindre.

Dans le textile on constate une très forte augmentation des ventes au troisième trimestre. Cette augmentation est en grande partie à l'origine du très fort accroissement des ventes des grands magasins au cours de cette période. Elle ne s'est pas encore répercutée, on l'a vu, sur l'activité de l'industrie textile.

***

A travers ces indications partielles, une reprise de la consommation dès le printemps et surtout l'été apparaît certaine.

CONCLUSION

La répartition entre la consommation, les investissements et l'exportation n'indique pas seulement un résultat de la production : elle permet de voir comment les diverses demandes se sont relayées depuis un ou deux ans et de faire le point de la conjoncture actuelle en précisant quel est le moteur principal de l'expansion.

L'exportation, qui a été le premier stimulant de la demande après les mesures de décembre 1958 a joué ce rôle toute l'année et même pendant l'hiver 1959-1960. Depuis le printemps 1960, elle plafonne et ne saurait à elle seule entraîner une progression de l'activité.

L'équipement qui avait diminué au commencement de 1959, s'est relevé peu à peu pendant l'année 1960. Il est, à l'heure actuelle, le principal facteur d'expansion qui a entraîné l'évolution favorable de l'économie pendant le deuxième semestre de 1960. En fin d'année les investissements de l'Etat et des particuliers (habitations) marquaient un léger recul, mais celui des entreprises privées, surtout les grosses, donne encore une impulsion à l'économie.

La consommation a remonté légèrement au commencement de 1959, puis est restée longtemps stable et en fin d'année ajoute son effet à celui de l'équipement qu'elle semble vouloir relayer.

Ainsi, la réalisation apparente du plan intérimaire, en chiffres globaux, masque-t-elle une forte différence d'évolution pendant l'année et, peut-être plus encore, des possibilités d'évolutions différentes entre les divers éléments de la conjoncture.

TITRE II

LES CONSEQUENCES DE LA REALISATION DE LA PREMIERE ANNEE DU PLAN INTERIMAIRE

Après trois ans de ralentissement, la reprise d'un rythme d'expansion suffisant n'est pas la seule observation qu'il convient de faire sur la situation économique.

Encore faut-il voir si les objectifs des mesures de 1958 et 1959 ont été atteints et dresser le bilan des sacrifices consentis.

CHAPITRE Ier

LA REALISATION DE LA PREMIERE ANNEE DU PLAN INTERIMAIRE ET LES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE ET FINANCIERE MISE EN PLACE AU DEBUT DE 1959

Trois objectifs principaux avaient été fixés à la politique économique et financière au début de 1959 :

— le redressement de la balance des comptes ;

— la poursuite d'une saine politique financière et monétaire ;

— la stabilité des prix.

Il est intéressant d'étudier quels ont été les résultats atteints en 1960 par rapport à ces trois objectifs.

I. — Le redressement de la balance des comptes.

Le redressement de la balance des comptes était l'objectif n° 1 des mesures prises en 1957 et 1958. Il était composé de deux éléments assez différents : le redressement du commerce extérieur et l'arrêt de l'évasion des capitaux.

A. — LE REDRESSEMENT DU COMMERCE EXTÉRIEUR

L'étude des chiffres douaniers, faite à propos de l'analyse de l'expansion, a montré que les exportations avaient progressé en volume pendant l'année 1959, puis avaient plafonné dans leur ensemble depuis le printemps dernier. Dans les mois les plus récents, les exportations d'acier et d'automobiles, en forte baisse, s'opposaient à la lente progression des autres postes.

Cependant, la balance du commerce extérieur comprend aussi les importations de l'étranger et les postes non recensés par les douanes.

1° *Importations.*

L'arrêt de l'expansion avait tout naturellement réduit les importations de l'étranger dans une forte proportion. L'ouverture de la frontière ne produisit pas un accroissement sensible. Alors que le volume des exportations s'accroissait, celui des importations était stationnaire : à 1 p. 100 près, le volume des importations de l'étranger fut le même en 1958 et 1959.

En outre, malgré la dévaluation, la baisse des prix en devises consentie par nos fournisseurs a été d'environ 5 p. 100, ce qui a permis de consacrer un volume plus faible de devises de 4 p. 100 à l'acquisition de nos importations.

(Rappelons que, par contre, la prime de change apportée par la dévaluation n'a pas été éliminée par les prix intérieurs : nos prix de vente ont pu être diminués de 8 p. 100 en devises, ce qui fait que les exportations nous ont rapporté 21 p. 100 de devises de plus en 1959 qu'en 1958, pour une augmentation en volume de 32 p. 100 des exportations.)

TABLEAU N° 21

Indices (base 100 en 1956) des importations en provenance de l'étranger.

(Séries corrigées des variations saisonnières.)

(Or exclu.)

MOIS	EN VOLUME	EN MILLIONS de nouveaux francs courants.
Janvier 1959	89,7	80,8
Février 1959	86,1	78,3
Mars 1959	91,3	80,1
Avril 1959	101,6	91
Mai 1959	87,4	76,9
Juin 1959	97,9	91,8
Juillet 1959	98,9	90,2
Août 1959	93,2	85,8
Septembre 1959	105,9	94,1
Octobre 1959	122,3	107
Novembre 1959	112,4	103,2
Décembre 1959	128,3	116,3
Janvier 1960	120,1	110,8
Février 1960	133,5	117,7
Mars 1960	121,8	109,5
Avril 1960	122,4	110
Mai 1960	118,3	107
Juin 1960	110,9	104,5
Juillet 1960	122	117,8
Août 1960	116,4	111
Septembre 1960	130,9	125,8
Octobre 1960	»	111,6

En 1960, le volume des importations s'est maintenu à un niveau supérieur d'environ 10 p. 100 à 1958, soit près de 30 p. 100 de plus qu'au début de 1959. Pour les neuf premiers mois de l'année 1960, les importations de produits bruts et de demi-produits ont augmenté de 30 p. 100 et celles d'équipement de 16 p. 100 par rapport à la même période de l'année précédente.

Dans l'ensemble, la montée des importations a subi un arrêt au printemps, la hausse globale des neuf premiers mois traduisant un palier acquis en avril. Cependant, en fin d'année, l'accroissement de la demande et la reconstitution des stocks des importations et la livraison d'avions à réaction ont entraîné une augmentation en volume des importations.

Au total, l'évolution récente des importations ne met pas en péril le redressement de la balance des comptes.

2° *La balance des opérations en marchandises.*

Les chiffres douaniers ne donnent qu'une vue très incomplète du commerce extérieur. Malheureusement, ils ne sont pas disponibles tous les mois.

Les chiffres douaniers des exportations et des importations vers l'étranger s'étaient équilibrés en 1959. Si on y ajoute le produit de l'affrètement et des assurances du transport maritime, on obtient le bilan suivant (en milliards d'anciens francs) :

TABLEAU N° 22

Commerce avec l'étranger.

(En milliards d'anciens francs.)

	1958	1959
Chiffres douaniers :		
Exportations Fob	1.524	2.010
Importations Caf	1.906	2.003
Solde apparent	— 382	+ 7
Frets, assurances, etc	+ 134	+ 160
Solde réel des échanges de marchandises	— 248	+ 167

D'autres postes secondaires ajoutent leur effet. Au total, en 1959, les opérations sur marchandises nous ont rapporté 436 millions de dollars (unité de compte) contre une perte de 295 en 1958.

Pour le premier semestre 1960, les opérations commerciales proprement dites (ce qui est une très mauvaise appellation officielle, car les services n'y sont pas compris, bien qu'ils soient eux aussi de nature commerciale et que cette appellation se réfère aux échanges de marchandises, services inclus, y compris le fret et l'assurance) n'ont rapporté que 51 millions de dollars (unité de compte) contre 150 prévus et contre 282 au premier trimestre 1959.

Les raisons de ce ralentissement sont dues à une augmentation des dépenses en devises de 45 p. 100, alors que les recettes en devises n'ont augmenté que de 25 p. 100 du premier semestre 1959 au deuxième semestre 1960. Entre ces périodes, nous avons vu que les importations avaient augmenté de 20 à 25 p. 100 en valeur. La différence provient notamment d'un enrichissement des coûts des transports et de l'incidence comptable, du rattachement de la Sarre à l'Allemagne. Sur ce point particulier les objectifs du plan intérimaire, qui prévoyaient un excédent de la balance générale des marchandises, au sens large, de 3 à 400 millions de dollars en 1960, ne seront pas atteints.

3° *Les services commerciaux.*

Par contre, la balance des services s'est redressée beaucoup plus qu'on ne l'escomptait. Ces postes, trop souvent méconnus parce que recensés indirectement à cadence non mensuelle et hors des douanes, ont une grande importance, par leur incidence en devises, ainsi que le montre le tableau n° 23.

L'amélioration incontestable provient en grande part de la suppression de la « fuite au rapatriement » des paiements des services rendus à l'étranger. Elle marque, d'une année sur l'autre, une amélioration de 400 millions de dollars ! Or, cette amélioration s'est poursuivie en 1960, contrairement aux prévisions sans que l'on en puisse connaître la ventilation exacte et, pour le premier semestre seul, le bénéfice net est de 300 millions de dollars environ.

C'est cette progression, mal analysée, qui compense la stagnation relative des devises procurées par les marchandises.

TABLEAU N° 23

Revenus nets des services (exportés - importés).

(En millions de dollars.)

	1958	1959
Transports de voyageurs (1)	— 135	— 51
Tourisme	+ 62	+ 187
Revenus du capital	+ 74	+ 80
Assurances (1)	— 11	— 6
Revenus des travailleurs étrangers	— 188	— 130
Brevets	— 37	— 6
Divers	+ 78	+ 147
Totaux	— 157	+ 221

(1) Les frets et les assurances maritimes sont, comme il a été expliqué, réintroduits dans la balance des marchandises.

4° *La balance commerciale au sens large.*

A ces mouvements, il faut ajouter le solde des opérations gouvernementales pouvant être considérées comme courantes (intérêts des emprunts publics français, contribution aux dépenses de fonctionnement des organismes internationaux, recettes et dépenses des postes diplomatiques) dont le solde est d'ailleurs faible. Enfin un poste va diminuant : ce sont les prestations gratuites (aide américaine, transferts allemands relatifs à la Sarre) ; en 1960, aucun bénéfice n'a été tiré de ce poste. On obtient la balance commerciale au sens large, dont l'évolution a été la suivante en millions de dollars :

TABLEAU N° 24

	1958	1959	PREMIER trimestre 1960.	TOTAL 1959 plus premier trim. 1960.
Opérations sur marchandises	— 295	+ 436	+ 51	+ 487
Services non gouvernementaux	— 157	+ 221	+ 194	+ 415
Opérations de gouvernement	+ 139	+ 60	+ 55	+ 115
	— 313	+ 717	+ 300	+ 1.017
Prestations gratuites	+ 80	+ 62	— 3	+ 59
	— 233	+ 779	+ 297	+ 1.076

Les chiffres du tableau précédent peuvent résumer l'activité des échanges courants : en 1960, ils ont continué à être bénéficiaires, mais le bénéfice est provenu essentiellement des services. Il semble que l'été 1960 a vu se confirmer ces tendances.

B. — LE RETOURNEMENT DES MOUVEMENTS DE CAPITAUX

1° *Le mouvement des capitaux.*

La confiance revenue dans les destinées du franc, notamment grâce à la suppression de l'hypothèque d'une dévaluation puisque celle-ci était réalisée, les capitaux qui avaient fui notre pays ou s'étaient abstenus d'y aller ont repris le chemin normal, ce qui a amélioré notre balance des comptes.

Mais il faut bien voir la différence entre l'appoint à titre définitif des 1.076 millions de dollars des opérations courantes et celui des mouvements de capitaux. Le premier est un flux qui peut normalement se continuer, si ses causes se maintiennent. Le second est un peu comme un mouvement de balancier dont l'importance provient de la position contraire et que l'évolution ultérieure risque de ramener à la position initiale.

Cependant le mouvement des capitaux s'est continué pendant les trois premiers semestres connus de la même manière, de sorte que nous pouvons étudier ces trois semestres à la fois (cf. tableau n° 25).

TABLEAU N° 25

	1958	1959	PREMIER trimestre 1960.
Rappel de l'apport des opérations courantes	— 233	+ 779	+ 297
Prêts et investissements privés	+ 152	+ 581	+ 191
Divers	— 126	— 11	— 15
Total : disponibilités en capitaux.	— 207	+ 1.349	+ 473
Utilisation de ce total :			
Interventions publiques sur le marché de l'or	— 216	+ 8	+ 3
Paiement et amortissement de la dette publique extérieure	+ 107	+ 295	+ 47
Augmentation des ressources en or et devises du fonds de stabilisation des changes	— 98	+ 1.046	+ 423

A l'apport des opérations courantes, s'est joint celui des mouvements de capitaux privés. Il est malheureusement impossible de séparer les mouvements à long terme et à court terme. En 1960, le solde a diminué du fait de l'augmentation des investissements français à l'étranger (notamment des sociétés pétrolières), mais le rythme de l'arrivée en France de capitaux étrangers s'est maintenu.

Au total, les disponibilités en capitaux ont été de 1.349 et 473 millions de dollars respectivement pour l'année 1959 et le premier semestre 1960, soit près de 2.000 millions de dollars (qui ont été atteints pendant l'été) alors que l'hémorragie inverse était de 200 millions de dollars en 1958 (et beaucoup plus en 1956 et 1957).

Ce total partiel — qui n'apparaît pas sur la balance des comptes — permet de voir l'utilisation de ces disponibilités. En 1958, les devises correspondantes avaient été obtenues en vendant de l'or, ou des devises, et la même source avait permis de payer et d'amortir la dette extérieure.

En 1959 et 1960, ces disponibilités ont été utilisées directement pour une légère part à l'amortissement de la dette, mais le fonds de stabilisation des changes a utilisé une partie des 1.046 millions à l'augmentation de ses ressources : c'est pourquoi nous donnons le même signe dans le tableau à l'amortissement de la dette et à l'augmentation des ressources du fonds de stabilisation des changes, contrairement à la présentation officielle.

2° *Consistance et amortissement de la dette extérieure.*

Au 30 septembre, nous étions détenteurs de devises convertibles et d'or et, d'autre part, débiteurs à long terme.

a) L'actif : or et devises.

L'actif en devises était le suivant :

Réserves or	1.637
Devises convertibles	483
Divers	— 20
	2.100

Les « divers » résultent des avoirs en créances du F. M. I. et, en sens inverse, des avoirs du F. M. I. en francs.

b) Le passif : la dette.

La dette se compose essentiellement :

— de dettes à long terme envers les Etats-Unis, le Canada et la B. I. R. D., contractée essentiellement de décembre 1945 à octobre 1948 pour une durée de vingt-cinq à trente-cinq ans et au faible taux de 2 à 3 p. 100 (sauf le taux de la B. I. R. D. à 4 1/2 p. 100 pour 250 millions de dollars). De 1.840 millions de dollars au 15 septembre 1960, cette dette est à long terme et pour la plus grande partie à faible taux d'intérêt ;

— de la dette consolidée à l'U. E. P. contractée en 1959 pour cinq à six ans et à un taux plus élevé, 4 p. 100 environ. Cette dette est de 310 millions de dollars environ ;

— et d'une dette à court terme ; un engagement au F. M. I. de 130 millions de dollars.

Le total est de : 1840 + 310 + 130 = 2.280 millions de dollars, total le plus bas que nous ayons connu depuis 1947. Il n'est pas faux de dire que nous ne devons plus que les sommes empruntées pour passer les années où le don américain du plan Marshall n'existait pas et avant que l'aide américaine ne soit encore remboursable.

Par ailleurs, nos avoirs sont à peu près équivalents à notre dette. La différence de consistance entre les uns et les autres nous impose une charge d'intérêt non négligeable, mais par contre nous permet de faire face à des incidents conjoncturels.

En résumé, l'objectif visé dans le domaine des finances extérieures a bien été atteint en 1959 et 1960. A cet égard, la dévaluation de décembre 1958 a été réussie. L'effort doit être continué puisque notre actif net est voisin de 0, encore que si tous les pays se donnaient cet objectif ils ne pourraient l'atteindre tous. Mais la balance entre la poursuite de l'accumulation des devises et le maintien de l'activité peut ne pas se laisser mesurer avec les mêmes poids qu'il y a deux ans.

II. — La stabilité monétaire et financière.

Le deuxième objectif de la politique économique et financière en 1959 était de maintenir l'équilibre des finances publiques et de normaliser les marchés financiers et monétaires.

A. — Le budget de l'Etat

1° *Structure du budget.*

Pour la troisième année consécutive, en 1960, le budget ordinaire avait été normalement équilibré et l'impasse de trésorerie se situait aux environs de 630 milliards d'anciens francs. Il n'est pas inutile, en raison des divergences rencontrées dans son déroulement, de montrer quelle était la nature réelle du « solde général » des opérations de la loi de finances.

Pour les opérations à caractère définitif, le budget, au sens classique du terme, l'équilibre s'établissait comme suit, en milliards d'anciens francs :

Dépenses de toutes natures	5.800
Recettes	5.860
Excédent	60

Le budget classique se trouvait normalement en équilibre. A noter que, parmi les recettes, 5.200 milliards étaient des recettes fiscales avouées, une partie des 660 autres étant également fiscale. Ces chiffres sont inférieurs à la charge fiscale totale supportée par le contribuable, puisqu'ils ne comprennent pas la fiscalité locale.

Par ailleurs, au titre des opérations de caractère temporaire, les prêts de l'Etat devaient atteindre 680 milliards d'anciens francs, dont 620 devaient se trouver sur le marché. Si la consolidation des prêts à la construction et les prêts H. L. M., qui atteignaient au total 460 milliards, pouvaient à la rigueur être imputés à une politique engageant l'Etat, les prêts au fonds de développement économique et social voyaient le Trésor jouer uniquement le rôle de banquier.

2° *L'exécution du budget.*

a) Budget ordinaire.

L'exécution des opérations de caractère définitif est caractérisée :

— par un volume des recettes supérieur aux prévisions pour l'année, soit une augmentation par rapport à 1959 de + 7,1 p. 100 au cours des neuf premiers mois au lieu de 4,8 p. 100 prévus par la loi de finances. Cela semble dû à des réalisations certainement supérieures aux prévisions d'environ 200 milliards d'anciens francs au 1er octobre portant sur les recettes de la T. V. A. et de l'impôt de 5 p. 100 sur les salaires ;

— par un volume de dépenses inférieur aux prévisions pour l'année, soit une augmentation par rapport à 1959 de + 3,2 p. 100 au cours des premiers mois contre 5,8 p. 100 prévus. Ce qui semble dû — d'après la situation en fin juillet 1960 qui rassemble les derniers chiffres disponibles — à un retard dans les dépenses d'équipement civiles et militaires :

Dépenses d'équipement civiles : — 5 p. 100 (au lieu de + 3,7 loi de finances) ;

Dépenses d'équipement militaires : — 9 p. 100.

Le dernier collectif budgétaire de novembre était réduit à une centaine de milliards d'anciens francs environ.

L'amélioration du budget ordinaire est donc définitive.

b) Le budget d'investissement.

En ce qui concerne les opérations de caractère temporaire, on constate également un retard dans l'exécution des dépenses :

— les prêts accordés par le F. D. E. S., qui devraient être en diminution pour l'exercice de 3 p. 100, étaient en fin septembre inférieurs de 17 p. 100 aux dépenses correspondantes de 1959 ;

— les prêts aux H. L. M., qui doivent être en augmentation de + 17 p. 100 pour l'exercice, n'étaient, fin septembre, supérieurs que de 13 p. 100 à ceux accordés au cours de la même période de 1959. On peut penser que les crédits seront dépensés à la fin de l'année et que l'impact du budget d'investissement sera celui prévu.

c) L'impasse est faible.

Il en résulte que le découvert de la loi de finances 1960 est faible par rapport à ce qui était observé les précédentes années. Cette situation pourrait d'ailleurs se poursuivre, et cela même en tenant compte d'une accélération des dépenses, à la suite des rentrées fiscales correspondant au paiement du troisième tiers, qui, cette année, n'est pas étalé comme l'an dernier et qui, d'autre part, s'annonce lourd.

Dès le précédent rapport, nous avions signalé que l'impasse était négative en juin. A la date du 1er octobre 1960 elle n'était encore que de 220 milliards.

On peut donc s'attendre d'ici la fin de l'année à un budget ordinaire en excédent d'environ 250 milliards d'anciens francs qui assureraient pour partie la couverture des prêts de l'Etat, ces derniers atteignent presque le montant prévu, soit environ 650 milliards. L'impasse serait alors légèrement supérieure à 400 milliards d'anciens francs.

TABLEAU N° 26

Evolution du solde général des lois de finances (ou impasse).

(Situation en fin de mois.)

(En milliards de nouveaux francs.)

MOIS	1958	1959	1960
Février	— 0,22	+ 1,27	— 0,51
Mars	— 0,09	+ 1,07	— 1,07
Avril	— 0,06	+ 1,06	— 1,07
Mai	— 0,60	+ 0,98	— 0,99
Juin	+ 0,24	+ 2,36	+ 0,06
Juillet	+ 1.82	+ 3	+ 1,40
Août	+ 3,06	+ 4,39	+ 2,44
Septembre	+ 2,84	+ 4,27	+ 2,22
Octobre	+ 2,30	+ 3,94	»
Novembre	+ 2,70	+ 4,15	»
Décembre	+ 5,13	+ 6	»

B. — L'AISANCE DES MARCHÉS FINANCIERS ET MONÉTAIRES

L'évolution des marchés financiers et monétaires pendant la période récente peut être caractérisée par deux tendances : un financement aisé de l'économie et une tendance à la liquidité.

1° *Le financement dans le secteur monétaire.*

Le secteur monétaire a été caractérisé par l'absence des besoins du Trésor et corrélativement par un large financement de l'économie.

a) Le financement du déficit de trésorerie.

Il a été caractérisé par des charges de trésorerie peu importantes et des souscriptions de bons du Trésor sur formules toujours abondantes.

Ceci a permis au Trésor d'exercer une pression moins importante sur ses correspondants, en particulier la caisse des dépôts, qui a pu par suite prendre en charge elle-même une certaine quantité d'effets à moyen terme, se libérant par là même vis-à-vis de la Banque de France.

Au total, le Trésor (y compris la caisse des dépôts) s'est libéré d'environ 50 milliards vis-à-vis de la Banque de France. Cette situation devrait d'ailleurs considérablement augmenter d'ici la fin de l'année, vu les prévisions de rentrées fiscales.

On rappelle, par ailleurs, que l'endettement direct du Trésor vis-à-vis de la Banque de France a été au cours des vingt-quatre derniers mois de près de 600 milliards.

b) Les crédits à l'économie du 1er octobre 1959 au 1er octobre 1960.

Il a paru intéressant de se référer à des périodes annuelles comprises entre les fins des mois de septembre : on élimine les inégalités de fin d'année et on dispose des derniers chiffres sur douze mois.

Du 1er octobre 1959 au 1er octobre 1960, les crédits au Trésor ne bougent pas et les autres crédits ont été de près de 1.000 milliards d'anciens francs (exactement 9,63 milliards de nouveaux francs, voir tableau n° 27).

Cette somme aussi importante a servi en fait à deux usages :

— les besoins propres de développement de l'économie ;

— la reconstitution des encaisses des particuliers et des petites entreprises.

Pendant cette période, les banques ont eu une trésorerie facile et aucune pression n'a été exercée sur elles : les deux besoins de développement et de reconstitution des encaisses ont donc pu être satisfaits largement.

2° *Le financement du marché financier.*

Le marché financier a son fonctionnement propre et des interférences avec le marché monétaire.

a) Fonctionnement propre.

Pendant les neuf premiers mois de 1960, le marché financier a procuré moins aux entreprises que l'an passé : 460 milliards d'anciens francs contre 570. Il n'est pas impossible que cette différence provienne de la facilité avec laquelle les entreprises ont pu puiser au marché monétaire. Pour un an, on peut estimer qu'il y a là une cadence de 600 milliards d'anciens francs.

Le taux de l'argent a pu changer. Le taux des commissions était de 5,90 pendant l'été 1960 et ce pour de grosses sociétés.

b) Interférence avec le marché monétaire.

Les besoins de l'économie à long terme sont satisfaits, en outre, par des ressources qui ont un caractère d'épargne. C'est le fait, d'une part, des organismes collecteurs d'épargne qui déposent leurs fonds à la caisse des dépôts et, d'autre part, du Trésor qui, avec le fruit de ses émissions à court terme, prête à long terme au Fonds de développement économique et social, comme nous l'avons vu.

Pendant les neuf premiers mois de 1960, cette transformation de « monétaire » en « financier » a été la suivante en milliards d'anciens francs :

— du Trésor au F. D. E. S.	310
— des caisses d'épargne à la C. D. C.	320
	630

3° *Tendance à la liquidité.*

a) Bilan général.

Comme pendant la période du 1er octobre 1959 au 1er octobre 1960, le Trésor a à peu près couvert ses besoins par ses moyens propres, on peut faire facilement le bilan du financement de l'économie (en milliards d'anciens francs) :

— contrepartie des disponibilités monétaires	960
— encaisse de valeurs mobilières	660
— transformation d'épargne à long terme	750
	2.370

On voit ainsi comment les besoins de l'économie ont pu être facilement satisfaits.

b) Création monétaire et besoins de l'économie.

Pendant l'année 1960, la création monétaire a donc été automatique : elle a permis de satisfaire sans limite autre que le taux de l'escompte les besoins des marchés.

Ces besoins ont été de près de 2.400 milliards d'anciens francs. Il est difficile de faire la part entre les destinataires vraiment financiers et les destinataires vraiment monétaires car les entreprises ne satisfont pas leurs besoins exactement au marché correspondant. Toutefois, il est possible de préciser les *nécessités de liquidités.*

En 1959, la confiance retrouvée en la monnaie eut comme conséquence de permettre une reconstitution des liquidités. En 1960, le mouvement se continue. Mais alors que le désir de monnaie s'est porté sur les dépôts l'année dernière (partiellement en raison du trouble jeté dans les esprits par la création du nouveau franc), il a affecté les billets cette année.

Ainsi les dépôts n'ont augmenté que de 5 p. 100, alors que la circulation des billets s'est accrue de 10 p. 100.

Cette augmentation des liquidités explique le volume total des crédits demandés par l'économie. Il semble que l'on soit arrivé à une liquidité suffisante. Du point de vue monétaire également, la fin de l'année 1960 pourrait correspondre à un retour à une vitesse de croisière.

TABLEAU N° 27

Disponibilités monétaires, comptes spéciaux et dépôts à terme. Contreparties.

(En milliards d'anciens francs.)

	1958 — septembre	1959 — septembre	1960 — septembre
Billets en circulation	3.431	3.452	3.755
Monnaies divisionnaires en circulation	76	75	99
Dépôts à vue	3.638	4.386	5.170
Disponibilités monétaires	7.145	7.913	9.024
Comptes spéciaux	30	74	126
Dépôts à terme	381	503	700
Total des disponibilités monétaires, des comptes spéciaux et des dépôts à terme	7.556	8.490	9.850
Créances sur le Trésor public	3.086	3.295	3.300
Crédits à l'économie portés par les banques et la Banque de France	4.468	4.758	5.721
Or et devises (net)	81	646	1.011
Total	7.635	8.699	10.032
Divers	— 79	— 209	— 182
Total des contreparties	7.556	8.490	9.850
Ensemble des crédits à court terme et des crédits à moyen terme mobilisables portés par le système bancaire, les organismes spécialisés et les établissements financiers	4.778	5.281	6.238

III. — L'évolution des prix.

1° *Les prix de gros.*

Depuis le début de l'année 1960, l'indice général des prix de gros a oscillé entre un minimum de 177 (base 100 en 1949), en juin et juillet et un maximum de 182 en mai. Au total, au début du quatrième trimestre, le niveau de l'indice est plutôt plus bas qu'en janvier dernier.

Cette évolution est en gros comparable à celle observée en 1959, tout au moins pour les neuf premiers mois connus. Minimum et maximum se trouvent placés aux mêmes dates que l'année dernière.

Mais à partir de septembre 1959, un mouvement de rapide montée des prix avait été enregistré, de sorte que si pour les neuf premiers mois on retrouve la même oscillation qu'en 1959, celle-ci se produit à un niveau plus élevé en moyenne de 4 à 5 p. 100.

Si l'on analyse par groupes de produits cette évolution des prix de gros, il apparaît qu'une catégorie de prix a baissé, celle des combustibles industriels. Mais il s'agit d'une baisse saisonnière classique en été avec reprise en automne.

Les prix des produits industriels ont eu une légère tendance à la hausse jusqu'au mois de mai. Depuis cette date, ils ont baissé d'un à deux points. Mais ils ont accusé une reprise en septembre-octobre. La baisse des cours mondiaux de la laine, des corps gras et des métaux non ferreux a toutefois entraîné celle de l'indice des matières premières industrielles importées, qui passe de 186,1 en janvier à 170,5 en octobre.

L'augmentation des prix des produits industriels reste cependant de plus de 2,5 p. 100 par rapport à l'année dernière.

Les prix alimentaires ont suivi une évolution proche de l'évolution saisonnière de l'année dernière. Toutefois, les maxima d'avril et surtout de mai ont été plus élevés que l'an dernier. Par contre, en août et septembre, le décalage par rapport à l'année dernière est plus faible. Et en octobre, l'indice est légèrement plus bas qu'en octobre 1959.

Enfin, si l'on examine l'évolution des prix de gros en 1960 par rapport aux mois correspondants de 1958, la hausse du niveau des prix est d'environ 7,5 p. 100. Or, il faut remarquer que cette hausse n'est pas due aux produits alimentaires, mais surtout aux combustibles et aux produits industriels, qui ont augmenté de 11 p. 100 en deux ans.

TABLEAU N° 28

Indice des prix de gros.

(Base 100 en 1949.)

	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE
1959												
Indice général	175	174,1	173,3	172,9	174,3	171,6	172,3	174,4	175,6	177,9	178,4	179,2
dont :												
Alimentation	166,3	162,3	160,2	159,3	161	155,5	156,7	161,1	162,9	166,6	167,5	168,4
Combustibles industriels	201	201	197,8	193	193	193	192,8	193,4	193,3	193,2	199	199
Produits industriels	174,1	175,6	176,7	178,3	179,9	178,7	179,4	180,2	180,8	181,4	181,2	182,2
Matières premières industrielles importées	165,8	166,3	169,2	172,6	178,2	174,7	173,7	174,9	178,7	179,6	178,6	181,4
1960												
Indice général	180,6	179,2	178,4	180	181,9	177,4	176,9	177	178,6	179,7	»	»
dont :												
Alimentation	170,1	166,3	165,5	168,4	173	162,9	162,4	162,6	165,8	165,8	»	»
Combustibles industriels	199,2	200	197,2	193,1	193,4	193,5	193	193	193,5	197,6	»	»
Produits industriels	183,8	183,8	183,6	186,1	186	185	184,4	184,3	185,1	186,1	»	»
Matières premières industrielles importées	186,1	186,8	184,2	185,4	185,8	180,4	176,2	173,6	170,6	170,5	»	»

2° *Les prix de détail.*

Les prix de détail à Paris, observés à l'aide de l'indice des 250 articles, sont restés à peu près stables en 1960 jusqu'à la fin du mois de juillet. En août, une augmentation d'environ un point a été enregistrée.

Cette hausse, en août, est due à la hausse des prix des transports à Paris. Mais depuis l'indice est resté à peu près stable.

Cependant, le niveau atteint en octobre 1960 est supérieur de près de 4 p. 100 à celui de l'année dernière. Mais les hausses sont très différentes d'un secteur à l'autre. Elles restent inférieures en moyenne à 3 p. 100 pour les aliments et la boisson (et en octobre, elles sont même inférieures à 2 p. 100).

Pour l'habitation, une forte hausse a été enregistrée par rapport aux mois correspondants de l'année dernière. Mais sur l'ensemble des neuf mois connus, c'est le poste « hygiène et soins » qui a le plus augmenté (1). A ce mouvement de hausse est venu s'ajouter dans les derniers mois l'augmentation du prix des transports, qui ainsi que nous l'avons indiqué ci-dessus, suffit à elle seule à expliquer la montée de l'indice global en août.

Par rapport à 1958, l'indice d'ensemble montre, de septembre à septembre une hausse de 9,5 p. 100. Cette hausse est due essentiellement à l'habitation, à l'hygiène et aux soins, et aux transports. La hausse de l'habillement est moins importante. Celle des produits alimentaires reste faible comme pour les prix de gros.

L'indice des 179 articles donne sensiblement le même résultat, bien que la hausse par rapport à 1958 soit un tout petit peu plus faible que celle de l'indice des 250 articles.

Ces indications sont confirmées par l'évolution de l'indice des prix de détail dans les agglomérations importantes de province de juin 1958 à juin 1960, dernier mois connu.

TABLEAU N° 29

Prix de détail à Paris.

(Indices, base 100 : 1er juillet 1956 - 30 juin 1957.)

	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DECEMBRE
1959.												
Ensemble	124	125,7	125,4	125,4	124,6	124,9	125,3	125,9	126,5	127,6	128,4	128,4
Aliments, boissons	126,1	126	125,5	124,7	123,5	123,5	124,5	125,1	126	127,8	128,5	128,5
Articles non alimentaires (1)	121,9	125,3	125,4	126,1	125,7	126,3	126,2	126,7	127,1	127,5	128,2	128,3
Dont :												
Habitation (2)	122,9	125,4	126,5	127,2	125,8	126,6	128	128,5	128,5	128,8	130,3	130,3
Hygiène et soins	127,4	138,1	133,9	135,1	136,1	136,2	132,7	132,9	132,2	133	133	133,1
Transports	119,2	120,6	121,6	122,6	123	123,4	123,4	123,5	123,7	123,7	124	123,9
Habillement et linge	112	112,3	112,7	113,1	113,3	114,1	114,2	114,7	115,3	116,8	117,4	117,6
Distractions et divers	134,4	139,5	140,1	140,5	139,7	139,9	139,1	140,3	142,4	142,7	142,8	142,9
1960.												
Ensemble	130,1	130,4	130,4	130,6	130,3	130,2	130,7	131,9	132,1	132,3	132,7	133
Aliments, boissons	129,4	129,7	129,3	129,6	129,4	129,2	129,4	129,4	129,5	129,8	130	130,6
Articles non alimentaires (1)	130,7	131,2	131,6	131,7	131,3	131,2	132,2	134,3	134,9	134,9	135,5	135,4
Dont :												
Habitation (2)	132,3	133	133,3	133,1	131,6	131,1	132,8	133	133,1	133,8	135,9	136
Hygiène et soins	144,2	144,4	145,5	146,3	146,4	146,6	147,2	147,3	147,6	144,8	142,7	141,4
Transports	123,9	124,8	124,9	124,9	125,1	125,1	124,9	143,	143,5	143,6	143,7	143,7
Habillement et linge	117,5	118	118,4	118,9	118,9	119,2	119,3	119,4	120	120,5	120,9	121,2
Distractions et divers	143,3	143,4	143,6	143,9	144,2	144,3	146,4	146,2	147,3	147,7	147,8	148

(1) Produits manufacturés, services, chauffage, éclairage.

(2) Logement, loyer et charges, chauffage, éclairage, équipement et articles ménagers.

3° *Les prix résultant des agrégats.*

Les calculs de la comptabilité nationale permettent de calculer les variations de prix d'un certain nombre d'agrégats.

Ces indices sont très difficiles à interpréter. Techniquement, ils sont des indices en chaîne et non des indices à base fixe de Laspeyres, comme les précédents. En outre, ils s'appliquent à des années entières, ce qui ne permet pas sur le court terme la comparaison avec les indices classiques. Il n'est pas sans intérêt de les donner dans le tableau n° 30.

En 1960, le prix de la consommation des ménages apparaît ainsi à l'indice 190, base 1949 et le prix de l'équipement à l'indice 200.

Pour les prix de détail, on peut comparer les deux évolutions : on sait que le coefficient de raccordement des 250 articles à l'indice précédent des 213 articles est 1,468. La moyenne de l'année 1960 était environ 131, le raccordement donnerait la valeur de 192 en base 100, en 1949. La concordance, comme on le voit, est excellente et elle justifie l'emploi de l'indice des 250 articles comme mesure de l'ensemble des consommations.

4° *Atteinte des objectifs.*

De janvier 1959 à octobre 1960, l'indice des 250 articles est passé de 124 à 132,3, soit une augmentation de 6,6 p. 100. Une telle hausse est plus élevée que celle constatée dans les pays de l'Europe occidentale. Mais elle correspond en elle-même à des nécessités de remise en ordre : suppression des subventions au début de 1959, augmentation des loyers tous les semestres et les objectifs de prix agricoles depuis l'été 1959. En outre, la dévaluation elle-même comportait une réévaluation des prix des matières premières. Au total, la dégradation des prix au bout de deux ans ne dépasse guère celle qui était prévue comme conséquence de l'opération monétaire (2). Compte tenu de l'évolution des prix étrangers, la dégradation relative se trouve encore presque dans cette marge.

(1) Dans le dernier mois connu (octobre), les prix des articles d'hygiène sont en baisse et il est fait un remboursement plus important des consultations médicales.

(2) C'est-à-dire une hausse immédiate de 4 p. 100.

TABLEAU N° 30

Quelques indices de prix tirés des comptes de la nation.

(Base 100 en 1956.)

	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Consommation des ménages (prix de l'ensemble des biens consommés par les ménages présents sur le territoire national, pondérés par les quantités consommées chaque année)	67,7	72,8	83,4	93,3	93,7	94,7	95,7	100	105,3	117,8	124,7	129,6
Formation brute de capital fixe (prix des biens ayant servi à la formation brute de capital fixe des entreprises, des ménages et des administrations, pondérés par les quantités utilisées chaque année)	60,8	64,1	79,4	95,3	95,1	94,8	95,9	100	107	115,9	120,7	122,7
Production (prix auxquels les biens produits, sauf les biens consommés par les branches qui les produisent, parviennent à leurs utilisateurs, pondérés par les quantités produites chaque année)	66,8	70,7	83,6	94,7	94,2	94,2	96	100	105,3	117,1	124	128,2

CHAPITRE II

LA REALISATION DE LA DEUXIEME ANNEE DU PLAN INTERIMAIRE ET LES OBJECTIFS SOCIAUX PERMANENTS DE LA NATION

Le ralentissement de l'activité provoqué par les mesures de 1957-1958 et dont l'effet a permis de libérer les échanges en janvier 1959, ainsi que le changement de structure de l'utilisation du revenu national ont eu des conséquences sociales sur l'emploi et sur le pouvoir d'achat des diverses classes de la société : il convient maintenant de faire le bilan des sacrifices consentis à la fin de 1960 où l'on peut, provisoirement, supposer retrouver une activité normale.

I. — Le plein emploi.

A. — EVOLUTION DES EFFECTIFS

Les données traditionnelles disponibles sur l'emploi sont notamment les résultats de l'enquête trimestrielle du ministère du travail sur l'activité économique et l'emploi.

Pour l'année 1960, les résultats de cette enquête corrigés des variations saisonnières montrent une progression continue des effectifs depuis le début de l'année. Cette croissance fait suite à celle observée en 1959 depuis le mois d'avril qui a marqué le point le plus bas de la baisse des effectifs.

Pour les industries de transformation qui contituent le secteur le plus important de l'enquête trimestrielle, il apparaît que la hausse des effectifs est plus forte que pour la moyenne de tous les secteurs compris dans le champ de l'enquête. Il en est de même pour la durée du travail, toutefois celle-ci reste légèrement inférieure en valeur absolue à la moyenne observée pour l'ensemble des activités couvertes par l'enquête.

Il est intéressant de noter que pour la construction de machines et véhicules, l'indice des effectifs a encore augmenté au premier semestre de 1 p. 100 environ. Il est vrai que cette hausse succédait à un mouvement de baisse continu des effectifs d'avril 1958 à octobre 1959. Pour la durée du travail, l'évolution est plus incertaine, mais le niveau moyen du premier semestre est très supérieur à celui de 1959.

TABLEAU N° 31

Evolution des effectifs et de la durée du travail.

(Corrigés des variations saisonnières, d'après l'enquête du ministère du travail.)

	OBJECTIFS			DUREE DU TRAVAIL		
	Ensemble	Industries de transformation y compris le bâtiment.	Construction de machines et véhicules.	Ensemble.	Industries de transformation y. compris le bâtiment.	Construction de machines et véhicules.
	(Indice = base 100 en 1954.)			(En heures.)		
1er janvier 1959	104,7	104,8	114,3	45,3	44,9	47,2
1er avril 1959	104,2	104,1	112,8	45,7	45,4	47,1
1er juillet 1959	104,4	104,3	112,7	46,4	46,2	47,4
1er octobre 1959	104,5	104,2	112,5	46,2	46,1	47
1er janvier 1960	104,6	104,4	112,6	46,2	46	47,7
1er avril 1960	104,8	104,8	113,2	46,4	46,3	47,6
1er juillet 1960	104,9	105	113,6	46,7	46,6	47,8
1er octobre 1960	105,2	105,4	114,4	46,6	46,6	47,3

Ces données ne permettent pas d'apprécier si le plein emploi a été atteint dans l'économie française en 1960. Elles ne portent, en effet, que sur certains secteurs de l'économie et pour quelques mois. Pour ces secteurs, d'après des calculs prévisionnels, sur la base des trois enquêtes du ministère du travail, il apparaît que l'emploi salarié devrait ainsi augmenter de 0,4 p. 100 en 1960 par rapport à 1959.

D'après d'autres calculs prévisionnels du plan, dont le caractère très approximatif n'échappera pas, la population active totale employée ou non devrait avoir également augmenté au total en 1960 de 0,4 p. 100 par rapport à 1959.

En apparence, il y a donc concordance entre les deux évolutions, mais cette concordance est fausse.

En effet, la population active globale comprend notamment la population active agricole. Or, celle-ci a très certainement encore diminué en 1960, conformément à une tendance observée depuis de longues années ; si l'on tient compte de cette dimi-

nution de la population active agricole, il apparaît d'après les calculs du plan que la population active non agricole employée ou non devrait avoir augmenté d'environ 0,9 p. 100.

Ainsi, l'emploi dans les secteurs non agricoles autres que ceux couverts par l'enquête du ministère du travail semble avoir beaucoup plus augmenté que dans les secteurs couverts par l'enquête.

Mais les chiffres que nous venons de donner couvrent la population active employée et les chômeurs. La différence pourrait donc théoriquement s'expliquer par un accroissement du nombre des chômeurs. En fait, il n'en est rien. Depuis l'année dernière, le nombre de chômeurs secourus et de demandes d'emploi non satisfaites, corrigés des variations saisonnières, a diminué.

Cette diminution est telle que les services du plan considèrent que l'accroissement de la population active non agricole ayant effectivement un emploi en 1960 est de 1 p. 100 contre 0,9 p. 100 pour la population active non agricole, employée ou non. Ceci sans qu'il y ait de tension, comme on l'a vu sur le marché de l'emploi.

TABLEAU N° 32

Chômeurs secourus, demandes d'emploi, offres d'emploi.

(Données en milliers, corrigées des variations saisonnières.)

	JANVIER	FEVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DECEMBRE
Chômeurs secourus:												
1959	28	32,5	36,5	37,5	37,5	37,5	36,5	35,5	36	37,5	38,5	38,5
1960	39,5	39	37	36	36	34,5	33	32,5	32,1	32,1	32,5	»
Offres d'emploi non satisfaites:												
1959	16,5	12,5	17	17,5	17,5	16,5	19	19	19	18,5	17,8	18,1
1960	22,2	24,5	25,2	24,5	22	24,5	24,3	23,4	24,8	25,1	26,1	»
Demandes d'emploi non satisfaites:												
1959	126	140	145	140	139	138	133	135	137	139	145	146,5
1960	147,5	144	138	132	130	126	123	127	128	127	125	»

B. — LE TEMPS DE TRAVAIL

Cependant, une évolution différente se dessine en octobre 1960 dans la durée de travail.

Celle-ci, qui était de 46,8 heures (en données corrigées des variations saisonnières) à son maximum d'avril 1958 et était redescendue à 45,3 heures en janvier 1959, était remontée à 46,7 heures le 1er juillet. Il est remarquable qu'à cette époque elle était supérieure au chiffre de juillet 1958, bien que l'indice des effectifs fût nettement plus faible.

Or, au troisième trimestre 1960, on constate un très léger fléchissement avec un retour à une moyenne hebdomadaire de 46,6 heures, presque tous les secteurs étant en palier ou en légère baisse, notamment les industries mécaniques et électriques.

Il est bien difficile d'expliquer cette hésitation qui peut provenir d'une augmentation sensible de la productivité.

C. — LES RÉPONSES DES CHEFS D'ENTREPRISE

Les réponses des chefs d'entreprise à l'enquête de l'I.N.S.E.E., relatives aux pénuries qui risquaient de se présenter aux entreprises, montrent, on l'a vu, dans la première partie, une légère augmentation de la sensibilité aux pénuries, encore très faible d'ailleurs. Les craintes de pénurie de main-d'œuvre sont ressenties par un pourcentage d'entreprises encore très faible, mais légèrement croissant comme le montre le tableau ci-dessous:

TABLEAU N° 33

Proportion des entreprises déclarant être gênées par la main-d'œuvre pour produire plus.

FEVRIER 1960	JUIN 1960	NOVEMBRE 1960
9 p. 100.	12 p. 100.	12 p. 100.

Une question un peu analogue portait sur le pourcentage de croissance de la production possible sans augmentation de main-d'œuvre. La réponse mesure en principe les réserves de productivité. La moyenne générale ne doit pas être interprétée comme une possibilité, mais comme une tendance. Elle est passée de 9 p. 100 en février à 8 p. 100 en novembre.

Toutes ces données montrent qu'aucun problème général d'emploi ne s'est posé en France en 1960, malgré le caractère local de certains licenciements notamment dans l'industrie automobile.

II. — **L'évolution du pouvoir d'achat.**

L'évolution du pouvoir d'achat, du moins considéré globalement, a été incontestablement favorable au deuxième semestre 1960. On peut tenter d'établir maintenant un bilan de son évolution de 1957 à 1960.

A. — L'ÉVOLUTION RÉCENTE

1° *Le pouvoir d'achat des salaires directs.*

Du 1er octobre 1959 au 1er octobre 1960, les prix de détail ont augmenté d'environ 4 p. 100. Pendant cette période, la hausse nominale des salaires a été plus élevée, quelle que soit la source consultée.

a) *D'après le ministère du travail,* l'indice du taux de salaire horaire a augmenté de 1,8 p. 100 au troisième trimestre, soit 7,7 p. 100 pour la période annuelle allant du 1er octobre 1959 au 1er octobre 1960. Cette augmentation ne prend peut-être pas en charge toutes les conséquences de la réévaluation du S. M. I. G., mais au 1er octobre 1959 la situation était la même.

b) *D'après l'enquête de l'I. N. S. E. E., auprès des chefs d'entreprise:* selon les résultats de cette enquête, le taux de salaire a augmenté de 3,4 p. 100 de fin mai à fin octobre, ce qui porte à 7,8 p. 100 environ l'augmentation sur un an de fin octobre à fin octobre, chiffre très voisin de celui du ministère du travail, surtout si l'on considère qu'il enregistre plus sûrement la dernière hausse du S. M. I. G.

c) *D'après les statistiques fiscales,* les recettes fiscales, au titre de l'impôt de 5 p. 100 sur les salaires (non compris les traitements des fonctionnaires), ont été en augmentation de 11,4 p. 100 pendant les neuf premiers mois de 1960 par rapport aux neuf premiers mois de 1959.

Ces périodes ne sont pas comparables, mais la différence avec les indications données ci-dessus ne vient pas de là, car du 1er avril 1959 au 1er avril 1960, la hausse du taux indiqué par le ministère du travail n'avait été que de 7 p. 100.

La différence sensible provient en partie de la représentativité des statistiques fiscales, plus discutable que celles du ministère du travail. Elle provient aussi pour 1 p. 100 de la grande différence du temps de travail pendant les périodes considérées.

Cependant, il n'est pas impossible qu'une légère part de la différence provienne du recours aux primes et du reclassement hiérarchique.

Au total, c'est à 8 p. 100 qu'il convient de chiffrer l'augmentation du taux horaire, dont moitié a été à la hausse des prix, moitié à la consommation. Cette dernière amélioration toutefois n'a pas été réalisée au troisième trimestre où les prix ont augmenté, mais au 1er semestre, période où les prix furent plus stables.

2° *Les salaires indirects.*

Malgré la récente augmentation des allocations familiales, les salaires indirects n'ont pas rattrapé cette année encore le retard qu'ils ont pris par rapport à l'évolution du coût de la vie, au cours de ces dernières années.

3° *Le pouvoir d'achat des cultivateurs.*

On dispose de peu de renseignements sur la période récente. Cependant, l'étude des comptes de l'agriculture pour la campagne 1959-1960 permet de conclure à une amélioration de 10 p. 100 environ des recettes de l'agriculture par rapport à la campagne précédente, qui avait été fort mauvaise.

L' I. N. S. E. E. a calculé la valeur ajoutée suivante en millions de nouveaux francs :

Campagne 1957-1958 : 2.285.
Campagne 1958-1959 : 2.300.
Campagne 1959-1960 : 2.525.

La campagne 1960-1961 sera aussi supérieure d'environ 10 pour 100 à la précédente.

Ainsi les recettes monétaires de l'agriculture n'ont pratiquement pas bougé pendant la moitié de la période étudiée. Par contre, elles étaient supérieures de 10 p. 100 en *francs courants* à partir de l'été 1959.

Compte tenu de l'augmentation des prix, mais aussi de la diminution de la population agricole, les revenus agricoles moyens se retrouvent sensiblement au niveau de 1957.

B. — L'ÉVOLUTION SUR TROIS ANS DU POUVOIR D'ACHAT DES SALARIÉS

1° *Le pouvoir d'achat d'après les indices de juillet* 1957 *à juillet* 1960.

Comparaissant devant la section des activités sociales du Conseil économique et social, M. Fontanet, secrétaire d'Etat au commerce intérieur, a fourni des tableaux statistiques préparés par l'I. N. S. E. E. montrant quelle a été l'évolution du pouvoir d'achat des salariés du 1er juillet 1957 au 1er juillet 1960.

Nous retiendrons que, d'après les chiffres des 250 articles, l'indice du gain mensuel réel était de 100, en d'autres termes, que le pouvoir d'achat réel avait peu varié pour un salaire moyen et qu'il avait très légèrement baissé pour ceux qui ont une consommation de pondération analogue à celle des budgets de famille ouvrière, du type de celle de l'indice des 250 articles.

Par contre, les budgets de famille établis par certaines organisations syndicales et familiales qui, dans leur composition, ont une part plus faible de produits alimentaires font ressortir une moindre augmentation *réelle* des gains. Dans tous les cas, la situation des familles s'est encore plus détériorée.

Comme on le verra, ces tableaux donnent des résultats inférieurs dans l'ensemble de 4 à 6 p. 100 aux chiffres tirés des comptes de la nation. Une partie de cette différence peut s'expliquer par les différences de références. Il semble qu'il reste de 1 à 3 p. 100 pour 3 ans dus à la sous-estimation des gains par l'enquête trimestrielle du ministère du travail.

TABLEAU N° 34

Ouvriers du secteur privé (toutes activités et tous sexes réunis). — France entière.

Variations du niveau moyen du pouvoir d'achat au 1er juillet 1960 (sur la base 100 au 1er juillet 1957) selon l'indice retenu pour le coût de la vie.

INDICES du coût de la vie.	TAUX horaire de base.	GAIN horaire effectif (5).	GAIN hebdomadaire (6).	GAIN MENSUEL du célibataire.		GAIN MENSUEL DU PERE DE FAMILLE (8)			
						Ayant deux enfants à charge.		Ayant cinq enfants à charge.	
				Gain brut.	Gain net (7).	Gain brut.	Gain net.	Gain brut.	Gain net.
Indice des 179 articles	103,5	105,5	104,5	104,5	103,5	101	101	98,5	98,5
C. N. A. P. F. (1)	101	103	102	102	101	98,5	98,5	96	96
I. N. S. E. E. :									
Moyenne Paris-Province (2)	100	102	101	101	100	97,5	97,5	95	95
Indice des 250 articles	99	101	100	100	99	96,5	96,5	94	94
U. N. A. F. (4)	98,5	100,5	99,5	99,5	98,5	96	96	93,5	93,5
I. O. E. (3)	96	98	97	97	96	93,5	93,5	91	91
C. G. T.	96	98	97	97	96	93,5	93,5	91	91
C. F. T. C.	94,5	96,5	95,5	95,5	94,5	92	92	89,5	89,5
F. O.	93,5	95,5	94,5	94,5	93,5	91	91	88,5	88,5

(1) Confédération nationale des associations populaires familiales.

(2) La moyenne Paris-Province est la moyenne arithmétique simple de l'indice des 250 articles (indice d'ensemble des prix de détail dans l'agglomération parisienne) et de l'indice des 235 articles (indice d'ensemble des prix de détail dans les agglomérations importantes de province).

(3) Institut d'obversation économique.

(4) Union nationale des associations familiales.

(5) Les taux de base, à l'exclusion des majorations pour heures supplémentaires et des primes diverses (primes de rendement par exemple); le gain horaire effectif englobe l'ensemble de ces majorations et primes (à l'exclusion des primes spéciales de vacances ou de fin d'année).

(6) Le gain hebdomadaire résulte de la multiplication du gain horaire effectif par la durée moyenne du travail ouvrier.

(7) Le gain dit « net » fait abstraction des retenues pour la sécurité sociale et de la ponction fiscale supposée répartie uniformément sur l'ensemble de l'année.

(8) Le gain mensuel brut du père de famille fait intervenir le revenu direct du travail et les prestations familiales. Le gain mensuel net du père de famille fait abstraction des retenues sociales (ici, la ponction fiscale ne joue pas car le contribuable moyen dont il s'agit n'est pas imposable, compte tenu du niveau de son revenu et du nombre de ses parts fiscales.)

TABLEAU N° 35

Ouvriers du secteur privé (toutes activités et tous sexes réunis). — France entière.

Variations du niveau moyen du pouvoir d'achat au 1er avril 1959 (sur la base 100 au 1er juillet 1957) selon l'indice retenu pour le coût de la vie.

INDICES du coût de la vie.	TAUX horaire de base.	GAIN horaire effectif (5).	GAIN hebdomadaire (6).	GAIN MENSUEL du célibataire.		GAIN MENSUEL DU PERE DE FAMILLE (8)			
						Ayant deux enfants à charge.		Ayant cinq enfants à charge.	
				Gain brut.	Gain net (7).	Gain brut.	Gain net.	Gain brut.	Gain net.
U. N. A. F. (4)	100	101	97	97	96,5	95	95	93,5	93,5
Indice des 179 articles	99	»	96	96	95,5	94	94	92,5	92,5
I. N. S. E. E.:									
Moyenne Paris-Province (2)	96	»	93	93	92,5	91	91	89,5	89,5
C. N. A. P. F. (1)	96	96,5	93	93	92,5	91	91	89,5	89,5
Indice des 250 articles	95,5	96	92,5	92,5	92	90,5	90,5	89	89
C. G. T.	94,5	95	91,5	91,5	91	89,5	89,5	88	88
I. O. E. (3)	94	94,5	91	91	90,5	89	89	87,5	87,5
C. F. T. C.	93	93,5	90	90	89,5	88	86,5	86,5	86,5
F. O.	92,5	93	89,5	89,5	89	87,5	87,5	86	86

(Voir renvois du tableau n° 34.)

TABLEAU N° 36

Ouvriers du secteur privé (toutes activités et tous sexes réunis). — France entière.

Variations du niveau moyen du pouvoir d'achat au 1er juillet 1960 (sur la base 100 au 1er avril 1959) selon l'indice retenu pour le coût de la vie.

INDICES du coût de la vie.	TAUX horaire de base.	GAIN horaire effectif (5).	GAIN hebdomadaire (6).	GAIN MENSUEL du célibataire.		GAIN MENSUEL DU PERE DE FAMILLE (8)			
						Ayant deux enfants à charge.		Ayant cinq enfants à charge.	
				Gain brut.	Gain net (7).	Gain brut.	Gain net.	Gain brut.	Gain net.
C. N. A. P. F. (1)	105,5	107	110,5	110,5	109,5	108,5	108,5	107,5	107,5
I. N. S. E. E.:									
Indice des 179 articles	104,5	106	109,5	109,5	108,5	107,5	107,5	106,5	106,5
Indice des 250 articles	104	105,5	109	109	108	107	107	106	106
Moyenne Paris-Province (2)	104	105,5	109	109	108	107	107	106	106
I. O. E. (3)	102	103,5	107	107	106	105	105	104	104
C. F. T. C.	101,5	103	106,5	106,5	105,5	104,5	104,5	103,5	103,5
C. G. T.-F. O.	101,5	103	106,5	106,5	105,5	104,5	104,5	103,5	103,5
C. G. T.	101,5	103	106,5	106,5	105,5	104,5	104,5	103,5	103,5
U. N. A. F. (4)	98	99,5	103	103	102	101	101	100	100

(Voir renvois du tableau n° 34.)

TABLEAU N° 37

Pouvoir d'achat du S. M. I. G. horaire.

COUT DE LA VIE	1er JUILLET 1957	1er AVRIL 1959	1er JUILLET 1960	1er OCTOBRE 1960
179 articles	100	104,47	103,50	105,14
C. N. A. P. F.	100	100,73	100,80	102,35
250 + 235 articles	100	101,06	99,76	100,78
250 articles	100	100,24	98,83	99,85
U. N. A. F.	100	105,54	98,18	102,52
I. O. E.	100	98,96	96,07	96,90
C. G. T.	100	99,36	95,64	93,63
C. F. T. C.	100	97,80	94,22	95,17
F. O.	100	97,02	93,42	93,06

N. B. — Le S. M. I. G. a été relevé en août 1957.

TABLEAU N° 38

Calculs du Centre d'Etudes sur la consommativité relatifs aux variations comparées des rémunérations mensuelles nettes moyennes (salaires directs et prestations familiales) établies sur la base des chiffres publiés par le ministère du travail, ramenées à l'équivalence-adulte, ou unités de consommation.

(En indices.)

	1949	1956	1958 — 1er octobre.	1959 — 1er avril.	1960			
					1er janvier.	1er avril.	1er juillet.	1er octobre.
Manœuvre (base 100: manœuvre célibataire).								
Manœuvre:								
Père de 2 enfants	58	52	50,5	50,2	49,8	49,4	49	48,8
Père de 5 enfants	63,5	53	49,8	49,4	49,4	48,7	48	47,9
Professionnel (base 100: manœuvre célibataire).								
Professionnel:								
Père de 2 enfants	72,2	67,4	65,4	64,6	64,4	64,3	63,9	63,3
Père de 5 enfants	72,5	62,8	59,4	58,7	58,8	58,3	57,6	57,4
Professionnel (base 100: professionnel célibataire).								
Professionnel:								
Père de 2 enfants	54,2	48,9	47,6	48	47,6	47,3	47	46,8
Père de 5 enfants	54,4	45	43,2	43,6	43,4	42,9	42,3	42,9

N. B — Les comparaisons de ressources globales aux différentes dates, ou leur traduction habituelle en indices, fournissent des indications proportionnellement exactes pour un même cas pris isolément, mais qui sont dénués de comparabilité entre elles d'une ligne à une autre à une même date.

En ramenant les rémunérations mensuelles nettes, dans chaque cas, à la ressource par unité de consommation, on obtient des indices rendus comparables entre eux à une même date.

2° *L'amélioration de la consommation globale.*

On a vu dans la première partie que la consommation nationale avait augmenté d'environ 6,2 p. 100 de 1957 à 1960. Ces chiffres sont très voisins de ceux retenus dans le rapport sur les comptes de la nation (1). Cette augmentation est un peu supérieure à celle qui résulte de l'analyse des gains réels. On doit tout d'abord tenir compte des correctifs suivants :

a) Il s'agit de moyennes annuelles et non de rapports d'une date à une autre. Mais l'évolution du premier semestre 1957 et celle du deuxième semestre 1960 ayant été semblables et également ascendantes, la perturbation n'est pas très grande;

b) Cependant, à la date du 1er juillet 1957, les gains correspondant aux taux indiqués ne s'étaient pas encore répercutés dans les prix. En d'autres termes, prix et salaires au 1er juillet 1957 correspondaient à une promesse aux salariés, non à un équilibre durable possible, en fonction de la production existante et des autres parties prenantes ;

c) Le temps de travail n'est pas le même. La correction est minime puisque, pour l'ensemble des ouvriers, la durée du travail était sensiblement la même en juillet 1957 et juillet 1960: 46,8 heures et 46,7 heures (corrigées des variations saisonnières);

d) La population n'est pas la même. Mais, si la population totale a augmenté en trois ans de 0,6 p. 100 par an, soit 1,8 p. 100 au total, la population active a relativement peu varié.

(1) En fait, ceux des rapports sur les comptes de la nation, légèrement inférieurs, vont être revisés et seront légèrement en hausse.

3° *La répartition des revenus des ménages.*

Le rapport sur les comptes de la nation, prolongé pour 1960 par les comptes prévisionnels dans l'ensemble réalisés, donne les accroissements suivants pour les revenus des ménages en *francs courants :*

TABLEAU N° 39

Evolution des ressources brutes des ménages (avant impôts) entre 1957 et 1960.

(En millions de nouveaux francs courants.)

	1957	1960	VARIATIONS de 1957 à 1960.
			P. 100.
I. — Masse des salaires et traitements :			
Versés par les entreprises.....	55.580	74.750	+ 34,5
Versés par les administrations..	12.030	16.800	+ 39,6
Versés par les ménages.....	2.210	2.770	+ 25,3
Total	69.820	94.320	+ 35
II. — Revenus de l'entreprise et de la propriété :			
Revenus bruts des entrepreneurs individuels (agriculture, commerces, professions libérales)	51.320	64.380	+ 25,4
Revenus d'exploitations des ménages propriétaires d'immeubles et de jardins familiaux..	5.940	7.410	+ 24,7
Dividendes et parts S. A. R. L.	4.350	4.840	+ 11,3
Total	61.610	76.630	+ 24,4
III. — Prestations sociales et assistance :			
Prestations sociales.....	25.410	33.410	+ 31,5
Assistance	5.410	6.780	+ 25,3
Total	6.440	8.040	+ 24,8
Total général.....	168.690	219.180	+ 29,9

Ces chiffres doivent être compris en tenant compte d'un changement dans les effectifs réciproques, il y a plus de salariés et moins d'entrepreneurs. De même, les prestations familiales s'appliquent à un nombre d'enfants accru. Les revenus des entreprises ont été légèrement moins augmentés que les autres, par suite d'une compression des revenus des entreprises industrielles et commerciales en 1958 et d'une mauvaise campagne 1958-1959 pour les agriculteurs.

Dans l'ensemble, à la fin de 1960, les diverses catégories de parties prenantes semblaient sur trois ans avoir été successivement affectées. Seules les familles l'étaient plus particulièrement.

4° *Le bilan social de la remise en ordre budgétaire.*

Si l'on admet que la croissance des années 1952 à 1957 était d'environ 4,7 p. 100 par an et que le retard pris de 1957 à 1960 correspond au passif du bilan de la mise en ordre, on voit en gros que la consommation n'a augmenté que de 6 p. 100 pendant ces trois ans au lieu de 14 p. 100 comme l'était précédemment la moyenne sur trois années. Pendant la même époque, l'augmentation de la production a atteint 10,5 p. 100. On peut donc schématiquement estimer comme suit le bilan social de la remise en ordre :

a) Une moindre progression d'environ 6 p. 100 ;

b) Une affectation de 4 p. 100 de la production à d'autres parties prenantes que la consommation : investissements et surtout commerce extérieur.

Cette affectation doit être définitive, puisqu'elle corrige une mauvaise répartition. On a vu, en effet, que de 1958 à 1959 le redressement de la balance des biens et services avait remplacé 313 millions de dollars de déficit par 717 millions de dollars d'excédent. La différence de 1 milliard de dollars fait plus de 500 milliards d'anciens francs français, soit 3,5 p. 100 de la consommation de la France en 1957.

Cette atteinte de 10 p. 100 à l'évolution escomptée de la consommation a touché tous les groupes sociaux qui ont été d'autant plus sensibles qu'elle a dû être opérée en partie par une sévère redistribution fiscale. Ils en ont retiré un sentiment très net d'insatisfaction et d'injustice alors que seuls les besoins des familles ont été, sur trois ans, incontestablement comprimés.

DEUXIEME PARTIE

LA CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATIONALE

Si l'expansion économique, considérée dans son ensemble, se poursuit, une lente dégradation est cependant manifeste en de nombreuses régions du monde. La question que chacun se pose, en considérant cette évolution préoccupante, est la suivante : les troubles actuels sont-ils imputables à une *récession temporaire* et l'activité va-t-elle reprendre bientôt le rythme d'expansion moyen élevé des années d'après guerre qui avait fini, peu à peu, par être implicitement tenu pour normal ? Ou bien, ces troubles constituent-ils les prémices d'un *véritable rajustement*, d'un retour à un taux de croissance moyen plus modéré, seul compatible à long terme, finalement, avec les structures actuelles du monde occidental, le rythme du développement de la période d'après guerre, qui serait en train de finir, ne s'expliquant que par une succession de causes exceptionnelles ?

Après un examen sommaire des principaux *faits* récents (chapitre Ier), il sera tenté, dans un second chapitre, consacré aux *idées et aux perspectives*, de répondre à cette question.

CHAPITRE Ier

LES FAITS RECENTS

Depuis le début de l'année, les progrès de l'activité économique, considérée dans son ensemble, se poursuivent, mais à un rythme plus modéré qu'au second semestre 1959 et avec des divergences plus accusées dans les évolutions suivant les différentes régions du monde. Ce ralentissement et ces divergences sont, à la fois, la cause et la conséquence de difficultés financières, qui ont marqué une tendance à se renforcer.

Une première section traitera de la *production industrielle*, baromètre le plus significatif du niveau d'activité. Une seconde section sera consacrée aux principaux aspects des problèmes monétaires et financiers auxquels sera rattaché le commerce international.

A. — La production industrielle

L'économie française est intéressée au premier chef par l'évolution de la conjoncture du Marché commun, dans laquelle elle se trouve de plus en plus intégrée. Celle-ci est de même intégrée dans un ensemble où l'économie américaine joue un rôle prépondérant.

1° *Les pays du Marché commun.*

En 1960, les pays du Marché commun ont connu une très forte expansion que l'on peut résumer par le tableau suivant :

Tableau n° 40

Produit national brut.
Augmentation en volume de 1959 à 1960.

PAYS	POURCENTAGE
Allemagne	8
France	5,5
Italie	7,5
Pays-Bas	8
Belgique (et Luxembourg)	4
Moyenne C. E. E.	7

Une appréciation moins optimiste avait trouvé créance dans une accélération du ralentissement saisonnier d'été. La reprise d'automne a montré que la tendance forte se maintenait.

La Belgique est sortie pour la première fois de la stagnation et les trois autres grands pays étrangers ont connu une hausse plus forte que la moyenne des récentes années.

La cause en est, en Allemagne comme en Italie, le développement des exportations mais plus encore celui des investissements qui a été considérable.

Une telle croissance ne s'est pas faite sans quelques tensions. Il semble que l'année 1961 marquera pour chacun de ces pays une hausse de 5 p. 100 environ, à l'exception de la Belgique qui s'attend d'autant plus à la stagnation que son gouvernement vient de prendre des mesures de déflation.

Les tensions se traduisent peut-être en menaces de hausses de prix. Les Allemands préfèrent cette éventualité à une réévaluation du mark et les Italiens envisagent une aggravation de leur déficit en devises. Plus sensibles, les Pays-Bas seraient prêts à modérer leur expansion.

Dans l'ensemble, à l'exception de la Belgique sacrifiant une fois de plus sa croissance aux impératifs monétaires, les pays du Marché commun continueront s'il ne dépend que d'eux à pratiquer une politique d'expansion.

2° *L' O. E. C. E.*

a) La Grande-Bretagne.

Parmi les pays de l'O. E. C. E., la Grande-Bretagne apparaît un des moins en expansion. En deux ans, la croissance de l'économie anglaise avait été notable puisque l'indice était passé de 115 au troisième trimestre 1958 à 122 au troisième trimestre 1959 et 130 au troisième trimestre 1960. Mais, d'une part, on remarquera que l'indice est en base 1953, ce qui laisse ressortir une très faible croissance moyenne de 1953 à 1958. Par ailleurs, depuis six mois, la production industrielle est étale. La récession qui avait atteint l'automobile s'est étendue au secteur des biens durables. En outre, pour défendre la livre, le gouvernement maintient et renforce des restrictions en matière de crédit.

b) L'ensemble des pays de l'O. E. C. E.

Au total, l'indice de l'ensemble est passé de 114 fin décembre 1959 à 120 en septembre et atteindra probablement 122 en décembre 1960.

L'expansion européenne a donc été très nette et ne laissera sur place que l'Angleterre et la Belgique, handicapées par la défense de leur monnaie.

Cependant, cette expansion se ralentit dans son ensemble, comme le montre la décroissance continue des pourcentages d'augmentation de l'activité industrielle d'un trimestre par rapport au trimestre précédent :

Tableau n° 41

PÉRIODES	POURCENTAGE
4e trimestre 1959	4,3
1er trimestre 1960	2,8
2e trimestre 1960	2
3e trimestre 1960	0,7

Un ralentissement de l'activité se manifeste et se liera avec un accroissement du déficit de la balance commerciale :

TABLEAU N° 42

Balance commerciale des pays de l'O. E. C. E. vis-à-vis du reste du monde.

(En millions de dollars.)

	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS	DÉFICIT
3e trimestre 1959	3.950	3.710	240
4e trimestre 1959	4.200	3.920	280
1er trimestre 1960	4.180	4.480	300
2e trimestre 1960	4.570	4.140	430
3e trimestre 1960	4.670	4.210	560

Ces totaux comprennent certes des pays pour lesquels on peut trouver des explications satisfaisantes (Italie où l'on reconstitue les stocks, Allemagne où l'on favorise les importations).

Dans l'ensemble, ils montrent néanmoins le poids de la crise anglaise dans l'évolution de l'économie de l'Europe occidentale.

3° *Les Etats-Unis.*

L'économie nord-américaine est en crise comme le montrent les indices de production industrielle ajustés par rapport aux variations saisonnières :

TABLEAU N° 43

Indices de la production industrielle ajustés par rapport aux variations saisonnières.

(1955 = 100.)

	ETATS-UNIS	CANADA
Janvier	122	134
Février	121	132
Mars	120	133
Avril	120	129
Mai	121	130
Juin	120	130
Juillet	121	127
Août	119	128
Septembre	118	»
Octobre	118	»

Le lent effritement de la situation aux Etats-Unis, économie « dominante », est suivi avec une particulière attention. Le niveau de l'indice de la production industrielle n'est pas le seul signe préoccupant ; la plupart des autres symptômes sont défavorables : durée du travail, nombre des chômeurs, wagons chargés, baisse boursière, diminution des profits, investissements réticents... En début d'année, lorsque la stagnation a commencé, l'espoir subsistait d'une reprise prochaine, mais aucun signe de redressement n'est apparu et le taux trimestriel du produit national brut a lui-même fléchi au troisième trimestre (taux annuel : 503 milliards de dollars au lieu de 501 au premier et 505 au deuxième. Mais, *aux prix de* 1959, ces trois trimestres ont respectivement pour valeur, du premier au troisième, en milliards de dollars : 496, 497, 494). L'économie américaine est à un haut niveau, mais elle stagne.

Sur un point, l'essor est tenté, l'attaché commercial français à Washington écrit « l'automobile est devenue comme une tache lumineuse au sein de l'actuelle phase de dépression ».

L'avenir n'est pas assuré. Les commandes en carnet qui, au troisième trimestre 1959 se maintenaient aux environs de 130 sont aux environs de 110 au troisième trimestre 1960. Les milieux d'affaires américains craignent que la récession continue jusqu'à l'automne 1961.

Le désir proclamé par le gouvernement actuel de renforcer l'excédent de sa balance commerciale et de diminuer ses sorties de devises risque d'avoir sur l'Europe, des conséquences regrettables car c'est l'Europe qui vend aux pays sous-développés.

4° *Le reste du monde.*

a) Les pays de l'Est.

En *U. R. S. S.* la production industrielle, au premier semestre de 1960, est de 10 p. 100 plus élevée environ que celle de 1959. La *Chine* voudrait réaliser un nouveau « bond en avant » et elle escompte (sous réserve des modifications fréquentes de programmes) un supplément de 29 p. 100 de production par rapport à 1959. En *Europe orientale*, enfin, l'expansion du secteur « socialisé » (qui est le plus important) s'effectue suivant les taux ci-dessous qui sont, dans l'ensemble, au moins aussi rapides que ceux de l'année précédente :

TABLEAU N° 44

Pourcentages prévus d'augmentation.

PAYS	1959	1960
Pologne	7,6	7,6
Tchécoslovaquie	9,3	10
Hongrie	4,7	8
Allemagne orientale	11,1	(1) 12
Roumanie	8,6	14
Bulgarie	30	15
Albanie	17	11

(1) Premier trimestre 1960 par rapport à celui de 1959.
Sources : Plans et documents officiels.

On sait que ces différents taux ne sont pas calculés comme ceux des pays du monde « occidental » ils sont quelque peu surévalués, par rapport à ces derniers, en raison de la conception marxiste du revenu national. Malgré cette réserve, la progression reste rapide.

Cependant il ne semble pas que cette croissance ait des conséquences considérables sur l'économie des autres pays.

b) Les pays sous-développés.

La production industrielle du tiers-monde avait connu une progression relativement satisfaisante en 1959.

Cependant à part le Japon, nourri par une substantielle aide américaine de 500 millions de dollars, et dont la production industrielle s'est accrue de 24 p. 100 en un an, et le Pakistan en développement contenu pour des raisons semblables, la croissance des principaux pays était encore faible.

L'année 1960 a vu un ralentissement sérieux de cette progression dans presque tous les pays, sauf au Japon où l'influence de l'aide américaine se fait encore sentir.

TABLEAU N° 45

Production industrielle.

(Base 1953 = 100.)

PAYS	1958	1959	DÉCEMBRE 1959.	MARS 1960.	AVRIL 1960.	JUIN 1960.
Argentine	125	111	111	110	108	»
Inde	132	144	166	167	159	152

CONCLUSION

Pour l'avenir immédiat, les perspectives de l'Europe occidentale sont brillantes. Il est même curieux de constater que, dans la dernière décennie, les fortes croissances des pays déjà un peu industrialisés se sont situées en Europe, d'un côté ou de l'autre du rideau de fer. Ce mouvement devrait continuer sur sa lancée.

Mais les Etats-Unis, l'Angleterre d'un côté, le tiers-monde de l'autre, n'arrivent pas à connaître une croissance suffisante. Or, une partie de l'expansion européenne venait de la demande du tiers-monde, alimentée elle-même par les crédits américains. Cette partie est faible en pourcentage, mais plus importante psychologiquement. C'est pourquoi, il convient d'étudier maintenant les conditions des échanges internationaux.

B. — FINANCES, MONNAIE, PRIX ET COMMERCE INTERNATIONAL

Les divergences et les déséquilibres, sous ce nouvel aspect, se sont également accrus, ces derniers mois, mais il convient de distinguer le plan intérieur et le plan international.

1. — Sur le plan intérieur, et pour se limiter aux grands pays industriels du monde « occidental », le trait dominant est une relative stabilité des prix, qui s'est maintenue malgré l'expansion, contrairement aux exemples des années passées.

Les salaires, certes ont augmenté, mais en général dans la limite des progrès de la productivité à moins d'étranglement du marché de la main-d'œuvre (Allemagne, Pays-Bas...) et les *prix* ont peu varié.

TABLEAU N° 46

Indices des prix de gros et des prix à la consommation.
(1953 = 100.)

PAYS	PRIX DE GROS			
	1959 — 4e trim.	1960 Mars.	1960 Juin.	1960 Septembre.
France	129	129	128	128
Allemagne	106	106	106	106
Royaume-Uni	103	102	102	101
Etats-Unis	108	109	109	108

PAYS	PRIX A LA CONSOMMATION			
	1959 — 4e trim.	1960 Mars.	1960 Juin.	1960 Août.
France	131	133	133	135
Allemagne	114	114	114	114
Royaume-Uni	120	120	121	121
Etats-Unis	105	104	107	106

2. — C'est sur le plan international que les distorsions se sont accrues, notamment quant aux « termes de l'échange » et aux balances des paiements.

L'expansion dans la stabilité des prix dont bénéficient les pays industriels de l'Occident provient, *en partie*, de la détérioration des termes de l'échange au détriment des pays producteurs de matières premières.

TABLEAU N° 47

Termes de l'échange.
(Moyenne 1953/1955 = 100.)

	1956	1957	1958	1959	1960 1er trim.	1960 2e trim.
Régions développées	98	97	101	103	103	104
Régions sous-développées	98	94	94	93	93	92

Aussi, alors que les exportations des régions « sous-développées » représentaient, en 1959, 34,2 p. 100 de celles des régions « développées » (1), ce pourcentage n'est plus que de 31,8 p. 100 pour le *taux annuel* du premier semestre 1960 (dernière statistique connue). Cette réduction du pourcentage est très importante quant à la bonne marche de l'économie mondiale: si les exportations des régions sous-développées avaient augmenté *au même rythme* que celles des régions développées, le taux annuel du deuxième trimestre aurait été, pour les premières, plus élevé de 1,6 milliard de dollars. Ce « manque à gagner » étant vital pour les pays producteurs de matières premières dont les principales ressources sont constituées par les exportations, ces pays ont dû ralentir le rythme souhaité ou prévu de leurs importations — malgré une compensation partielle provenant d'une aide internationale accrue — ce qui, dès à présent et plus encore prochainement, retarde et retardera leur mise en valeur et touche, par contre-coup, les pays industriels dans une mesure encore restreinte mais qui va s'aggraver. Le commerce international, quoique encore en progrès, s'en est déjà ressenti, et les accroissements relatifs en *volume*, du premier au deuxième trimestre (dernier connu) de 1960, sont moins élevés que ceux de 1959. En reprenant la classification des Nations-Unies entre régions « développées » et « sous-développées », on constate l'évolution suivante.

TABLEAU N° 48

Exportations.
(Indice du volume.)

	RÉGIONS DÉVELOPPÉES			RÉGIONS SOUS-DÉVELOPPÉES		
	1er trimestre.	2e trimestre.	Pourcentage variation.	1er trimestre.	2e trimestre.	Pourcentage variation.
Année 1959	129	142	+ 10	125	131	+ 5
Année 1960	157	159	+ 1,3	133	136	+ 2

La progression est moindre dans les deux cas, mais elle est surtout ralentie pour les régions « développées ».

D'autre part, les difficultés de la balance des paiements ne sont pas limitées aux pays « primaires », elles affectent également — pour d'autres motifs — les économies de certains grands pays industriels. La balance des paiements courants de l'ensemble des pays de l'Europe occidentale reste positive en raison des excédents allemands, de l'aide américaine directe ou indirecte (commandes *off shore*) mais le déficit de la balance commerciale reprend. En ce qui concerne notamment les pays du *Marché commun*, si les échanges intra-communautaires continuent à se développer, la balance commerciale qui se soldait par des excédents depuis le troisième trimestre 1958, est devenue déficitaire depuis le milieu de 1960. Mais le cas le plus grave est celui des Etats-Unis, dont la balance commerciale, pourtant, contrairement à celle de l'Europe, est largement positive (3,24 milliards de dollars d'excédent pour les trois premiers trimestres) : leurs charges internationales sont telles que le déficit de la balance des paiements courants s'est encore accru (il atteindra sans doute 3,8 milliards de dollars pour l'année), et, en novembre, les premières mesures de sauvegarde ont dû être décidées pour essayer de renverser le mouvement.

Des transferts importants de capitaux ont donc eu lieu, encore aggravés par les déplacements de la « hot money » à la recherche des situations les plus sûres ou les plus rentables en raison de la différence des taux d'intrêts, fort variables selon les places. Une poussée de fièvre a fait monter, à Londres, le prix de l'or de 35 à 41 dollars l'once. L'or américain reflue vers diverses régions du monde, surtout vers l'Europe, et il continue de le faire. Il n'y a pas que la différence des taux d'intérêts qui joue. Depuis peu, ces mouvements se sont aggravés parce que certains milieux escomptent, à plus ou moins bref délai, une réévaluation de l'or. La situation est sérieuse, le stock d'or diminue aux Etats-Unis alors que s'accroît le montant des créances à court terme de l'étranger sur ce pays.

(1) D'après le classement du Bulletin mensuel de statistique des Nations-Unies.

TABLEAU N° 49

Etats-Unis.

(En milliards de dollars et en fin de mois.)

	DÉCEMBRE 1958.	DÉCEMBRE 1959.	AVRIL 1960.	JUIN 1960.	AOUT 1960.	OCTOBRE 1960.	1er DÉCEMBRE 1960.
Or	20,58	19,51	19,40	19,36	19,04	18,02	17,9
Créances étrangères à court terme	12,08	13,54	13,86	14,28	»	»	»

NOTA. — On trouve dans des publications commerciales des chiffres plus importants concernant l'ensemble des créances (19 milliards de dollars en juin 1960). L'évolution des deux séries reste la même.

Si les créanciers exigeaient le remboursement immédiat en or, il n'y aurait plus assez de métal précieux pour assurer la couverture de la monnaie : et c'est cette perspective qui, dans une mesure encore faible mais qui pourrait se renforcer, porte atteinte à la solidité du dollar.

CHAPITRE II

LES IDEES ET LES PERSPECTIVES

Il résulte, du tour d'horizon qui précède, que l'expansion se poursuit sans vigueur dans le monde « occidental », avec même des zones de stagnation. Ce n'est pas — du moins pas encore — une récession proprement dite, mais plutôt une dégradation très lente, le progrès d'une sorte de malaise, à mi-chemin entre la bonne santé et la maladie. Il devient de plus en plus évident, d'une part que les difficultés de croissance de l'économie se renforcent et, d'autre part, que l'inadaptation à leur objet des politiques suivies et de certaines institutions augmente également.

A. — RENFORCEMENT DES DIFFICULTÉS DE CROISSANCE

Le phénomène est surtout visible aux deux *pôles :* le plus développé (Etats-Unis) et le moins évolué (tiers-monde). Mais l'Europe, à son tour, qui se tient entre les deux, après avoir jusqu'ici bénéficié d'une situation privilégiée, commence à subir le double contre-coup des difficultés qui assaillent les extrêmes.

Etats-Unis.

Une sorte de langueur paralyse l'activité de ce pays, dont les ressources financières et physiques sont cependant énormes, le potentiel industriel puissant et le dynamisme bien connu.

Les économistes des Etats-Unis et du monde entier ont cherché à expliquer cette contradiction et ont analysé ce problème en détail, sans parvenir cependant à trouver une solution nette. Ce qui apparaît de plus en plus, c'est que ce pays souffre précisément de son très haut niveau de vie et, *en un certain sens,* de suréquipement :

a) D'une part, les Etats-Unis ploient sous le poids de charges de toutes sortes :

— charges extérieures : « transferts » à l'Europe et au tiers-monde, qui se soldent par une balance de paiements déficitaire ;

— charges intérieures : usage abondant et même gaspillage de matières premières, de sources d'énergie. Excès publicitaires. Amortissements lourds par suite d'une accélération technique. Dépenses militaires et para-militaires. « Services » onéreux et en particulier salaires relativement très élevés, et ce point est essentiel.

TABLEAU N° 50

Disparités internationales des coûts de production horaire (y compris les charges sociales) (1) *dans les industries de transformation* (2) *en* 1958.

PAYS	EN DOLLARS
Etats-Unis	2,57
Belgique	0,95
Allemagne occidentale	0,75
Royaume-Uni	0,70
Pays-Bas	0,68
France (3)	0,55
Italie	0,47

(1) Le salaire horaire de base a été majoré, pour charges sociales : de 43 p. 100 en France, 41 p. 100 en Allemagne occidentale, 29 p. 100 en Belgique, 28 p. 100 aux Pays-Bas, 20 p. 100 aux Etats-Unis et 8,6 p. 100 au Royaume-Uni.

(2) Constructions électriques et mécaniques, industries automobiles et textiles, sidérurgie.

(3) Avant la dévaluation.

Cette disparité des salaires rend les Etats-Unis de plus en plus vulnérables sur le marché international et a poussé à l'exode des capitaux américains, qui s'investissent à l'étranger pour bénéficier du niveau relativement plus faible des salaires. En tout cas, les Etats-Unis doivent faire face, sur leur propre territoire, à des prix de revient moyens croissants alors que les bénéfices des sociétés, dans leur ensemble (à population et à prix supposés constants), sont plutôt en diminution.

b) D'autre part, *dans ses structures actuelles,* le marché intérieur, qui offrait encore de larges débouchés il y a une dizaine d'années, apparaît plus proche de la saturation par rapport à la demande effective. Quelques exemples suffisent.

TABLEAU N° 51

Etats-Unis. — Degré de saturation du marché pour certains « biens durables ».

(En pourcentage du nombre total des familles.)

	POURCENTAGE	
	Année 1948.	Année 1959.
Réfrigérateurs	77	98
Machines à laver	60	93
Téléviseurs	3	90
Une automobile par famille	54	74
Aspirateurs	48	72
Armoires frigorifiques	4	22
Séchoirs	1	18
Deux automobiles ou plus par famille	4	15
Appareils à conditionner l'air	0,5	13

Certes, les consommateurs américains chercheront toujours à utiliser leurs revenus. La loi de Jean-Baptiste Say est toujours vraie dans le long terme. Mais dans l'immédiat, en fonction de l'appareil productif existant et des amortissements qu'il requiert, les demandes des consommateurs sont insuffisantes dans certains secteurs.

Il y a donc, dans de nombreux secteurs, excès de la capacité productrice, et pas seulement dans la sidérurgie qui travaille actuellement à moins de 55 p. 100 de sa capacité. Cette situation est assez générale comme le démontrent, par exemple,

les enquêtes de la firme Mc Graw Hill. On conçoit, dans ces conditions, que les hommes d'affaires ne soient pas enclins à investir, et c'est là un facteur très important quant au dynamisme prochain de l'économie. En fait, et d'après les dernières enquêtes, il n'apparaît pas de motifs décisifs d'accroissement de la demande en 1961, de sorte qu'il est prévu, pour cet exercice, un recul de 3 p. 100 des investissements productifs. Et le secteur public, pour des raisons doctrinales (équilibre budgétaire, crainte de l'inflation) n'a pas voulu prendre la relève du secteur privé en perte de vitesse et décider les grands moyens qui seraient nécessaires pour assurer une véritable relance de l'économie ; il se contente de recourir aux procédés habituels de manipulation du taux de l'escompte, élargissement du crédit, etc. Certes, le professeur Galbraith, conseiller du président élu Kennedy est un fervent partisan d'une telle relève. Mais celle-ci ne saurait être immédiate ni aussi importante que ne le voudraient ses promoteurs.

c) Les difficultés sont d'une autre nature en ce qui concerne le *tiers-monde*. A l'opposé de l'échelle économique, les obstacles sont eux-mêmes opposés ; alors que l'Amérique étouffe par excès relatif de capacité productrice et par inadaptation d'un lourd appareil de production à suivre les hésitations de sa demande, le tiers monde, lui, voit sa situation s'aggraver, parce qu'il doit faire face à des besoins immenses et qui croissent rapidement, alors qu'il manque presque totalement d'infrastructure et que ses ressources vont en diminution.

Il a été précisé plus haut (chapitre 1er) l'importance de l'écart croissant, ces derniers mois, entre les « termes de l'échange » des régions développées et des régions sous-développées. Le problème est grave et retient, beaucoup plus que par le passé, l'attention des milieux internationaux. Ainsi le rapport annuel du G. A. T. T. qui vient de sortir reconnaît que l'écart continue à grandir entre les « riches » et les « pauvres ». Les « transferts » financiers vers le tiers-monde ont donc été accrus, mais d'une manière tout à fait insuffisante. La nécessité d'augmenter ces transferts devient presque une clause de style, de même que celle d'assurer un débouché aux matières premières et de stabiliser leurs cours, ce dont tout le monde est bien convaincu. Mais il y a des raisons de fond qui vont à l'encontre : capacité productrice trop forte des régions « primaires », alors que l'évolution de la stratégie militaire, d'une part, et l'évolution technique, d'autre part (lutte contre le gaspillage, récupération, développement de produits de substitution, etc.) vont précisément dans l'autre sens.

d) Entre les Etats-Unis et le tiers-monde, *l'Europe*.

Elle a profité, jusqu'à ces derniers temps — et en s'en félicitant car ses vues économiques sont courtes — des disparités croissantes de l'économie mondiale, et gagné *sur les deux tableaux :* à l'égard des Etats-Unis, elle a augmenté le montant de ses exportations avant d'être bénéficiaire du grand reflux de l'or des Etats-Unis vers le continent ; à l'égard du tiers-monde, elle a profité à la fois de l'accroissement du prix d'exportation de ses propres produits fabriqués et de l'abaissement du cours des matières premières importées.

Aussi l'Europe a-t-elle augmenté d'une manière spectaculaire le montant de ses réserves en or et en devises ; et pour s'en tenir au montant détenu par les autorités officielles (monétaires ou autres), l'évolution récente a été la suivante pour quelques groupes caractéristiques.

TABLEAU N° 52

(En millions de dollars.)

	AU 31 décembre 1959.	AU 30 juin 1960.	VARIATION (En ± p. 100.)
Etats-Unis et Canada.....	21.383	21.143	— 1
Zone sterling (sauf Royaume-Uni)	7.315	7.060	— 4
Europe continentale.....	17.955	19.380	+ 8
Royaume-Uni	2.750	2.906	+ 6

Et ceci en dehors des versements effectués aux organismes monétaires internationaux.

Mais cela ne pouvait durer et un renversement de tendance, à peine amorcé, se dessine, ce qui ne va pas faciliter la continuation de la croissance européenne.

e) *Conclusion.* — Après avoir aidé directement les pays européens de 1945 à 1955, les Etats-Unis ont agi à travers les économies des pays du tiers-monde, par trois moyens :

— l'aide militaire ;

— l'aide économique ;

— l'achat des matières premières.

Cela constitue, en ajoutant la voie directe d'ouverture de marché américain aux produits européens, quatre leviers de commande à la disposition des Etats-Unis. Mais pour les utiliser, il faudrait qu'ils acceptent certaines conséquences financières et notamment le remboursement anticipé de leur dette.

Sinon serait accentué le renversement de tendance :

— avec les Etats-Unis, puisque les exportations européennes vers ce pays sont en diminution déjà depuis plusieurs mois et que les Etats-Unis, pour alléger leur balance des paiements, veulent diminuer leurs transferts vers l'Europe ;

— avec le tiers-monde, puisque, dans une perspective à court terme, les commandes de celui-ci à l'Occident tendent à fléchir et que ,dans une perspective un peu plus lointaine, l'Europe (et notamment l'Allemagne), à la demande de l'Amérique, devra prendre à sa charge une part plus grande des transferts financiers vers le tiers-monde.

B. — INADAPTATION ACCRUE DES POLITIQUES SUIVIES ET DE CERTAINES INSTITUTIONS

Les problèmes sont évidemment très nombreux et il ne saurait être question de les traiter tous : ce serait vouloir repenser toute l'économie... Du moins deux de ces problèmes, que l'actualité met en pleine lumière, ont-ils paru devoir être retenus : d'une part, la philosophie de la politique économique générale suivie par le monde occidental au cours de la dernière phase de la conjoncture et, d'autre part, les secousses que vient de subir le système des liquidités internationales.

1° *La politique économique récente.*

Les derniers événements ont démontré, une fois de plus, que l'Occident ne parvenait pas à contrôler sa propre croissance, à lui donner le rythme convenable, à éviter ses crises de faiblesse avec son cortège d'ennuis. Il reste enfermé dans le dilemme suivant, avec tous les inconvénients que comporte chacun de ses deux termes : expansion avec inflation, ou bien expansion avec déflation ? C'est la voie du milieu qu'il faudrait suivre, mais il ne l'a pas encore trouvée...

L'expansion avec inflation est la plus fréquente. Il en existe plusieurs exemples depuis la guerre, jusqu'à la récession de 1957-1958. Le mécanisme en est si connu qu'il ne sera pas décrit à nouveau. On rappellera seulement que les mesures prises, en phase d'expansion, pour juguler une inflation naissante ou supposée, ont des effets prolongés, directs et indirects, qui, finalement, retardent la reprise et la freinent, surtout aux Etats-Unis : de là résulte, en grande partie, le rythme si bas de la croissance américaine moyenne au cours des cinq ou six dernières années.

L'expansion avec déflation est ce que vit, actuellement, le monde occidental. Il ne semble pas que les meneurs de jeu se soient rendu compte — ou alors, ont-ils fermé les yeux ? — que l'expansion brillante de l'Europe en 1959, poursuivie à un rythme ralenti en 1960, et celle, un peu moins bonne, des Etats-Unis, surtout, en 1960, ne se sont pas effectuées, dans le climat apparent de stabilité des prix auquel tous les monétaristes ont applaudi, sans qu'il y ait eu quelque part une déflation, en fait une *facture à régler*.

Et cette facture, en réalité, a été payée par trois groupes sociaux :

1° Les agriculteurs, dont le rapport prix reçus/prix payés est allé en se détériorant, même dans les pays « riches » ;

2° Les producteurs de matières premières des régions sous-développées, avec tous les retards et souffrances que cela comporte ;

3° Enfin, dans certains pays d'Europe, par une compression voulue des salaires et, d'une manière plus générale, de la *consommation privée*.

A court terme, cette politique a pu paraître payante. On s'aperçoit aujourd'hui qu'en freinant les possibilités de la demande (soit des consommateurs, soit des régions sous-développées, etc.), on a créé les conditions nécessaires pour étioler la reprise, décourager les investisseurs et repousser dans le temps l'articulation fondamentale de l'économie mondiale, articulation sans laquelle aucune économie de groupe ou particulière n'a de chances de parvenir — à l'époque difficile actuelle et les choses étant ce qu'elles sont — à un épanouissement durable. La politique suivie a fait « boomerang », et, finalement, se répercute sur les « développés » comme sur les « sous-développés ».

2° *Les liquidités internationales.*

La livre et le dollar complétant le stock d'or, les liquidités internationales, grâce au système du Gold Exchange Standard, ont pu suivre le développement du commerce et de l'activité à l'échelle mondiale, sous réserve que la répartition de ces liquidités ne soit pas trop inégale.

Or, le système est sujet à des secousses qui marquent une tendance à se renforcer. En effet, aux modifications des termes de l'échange, des transferts vers le tiers-monde se sont ajoutés, récemment, les décalages dans le temps des investissements, des processus productifs. *A ces décalages ont correspondu des décalages de politique monétaire*, d'où la naissance de nouvelles tensions par suite de la différence des taux d'intérêt, favorisant, comme il a été précédemment précisé, le déplacement de la « hot money », la pression sur le dollar, etc. Il y a souvent antinomie, à présent, entre les exigences économiques et monétaires, les Etats-Unis hésitent à la croisée des chemins. En termes à dessein simplifiés, c'est un nouveau dilemme qui se pose à eux : défendre le dollar, mais asphyxier un peu plus leur économie ; ou favoriser la croissance, en sacrifiant le dollar ? Leurs meilleurs experts s'efforçent de sortir de ce dilemme. Ils n'y parviendront pas à moins de pouvoir appliquer des réformes de structures substantielles non seulement dans le cadre propre de l'économie américaine, mais aussi dans l'articulation générale de l'économie mondiale.

Peut-être aussi faudra-t-il remettre en question le système élaboré à Bretton-Woods et à la Havane et qui régit les échanges internationaux sans y apporter un autre facteur d'équilibre que le recours à la stagnation. Suivant les événements actuels, et la pratique qui les ont infléchis, l'Etat qui déséquilibre les échanges par des moyens officiels et détournés — en se créant un excédent — peut le faire impunément et en acquiert même une force nouvelle.

***

Et, dans cette perspective, il est peut-être possible de répondre à la question qui était posée au début : Sommes-nous en présence d'une récession temporaire, ou d'une crise de rajustement ? L'alternative semble n'être qu'apparente. C'est une question de temps.

A très court terme — d'ici quelques mois — aucune mutation brusque ne paraît devoir arriver. L'activité plafonnera en Amérique, soutenue par ses stabilisateurs plus ou moins automatiques, en abandonnant peut-être quelques points. L'Europe vivra sur sa lancée. Quant au tiers-monde, il est tout de même soutenu, encadré financièrement et, là non plus, il ne doit pas y avoir de modifications profondes à bref délai.

Dans une perspective un peu plus lointaine : l'automne ou l'été prochain (voire le printemps : car il est des anticipations psychologiques qui peuvent avoir un effet moteur), il est possible que la volonté de dynamisme de la nouvelle équipe qui vient d'arriver au pouvoir aux Etats-Unis s'affirme et, par une politique de « deficit spending » ou autrement relance de proche en proche l'activité économique occidentale ou même mondiale. Cela serait difficile, mais c'est concevable, si l'on respecte entièrement les cadres des échanges commerciaux et financiers. Ce serait l'amorce d'une nouvelle phase d'expansion pour l'Occident et pour le tiers-monde, ce dernier de plus en plus à l'ordre du jour.

ANNEXE AU RAPPORT

DONNEES SUR LA CONJONCTURE REGIONALE

I. — DONNEES DE STRUCTURE

Si la conjoncture nationale est gênée par la rigidité des structures et par les disparités entre branches qui en résultent, la conjoncture régionale est encore plus affectée par les déséquilibres structurels entre les régions. Comment comparer la conjoncture du Limousin avec ses quelque 700.000 habitants, dont 300.000 actifs, 150.000 enfants de moins de quatorze ans, 120.000 personnes âgées de soixante-cinq ans et plus, 250 établissements industriels et commerciaux de plus de 50 salariés et celle du Nord avec 3.600.000 habitants dont plus de 1.400.000 actifs, ses 900.000 enfants de moins de quinze ans, 350.000 personnes âgées de soixante-cinq ans et plus, ses 2.400 établissements industriels et commerciaux de plus de 50 salariés, même si le Limousin dispose de 222.000 vaches de travail et le Nord d'aucune.

Si la conjoncture nationale est sensible à l'évolution à long terme, elle l'est à moyen et à court terme également ; en revanche quelle que soit l'évolution à court terme les disparités subsistent dans le moyen et malheureusement dans le long terme à l'échelon régional.

Le « désert » de certaines régions était déjà déploré avant le Premier Empire.

Cette tendance n'a fait que se développer au cours du XIXe et du XXe siècle avec le progrès des transports ferroviaires puis routiers et aériens et la concentration industrielle : elle est sans doute la caractéristique même de notre civilisation de la fin du XXe siècle.

Cette évolution bouleversant de plus en plus les structures de la géographie humaine du territoire n'a pas été suivie des modifications des structures administratives nécessaires.

Conjoncture régionale et structure administrative.

L'observation économique et sociale est souvent rendue difficile :

D'une part, par l'existence d'unités administratives trop petites et trop nombreuses ;

— une commune rurale sur *deux* a moins de 300 habitants ;

— une commune sur *quatre* a moins de 200 habitants ;

— la population de la moitié des communes ne représente pas le dizième de la population française ;

— 60 p. 100 des cantons ne sont peuplés que par 25 p. 100 des Français ; par contre 15 p. 100 en groupent plus de la moitié et 1 p. 100 plus du quart ;

— il en est également ainsi, mais à moindre degré des arrondissements parmi lesquels 30 p. 100 sont peuplés par 50 p. 100 de la population ;

— 54 départements ne représentent que 32 p. 100 de la population, tandis que 15 sont habités par 50 p. 100 des Français de la métropole ;

— enfin 5 départements sont plus peuplés que 50 autres.

D'autre part, par le développement d'unités « champignons » trop grosses dont la population a explosé hors de leurs limites administratives et qui ne sont pas divisées rationnellement.

Les explosions ont engendré des déséquilibres de plus en plus graves.

Voici quelques exemples d'unités de cette nature, tirés du dernier recensement (1954) :

TABLEAU N° 1

Grand Paris : 6.500.000 habitants, dont moins de 3 millions dans les limites de la ville.

Grand Lyon : 650.000 habitants, dont 470.000 dans les limites de la ville.

Grand Bordeaux : 416.000 habitants dont 260.000 dans les limites de la ville.

Grand Lille : 360.000 habitants, dont 195.000 dans les limites de la ville.

Grand Rouen : 246.000 habitants, dont 117.000 dans les limites de la ville.

Grand Nancy : 176.000 habitants, dont 125.000 dans les limites de la ville, etc.

TABLEAU N° 2

Population en 1954.

(V = ville. — A = agglomération.)

La présence de telles unités dans une autre unité administrative, département ou même région, fausse complètement l'interprétation. En voici quelques exemples :

DÉPARTEMENTS et villes.	POPULATION	DÉPARTEMENTS et villes.	POPULATION
Bouches-du-Rhône..	1.049.000	Rhône	967.000
Marseille (V).....	661.000	Lyon (A).....	650.000
Gironde	896.000	Haute-Garonne	515.000
Bordeaux (A).....	416.000	Toulouse (V).....	269.000
Alpes-Maritimes....	515.000	Seine-Maritime	942.000
Nice	244.000	Rouen	246.000
		Le Havre.....	173.000

Tandis que ces unités sont camouflées dans des limites départementales, une ventilation particulière est faite pour les départements suivants :

— Lozère, 82.391 habitants en 1954 ;

— Basses-Alpes, 84.355 habitants en 1954 ;

— Hautes-Alpes, 85.067 habitants en 1954 ;

Même les nouvelles régions n'échappent pas à ces disparités comme nous l'avons vu plus haut.

Aux disparités provinciales internes s'ajoutent celles qui existent entre les régions de province et l'agglomération parisienne qui, à elle seule, groupe près du cinquième de la population et le quart des établissements industriels et commerciaux de plus de 50 salariés.

Dans le court terme, c'est peut-être plus une conjoncture urbaine et une conjoncture rurale qui s'imposent avec une analyse des grandes disparités géographiques internes qu'une conjoncture régionale systématique avec toute l'analyse micro-économique qu'elle exige et dont malheureusement la base statistique n'est pas encore toujours mise en place et qui de toute façon représentera un travail considérable et volumineux se prêtant difficilement à la synthèse.

Urbanisation générale et urbanisation périphérique.

Le propre de la civilisation contemporaine est « l'urbanisation ». Bien que ce phénomène ait été moins rapide chez nous que dans d'autres pays comme par exemple l'Allemagne, le Royaume-Uni, les Etats-Unis ou la Hollande, même si certains Français ont la nostalgie d'une France rurale, la réalité est que la France elle aussi est devenue « urbaine ».

Si vers 1850 seulement, 25 p. 100 des Français vivaient dans les communes urbaines, c'est 60 p. 100 des Français qui y vivront en 1961 et sans doute 70 p. 100 vers 1970.

De 1850 à 1961 la population métropolitaine a augmenté de 28 p. 100 alors que la population rurale diminuait de 30 p. 100, que la population de la Seine quadruplait et que la population urbaine de province triplait.

Ce mouvement est naturel ; il correspond en grande partie à la descente des populations vers les régions riches et les basses vallées où se situent en général les villes. Un dépouillement de l'I. N. S. E. E. a permis de mesurer l'évolution de la population des communes suivant leur altitude ; il a montré notamment que de 1876 à 1954 la population des communes situées au-dessous de 200 m. avait augmenté de plus de 7 millions et celle des communes situées au-dessus de 200 m. avait diminué de plus de 3 millions d'habitants.

Cette observation conduit à penser que cette évolution se poursuivra et peut-être encore plus vite que par le passé, car la population urbaine est plus jeune que la population rurale et plus spécialement chez les femmes qui sont encore plus nombreuses à l'âge fertile.

TABLEAU N° 3

Répartition pour 1.000 en trois groupes d'âge et par catégorie de communes urbaines et rurales de la population des ménages individuels et collectifs en 1954.

(Unité : p. 1.000.)

AGE	POPULATION urbaine.	POPULATION rurale.
0 à 19 ans	163	135
20 à 64 ans	340	241
65 ans et plus	61	60
Totaux	564	436

Source : I. N. S. E. E. (sondage au 1/20e).

En 1954, parmi les femmes âgées de vingt-cinq à cinquante-quatre ans, environ 600 sur 1.000 vivaient dans les communes urbaines, dont 170 dans le grand Paris et plus de 315 dans les communes de plus de 10.000 habitants.

Cette situation de fait se répercute sur le mouvement de la population dont la tendance est même en avance sur le peuplement.

Le tableau ci-après situe cette évolution et présente une perspective vraisemblable pour 1970.

TABLEAU N° 4

Evolution de la part de la population des communes urbaines et de son mouvement (1).

(Unité : p. 100.)

COMMUNES URBAINES	VERS 1850.	1866	1876	1900	1961 (e).	1970 (e).
Population	25	30	32	40	60	70
Mariages	30	31	33	41	65	72
Naissances	30	33	34	41	60	70
Décès	33	36	38	42	55	58

(e) = évaluation.

(1) L'évolution est encore accentuée par le fait que le mouvement de la population est aujourd'hui domicilié alors qu'autrefois il était mesuré d'après la commune de déclaration, ce qui gonflait les résultats dans les villes.

Cette évolution se répercute en province suivant le taux d'urbanisation des régions.

Le tableau ci-dessous donne pour les nouvelles régions la part qu'occupait la population urbaine dans la population totale des ménages individuels et collectifs en 1954.

TABLEAU N° 5

Taux régional d'urbanisation en 1954, classé dans l'ordre décroissant.

RÉGIONS	TAUX	RÉGIONS	TAUX
	P. 100.		P. 100.
Région parisienne	91	Midi-Pyrénées	41
Provence-Côte d'Azur	78	Centre	40
Nord	73	Poitou-Charente	39
Lorraine	57	Auvergne	37
Haute-Normandie	57	Picardie	37
Alsace	56	Pays de la Loire	37
Rhône-Alpes	55	Limousin	33
Languedoc	53	Bourgogne	32
Champagne	47	Bretagne	32
Franche-Comté	46	Basse-Normandie	32
Aquitaine	43		

A l'intérieur des régions, ces taux varient beaucoup plus suivant les départements. Par exemple dans la région *Rhônes-Alpes*, ils varient de 25 p. 100 dans l'Ardèche à 80 p. 100 dans le Rhône ; de même dans la région *Provence-Côte d'Azur* ils varient de 90 p. 100 dans les Bouches-du-Rhône, 82 p. 100 dans les Alpes-Maritimes à 32 p. 100 dans les Basses-Alpes ; dans le *Languedoc*, de 21 p. 100 dans la Lozère à 66 p. 100 dans l'Hérault ou encore dans la région *Midi-Pyrénées*, près de 60 p. 100 dans la Haute-Garonne et moins de 20 p. 100 dans le Gers.

Les régions les plus urbanisées sont celles qui connaissent dans le moyen et le long terme l'expansion la plus suivie, mais aussi la conjoncture la plus sensible dans le court terme.

Les régions très peuplées et relativement peu urbanisées comme celles de l'Ouest connaissent à moyen terme une expansion très ralentie et à court terme une conjoncture médiocre permanente.

Autour des grandes villes, on peut également observer des disparités importantes notamment par l'urbanisation périphérique avec sa grande expansion et une certaine désaffection des centres urbains, mais aussi avec toutes les tensions sociales en puissance que cela représente.

On pourrait détecter ainsi des points hypersensibles de la conjoncture.

Voici par exemple la structure par âge de la population du département de la Seine en 1954.

TABLEAU N° 6

(En milliers.)

	0 à 14 ANS	15 à 24 ANS	25 à 64 ANS	65 ANS et plus.	TOTAL
Paris	456	353	1.711	310	2.830
Banlieue	479	299	1.309	215	2.302

L'aspect dynamique du phénomène est souligné par l'évolution du mouvement de la population.

Au cours des quatre dernières années, dans le département de la Seine, les naissances ont augmenté de 16 p. 100 dans la banlieue alors qu'elles ont légèrement diminué dans la ville de Paris.

L'urbanisation augmente les disparités de toute nature, notamment de niveau de vie, mais crée des besoins nouveaux, comme celui d'évasion.

Les tableaux ci-dessous fournissent des exemples chiffrés de ces disparités.

TABLEAU N° 7

Taux de départ en vacances des personnes de quatorze ans et plus, vivant dans des ménages ordinaires, suivant la catégorie de communes de résidence.

(1958.)

	TAUX
	P. 100.
Communes rurales	12
Communes urbaines	45
Dont villes et agglomérations :	
De moins de 10.000 habitants	25
De 10.001 à 50.000 habitants	34
De 50.001 à 100.000 habitants	41
De 100.001 à 1.000.000 d'habitants	46
Agglomération de Paris :	
Sans Paris	61 } 66
Paris	73 }
Ensemble	31

TABLEAU N° 8

Equipement ménager.

Taux d'équipement ménager des ménages par catégorie de communes (1957).

	ASPIRATEURS	RÉFRIGÉRATEURS	POSTES RADIO
	P. 100.	P. 100.	P. 100.
Communes rurales	10	8	71
Communes urbaines:			
Moins de 50.000 habitants	21	17	82
De 50.000 à 100.000 habitants	31	22	85
Grand Paris (1)	43	36	82
France	22	18	78

(1) Agglomération et zone suburbaine de Paris.

TABLEAU N° 9

Eléments de confort des logements au recensement de 1954.

(Unité : en milliers.)

	NOMBRE total de logements.	DONT AVEC					
		eau dans le logement.	gaz (ville ou bouteille).	bain ou douche.	chauffage central.	télévision.	électricité.
Communes:							
rurales...	5.478	1.851	2.739	213	162	289	4.897
urbaines.	7.923	5.971	6.134	1.178	1.209	777	7.561
France.....	13.401	7.822	8.873	1.391	1.371	1.066	12.458

Bien que tous ces résultats remontent parfois à plusieurs années ils restent valables pour souligner cet aspect de la conjoncture régionale.

Une information plus récente confirme encore ces disparités : il s'agit de la situation du parc automobile au 1er janvier 1960.

TABLEAU N° 10

Parc des voitures particulières et commerciales au 1er janvier 1960, suivant l'âge du véhicule et la catégorie de commune du propriétaire.

(Unité : 1.000.)

CATÉGORIE DE COMMUNES	AGE DU VÉHICULE									
	1939 et avant.	Pourcentage.	1940 à 1949.	Pourcentage.	1950 à 1954.	Pourcentage.	1955 à 1959.	Pourcentage.	Total.	Pourcentage.
France	1.145	100	224	100	1.465	100	2.741	100	5,575	100
Rurales	620	54	90	40	543	37	744	27	1.997	36
Urbaines	525	46	134	60	922	63	1.997	73	3.578	64
Dont Grand Paris	137	»	37	»	269	»	677	»	1.120	»

L'évaluation du parc automobile est d'autant plus proche de la réalité que les voitures sont plus récentes ; 73 p. 100 des voitures de moins de 5 ans sont immatriculées dans des communes urbaines pour une population urbaine qui représente environ 60 p. 100 de la population totale. Bien d'autres exemples pourraient être fournis, sur les salaires notamment.

On peut conclure que les disparités entre le milieu rural et le milieu urbain évoluent plus vite qu'autrefois dans un mouvement qui paraît jusqu'à présent irréversible.

Une révolution s'est opérée. Hier 70 p. 100 des Français venaient au monde dans des communes rurales, demain c'est dans les communes urbaines que 70 p. 100 des Français naîtront. C'est sous cet aspect réaliste qu'il faut envisager l'aménagement du territoire.

Les régions sous-développées peuvent se diviser en deux catégories ; celles qui, comme l'Ouest sont surpeuplées dans lesquelles l'émigration et l'industrialisation (lorsqu'elle est possible) seraient à promouvoir, celles qui, comme le Sud-Ouest et le Centre, sont relativement peu peuplées, tout au moins pour le moment, car les prévisions sur le mouvement démographique naturel dans les quinze années à venir laissent entrevoir un repeuplement progressif.

Dans le court terme, seules les découvertes (comme le gaz de Lacq) ou des injections de crédits (financement de la construction et des travaux publics) peuvent apporter une relance sans toutefois résoudre tous les problèmes de fond qui restent posés.

Les progrès sociaux, l'augmentation de la durée de vie, des congés payés acquis ou à espérer de l'automation, l'amélioration des soins, peuvent aussi représenter une occasion de peuplement « libératoire » des zones où les logements de fonction sont précieux et coûteux.

Le milieu rural toujours sensible aux minima et maxima absolus de la météorologie peut être touché dans le court terme (surtout dans les régions de monoculture). Le milieu urbain en subit les contrecoups, notamment par les prix, mais il connaît une expansion qui lui est propre.

La conjoncture régionale à court terme non spécifique est influencée par la distribution géographique des dépenses de l'Etat qui, par des commandes civiles et militaires comme nous l'avons vu, peut provoquer une relance de l'activité.

II. — LA CONJONCTURE PAR REGIONS

Région Nord.

Une disparité de situation entre le département du Nord et celui du Pas-de-Calais subsiste ; toutefois les investissements prévus notamment pour la construction et les grands travaux devraient la réduire dans les mois à venir.

***Aspects favorables.* — Production en hausse sauf peignage de laine, jute, cuir et charbon malgré une amélioration des enlèvements.**

Augmentation quasi générale des investissements prévus dans l'enquête sur les perspectives pour 1961.

***Aspects défavorables.* — Manque de main-d'œuvre nettement ressenti notamment dans la construction mécanique et certaines branches de l'industrie textile.**

Mauvaise campagne du hareng dans la région de Boulogne.

Au total aspects favorables dominants ; conjoncture supérieure à la moyenne.

Picardie.

Amélioration du marché de la main-d'œuvre depuis un an. Au 1er novembre les offres d'emploi non satisfaites ont plus que doublé alors que les demandes d'emploi diminuaient de plus de 30 p. 100.

La campagne agricole s'annonce très bonne aussi bien pour les céréales que pour les betteraves industrielles malgré l'excès d'humidité.

La collecte du blé, est en avance sur celle de l'an dernier ; plus de 3,1 millions de quintaux avaient déjà été collectés au 1er octobre contre un peu plus de 1,2 l'an dernier à la même date.

Les permis de construire industriels accordés en 1959 (120.359 mètres carrés) montrent l'importance des implantations industrielles dans cette région.

Les ventes de voitures particulières et commerciales neuves ont augmenté de plus de 10 p. 100 en un an.

L'augmentation des dépôts dans les caisses d'épargne, inférieure à la moyenne, a été de 14 p. 100.

Dans son ensemble la conjoncture de cette région peut être considérée comme favorable et proche de la moyenne.

Champagne.

Si les offres d'emploi ont plus que doublé, les demandes n'ont baissé que d'environ 20 p. 100. Le nombre des logements autorisés en 1960 (pour les mois connus) a augmenté de près de 50 p. 100 sur celui des mois correspondants de 1959 ce qui assure une activité satisfaisante pour plusieurs mois.

L'activité industrielle est en augmentation sous réserve de pré occupations dans certains milieux textiles.

La campagne agricole s'annonce abondante notamment pour les vins dont la production est évaluée à près de 80 p. 100 au-dessus de son niveau d'avant guerre.

La vente des voitures n'a augmenté que de 10 p. 100.

La progression des avoirs des déposants dans les caisses d'épargne a connu le même rythme qu'à l'échelon national.

Dans cette région le taux de croissance particulièrement élevé de la population de Saint-Dizier et de Vitry-le-François est à signaler.

La conjoncture est proche de la moyenne.

Lorraine.

Dans l'ensemble de la région (sauf dans la Meurthe-et-Moselle) les offres d'emploi sont supérieures aux demandes.

Ce suremploi est surtout marqué en Moselle où le rapport des offres aux demandes est de 3.

Les ventes d'automobiles neuves ont augmenté de 18 p. 100 sur celles de 1959 pour la même période.

Les investissements industriels prévus sont en augmentation. Les logements autorisés en très légère progression n'apporteront pas d'activité supplémentaire notable.

Les dépôts dans les caisses ordinaires d'épargne ont augmenté en un an un peu plus que pour la France entière.

L'extraction de minerai de fer dépassera en 1960 celle de 1959, de 8 p. 100 environ.

Le marché intérieur a absorbé les surplus de produits sidérurgiques rendus disponibles par une baisse des exportations du bassin lorrain. Seule la mine de Saizerais éprouverait quelques difficultés pour placer son minerai. Une certaine inquiétude pour 1961 se manifeste parfois.

La conjoncture est favorable et supérieure à la moyenne.

Alsace.

Le suremploi semble devoir se maintenir. Le rapport des offres aux demandes d'emploi qui était de 1 il y a un an a été supérieur à 1,7 en octobre et ceci malgré un léger recul du nombre des logements autorisés.

La pénurie d'ouvriers spécialisés explique en partie des hausses de salaire notamment dans les industries mécaniques.

La production des usines de potasse est satisfaisante (hausse de plus de 5 p. 100 sur celle de 1959). Les commandes sont importantes et les stocks faibles. Dans l'industrie textile les perspectives favorables paraissent moins certaines.

Dans l'agriculture, malgré certaines pertes, la conjoncture est plutôt favorable.

L'état du cheptel est satisfaisant et la production de lait est en progrès sur celle de 1959.

Les choux à choucroute ont été abondants ce qui a parfois entraîné des baisses brutales de cours.

La production de houblon est normale.

La récolte de tabac a été en grande partie détruite.

On évalue la récolte du vin à 70 p. 100 de la récolte moyenne des dix dernières années d'avant guerre.

Dans le commerce on relève :

— une augmentation légère dans l'alimentation ;
— une forte progression dans la confection, la chaussure ;
— une amélioration constante dans les grands magasins et les magasins populaires.

Les ventes de voitures ont augmenté de 14 p. 100 par rapport à celles de l'an dernier.

L'augmentation des avoirs des déposants dans les caisses d'épargne a été en un an de 18 p. 100, soit un taux supérieur à celui observé pour la France entière.

Les permis industriels ont porté en 1959 sur plus de 160.000 mètres carrés annonçant une implantation industrielle relativement importante.

Un recensement des crédits en Alsace a donné les résultats contenus dans le tableau n° 11 ci-après.

Dans l'ensemble, la conjoncture est favorable et supérieure à la moyenne.

TABLEAU N° 11

Recensement des crédits en Alsace au 31 mars 1960.
(En millions de nouveaux francs.)

	31 MARS 1960.	31 MARS 1959 (rappel).	DIFFÉRENCE P. 100.
I. — *Inventaire des ressources.*			
1. Dépôts dans les établissements financiers	1.734,54	1.445,07	+ 20
2. Avoirs aux C. C. P.	110,10	102,57	+ 7,3
3. Dépôts dans les caisses d'épargne ordinaires	564,31	472,41	+ 19,4
4. Fonds particuliers: la trésorerie.	22,91	18,48	+ 23,9
Total	2.431,86	2.038,53	+ 19
II. — *Crédits utilisés.*			
1. Crédits recensés par la Banque de France	1.375,43	1.244,48	+ 10
2. Majoration pour crédits non recensés (escompte inférieur à 50.000 NF et crédits non mobilisables inférieurs à 20.000 NF).	491,57	463,33	
3. Crédits hypothécaires accordés par les caisses d'épargne	33,24	28	
Total des crédits utilisés	1.900,24	1.735,81	+ 9
III. — *Investissements à long terme* (du 1er avril au 31 mars).			
Augmentation de capital de S. A.	28,38	27,35	
Emprunts obligataires	56,32	22,69	

Source: Comité d'étude et d'action pour l'économie alsacienne.

Région parisienne.

La région parisienne, dont, rappelons-le, la population représente plus de 18 p. 100 de celle de la France et les affaires qu'on y traite plus du tiers des affaires françaises traitées, connaît une conjoncture assez voisine de celle de la France entière dont elle est le reflet. Pourtant elle connaît aussi une conjoncture propre avec de nombreux goulots comme par exemple ceux de son « urbanisation périphérique ».

Tous ces problèmes relèvent d'ailleurs de la conjoncture de l'agglomération parisienne, unité économique bien distincte et bien particulière, mais aussi du long terme ou au moins du moyen terme.

Dans le court terme, le marché de la main-d'œuvre est satisfaisant ; toutefois, les offres d'emploi non satisfaites n'ont progressé que de 5 p. 100 en un an alors que pendant la même période, elles augmentaient de 55 p. 100 pour le reste de la France.

La consommation d'électricité poursuit sa progression. Des craintes subsistent dans la branche automobile bien que les ventes de voitures dans la région aient augmenté de 15 p. 100.

Le nombre des logements autorisés en 1960 dans la région n'a jusqu'à présent progressé que de 3 p. 100, une régression est même enregistrée en Seine-et-Oise.

La production agricole est en progrès sur celle de la dernière campagne elle-même en progrès sur la précédente (collecte de blé notamment en augmentation de 12 p. 100).

Sur le marché parisien, un essai est en cours pour réaliser des circuits courts notamment pour les viandes (créations d'abattoirs coopératifs régionaux) et les fruits et légumes originaires des régions de l'Ouest. De plus, les commerces intégrés augmentent sans cesse le volume de leur activité. Le commerce et les transports sont en progression continue.

Le chiffre d'affaires des grands magasins de septembre 1960 a dépassé celui de septembre 1959 de plus de 30 p. 100.

L'aéroport de Paris a connu en septembre 1960 un trafic voyageurs supérieur de plus de 20 p. 100 à celui de septembre 1959.

L'augmentation de trafic de la S. N. C. F. peut être évalué à 4 p. 100 avec une certaine disparité suivant les réseaux, celui de la gare de Lyon restant le plus favorisé avec celui du Nord.

L'avoir des déposants dans les caisses d'épargne a augmenté de près de 20 p. 100 en un an.

Dans l'ensemble la conjoncture est plutôt favorable malgré l'inquiétude que fait peser sur l'automobile la baisse brutale des exportations.

Haute-Normandie.

La conjoncture reste moins favorable que sur l'ensemble du territoire et plus particulièrement dans la Seine-Maritime où le nombre de demandes d'emploi non satisfaites est à peu près le même qu'il y a un an.

Dans cette région, les offres d'emploi ont certes augmenté depuis un an mais le rapport offres-demandes se situe à environ 0,05 contre près de 0,236 pour l'ensemble du territoire métropolitain.

Le recul du nombre des logements autorisé n'est pas fait pour améliorer la situation de la Seine-Maritime. Toutefois, avec plus de 210.000 mètres carrés (dont 187.000 dans la Seine-Maritime) de constructions industrielles importantes autorisées en 1959, la Haute-Normandie arrive en troisième position derrière la Seine et la région Rhône-Alpes.

Le département de l'Eure est favorisé dans le domaine de la construction. Les logements autorisés dans ce département sont en augmentation de 70 p. 100 sur ceux de 1959. Mais le département de l'Eure ne représente pas le tiers de l'activité économique de la région.

La situation est relativement plus favorable dans l'agriculture que dans l'industrie.

La collecte de blé de la campagne 1959-1960 a dépassé celle de la campagne précédente de plus du tiers et la campagne 1960-1961 sera encore supérieure ; de toute façon, elle est nettement en avance sur celle de 1959.

Au 1er octobre, la collecte de blé dans la région dépassait celle de la campagne antérieure de 40 p. 100.

La production de cidre est excédentaire. La production de viande et de lait connaît également une augmentation proche de 10 p. 100.

Les ventes de voitures ont augmenté de 11 p. 100 sur celles de 1959 (contre 13 p. 100 pour la France) et les avoirs des déposants de 17 p. 100 comme pour l'ensemble du territoire.

On peut conclure que, pour la conjoncture d'ensemble de la région, la situation est favorable, mais qu'en valeur relative, elle n'est pas aussi brillante que dans le Nord ou l'Est.

Basse-Normandie.

Bien que la situation générale de l'emploi se soit améliorée dans la région par l'augmentation des offres et le recul du nombre des demandes; le rapport des offres aux demandes est toujours très bas (0,067) et à l'intérieur de la région, le département de la Manche a connu en octobre un nombre de demandes d'emploi non satisfaites légèrement supérieur à celui d'octobre 1959.

La fin de la reconstruction touche le bâtiment malgré une augmentation du nombre des logements autorisés en 1960 (+ 30 p. 100 sur 1959).

Dans l'industrie, une progression de l'ordre de 8 p. 100 en un an est observée, mais certaines entreprises semblent disposer d'une trésorerie moins liquide qu'il y a un an. Dans la métallurgie, la situation est favorable même et surtout à l'exportation. Le port de Caen a exporté au cours du troisième trimestre 1960 près de 170.000 tonnes de minerai de fer principalement vers la Grande-Bretagne (près de 110.000 tonnes), l'Allemagne (plus de 50.000 tonnes) et le reste vers les Pays-Bas.

Dans les petites industries des métaux, l'activité connaît une progression supérieure à la moyenne régionale sans doute supérieure à 10 p. 100.

Dans le textile, la conjoncture est moins favorable.

Dans les constructions navales (Cherbourg), à l'exception du carénage, la situation paraît très médiocre.

Dans le commerce, dans le Calvados notamment, l'augmentation du chiffre d'affaires de l'alimentation peut être évaluée comme de l'ordre de 3 à 4 p. 100, avec une progression plus forte dans les commerces intégrés et parfois un recul chez les indépendants.

Dans les autres commerces (vêtements, chaussures, équipement ménager) les chiffres d'affaires ont augmenté d'environ 10 p. 100, les progrès étant plus sensibles dans les commerces intégrés. Le tourisme en 1960 s'est maintenu à son niveau exceptionnel de 1959 malgré des conditions météorologiques beaucoup moins favorables, une augmentation du nombre des touristes étrangers a été constatée.

Dans l'agriculture, la conjoncture connaît une nette amélioration pour tous les produits avec les craintes qu'entraînent les excès d'eau, notamment pour la conservation et la qualité de la production végétale. L'abondance de lait, des produits de laiterie, du cidre, a provoqué des difficultés d'écoulement (camembert) et soulevé des inquiétudes dans les milieux ruraux.

Mais dans l'ensemble, les recettes ont augmenté et les dépenses diminué (matériel — 10 p. 100) malgré une légère augmentation des dépenses d'engrais.

L'augmentation des revenus agricoles est en partie compensée par un endettement en augmentation continue pas toujours adapté à la structure de l'exploitation.

Par rapport à 1959, les ventes de voitures neuves n'ont augmenté que de 5 p. 100 et les dépôts dans les caisses d'épargne de 15 p. 100.

Dans l'ensemble, la conjoncture est favorable et légèrement inférieure à la moyenne nationale ; la disparité entre le milieu rural et le milieu urbain s'est atténuée.

Bretagne.

Le marché régional d'ensemble du travail est peu favorable, le nombre des demandes d'emploi malgré une baisse sur les derniers mois est supérieur à celui de l'an dernier et celui des offres d'emploi très faible (rapport offre/demande = 0,06). Mais une certaine disparité existe à l'intérieur de la région entre le Morbihan où la conjoncture est nettement moins bonne (pas d'offres d'emploi non satisfaites et une augmentation de plus de 20 p. 100 des demandes) et les autres départements.

Dans l'industrie, la situation est variable suivant les secteurs par rapport à juin et octobre 1959 :

— diminution dans la sidérurgie et l'industrie de la chaussure ;
— augmentation dans le matériel agricole léger et le textile ;
— stagnation dans les industries mécaniques, notamment le matériel agricole lourd, et dans les constructions navales ;
— conserves de poissons en recul par suite des apports de poissons insuffisants, les conserves de légumes sont très abondantes.

Dans la construction, on note un recul de plus de 20 p. 100 du nombre des logements autorisés.

Dans l'agriculture, la campagne est encore meilleure que la précédente, elle-même en progrès sensibles. La production de pommes de terre est abondante mais de conservation difficile.

La production de légumes, de lait, de produits de laiterie et de viandes est en augmentation de près de 15 p. 100. Un effort important est en cours pour moderniser la production et le marché de la viande (créations d'abattoirs régionaux).

La production de volaille est déjà passée au stade industriel, mais la vente est parfois difficile et les exportations insuffisantes.

Le commerce a connu une forte pointe en septembre ; cette pointe a été suivie par un ralentissement relatif en octobre.

La saison touristique a été très bonne et supérieure à celle de l'an dernier, elle-même exceptionnelle.

L'année de sécheresse et de chaleur (1959-1960) a revalorisé l'attrait des côtes normandes et bretonnes ; le maintien de cette conjoncture favorable est lié aux niveaux des prix qui seront pratiqués.

Par rapport à 1959, les ventes de voitures neuves n'ont augmenté que de 12 p. 100 (moins de 9 p. 100 dans le Morbihan). Les dépôts dans les caisses d'épargne se sont accrus de 15 p. 100 en 1960 par rapport à l'année précédente.

Malgré les essais d'industrialisation (204.000 mètres carrés de constructions industrielles importantes autorisés en 1959 — dont 188.000 en Ille-et-Vilaine — et l'installation de Citroën à Rennes), ces réalisations restent trop modestes pour permettre d'améliorer la position de cette région dans le classement interrégional.

La conjoncture est en progrès mais elle est moins favorable que la moyenne nationale. La disparité entre la richesse côtière et la pauvreté relative de l'arrière-pays est toujours vivement ressentie.

Pays de la Loire.

Comme en Bretagne, cette région connaît peu d'offres d'emploi et encore relativement beaucoup de demandes, malgré un recul notable.

Le rapport des offres aux demandes se situe encore à 0,017 contre 0,236 pour la France.

De plus, le nombre des logements autorisés est en recul de plus de 8 p. 100, seule une augmentation sensible est observée dans le Maine-et-Loire.

Les chantiers navals restent un secteur très vulnérable.

Dans l'agriculture, malgré une certaine difficulté d'écoulement, la situation s'est améliorée, la collecte de blé de la dernière campagne a dépassé 5 millions de quintaux contre 3,3 au cours de la précédente.

L'abondance de l'herbe a reculé les abattages, mais elle a favorisé la production des produits de laiterie (en hausse de plus de 10 p. 100).

La pêche a été plus favorable que dans le Nord.

Les ventes de voitures n'ont progressé que de 10 p. 100. L'augmentation en un an des dépôts dans les caisses d'épargne a été inférieure à la moyenne (14 p. 100 contre 17 p. 100).

Dans l'ensemble, la conjoncture est en léger progrès, mais parmi les moins favorables.

Poitou. — Charentes.

Bien que la situation de la main-d'œuvre soit en amélioration : baisse des demandes d'emploi (20 p. 100 environ) et augmentation des offres, le rapport offres/demandes est toujours très bas : 0,065.

La baisse du nombre des logements autorisés (en recul de 20 p. 100) n'amènera pas d'amélioration.

La conjoncture agricole beaucoup plus favorable devrait permettre une nouvelle relance.

Les ventes de voitures n'ont augmenté que de 7 p. 100. Les dépôts dans les caisses d'épargne ont augmenté au même rythme que la moyenne nationale.

La conjoncture est favorable, mais au-dessous de la moyenne.

Avec bientôt 50.000 tracteurs pour 112.000 exploitations, son million de bovins, cette région devrait connaître des progrès dans l'agriculture qui se répercuteraient sur l'ensemble de l'économie régionale.

Centre.

La région du centre, région de conjoncture assez égale, qui ne connaît ni grande crise, ni grande expansion, suit le mouvement d'ensemble. Les offres d'emploi sont en augmentation, les demandes d'emploi en diminution. Le rapport des offres aux demandes est à 0,21.

Une forte impulsion se constate dans la construction, augmentation de près de 20 p. 100 du nombre des logements autorisés, plus de 129.000 mètres carrés de constructions industrielles importantes, surtout implantées dans l'Eure-et-Loir et le Loiret.

Les ventes de voitures n'ont augmenté que de 9 p. 100. Les dépôts dans les caisses d'épargne se sont accrus de 14 p. 100.

Dans l'ensemble, la conjoncture est favorable, sans doute proche de la moyenne.

Cette région va disposer, dans l'agriculture, à la fin de 1960, de plus de 55.000 tracteurs pour un peu moins de 120.000 exploitations, 900.000 bovins, 650.000 ovins et une collecte de 11 millions de quintaux de blé. Elle devrait, indépendamment de la conjoncture particulièrement favorable de cette année, connaître une expansion par suite des progrès à attendre de son agriculture.

Limousin.

Peu urbanisée (32 p. 100 de population urbaine), peu industrialisée (250 établissements industriels et commerciaux de plus de cinquante salariés sur plus de 21.000 pour la France entière), d'une richesse agricole relative (malgré ses quelque 220.000 vaches de travail et ses 20.000 tracteurs, ses 76.000 exploitations et ses 60.000 salariés agricoles, sans oublier ses 580.000 moutons) par suite d'une modernisation sans doute insuffisante, cette région, la moins peuplée, n'a pas une vie économique intense.

Certaines parties de cette région ont été affectées par la violence des précipitations, notamment la Corrèze.

La situation de l'emploi suit la tendance générale mais les demandes restent relativement élevées et les offres presque nulles.

La production de porcelaine semble devoir en 1960 être en augmentation de 8 p. 100 et celle de chaussures de 6 p. 100 environ sur la production de 1959.

Le nombre des logements autorisés est en forte baisse sur 1959.

La production des produits laitiers est en forte progression. Les abattages par suite de l'abondance de l'herbe sont en recul sur l'an dernier. L'état du cheptel est bon.

Bien que la conjoncture se soit améliorée et que les dépôts dans les caisses d'épargne aient augmenté de 14 p. 100 en un an, cette région est freinée dans son expansion par ses structures trop rigides.

La vente des voitures particulières et commerciales neuves n'a augmenté que de 1 p. 100.

La conjoncture est plus favorable que l'an dernier, mais bien au-dessous de la moyenne.

Auvergne.

L'amélioration du marché de la main-d'œuvre en Auvergne est certaine : baisse de 17 p. 100 des demandes, doublement des offres, mais le rapport des offres aux demandes reste bas (0,068). Ces résultats sont dus à une amélioration de la situation dans l'Allier et le Puy-de-Dôme, car dans le Cantal et la Haute-Loire la situation de l'emploi est moins bonne qu'il y a un an.

L'industrie du caoutchouc poursuit ses investissements malgré ses inquiétudes pour le marché automobile de 1961.

Dans le Cantal l'exploitation des gisements d'uranium de Saint-Pierre a un placement assuré pour plusieurs mois.

Dans la construction, une baisse du marché des logements autorisés par rapport à 1959 (35 p. 100) est enregistrée.

Malgré une autorisation de près de 50.000 mètres carrés de constructions industrielles importantes en 1959, ces implantations ne seront pas suffisantes pour changer la conjoncture à long terme de cette région qui, malgré ses 26.000 tracteurs, conserve près de 300.000 vaches de trait pour 112.000 exploitations et 90.000 ouvriers agricoles.

La vente des voitures neuves dans la région n'a augmenté que de 5 p. 100 pour 1959. Il est à souligner qu'elle n'a pas varié pour le Puy-de-Dôme.

Les dépôts dans les caisses d'épargne ont augmenté de 16 p. 100, soit une augmentation très proche de la moyenne.

Dans l'ensemble, la conjoncture est plus favorable que celle de l'an dernier à la même époque, mais au-dessous de la moyenne.

Bourgogne.

En Bourgogne la situation s'est améliorée depuis un an :

Baisse des demandes de 25 p. 100 ;

Augmentation de 160 p. 100 des offres ;

Augmentation du rapport des offres aux demandes de 0,13 à 0,47.

Cette amélioration de la situation de l'emploi est due en partie à la reprise générale, en partie à l'installation récente de nouvelles usines et à leur développement, comme la Compagnie générale de T. S. F. à Dijon, les établissements Kléber-Colombes à Decize et d'autres entreprises de moindre importance dans l'Yonne.

En contrepartie on craint des licenciements dans un établissement important de la Nièvre.

La consommation d'énergie est en augmentation ; elle est en partie due à l'augmentation sensible d'activité dans les industries mécaniques et alimentaires. De plus, une reprise, dans les entreprises de matériel agricole est signalée.

Dans la construction, une légère baisse du nombre des logements autorisés est enregistrée. Les constructions industrielles autorisées en 1959 pour 77.000 mètres carrés laissent prévoir de nouvelles implantations industrielles, notamment dans la Côte-d'Or (32.000 mètres carrés) et la Nièvre (30.000 mètres carrés).

Dans l'agriculture, la situation est bonne. Dans le vignoble la récolte en quantité dépasse de plus de 20 p. 100 celle de l'an dernier qui était égale à la moyenne des dix dernières années de l'avant-guerre. Mais la qualité est inférieure à celle de l'an dernier qui était exceptionnelle, notamment pour les vins rouges. En revanche, pour les vins blancs, 1960 sera un bon millésime.

Pour la production animale la conjoncture est très favorable malgré une certaine baisse des cours à la production.

Les exportations de vins et de bois sont en progrès, notamment vers les pays du Marché commun.

La collecte de céréales n'a pas varié au cours des deux dernières campagnes. La campagne 1960-1961 s'annonce meilleure et la collecte de blé pourrait être supérieure de 10 p. 100 à celle de la précédente campagne.

Dans le commerce et la consommation, on note une très légère progression pour les produits alimentaires et une forte progression dans les ventes de produits non alimentaires avec des progrès encore plus sensibles dans les magasins intégrés.

Les ventes de voitures n'ont connu qu'une augmentation de 8 p. 100 sur celles de l'an dernier.

Depuis un an, les dépôts dans les caisses d'épargne ont augmenté de 15 p. 100.

Franche-Comté.

Dans cette région, tout en étant en progrès sur 1959, l'évolution du marché de la main-d'œuvre a été moins marquée qu'en Bourgogne. Les offres d'emploi n'ont pas doublé et les demandes n'ont baissé que de 12 p. 100. Mais la conjoncture reste plus haute puisque le rapport offres/demandes est à 0,85, soit à un niveau bien supérieur à la moyenne (0,236).

A signaler l'installation des Etablissements Ideal Standard et les bas Brégy à Autun, la Compagnie des machines Bull à Belfort. Les autorisations de constructions industrielles importantes ont été d'environ 70.000 m² en 1959, dont 48.000 dans le Doubs.

Dans l'industrie, l'activité est en augmentation. La branche automobile ne connaît pas à l'heure actuelle de difficultés, la part des exportations n'a jamais dépassé 35 p. 100 de la production.

Dans les industries électriques, les horaires dépassent en général 45 heures dans la région.

Une reprise est constatée dans la production de matériel agricole, notamment en Saône-et-Loire.

La situation est plus délicate dans les fonderies et dans l'horlogerie.

L'industrie textile connaît une activité favorable et les ordres en carnets pour l'hiver sont nettement supérieurs à ceux de l'hiver dernier, notamment dans la bonneterie de Saône-et-Loire. La production de 1960 est estimée en progrès de 20 p. 100 sur celle de 1959.

Les problèmes posés par la réduction d'activité des houillères dans la région de Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire) ne sont pas encore résolus. L'expansion de la région de Besançon et celle de la région de Belfort-Montbéliard doit se poursuivre normalement dans les mois à venir.

Dans la construction, le nombre des logements autorisés est en augmentation de 7 p. 100 sur celui de 1959.

Dans l'agriculture, la conjoncture est à peu près la même qu'en Bourgogne pour l'élevage et la production laitière.

Avec bientôt 25.000 tracteurs et 800.000 bovins pour 77.000 exploitations et 70.000 ouvriers agricoles, cette région devrait connaître encore des progrès dans l'agriculture.

Il est à signaler que le Doubs est un des rares départements où les achats de tracteurs ont été supérieurs à ceux de l'an dernier.

Dans le commerce, l'évolution a été à peu près la même qu'en Bourgogne. Toutefois, la vente de voitures neuves a progressé davantage (+ 15 p. 100 de 1959 à 1960). Les dépôts dans les caisses d'épargne ont augmenté de 16 p. 100.

Dans l'ensemble, la conjoncture est favorable et supérieure à la moyenne.

Rhône. — Alpes.

Dans cette région, la situation du marché du travail a continué à évoluer vers un plein emploi de plus en plus complètement assuré.

La baisse des demandes et l'augmentation des offres ont porté le rapport offres/demandes à 0,3.

Dans l'Ain, ce rapport est devenu supérieur à 1.

Dans l'industrie, l'activité est :

— très bonne dans la métallurgie ;

— excellente dans l'industrie chimique, le travail des matières plastiques, le papier-carton et la production d'électricité ;

— soutenue et assurée pour les derniers mois de 1960 dans le bâtiment, mais la baisse de 8 p. 100 observée sur le nombre des logements autorisés (1960-1959) peut préparer un ralentissement à venir, sauf dans la Drôme, où c'est une augmentation de 50 p. 100 qui est constatée ;

— bonne dans les industries alimentaires et la plupart des industries textiles et les tanneries ;

— médiocre dans l'industrie de la chaussure ;

— dans les houillères de la Loire, les problèmes restent posés par la réduction progressive des effectifs.

Les investissements ont augmenté d'environ 10 p. 100 sur ceux de 1959. Les permis de construire industriels importants accordés laissent prévoir une implantation proche de 260.000 mètres carrés, dont 86.000 dans le Rhône, 62.000 dans l'Isère, 28.000 dans la Haute-Savoie, 24.000 dans l'Ain, 21.000 dans la Drôme.

L'activité de la Société nationale des chemins de fer français est en augmentation de 5 p. 100.

Dans l'agriculture, la production animale est très bonne. La production de lait est en augmentation d'environ 10 p. 100.

La collecte des céréales s'annonce inférieure à celle de l'an dernier.

Cette région, avec un parc de tracteurs qui dépasse 55.000 unités pour 1.200.000 bovins, 500.000 moutons, 222.000 exploitations, plus de 200.000 salariés agricoles, peut connaître encore une augmentation de la production agricole dans les années prochaines.

Les exportations sont encourageantes pour la parfumerie, les spécialités pharmaceutiques, les soieries, la métallurgie, les véhicules industriels, les tracteurs. A noter également les exportations du silicium (75 p. 100 de la production).

Dans le commerce, une augmentation proche de 10 p. 100 du chiffre d'affaires sur 1959 est enregistrée.

Des progrès importants sont réalisés et tentés dans la distribution par les commerces intégrés (ouvertures de supermarchés et essais poursuivis sur la viande et les fruits et légumes).

Le tourisme a été marqué par une stagnation et même un recul dans certaines régions, mais la saison d'hiver s'annonce très bonne.

La vente des voitures neuves n'a augmenté que de 9 p. 100, soit bien moins que pour la France.

Les dépôts dans les caisses d'épargne ont augmenté de 15 p. 100.

Dans cette région, qui groupe le douzième de la population et de la richesse de la France, la situation économique et sociale a évolué favorablement, mais dans son ensemble au-dessous du rythme national.

Provence. — Côte d'Azur.

Dans cette région très riche l'expansion a été très forte toutes ces années dernières. C'est la région de France où les rythmes de construction les plus élevés ont été observés, signe d'une prospérité et d'un attrait particulier pour des investissements. En 1960 le marché de la main-dœuvre donne des signes d'essoufflement, les demandes d'emploi non satisfaites n'ont baissé que de 5 p. 100, alors que les offres déjà faibles en 1959 le sont encore plus en 1960. Le rapport offres sur demandes est tombé à 0,015.

Les demandes sont en augmentation dans le Var, le Vaucluse, les Alpes Basses et Hautes.

L'activité dans l'industrie pétrolière est en augmentation de l'ordre de 15 à 20 p. 100.

Les apports sahariens ont considérablement augmenté.

L'extraction des mines de bauxite du Var est très active et supérieure de 5 p. 100 environ à celle de 1959.

Le nombre des logements autorisés a augmenté de 10 p. 100 pour l'ensemble de la région, mais si en Corse l'augmentation est spectaculaire (+ 150 p. 100), dans les Bouches-du-Rhône et le Var elle est voisine de 30 p. 100, dans les Alpes-Maritimes le recul est de 20 p. 100.

Le tourisme a été en léger recul par rapport à celui de l'an dernier.

Dans l'agriculture la situation est bonne (sauf là où les inondations ont provoqué des destructions), dans le vignoble elle est excellente, la production de fruits également.

Mais l'agriculture occupe une place relativement faible dans cette région, une des plus urbanisées de France.

Malgré des difficultés la région reste riche et prospère, les ventes de voitures neuves ont augmenté de 23 p. 100 sur celles de 1959. Les dépôts dans les caisses d'épargne ont augmenté de 16 p. 100 en un an.

Les permis industriels importants de 1959 ont atteint 67.000 mètres carrés, dont 32.000 dans les Bouches-du-Rhône, 17.000 dans le Vaucluse, 9.000 dans les Alpes-Maritimes.

Les surfaces sont encore bien faibles par rapport aux possibilités de cette région.

Cette région connaît toujours une haute conjoncture qui semble plafonner depuis un an.

Languedoc. — Roussillon.

Le marché de la main-d'œuvre est resté stable, le chômage partiel est en régression, le chômage total secouru également.

Toutefois la situation de certaines entreprises textiles et houillères notamment est préoccupante.

Le reclassement des mineurs n'est pas encore effectué.

Dans les industries extractives la production de bauxite au cours des derniers mois est supérieure à celle de 1959 (14 p. 100).

Dans la métallurgie et la mécanique la situation reste satisfaisante.

Dans les industries chimiques la situation reste bonne mais les grandes entreprises sont indépendantes de la conjoncture régionale.

Dans le textile la situation est défavorable, sauf dans la bonneterie de nylon.

Pour les cuirs et peaux, le bois, les industries alimentaires, la situation est stable.

Dans le bâtiment et les travaux publics la situation est bonne dans l'ensemble, sauf dans le Gard et l'Aude, où d'importants travaux viennent à terme.

Le nombre connu des logements autorisés en 1960 est en augmentation de 20 p. 100 sur celui de la période correspondante de 1959.

Les autorisations de constructions industrielles implantées de 1959 n'ont atteint que 25.000 mètres carrés, dont 13.000 dans l'Aude, 7.500 dans l'Hérault et 4.800 dans le Gard, ces autorisations sont beaucoup trop faibles pour permettre l'expansion possible et souhaitable de cette région.

Dans l'agriculture la récolte de vin 1960 est inférieure à celle de 1959, mais proche de la récolte moyenne d'avant-guerre.

La production de fruits a été abondante mais les difficultés d'écoulement ont conduit des raisins de table vers les cuves.

Les productions maraîchères sont très satisfaisantes. Il est à signaler que les départements des Pyrénées-Orientales, de l'Aude et de l'Hérault font partie des rares départements qui ont connu, en 1960, des achats de tracteurs supérieurs à ceux de l'an dernier.

Cette région, assez urbanisée et avec une monoculture importante, élève plus de 600.000 ovins et 130.000 bovins. Avec ses 162.000 exploitations, ses 132.000 ouvriers agricoles, elle ne dispose encore que d'environ 25.000 tracteurs.

Dans le commerce l'activité est normale, excepté pour les meubles et les appareils ménagers. Les sorties de vins ont progressé.

Le tourisme dans la région a été comparable à celui de 1959.

Les prêts à court terme des caisses de crédit agricole ont augmenté sensiblement sans être compensés par des dépôts. En ce qui concerne les investissements, les trois plus importants chantiers de la région : Marcoule (Gard), canal du Bas-Rhône—Languedoc (Gard-Hérault), barrage de Villefort (Lozère) représentent l'aspect le plus important.

Les travaux d'équipement scolaire et universitaire impliquent également des investissements échelonnés sur les années à venir.

Des investissements importants restent à faire pour assurer l'expansion du Languedoc. Par rapport à 1959 les ventes de voitures neuves n'ont augmenté que de 10 p. 100 et les dépôts dans les caisses d'épargne que de 14 p. 100.

La conjoncture est assez favorable, la progression est nettement inférieure à la moyenne et aux possibilités que pourrait offrir cette région dans le cadre d'un peuplement plus rationnel du territoire.

Midi. — Pyrénées.

La région Midi-Pyrénées se situe parmi les régions peu nombreuses où le marché de l'emploi est resté stationnaire avec une tendance à la détérioration.

On observe même une légère augmentation des demandes d'emploi non satisfaites dans l'ensemble de la région par rapport à 1959.

La consommation d'énergie est en augmentation sur 1959 : 37 p. 100 pour l'électricité haute tension, 14 p. 100 pour les fuels lourds, 16 p. 100 pour le gaz.

Dans l'industrie une certaine stagnation est observée.

Le nombre de logements autorisés est en recul de 8 p. 100 sur celui de 1959. En revanche la production d'engrais azotés a connu une forte expansion et des commandes importantes.

Les implantations industrielles prévisibles d'après les permis de construire de 1959 ne représentent que 68.000 mètres carrés (dont 30.000 pour le Tarn, 18.600 pour la Haute-Garonne, 10.000 pour le Lot) et restent faibles.

Dans l'agriculture il faut signaler que cette région est une des seules qui ait vu ses achats de tracteurs dépasser ceux de 1959.

La collecte de blé des deux dernières campagnes a été bonne et stationnaire (3,5 millions de quintaux). La campagne 1960-1961 s'annonce moins bonne que les précédentes pour le blé, mais bien meilleure pour le maïs, dont la production dépassera 6,3 millions de quintaux.

La production animale est abondante, notamment pour le lait et les produits de laiterie, en augmentation de 15 p. 100 environ sur 1959.

La production de viande est également en progression de 15 p. 100 sur l'année dernière. Dans cette région, avec un parc qui a dépassé 70.000 tracteurs, il y a encore près de 300.000 vaches de trait et près de 200.000 exploitations agricoles pour 180.000 salariés agricoles. Des investissements importants restent à faire pour assurer une expansion durable.

Malgré une certaine stagnation les achats de voitures neuves ont augmenté en un an de 11 p. 100 et les dépôts dans les caisses d'épargne de 17 p. 100, comme pour la France entière.

La conjoncture est en expansion réduite et inférieure à la moyenne.

Aquitaine.

La situation de l'emploi n'a guère évolué ; baisse de 8 p. 100 des demandes d'emploi et augmentation de 3 p. 100 des offres, le rapport offres-demandes restant toujours très faible (0,032).

Cependant une pénurie de spécialistes subsiste dans certains secteurs.

Le reclassement d'ouvriers des chantiers navals n'est pas réglé malgré la prévision d'emplois à créer au titre de la zone spéciale de conversion et le sort même des chantiers navals reste indécis.

Le sous-emploi est généralisé dans l'agriculture, les spécialistes estiment par exemple que dans la Gironde 17.000 salariés agricoles sont sous-employés sur un peu plus de 40.000.

Une augmentation notable de la consommation d'énergie (fuel, gaz naturel, électricité) a été enregistrée en 1960 correspondant à un redressement succédant à la stagnation de 1959. L'expansion du complexe gravitant autour de Lacq en est également un des éléments.

Dans l'industrie un redressement s'est opéré, certaines activités éprouvent encore des difficultés de structure surtout dans la métallurgie et la mécanique générale.

La production du gaz de Lacq est en augmentation de 50 p. 100 sur celle de 1959 entraînant une augmentation de la production de soufre proportionnelle.

La progression très nette du nombre de logements autorisés (1960/1959 + 23 p. 100) ainsi que 90.000 mètres carrés de constructions industrielles autorisées en 1959, est également une des causes du relèvement d'activité dans certains secteurs.

Dans l'agriculture, la superficie du sol consacrée à la culture du maïs est en accroissement régulier, elle est suivie, grâce à la vulgarisation, de la tendance de plus en plus fréquente (notamment dans les Basses-Pyrénées) à transformer sur place le maïs en produits animaux. La production de viande est en augmentation.

La récolte fruitière a été assez abondante.

La récolte du vin s'annonce très bonne en quantité et seulement moyenne en qualité.

La mécanisation s'est accrue à un rythme supérieur à celui de 1959 ce qui est exceptionnel cette année.

Avec près de 60.000 tracteurs pour 182.000 exploitations, 1 million de bovins et plus de 600.000 ovins, on peut obtenir des progrès notables malgré les 260.000 vaches de trait qui subsistent.

Des progrès considérables sont encore possibles pour relever le niveau de vie de la région qui reste inférieur au niveau moyen national bien que le climat apporte des compensations difficilement mesurables.

Le commerce intérieur comme extérieur est en progression sur 1959. Un redressement important du commerce de détail non alimentaire après la forte dépression du premier trimestre est constaté.

La saison touristique a été meilleure que celle de 1959 elle-même en progression.

Les avoirs des déposants dans les caisses d'épargne ont augmenté en un an de 14 p. 100, les ventes de voitures neuves ont augmenté de 15 p. 100, soit dans une proportion supérieure à la moyenne française.

La conjoncture de 1960 est dominée par une forte reprise en grande partie due à une promotion exceptionnelle de la construction, à l'expansion de la région de Lacq et à une conjoncture agricole favorable, sans oublier une bonne saison touristique ; mais les investissements paraissent encore insuffisants.

III. — LA CONJONCTURE PAR SECTEURS

Activité de la main-d'œuvre.

Au 1er novembre la situation de l'emploi est plus favorable que l'an dernier à la même époque, à peu près sur l'ensemble du territoire, augmentation des offres d'emploi, diminution des demandes, sauf en Bretagne et la région Midi-Pyrénées où les demandes d'emploi non satisfaites ont été supérieures à celles de l'an dernier.

Les offres d'emploi sont restées stationnaires dans le Languedoc, le Midi-Pyrénées ; elles sont en recul dans la région de Provence-Côte-d'Azur.

Signalons encore que les offres sont très supérieures aux demandes en *Alsace*, en *Lorraine*, plus particulièrement en Moselle et dans le département du Nord.

Energie.

Augmentation des stocks de charbon à peu près générale, correspondant à une très bonne hydraulicité, ce qui constitue la réserve d'énergie la plus forte connue sur l'ensemble du territoire. Malgré une légère baisse dans le Nord, on chôme toujours dans les mines de Lorraine, de la Loire et des Cévennes.

La consommation, malgré une augmentation sensible, n'a pu suivre les disponibilités. Après la sécheresse, les pluies ont apporté une source supplémentaire qui a encore favorisé l'augmentation générale des stocks de charbon. Un léger déstockage des qualités marchandes pour la campagne sucrière exceptionnelle et les foyers domestiques a démarré dans le Nord. La consommation industrielle de fuel se développe dans toutes les régions et surtout dans la région parisienne, le Nord, la Seine-Maritime, l'Oise, la Moselle, le Rhône et l'Aisne.

La consommation d'essence et de super par rapport à l'été et l'automne 1959 est, cette année en faible progression dans le Sud-Est (notamment dans les Alpes-Maritimes et le Var) et la Bretagne (sauf dans le Morbihan), en progression plus notable dans les Basses-Pyrénées, les Pyrénées-Orientales, l'Aude, l'Hérault et le Gard, la Saône-et-Loire, le Rhône ; dans les autres régions, elle a peu varié.

Les importations pétrolières du Sahara au cours du troisième trimestre ont dépassé 750.000 tonnes par les ports méditerranéens et 450.000 tonnes par le Havre.

Les forages de Seine-et-Marne ont fourni au cours du troisième trimestre plus de 80.000 tonnes de pétrole.

Industrie (troisième trimestre 1960).

En attendant une amélioration des statistiques industrielles notamment en ce qui concerne leur ventilation régionale, voici quelques tendances fragmentaires :

L'extraction de minerai de fer a augmenté de plus de 10 p. 100 sauf dans le bassin de Nancy.

Les livraisons à la région du Nord par les bassins lorrains sont en augmentation de près de 30 p. 100 sur celles de l'an dernier. Les exportations ont progressé aussi bien en Lorraine que dans le Calvados où les exportations par Caen ont presque atteint 170.000 tonnes principalement vers l'Angleterre et l'Allemagne.

L'extraction de bauxite du Var et de l'Hérault a progressé d'environ 5 p. 100 sur celle de 1949. Les nouvelles usines d'aluminium des Pyrénées vont atteindre leur optimum de production.

Les importations de cuivre par le Havre ont été presque doubles de celles de 1959.

Le Cantal exporte du minerai d'uranium vers les Deux-Sèvres en quantités croissantes.

Dans l'industrie chimique la production est en augmentation sensible dans la région méditerranéenne et dans le Sud-Ouest, notamment grâce au soufre de Lacq ; en revanche dans le Nord, l'Est et le Sud-Est, elle est stationnaire.

Dans les produits chimiques nécessaires à l'agriculture, la situation est devenue très favorable. Dans la région de Toulouse, les usines d'engrais azotés ont marché à plein aussi bien pour le marché intérieur que pour le marché extérieur. Dans le Nord et l'Est la situation a été assez favorable pour les scories et les potasses notamment.

Malgré les inquiétudes qui pèsent sur le marché de l'automobile, les importations de caoutchouc par le Havre ont été de 60 p. 100 supérieures à celles de 1959.

Dans les industries lainières, on observe une reprise dans le Nord.

Augmentation de plus de 60 p. 100 sur 1959 des importations de coton par le Havre.

Dans le Nord, stagnation de la transformation du lin, ainsi que pour le jute dans la Somme.

Progrès des industries textiles également dans l'Ouest et le Sud-Est.

La production sidérurgique a progressé sur tout le territoire, comme celle des produits métallurgiques. C'est en Normandie que la progression a été la plus forte (+ 23 p. 100), puis dans le Nord (+ 15 p. 100), le Sud-Ouest (+ 14 p. 100), la Méditerranée (+ 8 p. 100), l'Est (+ 6 p. 100), le Sud-Est (+ 5 p. 100).

Industries mécaniques.

En ce qui concerne les tracteurs, une reprise est amorcée, elle fait suite à une période de huit mois où les livraisons ont été en recul sensible (par rapport à 1959) sur l'ensemble du territoire, sauf dans le Languedoc, l'Aquitaine, la région du Midi-Pyrénées, la Provence, le Doubs.

Dans l'automobile, après la baisse de production de Flins, les inquiétudes subsistent dans la région parisienne plus qu'à Sochaux.

Si l'on se réfère aux immatriculations des voitures neuves (particulières et commerciales) des huit premiers mois de 1960 et de 1959 on note une augmentation des ventes sur l'ensemble du territoire.

Matériaux de construction.

On note un léger recul de la production et des livraisons dans la région méditerranéenne, l'Est et le Sud-Ouest, une augmentation dans le Nord, l'Ouest et le Sud-Est.

Construction.

En se référant aux logements autorisés au cours des huit premiers mois de 1959 et de 1960 on obtient les résultats suivants :

Régions.

Nord : augmentation sensible (environ + 3.500 logements).
Picardie : baisse notable (— 2.300).
Champagne : hausse (+ 1.600).
Lorraine : légère hausse.
Alsace : baisse légère.
Région parisienne : hausse légère.
Haute-Normandie : hausse légère.
Basse-Normandie : augmentation sensible (+ 1.100 logements).
Bretagne : baisse (— 2.700 environ).
Pays de la Loire : légère baisse.
Poitou-Charente : baisse.
Centre : augmentation (+ 1.500).
Limousin : baisse.
Auvergne : baisse notable (— 2.100).
Bourgogne : baisse légère.
Franche-Comté : hausse.
Rhône-Alpes : baisse.
Provence-Côte d'Azur : légère augmentation.
Languedoc : augmentation (+ 1.700).
Midi-Pyrénées : légère baisse.
Aquitaine : augmentation sensible notamment dans la Gironde.

Une reprise industrielle est à peu près généralisée sur l'ensemble du territoire mais elle ne modifie pas les disparités structurelles.

Agriculture.

Si l'on exclue les catastrophes très localisées, la dernière campagne s'annonce bien meilleure sur l'ensemble du territoire.

La collecte du blé en 1959-1960 a été nettement supérieure à celle de 1958-1959 sur l'ensemble du territoire, sauf en Bourgogne, Franche-Comté, Rhône-Alpes et tout le Midi, toutes régions faibles productrices.

Si au cours de la campagne précédente certaines régions du Sud-Ouest (Languedoc, Midi-Méditerranée, Aquitaine) avaient été relativement plus favorisées par la nature que les autres régions, la campagne 1960-1961, malgré les ennuis de conservation qu'apportent avec elles les pluies, la production sera meilleure sur l'ensemble du territoire.

Dans le Nord et la région parisienne, la Picardie, la Normandie, la récolte de *betteraves* a été abondante et en avance.

Dans le Sud-Ouest, la production de *maïs* est en augmentation.

L'abondance des *fruits et légumes* a provoqué certaines difficultés d'écoulement dans l'Ouest, et dans les vallées méridionales, Garonne, Rhône, ainsi qu'en Languedoc.

Une révolution est en cours dans l'organisation du marché de la *viande* qui est abondant cette année. Il est encore difficile de préjuger des résultats notamment en Bretagne où l'organisation de la production de *volailles* est déjà très avancée.

La production de *cidre* est abondante dans l'Ouest.

Les vendanges ont été gênées par la pluie ; cependant les productions seraient supérieures à celles de l'an dernier mais de qualités moindres.

Qualité.

Champagne : médiocre.
Bourgogne : variable.
Beaujolais : bonne.
Touraine : variable.
Anjou : bonne.
Bordeaux : variable.
Côtes du Rhône et de Provence : très bonne.
Midi : bonne mais excédentaire.

Malgré ou à cause de cela les importations de vins par les ports méditerranéens ont été supérieures à celles de l'an dernier alors que celles de Rouen restaient stationnaires.

La consommation des eaux minérales en léger recul par suite de la température modérée de l'été poursuit sa progression lente. Le recul de cet été est plus sensible sur les eaux du Sud-Est que sur celles du Centre et de l'Est.

Les expéditions des bières de l'Est ont été en recul de 30 p. 100 sur 1959 par suite des conditions atmosphériques ; en revanche les exportations ont progressé.

La *pêche* n'a pas été très favorable cette année, la conserverie bretonne notamment a été plus facilement approvisionnée en légumes qu'en poissons, pour lesquels les apports de maquereaux de Boulogne et de sardines du Maroc ont été insuffisants.

***

Pour conclure, les conditions météorologiques et la reprise industrielle ont donné à la conjoncture régionale un aspect détendu qui ne se maintiendra probablement pas dans les mois à venir, notamment si un risque de reprise des revendications sociales subsiste.

CONCLUSION

L'étude de la conjoncture régionale est encore très difficile comme l'a souligné la première partie de cet essai en analysant les structures, les instituts régionaux ont bien voulu adresser au rapporteur des renseignements sur l'activité de leurs régions, dont le dépouillement a fourni la matière de la deuxième partie de cette annexe.

Chaque fois que cela a été possible, des renseignements ont été ajoutés en provenance d'administrations centrales (travail, bâtiment) ou de grosses entreprises (E. D. F., S. N. C. F.).

L'étude géographique d'une situation n'est d'ailleurs qu'un cas particulier de l'utilisation des connaissances de la structure économique pour en apprécier l'évolution conjoncturelle.

Malgré ses lacunes et ses imperfections cet essai a le mérite d'être le premier qui ait été tenté. Il faut espérer que progressivement les résultats régionaux viendront compléter et enrichir la conjoncture nationale.

II. — PREVISIONS ECONOMIQUES POUR LE PREMIER SEMESTRE 1961 ET POLITIQUE ECONOMIQUE A SUIVRE

Rapport présenté, au nom du Conseil économique et social, par M. André Malterre.

SOMMAIRE

INTRODUCTION

CHAPITRE Ier. — *Prévisions économiques.*

I. — Le taux d'augmentation de la production intérieure brute en 1961.

A. — Comparaison des objectifs de production fixes à l'économie française en 1960 et en 1961.

B. — Les tendances expansionnistes de l'économie française à la fin de 1960.

1° Les perspectives agricoles.

a) La production animale.

b) La production végétale.

2° Les perspectives industrielles.

a) L'allure des indices de production.

b) Les perspectives de la demande.

Conclusions.

II. — Quelles seront les conséquences de l'évolution prévisible de l'activité économique sur les équilibres fondamentaux de notre économie.

A. — Les prix.

B. — Le commerce et les finances extérieures.

C. — Les finances publiques.

CHAPITRE II. — *Eléments de politique économique.*

I. — La politique d'expansion de laproduction.

A. — Les actions globales.

B. — Les actions spécifiques.

1° L'industrie automobile.

2° L'industrie aéronautique.

3° L'industrie du bâtiment et des travaux publics.

4° Le secteur agricole.

II. — La politique de stabilité monétaire.

Introduction.

Le rapport de conjoncture de fin d'année se présente dans des conditions différentes de celui du mois de juin. En effet, pour établir son rapport, la section de la conjoncture dispose au mois de novembre d'un document de base, le rapport économique et financier présenté par le Gouvernement en introduction au projet de loi de finances.

Ce rapport expose les objectifs économiques retenus par le Gouvernement pour l'année à venir et la politique économique qu'il entend suivre.

L'objet du rapport de conjoncture du Conseil doit donc être de répondre aux questions suivantes :

1° Les prévisions économiques retenues par le Gouvernement pourront-elles être effectivement réalisées ?

2° La politique économique proposée est-elle satisfaisante ?

CHAPITRE Ier

PREVISIONS ECONOMIQUES

Les prévisions du rapport économique et financier portent d'une part sur le taux d'augmentation de la production intérieure brute ; d'autre part sur les données fondamentales de l'économie que sont les prix, le commerce extérieur, les finances publiques.

I. — Le taux d'augmentation de la production intérieure brute en 1961.

Le Gouvernement a fixé l'objectif global de production qu'il estimait devoir être atteint par l'économie française en 1961 dans le plan intérimaire publié en juillet 1960. Les objectifs particuliers à atteindre pour chacun des grands secteurs de l'économie — agriculture, industrie — ont également été fixés ainsi que la répartition souhaitable de cette production entre les principales utilisations possibles : la consommation, l'investissement, l'exportation.

Le rapport économique et financier publié en introduction au projet de loi de finances pour 1961 reprend les objectifs du plan intérimaire, sans y apporter de modifications sensibles.

Tableau n° 1

Ressources et emplois de biens et services.

(En millions de nouveaux francs.)

	1958 — Valeur à prix courants.	1959 — Valeur à prix courants.	1960 — Indice de volume (2).	1960 — Indice de prix (2).	1960 — Valeur à prix 1960.	1961 — Indice de volume (2).
Ressources						
Production intérieure brute	211.000	227.600	105,4	103,4	248.070	105,5
Importations	25.560	26.126	117,5	101,4	31.130	108,9
Dont:						
Etranger (1)	(17.010)	(20.030)	(117,9)	(101,9)	(24.060)	(106,1)
P. O. M.	(8.550)	(6.090)	(116,2)	(100,0)	(7.070)	(118,5)
Total des ressources	236.560	253.720			279.200	
Emplois.						
Consommation des ménages	149.900	160.510	104,0	103,9	173.370	105,9
Consommation des administrations	10.550	12.070	108,2	102,2	13.350	102,9
Consommation des institutions financières	840	980	107,9	103,1	1.090	108,7
Investissements bruts	43.870	45.860	105,6	101,7	49.260	106,5
Dont:						
Entreprises et institutions financières	(30.450)	(31.940)	(106,5)	(102,0)	(34.710)	(106,8)
Ménages	(8.620)	(8.610)	(100,0)	(101,0)	(8.700)	(101,5)
Administrations	(4.800)	(5.310)	(109,2)	(100,9)	(5.850)	(112,3)
Formation de stocks	5.230	2.080			3.610	
Exportations	26.170	32.220	117,0	102,2	38.520	109,9
Dont:						
Etranger (1)	(13.010)	(20.100)	(120,1)	(102,6)	(24.760)	(109,8)
P. O. M.	(10.630)	(9.240)	(112,0)	(102,0)	(10.560)	(112,1)
Solde des utilisations de services	(2.530)	(2.880)			(3.200)	
Total des emplois	236.560	253.720			279.200	

(1) Y compris la Sarre pour les années 1959 et suivantes.
(2) Par rapport à l'année précédente.

D'après les prévisions gouvernementales, la production intérieure brute doit s'élever en 1961 de 5,5 p. 100, la production agricole augmentant de près de 4 p. 100, la production industrielle de 7,5 p. 100 environ et l'activité du bâtiment et des travaux publics s'accroissant de 6. p. 100.

Cette augmentation de production doit bénéficier en priorité à l'exportation (+ 10 p. 100) et à l'investissement (+ 6,5 p.100). Une augmentation sensible de la consommation est cependant également prévue (+ 5 p.100).

On retrouve dans les données de ce plan pour 1961 les principes fondamentaux de la politique économique et financière suivie par le Gouvernement depuis décembre 1958 :

— la progression des exportations doit se poursuivre activement de sorte que non seulement les importations nécessaires à l'expansion de l'économie française puissent être assurées sans difficultés, mais également que la France puisse régler les dettes en devises qu'elle a contractées et maintenir un fonds de réserves important.

— les investissements doivent augmenter à un rythme très rapide, d'une part pour que l'économie française puisse faire face à la concurrence au sein du Marché commun, d'autre part, pour que les emplois nécessaires soient créés et que la « montée des jeunes » ne se traduise pas par le développement du chômage.

L'orientation donnée à l'économie française sur la base de ces deux principes fondamentaux est la même que celle donnée à notre économie en 1960. Le Gouvernement propose simplement qu'un nouvel effort soit fait dans le même sens.

Un tel développement de l'économie française est-il possible ? Pour l'apprécier il est nécessaire de déterminer en premier lieu quel effort représente pour l'économie française la réalisation des objectifs fixés par le plan intérimaire, par rapport à l'effort effectué en 1960 ; en second lieu, il faut examiner les tendances actuelles de la production en France et rechercher si le simple prolongement de ces tendances dans l'année à venir permettra d'atteindre les objectifs fixés.

A. — Comparaison des objectifs de production fixés a l'économie française en 1960 et en 1961

Apparemment, l'effort demandé à l'économie française en 1961 est égal à celui réalisé en 1960. En fait, il n'en est rien. Une progression de 5,5 p. 100 de la production intérieure brute par rapport à 1959 était un objectif aisément réalisable car le niveau de la production de l'année de référence avait été assez bas, notamment dans les premiers mois de l'année, puisque c'est à partir d'avril 1959 seulement que la production industrielle avait commencé à progresser à nouveau après l'arrêt enregistré en 1958.

Le niveau de la production industrielle en 1960 a été par contre élevé, comme l'a montré le rapport de M. Jacques Dumontier, puisqu'on a assisté au cours de cette année à une reprise de la production industrielle peut-être assez lente dans les premiers mois de l'année, mais qui s'est sensiblement accélérée ensuite ; au cours des derniers mois, en effet, l'indice de la production industrielle a augmenté de deux points par mois.

Au total, la progression de la production industrielle sans le bâtiment sera de 7,4 p. 100. Si l'on admet la même progression en 1961, ce que fait le plan intérimaire, l'indice moyen de la production industrielle sans le bâtiment pour l'année à venir devra être de 186 (base 100 en 1952, données corrigées des variations saisonnières).

Un tel progrès n'est pas impossible. L'étude de l'indice de la production industrielle, depuis 1952 jusqu'en 1960, en données désaisonnalisées montre que cet indice a progressé en moyenne de 7 p. 100 chaque année. Or, si dans certaines années l'essor de la production a été inférieur à ce chiffre, par contre, un chiffre de 7,4 p. 100 a été non seulement atteint, mais dépassé, dans les dernières années.

Mais notre industrie sera gênée dans son expansion l'année prochaine puisque le secteur important de l'automobile, qui, malgré les difficultés rencontrées en fin d'année, a vu encore sa production moyenne augmenter en 1960, par rapport à 1959, d'une façon sensible, ne connaîtra certainement pas la même évolution en 1961.

Sans doute, les prévisions économiques ont-elles tenu compte de cet état de fait en prévoyant une hausse des exportations en 1961 plus faible que celle réalisée en 1960 : 10 p. 100 contre 17 p. 100. Cette différence tient certainement au fait que les ventes d'automobiles sont considérées dans ces prévisions comme devant être stationnaires ou en faible hausse. Mais on peut se demander si même cette prévision modérée sera réalisée.

Par ailleurs, un autre élément doit faire l'objet d'une étude critique, les investissements augmenteraient globalement d'un point par rapport à 1960 : 6,5 p. 100 contre 5,6 p. 100.

Cette augmentation ne résulte pas d'une progression plus forte des investissements des entreprises : le pourcentage d'accroissement prévu en 1961 est égal à celui enregistré en 1960. Mais les investissements des administrations doivent être accrus et il en est de même pour ceux des ménages, c'est-à-dire que le nombre de logements construits doit augmenter de 1,5 p. 100 par rapport au résultat acquis en 1960.

Enfin, la réalisation des objectifs de 1961 suppose que la consommation des ménages progresse elle aussi ; le plan intérimaire ne prévoit qu'un point de plus d'augmentation par rapport à 1960 : 5 p. 100 contre 4 p. 100. Mais pour cela il faut que le pouvoir d'achat des consommateurs ait crû dans des proportions suffisantes.

***

Ainsi, l'effort à faire en 1961 dans le secteur industriel n'est pas impossible, mais il n'est pas aisément réalisable, compte tenu de la politique économique actuelle, et ceci pour plusieurs raisons :

— il est plus difficile de progresser à un rythme très rapide lorsque celui-ci est déjà élevé. Un automobiliste passe plus facilement d'une vitesse de 60 km à l'heure à 100 km à l'heure que de 100 km à l'heure à 140 km à l'heure, ce qui ne donne du reste pas le même pourcentage d'augmentation ;

— un tel programme est d'autant plus malaisé à atteindre en 1961 que l'un des secteurs pilotes de l'année dernière, l'industrie automobile, risque de jouer un rôle de frein dans l'année à venir au lieu d'être un facteur d'accélération ;

— un progrès général des investissements, et notamment des investissements en logements qui stagnent depuis plusieurs années, devrait être réalisé ;

— le pouvoir d'achat devrait s'accroître sensiblement.

Si l'on ajoute à ces aléas le fait que la réalisation des prévisions économiques de 1961 suppose une augmentation de près de 4 p. 100 de la production agricole, il apparaît alors que l'objectif du Gouvernement n'est sans doute pas irréalisable, même cela suppose beaucoup de chance.

Les récoltes de l'année 1960, en effet, ont été dans l'ensemble satisfaisantes, mais il faudrait qu'elles soient *très* satisfaisantes en 1961 pour que cet objectif soit atteint. L'effort à faire en 1961 étant ainsi apprécié, il faut rechercher si une analyse moins globale et plus sélective aboutit aux mêmes conclusions.

B. — Les tendances expansionnistes de l'économie française a la fin de 1960

L'étude des perspectives de production en 1961 doit être faite en premier lieu pour le secteur agricole, en second lieu, pour le secteur industriel.

1° *Les perspectives agricoles.*

Une distinction doit être établie entre la production végétale et la production animale. Pour cette dernière, des prévisions relativement sures peuvent être présentées, car il ne s'agit que du développement d'une situation dès maintenant connue du cheptel français. Par contre, pour la production végétale, il est très difficile de faire des prévisions, tous les ensemencements n'étant pas encore faits et les conditions climatiques de l'année prochaine n'étant évidement pas connues.

a) La production animale.

En ce qui concerne l'élevage, des indications succinctes peuvent être données :

1. *Bœuf :* les grosses disponibilités fourragères de l'hiver (foins de faible qualité mais en fortes quantités ; grosses récoltes de betteraves et de maïs) vont permettre l'engraissement à l'auge d'une quantité de bétail plus importante que l'hiver dernier. Il y a donc tout lieu de penser que, compte tenu de l'accroissement du cheptel, le niveau des abattages de bovins sera supérieur pour le premier semestre 1961 à celui du premier semestre 1960 ; la progression devrait être sensible aussi bien pour le poids moyen que pour le nombre total de têtes.

2. *Mouton :* les abattages contrôlés du premier semestre 1960 avaient été supérieurs de 12 p. 100 environ à ceux du premier semestre 1959.

Mais beaucoup de jeunes brebis nées durant l'été 1959 ont souffert de la sécheresse et se révèlent impropres à la reproduction actuellement. On peut donc craindre un certain recul de la production pendant le premier semestre 1961 d'autant plus que les producteurs, trouvant l'agneau d'hiver « cher à produire », s'orientent vers la production extensive d'agneaux d'herbe qui n'apparaissent sur le marché que vers juin.

Les abattages pourraient donc retomber aux niveaux de 1959.

3. Les ressources en *porc* ont marqué une régression de l'ordre de 5 p. 100 depuis avril 1960 sur la période correspondante de 1959. Il semble cependant que nous sommes dans le creux du « cycle des trois ans » et que la situation se redressera dans le courant du premier semestre 1961 dont les abattages, dans cette hypothèse, pourraient être du même ordre que ceux de la même période de 1960.

4. Le cheptel *chevalin* français a été fortement diminué par le développement de la mécanisation et de la motorisation. Dans l'état actuel du marché, soumis à des importations massives de chevaux de boucherie, les éleveurs ne cessent de se décourager et la production continue à régresser.

Au total, compte tenu de la place considérable que prend le cheptel bovin dans la production animale, des excédents importants nouveaux doivent être attendus en 1961. De tels excédents traduisent sans doute un accroissement de la production agricole, mais ils ne sont pas sains dans la mesure où un tel accroissement de production ne trouve pas sa place sur le marché et doit être stocké.

Les mêmes perspectives et les mêmes problèmes doivent être signalés pour la production laitière.

Encore que les avis soient partagés en ce qui concerne l'importance de la production laitière, cet hiver dans les pays de l'Europe de l'Ouest (Wageningen Pays-Bas : faible ; Société alle-

mande d'agriculture : forte), on prévoit d'ores et déjà une augmentation de 12 à 13 p. 100 par rapport à 1959 (soit 220 à 222 millions d'hectolitres), chiffre par rapport auquel les quantités produites en 1961 et 1962 présenteront encore une hausse (+ 3 p. 100 en moyenne, d'après certains experts).

Cette évolution constatée depuis longtemps (on estime qu'en dix ans la production laitière a augmenté de 50 p. 100) est la conséquence d'un accroissement de l'effectif et surtout d'une amélioration de la qualité du cheptel français. Compte tenu du projet instaurant un amenuisement du nombre des races bovines et laitières métropolitaines, l'évolution ne fera que se poursuivre dans ce sens.

b) Production végétale.

Il n'y a que pour les céréales que des prévisions peuvent être tentées. Encore faut-il être très prudent, car les retards constatés à l'heure actuelle peuvent être ensuite rattrapés au début de l'année prochaine.

Quoi qu'il en soit pour le moment, le retard dans les emblavures en blé est de 20 à 40 p. 100 pour toute la France, ce qui représente 1 à 1,5 millions d'hectares environ. Pour cette seule raison la récolte pourrait n'être en 1961 que de 80 à 90 millions de quintaux. Dans ces conditions, la récolte pourrait être inférieure au quantum (68 millions de quintaux) mais elle ne serait pas inférieure aux besoins intérieurs français.

Ce retard dans les emblavures de blé crée un risque d'excédents importants en orge et maïs. En effet si le temps reste mauvais et si la France n'arrive pas à trouver suffisamment de semences de blé de printemps, les ensemencements seraient faits en orge et maïs et les excédents de récoltes pourraient atteindre 10 à 15 millions de quintaux. Ces excédents seraient difficiles à exporter car la même situation se retrouvera dans toute l'Europe occidentale, et le marché américain est déjà très encombré.

⁂

Au total, il n'est donc pas possible de savoir si la production agricole atteindra les résultats prévus dans le budget économique en 1961.

Mais ce qu'il importe de souligner dès maintenant, c'est que, même si ces résultats étaient atteints, ils ne seraient pas nécessairement satisfaisants, dans la mesure où le problème des débouchés correspondants n'aurait pas été réglé.

2° *Les perspectives industrielles.*

Les tendances à l'expansion peuvent être appréciées sur la base de deux séries d'informations différentes : l'allure des indices de production, les perspectives de la demande.

a) L'allure des indices de production.

L'indice général de la production industrielle montre une progression très rapide au second semestre de 1960, si l'on tient compte des données désaisonnalisées. La progression se poursuit en effet au rythme de deux points par mois. Cette indication est réconfortante pour les perspectives d'évolution au début de 1961.

Mais l'analyse des éléments composants de l'indice montre que cette progression se fait en dents de scie. Certains secteurs voient leur production augmenter très rapidement : la sidérurgie, la chimie. L'industrie chimique semble devoir continuer son mouvement de progression qui se poursuit depuis plusieurs années et qui tend à donner une place de choix à ce secteur dans l'économie européenne. Le haut niveau de production de la sidérurgie montre que dans les mois à venir la production des industries mécaniques devrait augmenter.

Ces indices sont donc bons. Par contre, sans parler de l'industrie automobile dont les difficultés viennent d'être exposées, il apparaît que les crises de structure de certains secteurs ne paraissent pas en voie de solution, aussi bien pour les charbonnages que pour la construction navale. Pour celle-ci, notamment, le volume des commandes actuellement en vue reste faible. Par ailleurs, des difficultés subsistent à l'heure actuelle dans certains secteurs textiles et dans le domaine des appareils d'équipement ménager. L'activité de l'industrie du bâtiment reste depuis deux ans sur un palier. L'industrie de la construction aéronautique, au moins certaines firmes, connaîtront les difficultés de la reconversion.

La simple prolongation des tendances constatées de la production conduit donc à une situation de progrès global, mais qui cacherait une aggravation considérable des distorsions au sein de l'économie française.

Les perspectives de la demande en 1961 permettent-elles d'espérer que les tendances de la production pourront être modifiées ?

b) Les perspectives de la demande.

En ce qui concerne la consommation des ménages, il semble que la demande globale intérieure s'élargisse quelque peu. L'étude de la consommation en 1961 qu'a effectuée M. Dumontier dans son rapport conduit à deux conclusions principales :

— une reprise de la consommation a été enregistrée dès le printemps et surtout pendant l'été, de sorte que la consommation qui s'était légèrement accrue au début de 1959, puis était restée longtemps stable, ajoute actuellement son effet à l'augmentation des investissements et constitue un facteur d'expansion ;

— la structure de la consommation a été bouleversée en 1958 et n'a retrouvé son évolution normale qu'en 1959 et surtout en 1960. Il apparaît que la consommation de produits alimentaires a résisté depuis 1958 à la tendance à la réduction de la consommation, de sorte que la part de l'alimentation n'a pas diminué, comme cela était observé depuis plusieurs années.

Ces deux conclusions conduisent à penser que dans l'année à venir la consommation, et notamment la consommation non-alimentaire, pourrait se développer sensiblement.

Si, en effet, le taux des salaires continue à progresser d'environ 1 p. 100 par trimestre sans que des hausses de prix importantes interviennent, le pouvoir d'achat des consommateurs salariés s'améliorera et stimulera le mouvement de reprise de la consommation enregistré en 1960. Par ailleurs, les récoltes satisfaisantes de cette année devraient augmenter les revenus agricoles, et ces accroissements de revenus seront consacrés en partie à des achats de biens de consommation. « En outre, pour certaines catégories sociales dont le montant des revenus est inférieur à celui du S. M. I. G. mensuel et est composé pour partie de prestations sociales, une augmentation sensible de ces dernières se traduirait par un accroissement de la consommation de produits alimentaires et d'articles d'habillement. »

Le fait que la consommation non alimentaire ait été sacrifiée au cours des dernières années permet d'espérer que le progrès de la consommation se fera surtout dans ce secteur dans les mois à venir. Une reprise de l'industrie des appareils ménagers pourrait donc être espérée. L'industrie textile devrait se développer. Sur ce dernier point d'ailleurs, il ne semble pas y avoir de doute, les résultats des ventes des grands magasins montrant une sensible reprise des achats de vêtements.

Au total, les prévisions de consommation seraient atteintes.

c) Les perspectives d'investissements ne sont pas toutes satisfaisantes.

Le rapport de M. Dumontier a montré que le niveau des investissements pour 1960 sera en définitive plus élevé qu'il n'avait été prévu il y a quelques mois. Les investissements continuent à se développer au second semestre.

Au total, d'après l'enquête auprès des chefs d'entreprise, ils auraient augmenté de 10 p. 100 en volume en 1960, compte tenu des investissements pétroliers et de 9 p. 100 si l'on ne tient pas compte de ces derniers investissements.

Les résultats de cette enquête pour 1961 donnent les conclusions suivantes :

« Les perspectives d'investissement pour 1961 ne devaient être formulées par les chefs d'entreprise que sous forme qualitative. 37 p. 100 d'entre eux prévoient une augmentation et 26 p. 100 une diminution par rapport à 1959. Ces pourcentages ne nous apprennent rien sur *l'ampleur* des mouvements à attendre, mais ils permettent de supputer un probable développement des investissements. D'autre part le système de pondération provisoirement (1) adopté (les entreprises étant classées en trois groupes suivant leurs dimensions, le « poids » accordé aux intentions de chaque industriel dans son groupe est proportionnel aux investissements réalisés par son entreprise *en 1960*) tend à minimiser les projets 1961, en particulier dans les petites entre-

(1) Un calcul plus exact, mais beaucoup plus long, est actuellement en cours, dans lequel le « poids » accordé aux intentions de chaque industriel sera proportionnel aux investissements réalisés dans sa firme en 1958-1959-1960.

prises (1). Aussi peut-on affirmer que l'accroissement sera plus marqué que ne le laisseraient penser les pourcentages donnés ci-dessus, sans qu'il soit possible d'en tirer davantage de conclusions sur son ampleur. On peut cependant ajouter que la comparaison avec les pourcentages obtenus de la même manière en 1959 (projets pour 1960) laisserait penser que l'ampleur de l'augmentation aurait de sérieuses chances d'être inférieure en 1961 à celle de 1960 (en novembre 1959 pour 1960 : 45 p. 100 de prévisions d'augmentation et 20 p. 100 de prévisions de diminution ».

TABLEAU N° 2

Prévisions d'investissements des chefs d'entreprise.

(En pourcentage.)

	1959	1960	1961
En augmentation	+ 24	+ 45	+ 37
En diminution	— 42	— 20	— 26

Si l'on analyse les réponses des chefs d'entreprise de plus près, il apparaît que seules les grosses entreprises prévoient dans une forte proportion des accroissements d'investissements. Pour les entreprises moyennes, et surtout pour les petites entreprises, le pourcentage de réponses qui prévoient une baisse des investissements est plus élevé que celui des réponses qui prévoient une hausse.

TABLEAU N° 3

	PETITES entreprises.	MOYENNES entreprises.	GROSSES entreprises.
En augmentation	+ 18	+ 25	+ 49
En diminution	— 50	— 39	— 11

Ceci montre très clairement que les grosses entreprises qui ont engagé sur plusieurs années des programmes très importants de modernisation continueront à réaliser ces programmes comme elles l'ont fait au cours des dernières années, même si la conjoncture n'était pas bonne. Car ces entreprises ont une vue à long terme de l'économie et la cadence de réadaptation de ces programmes est difficile à modifier une fois que ceux-ci sont engagés.

Mais ces prévisions ne laissent pas d'être inquiétantes en ce qui concerne les petites et moyennes entreprises. Elles permettent de mettre en doute la réalisation de l'objectif de 6,5 p. 100 de progression des investissements des entreprises privées qui avait été fixé.

Les investissements en logements et locaux publics devraient connaître une progression de 1,5 p. 100.

Or, pour le seul secteur « bâtiment » d'après des informations fournies par la section du logement il faut souligner que :

— *les crédits prévus pour la construction de logements neufs* par le projet de loi de finances 1961 sont, compte tenu des anticipations déjà effectuées (au titre du programme triennal H. L. M.) en diminution par rapport à 1960.

Par ailleurs, d'après un communiqué de la fédération nationale des travaux publics (cf. *Le Moniteur* du 22 octobre 1960, page 27), les crédits d'investissements prévus pour 1961 ne permettent d'escompter aucune reprise des travaux publics, qui ont été, eux aussi, en stagnation en 1959 et 1960.

(1) Les petites entreprises — le même phénomène se présente dans les grandes entreprises, mais bien moins accentué — ont souvent tendance à investir d'autant plus une année qu'elles ont peu investi l'année précédente et vice versa. Or une entreprise qui a peu investi en 1960 et a de ce fait l'intention d'accroître ses investissements en 1961 verra sa réponse « augmentation » recevoir peu de « poids » dans l'enquête, tandis qu'une entreprise qui a beaucoup investi en 1960 et à de ce fait l'intention de réduire ses investissements en 1961 verra sa réponse « diminution » recevoir beaucoup de « poids ». D'où une tendance à la minimisation par l'enquête des projets 1961.

On peut donc douter semble-t-il également dans ce domaine de la réalisation de l'objectif fixé par le plan intérimaire.

Enfin, en ce qui concerne les investissements effectués sur fonds d'Etat, il faut noter que nous sommes actuellement en pleine reconversion. Les grands travaux des entreprises nationales (barrages, aéroport d'Orly) sont maintenant terminés ou marquent une pause. Le Gouvernement a par contre augmenté les dotations pour des investissements administratifs, tels que les routes ou les hôpitaux.

Mais les crédits de construction scolaire seront du même ordre qu'en 1960. Les crédits globaux passeraient de 1.890 millions de nouveaux francs à 1.990, mais défalcation faite des crédits pour achats de terrains et de mobilier, la part des constructions proprement dites serait de 1.730 millions de nouveaux francs pour 1961, chiffre analogue à celui de 1960.

Par ailleurs, la réalisation des investissements inscrits au budget de l'Etat suppose que les administrations aient les moyens techniques nécessaires pour mettre en œuvre les programmes dont elles ont la charge. A cet égard, des retards ont été enregistrés en 1960, dont on peut se demander s'ils seront entièrement rattrapés en 1961.

Il apparaît que la réalisation des objectifs des investissements prévus en 1961 n'est pas certaine, tout au moins pour les investissements financés sur fonds publics.

d) Les perspectives dans le domaine des exportations ne constituent pas un facteur de stimulation.

L'analyse des résultats de 1960 montre que non seulement des résultats spectaculaires avaient été atteints dans le secteur de l'automobile, qui ont d'ailleurs été rapidement remis en question, mais que des progrès continus sont enregistrés sur de nombreux postes. Ces progrès traduisent une implantation sans cesse croissante et plus efficace de nos produits sur certains marchés extérieurs.

Les résultats des derniers mois sont particulièrement satisfaisants et peut-être la fin du recul des ventes d'automobiles peut-elle être envisagée ?

Mais même si ce phénomène se produisait, peut-on espérer que les exportations augmenteraient globalement de 10 p. 100 en 1961 par rapport à 1960, alors que le facteur principal d'augmentation des dernières années sera stabilisé ? Ceci apparaît, de plus, douteux, car l'évolution du marché sidérurgique européen est défavorable ; si la sidérurgie française a des carnets de commande très remplis, cette situation trouve son origine dans les demandes du marché intérieur, et on peut avoir des craintes sur la progression de cet autre poste important des exportations, qu'est celui des produits sidérurgiques.

Sans doute peut-on espérer une augmentation des exportations agricoles, dues aux bonnes récoltes et à l'abondance des approvisionnements en viande. Mais les marchés extérieurs sont peu ouverts à nos exportations et les difficultés que nous rencontrons à l'heure actuelle en ce domaine avec l'un de nos principaux clients, l'Allemagne fédérale, ne peuvent inciter à l'optimisme.

Un autre élément d'incertitude provient des conséquences de la libération complète des échanges qui interviendra en avril 1961, conséquences qui ne peuvent encore être exactement prévues.

Enfin, les échanges commerciaux dans le monde entier ne sont pas, à l'heure actuelle, orientés vers la croissance.

CONCLUSIONS

En définitive, il n'apparaît pas tout à fait sûr que la production intérieure brute augmente à nouveau de 5,5 p. 100 en 1961.

Une telle réalisation est cependant possible, surtout en raison du développement probable de la consommation qui peut compenser certaines autres insuffisances. En fait, elle dépendra pour une large mesure d'un facteur imprévisible : le niveau de la récolte agricole.

Bien entendu ces conclusions pour être valables supposent que l'évolution de la conjoncture mondiale et les grandes options politiques qui seront vraisemblablement levées au cours de l'année 1961 (entre autres celles relatives à l'évolution de la situation en Algérie) ne modifient pas fondamentalement les données économiques en bien ou en mal.

La section de la conjoncture, unanime, après un large échange de vues, a estimé très difficile, à la date où est rédigé ce rapport, d'aller plus avant dans la supputation des incidences économiques et sociales de telles ou telles prises de positions politiques sans aborder, au moins dans la discussion en assemblée, un domaine qui n'est pas de la compétence du Conseil économique et social.

Il va de soi que si une solution intervenait, il pourrait en résulter, selon sa nature, des modifications plus ou moins rapides dans les données de l'équilibre budgétaire, de celui de l'emploi et de celui du commerce extérieur.

II. — Quelles seront les conséquences de l'évolution prévisible de la vie économique sur les équilibres fondamentaux de notre économie ?

Trois domaines fondamentaux de la vie économique doivent être examinés à ce titre : les prix, le commerce et les finances extérieurs, les finances publiques.

A. — Les prix

Trois facteurs essentiels affecteront l'évolution des prix au premier semestre de 1961 :

1° L'augmentation des prix des transports ferroviaires est inévitable. L'incidence du relèvement des tarifs sera différente, selon que le Gouvernement fera porter l'augmentation surtout sur les tarifs de transports des marchandises ou surtout sur les transports des voyageurs. Mais en tout état de cause, un chef de hausse de prix existera de ce fait. Dans le premier cas, l'augmentation des tarifs aura une répercussion sur l'ensemble des prix agricoles et industriels, mais cette incidence sera diffuse. Dans le second cas, l'augmentation aura une répercussion directe sur l'indice des prix à la consommation.

2° La sécurité sociale sera en déficit pour l'année 1961, pour deux raisons : l'augmentation des charges de remboursement des honoraires médicaux, qui résulte de la multiplications des conventions passées en application des décrets du 12 mai, d'une part, et d'autre part, l'augmentation des prestations familiales, annoncée par le Gouvernement pour le 1er janvier.

Le chiffre exact du déficit n'est pas fixé, mais il peut atteindre 100 milliards d'anciens francs environ. La couverture de ce déficit rendra sans doute nécessaire, soit une augmentation d'un point ou deux de la cotisation patronale aux assurances sociales, soit un relèvement du plafond supérieur à celui prévu au 1er janvier 1961, soit l'une et l'autre de ces mesures à moins que le budget prenne en charge une partie des dépenses supportées par le régime général ce qui se traduira soit par une augmentation de l'impasse, soit par la création de recettes nouvelles.

En tout état de cause, le mode de couverture du déficit de la sécurité sociale aura une répercussion sur le niveau des prix. Cette répercussion sera différente selon la solution retenue. Dans la première hypothèse, c'est l'ensemble des prix de revient qui se trouve affecté ; dans la seconde ce sont les seuls prix de revient des entreprises qui ont un personnel à haut salaire ; dans la troisième hypothèse, les incidences sont plus difficiles à déterminer.

3° Une dernière charge pèsera sur l'économie française en 1961, la hausse des loyers, qui vient d'être décidée. Cette hausse n'affectera pas les loyers modestes au cours du premier semestre 1961, elle ne pèsera donc pas sur les indices des prix dans l'immédiat.

Par contre, les loyers plus élevés seront augmentés dès le début de l'année.

Compte tenu des charges que nous venons d'énumérer et même de celles qui résultent pour le niveau des prix des services, de l'augmentation prévisible des taux de salaires et des traitements, il semble que la hausse de l'indice des prix ne devrait atteindre 2 p. 100 par rapport au niveau actuel qu'à la fin du premier semestre de 1961.

Pour ce semestre, une stabilité relative des prix serait donc maintenue ; cette affirmation supposant, bien entendu, qu'il n'y ait aucun évènement anormal l'année prochaine, et notamment qu'il n'y ait pas de gels excessifs.

B. — Le commerce et les finances extérieures

Les prévisions d'exportation que nous vous avons présentées ci-dessus tendent à montrer que l'accroissement de 10 p. 100 attendu risque de ne pas être réalisé.

Et cependant le niveau de nos importations tend à augmenter à la suite des mesures de libération des échanges. Il est difficile de savoir dès maintenant quelles seront les conséquences exactes de cette politique, car dans bien des cas, les efforts des industriels étrangers pour implanter des réseaux commerciaux en France n'en sont encore qu'à leur début. Il est certain cependant que les importations de produits finis augmenteront sensiblement.

Un risque de déséquilibre de notre commerce extérieur existerait-il donc ?

Cela ne semble pas. En premier lieu, il faut noter que cet accroissement des importations que nous venons de signaler, s'il est important en pourcentage, ne devrait représenter au total dans l'ensemble de nos échanges extérieurs que des sommes assez faibles.

En second lieu, il faut rappeler que l'économie française bénéficie actuellement d'un facteur très important de réduction des importations du fait du développement de l'exploitation des pétroles sahariens. De 8.600.000 tonnes en 1960, la production du pétrole saharien devait passer à 16.800.000 tonnes en 1961 ; dans ces conditions l'ensemble de la production zone franc pour 1960 est de 11.400.000 tonnes et doit être de 19.700.000 tonnes en 1961.

Au total, il semble que même si les prévisions d'exportations ne se réalisaient pas et si l'expansion de l'économie française atteignait cependant sous la pression d'autres éléments de relance le niveau prévu, des difficultés d'équilibre de commerce extérieur importantes n'apparaîtraient pas.

Sans doute, l'excédent laissé par le commerce extérieur serait-il plus faible ou même négatif. Mais le financement de ce déficit devrait être assuré sans difficultés, à condition évidemment que, par le fait d'événements de politique interne ou externe, le sens des mouvements de capitaux ne se trouve pas profondément modifié.

C. — Les finances publiques

Les tableaux n° 4 et n° 5 comparent la structure du budget de 1960 et celle du budget de 1961. L'un a trait aux opérations à caractère définitif, l'autre aux opérations à caractère temporaire. Le montant de l'impasse résulte de la dernière ligne du second tableau (total général).

Il ressort de ces tableaux, en premier lieu, que l'équilibre des finances publiques devrait être réalisé sans difficulté en 1961, l'impasse étant maintenue à peu près au niveau atteint en 1960.

En second lieu, il apparaît qu'il n'y a pas de modification fondamentale à la répartition des dépenses entre les principaux postes. Les dépenses militaires n'augmentent que de 1,7 p. 100 contre 7 p. 100 pour l'ensemble des dépenses.

La charge des dépenses militaires par rapport au budget diminue ainsi légèrement. En 1960, elle était de 24,5 p. 100, en 1961 elle ne sera plus que de 24 p. 100. De plus, il est à noter que l'institution d'une force de frappe ne devrait pas avoir de répercussion sur le montant total des dépenses militaires en 1961. Il convient du reste de noter que la loi-programme qui prévoit près de 12 milliards de nouveaux francs, dont 6 milliards de nouveaux francs affectés à la force de frappe, s'inscrit dans une enveloppe financière fixée par le Gouvernement à 34,2 milliards de nouveaux francs pour cinq ans au titre du budget des armées. Cette « enveloppe », d'après les engagements du ministre des finances, ne devrait pas subir de grandes variations, toutefois il convient de remarquer que certains parlementaires ont exprimé des doutes à ce sujet.

Tableau n° 4

Budget général de l'Etat.

Opérations à caractère définitif.

(En millions de nouveaux francs.)

	1960	1961	ÉCART 1960-1961.
Dépenses ordinaires civiles	33.611	37.576	+ 3.965
Dépenses d'équipement civil non remboursables	6.296	7.141	+ 845
Dommages de guerre	1.570	1.316	— 254
Dépenses militaires	16.534	16.818	+ 284
Comptes spéciaux du Trésor	— 140	— 40	+ 100
Total des charges	57.871	62.811	+ 4.940
Recettes :			
Fiscales	51.971	55.550	+ 3.579
Non fiscales	6.604	7.035	+ 431
Total des recettes	58.575	62.585	+ 4.010
Différence	— 704	+ 226	+ 930

TABLEAU N° 5

Opérations à caractère temporaire.

(En millions de nouveaux francs.)

	1960	LOI de finances de 1961.
Prêts divers de l'Etat (titre VIII du budget)..	273	224
Prêts du F. D. E. S.	3.250	3.050
Prêts aux H. L. M.	2.150	2.380
Total.....	5.673	5.654
A déduire: remboursements.....	— 723	— 1.022
Variation d'encours des prêts ci-dessus.....	+ 4.950	+ 4.632
Consolidation des prêts à la construction	+ 1.450	+ 1.350
Excédent de dépenses des comptes d'affectation spéciale, des comptes d'avance et des autres comptes retraçant des opérations à caractère temporaire	+ 423	+ 555
Total général	+ 6.823	+ 6.537

CHAPITRE II

ELEMENTS DE POLITIQUE ECONOMIQUE

Les données fondamentales de la vie économique française ne se sont guère modifiées depuis six mois. L'évolution du second semestre de 1960 a été dans son ensemble conforme aux prévisions retenues dans le plan intérimaire et à celles proposées par le conseil économique et social. Il semble qu'en 1961 les objectifs fixés par le plan peuvent être atteints ; à condition que la récolte agricole de 1961 soit satisfaisante même si dans le détail toutes les prévisions du plan ne se trouvent pas en fait réalisées.

Les problèmes que pose la définition de la politique économique à suivre dans les mois à venir restent donc les mêmes : il s'agit d'assurer une expansion aussi forte et harmonieuse que possible de l'économie française, dans la stabilité de la valeur de la monnaie.

La politique économique actuellement suivie par le Gouvernement permet-elle d'atteindre ces deux buts ? Sinon quelles mesures nouvelles faut-il prendre ? Telles sont les deux questions auxquelles nous avons à répondre.

I. — La politique d'expansion de la production.

A l'heure actuelle, l'évolution de l'économie française paraît se produire dans le cadre d'un mouvement cyclique d'expansion de la production dont l'origine se situerait à la fin du premier trimestre de 1959, date à laquelle le niveau de la production industrielle a cessé de baisser. Cette phase de progrès succède à la phase d'inflation, puis de récession qui avait caractérisé les années 1957 et 1958, et l'économie française paraît reprendre sa marche avant. Notre économie aurait ainsi retrouvé un rythme et des modalités de progrès analogues dans leurs grandes lignes, au rythme et aux modalités selon lesquels l'économie française s'était développée au cours des années 1953 à 1957. Pour ces années en effet on peut évaluer le taux moyen de progression de la production intérieure brute à 5,20 p. 100.

Faut-il considérer la reprise d'un tel mouvement comme un retour à ce qui serait une « norme » de marche de l'économie française et faut-il admettre que cette expansion est la meilleure possible ?

Pour satisfaisants que soient les résultats atteints en 1960 et ce qui peut être escompté en 1961, il semble cependant qu'ils ne répondent pas à une situation aussi bonne et équilibrée qu'il serait souhaitable de notre économie.

Pour améliorer cette situation, une série d'actions nouvelles doit être entreprise : les unes sont des actions globales sur la consommation, l'investissement, l'exportation ; les autres sont des actions spécifiques, qui doivent porter sur des secteurs particuliers de l'économie.

A. — Les actions globales

La consommation reste en retard. Nous avons noté dans le chapitre précédent qu'à la fin de l'année 1960, elle semble être en reprise et que pour 1961 son développement sera un facteur incontestable de progrès de l'économie française. Mais cette action de la consommation sera limitée par le pouvoir d'achat disponible. Or, les données fournies par M. Dumontier dans son rapport montrent que l'amélioration du pouvoir d'achat des salariés par rapport aux années antérieures reste faible. Le mouvement de reprise de la consommation dans le cadre de l'expansion économique prévue par le Gouvernement ne peut donc être que d'un effet limité, par rapport aux besoins des consommateurs qui restent à satisfaire.

Par ailleurs, les investissements restent insuffisants, semble-t-il, par rapport aux besoins de l'économie dans les proches années à venir, où il faudra « absorber » une population active supplémentaire, composée des jeunes nés depuis 1945. Sur ce point, malgré les taux de progression retenus par le Gouvernement pour 1961, la situation est loin d'être aussi bonne qu'elle devrait l'être.

Dans ces conditions des actions générales tendant à accélérer le rythme d'expansion de l'économie française, sont incontestablement nécessaires.

***

Toutefois, avant d'examiner les mesures qui devraient être prises à cette fin, il est nécessaire de s'assurer qu'il n'existe pas de goulot d'étranglement auquel le développement de la production viendrait rapidement se heurter et qui aurait pour conséquence d'engendrer des tensions inflationnistes ou des risques de déséquilibre de notre balance des comptes.

Quelle est la situation actuelle à cet égard ?

Aucune difficulté n'existe à l'heure actuelle dans le domaine de la main-d'œuvre. Mais la pénurie d'ingénieurs et de cadres techniques moyens continue à faire sentir ses effets. Il faut reconnaître cependant qu'au moins en ce qui concerne les ingénieurs, une certaine amélioration est observée grâce aux efforts de formation professionnelle à compter de ces dernières années. En tout état de cause, la situation de l'emploi ne peut faire l'objet d'une comparaison avec celle que connaissait l'économie française à la fin de la période précédente d'expansion, c'est-à-dire en 1957, où la concurrence entre les secteurs était très vive. Au contraire, les licenciements de personnel dans l'industrie automobile ont eu pour conséquence de mettre au chômage des travailleurs qualifiés des industries mécaniques.

La situation dans le domaine du crédit n'est pas plus tendue. Des disponibilités importantes existent dans ce domaine. C'est ainsi qu'en 1960 les entreprises ont pu s'adresser sans difficulté au marché monétaire. Les crédits à l'économie ont augmenté de près de 1.000 milliards. Le marché financier aura fourni 600 milliards par l'émission de valeurs mobilières. Enfin des organismes collecteurs d'épargne auraient donné 750 milliards. C'est donc un total de près de 2.400 milliards qui a été mis à la disposition de l'économie. Tels sont les renseignements donnés dans son rapport par M. Dumontier.

Ils montrent que les besoins propres de l'économie ont pu aisément être satisfaits et les encaisses reconstituées.

Enfin, dans le dernier domaine où le goulot d'étranglement peut apparaître, celui des importations, aucune difficulté n'est encourue. La France bénéficie en ce domaine d'un avantage considérable qu'est la progression rapide des importations de pétrole saharien, soulageant d'autant sa balance commerciale avec l'étranger. Par ailleurs, les prix des matières premières importées restent bas, de sorte que les importations sont d'autant plus faciles. Enfin le chapitre relatif aux chances de réalisation des prévisions présentées par le Gouvernement a montré que même si les prévisions d'exportation n'étaient pas réalisées au taux retenu, il n'en était pas moins certain que l'année 1961, à moins d'un accident agricole, ne devrait pas connaître de difficultés de commerce extérieur.

***

Dans ces conditions, il semble non seulement sans danger, mais de plus utile sur le plan économique, comme sur le plan social, qu'une politique de pouvoir d'achat plus active que celle arrêtée par le Gouvernement soit mise en application. Cette politique doit porter non seulement sur les taux des salaires sur lequel ce Gouvernement a une influence (S. M. I. G., traitements des fonctionnaires et des agents des entreprises nationales), mais aussi sur les prestations sociales que celles-ci soient destinées aux jeunes par l'intermédiaire des prestations familiales, à la femme au foyer ou aux vieillards.

Des relèvements de ces divers revenus, s'ils étaient plus élevés que ceux qui sont envisagés actuellement permettraient un meilleur emploi des capacités de production de certaines industries, l'industrie textile, l'industrie des cuirs et peaux notamment et assureraient dans une certaine mesure un écoulement plus facile des produits agricoles.

De plus, une stimulation modérée de la consommation serait de nature à encourager les investissements, notamment ceux des petites et moyennes entreprises qui sont particulièrement sensibles aux fluctuations à court terme de la demande sur le marché.

Mais une politique propre de l'investissement incitant plus les entreprises privées à investir devrait être mise au point. Il n'est pas douteux que les investissements privés ont sensiblement augmenté en définitive en 1960, mais un certain flottement a été observé pendant quelques mois. Or, il est nécessaire, si l'on veut donner à l'économie française les moyens de faire face à la concurrence au sein du Marché commun et donner aux jeunes générations les emplois que celles-ci demanderont, que les investissements privés progressent plus sensiblement encore qu'il est prévu, dans un certain nombre de secteurs-clés tout au moins.

Or, il semble que les moyens actuellement mis en œuvre aient fait le plein de leurs possibilités. Ainsi que le déclarait récemment M. Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances, il faudrait des « interventions plus fines » si l'on veut progresser dans cette voie. La Section de la conjoncture n'a pas compétence pour déterminer la nature de ces interventions et leurs modalités, mais elle suggère que la Section des investissements se saisisse de cette question.

En tout état de cause, dès maintenant il est possible d'affirmer que tout moyen de rendre l'argent moins cher joue en faveur des investissements. A cet égard, l'orientation prise par les pouvoirs publics est bonne et les efforts doivent être poursuivis dans cette voie.

Enfin des efforts particuliers doivent être engagés pour une relance nouvelle des exportations. Nous avons vu au chapitre I qu'à l'heure actuelle, les exportations vers l'étranger marquaient une certaine hésitation, il faut tenir compte par ailleurs que nos exportations avec les pays de la Communauté seront certainement dans l'avenir moins fortes qu'elles ne l'étaient il y a quelques années. La suppression du privilège du pavillon sur les lignes franco-africaines entraînera vraisemblablement une diminution des frets.

L'effort déjà entrepris doit être poursuivi. L'évolution du commerce extérieur au cours de l'année 1960 a montré qu'une certaine division du travail tendait à s'établir, les importations d'un certain nombre de produits progressant sensiblement et nos exportations d'autres produits et notamment de biens d'équipement augmentant aussi sensiblement. Il importe que les positions ainsi acquises sur les marchés des autres pays soient renforcées, car il n'est pas sûr que l'évolution favorable des échanges extérieurs dans le Monde, incontestable en 1959 et déjà beaucoup moins en 1960, se poursuive. Le marché américain, notamment, peut devenir plus difficile, non seulement pour les exportations d'automobiles où des difficultés sont déjà rencontrées, mais aussi pour les exportations d'autres produits. Enfin la concurrence devient plus vive dans certains secteurs.

C'est ainsi, par exemple que les importations de filés de Hong-Kong dans les pays du Marché commun par l'intermédiaire des Pays-Bas peut gêner sensiblement notre propre industrie textile, si celle-ci ne fait pas un nouvel effort pour s'assurer des marchés. Des efforts de même nature doivent être entrepris sur les marchés des pays de la Communauté, notamment en faveur des produits textiles, dont les exportations dans ces pays sont menacées.

Le bénéfice de ces efforts sera double ; d'une part, le niveau de la production nationale pourra être plus élevé ; d'autre part, la couverture des importations sera mieux assurée, ce qui permettra de réaliser une nouvelle expansion de la production sans qu'un goulot d'étranglement se forme dans le domaine du commerce extérieur.

A ces actions globales doivent s'ajouter des actions spécifiques au profit de secteurs particuliers de l'économie.

B. — Les actions spécifiques

L'étude des prévisions pour 1961 nous a montré qu'un certain nombre de secteurs connaissaient d'assez graves difficultés. Les conditions actuelles de la politique économique exigent :

1° Une grande vigilance concernant certains secteurs ;

2° Un effort de reconversion intéressant certains autres ;

3° La stimulation de branches préférentielles dont le développement est insuffisant.

Les branches dont il faut encourager l'expansion sont essentiellement celles des machines-outils et des appareillages électriques. C'est surtout par le moyen de la stimulation des investissements que des résultats pourront être obtenus. Nous en avons évoqué les moyens à l'occasion de l'étude des actions générales à entreprendre dans le domaine des investissements.

Le second groupe de branches, celles dont il faut faciliter la reconversion a déjà fait l'objet soit de développements dans les précédents rapports de conjoncture, soit d'études particulières du Conseil. Il suffit donc de rappeler que les principales de ces branches sont la construction navale et les charbonnages.

Par contre, il faut examiner avec plus de détail l'une des branches qui doit être reconvertie et qui n'a pas été étudiée par le conseil : l'industrie aéronautique ; de plus il faut étudier les problèmes des branches qui doivent être surveillées : l'industrie automobile, le bâtiment, et pour d'autres raisons que les premières : l'agriculture.

1° *L'industrie automobile.*

L'industrie automobile a été l'industrie-pilote de l'économie française, depuis la fin de la dernière guerre, tant par sa production et sa place à l'intérieur de l'économie française que pour son rôle joué ces dernières années dans le redressement de nos finances extérieures par le développement de nos exportations.

La France a quintuplé depuis 1950 sa production de voitures (près de 1.100.000 en 1959 contre 260.000 en 1950). Ce rythme d'accroissement, l'un des plus forts obtenu parmi les secteurs industriels, comme le souligne M. Dumontier dans son rapport, est très proche de celui constaté en Allemagne occidentale pendant la même période (219.400 en 1950 contre 1.360.000 en 1959), de loin très supérieur à celui des autres principaux pays constructeurs : Etats-Unis, Royaume-Uni et Italie. Si l'on compare les productions totales, la France se trouve être le quatrième constructeur du monde avec une production proche des deux pays la précédant immédiatement (Royaume-Uni et Allemagne occidentale).

Mais si cette industrie dont l'importance n'a cessé de croître toutes ces dernières années a trouvé très facilement des débouchés sur le marché français d'abord, puis à l'étranger depuis deux ans à la suite des efforts de prospection d'un certain nombre de constructeurs français — qui ont ainsi exporté un important pourcentage de leur production — il ne paraît plus en être de même ces derniers mois. Depuis le mois de mars, les exportations n'ont cessé de diminuer. Les ventes sur le marché américain sont devenues de plus en plus difficiles. Les chances de développer nos exportations vers nos partenaires du Marché commun, ou vers les pays d'Europe occidentale sont assez limitées. L'Allemagne, l'Italie sont déjà eux-mêmes assez forts producteurs et rencontrent les mêmes difficultés à exporter que la France. Le Royaume-Uni, producteur important, est dans la même situation. Quant au marché intérieur assez actif jusqu'en juillet-août — il était en progression de 4 p. 100 par rapport à l'année dernière — il devrait connaître une activité encore plus forte pour prendre le relais des exportations en régression.

Aussi, actuellement, deux grandes firmes automobiles n'utilisent-elles pas leur pleine capacité de production, ce qui a entraîné pour l'une d'elles des licenciements. Or si notre indus-

trie automobile donne des signes d'essouflements, il en est de même en Italie et en Allemagne. En Angleterre, par contre, si l'heure est sombre, les constructeurs sont optimistes pour l'avenir et investissent plus que jamais.

Des mesures devraient donc être recherchées pour aider cette industrie, qui fait travailler plus de 400.000 salariés, soit directement (220.000), soit indirectement et fait vivre près de 4 millions de Français.

Sur les marchés étrangers et dans les pays de la zone franc, des prospections nouvelles pourraient être faites et les services après-ventes devraient être développés. Sur le marché intérieur, en dépit de l'importance actuelle du parc automobile, la vente des automobiles pourrait être stimulée. Sans doute, une telle stimulation exige-t-elle un développement suffisant du pouvoir d'achat, mais des mesures spécifiques peuvent être prises. Des mesures particulières de développement du crédit pourraient être décidées et surtout des recherches devraient être entreprises pour diminuer les prix de vente, en abaissant le prix de revient. Enfin une solution pourrait aussi être trouvée dans la création de nouvelles séries de petites voitures dont les prix seraient moins chers que ceux pratiqués actuellement.

Enfin, un problème d'infrastructure routière se pose, qui doit être résolu dans les conditions prévues par le récent avis du conseil.

2° L'industrie aéronautique est affectée par une crise structurelle. En effet, elle a surmonté des difficultés qui lui sont propres en raison de l'évolution très rapide des techniques qui entraîne très souvent la non-utilisation rentable des prototypes dont la fabrication a coûté fort cher. De plus, cette industrie dépend en grande partie de l'Etat, son plus gros client. Or, en raison des modifications envisagées dans la technique des armements, on peut craindre pour cette industrie, une réduction sensible des commandes.

Toutefois, il semblerait que des débouchés nouveaux apparaissent. Depuis le début de l'année, des marchés étrangers se sont ouverts, notamment en Amérique du Sud et en Australie, et certains accords internationaux récents ont été favorables à la France (tel l'accord conclu entre la société Douglas Aircraft et Sud-Aviation concernant des commandes de *Caravelle*).

Mais cette évolution assez satisfaisante montre qu'il faut rester vigilant pour l'avenir et poursuivre les efforts de prospection et tous les efforts nécessaires pour assurer à la France sa place sur les marchés internationaux de l'aviation.

En tout état de cause, si l'Etat ne maintenait pas le rythme de ses commandes, des mesures devraient être envisagées pour permettre à cette industrie, qui emploie plus de 70.000 salariés, de se reconvertir au moins partiellement.

3° *L'industrie du bâtiment et des travaux publics.*

L'insuffisance des investissements est patente dans les domaines qui intéressent le plus les jeunes dans l'immédiat, c'est-à-dire celui de l'équipement scolaire, et notamment de l'enseignement technique et aussi celui des logements.

D'après des informations fournies par la section du logement, une augmentation des dépenses en cours d'année serait nécessaire. Elle devrait porter sur les crédits prévus pour la construction de logements neufs et sur les crédits de constructions scolaires de sorte que le retard de ces deux secteurs puisse être progressivement comblé et que la base de départ du quatrième plan qui devra entreprendre un effort accru soit aussi élevée que possible.

Une telle politique paraît d'autant mieux indiquée que le budget de 1961, s'il prévoit une augmentation sensible des investissements financés sur fonds publics, reste cependant un budget très prudent. Une augmentation des dépenses en cours d'année, compte tenu des prévisions que nous avons faites sur l'évolution de la production et de ce fait, sur les rentrées fiscales, ne devrait pas poser de problèmes d'équilibre des dépenses et des recettes de l'Etat.

4° *Le secteur agricole.*

Dans un autre secteur, par contre, celui de la production agricole, des excédents de production apparaissent : la politique suivie depuis 1957 pour encourager le développement de la production de viande produit ses effets maintenant seulement, compte tenu des délais nécessaires. Or, les apports possibles de viande sur le marché paraissent dépasser, au niveau actuel des prix et des échanges tant intérieurs qu'extérieurs, les possibilités de vente. Une orientation de plus en plus forte des éleveurs vers l'élevage pour la production laitière est enregistrée à l'heure actuelle et un problème d'excédent des produits laitiers risque de se produire assez rapidement. Même dans le domaine de la production végétale, la possibilité d'excédents apparaît maintenant. Sans doute les risques sont-ils moins grands dans ce domaine, notamment parce qu'ils dépendent pour une grande part des fluctuations des conditions météorologiques ; ils n'en existent pas moins cependant.

Un meilleur équilibre du secteur agricole doit donc être obtenu : à cet égard, il est nécessaire d'appliquer intégralement la loi d'orientation agricole du 5 août 1960. L'augmentation du pouvoir d'achat des agriculteurs qui en découlerait, stimulerait surtout les investissements, en particulier, dans le commerce et l'artisanat rural.

Mais, l'augmentation du pouvoir d'achat ainsi obtenue sera insuffisante pour écouler tous les excédents existants et ceux qui sont dès maintenant prévus, et c'est dans la voie des exportations que ce problème doit recevoir sa solution d'ensemble.

Cette question a été à la base des négociations sur le Marché Commun, auquel l'agriculture française était très favorable, car le problème de l'équilibre agricole français se trouvait ainsi résolu.

Il faut que nos partenaires du Marché Commun et notamment l'Allemagne comprennent que l'équilibre du secteur agricole au sein de ce marché suppose qu'elle achète à la France des produits agricoles en quantités importantes. Cela suppose des modifications au régime du commerce des pays du Marché Commun avec les pays tiers. Ce problème est posé aussi bien à la France qu'aux autres pays du Marché Commun. Des accords commerciaux prévoient, en contrepartie d'exportations industrielles à ces pays, des importations agricoles, qui viennent accroître les excédents à l'intérieur du Marché Commun. Une telle situation est illogique. Elle devra être progressivement assainie. Enfin notre pays devrait aussi bénéficier d'une certaine priorité vis-à-vis des contrées productrices hors du Marché Commun.

II. — La politique de stabilité monétaire.

Le problème de la dépréciation monétaire continue est l'une des principales difficultés que rencontrent les économies modernes. Pendant les années d'après la guerre, une théorie a été développée consistant à admettre qu'une certaine inflation était inévitable dans une économie en expansion. « Mais cette inflation serait clémente. »

Au cours des dernières années, une réaction assez vive contre cette conception s'est fait jour non seulement dans le monde des idées mais également dans les politiques économiques des principaux gouvernements. La politique du Federal Reserve Board aux Etats-Unis représente la position la plus hostile à la conception de « l'inflation clémente ».

Il n'est pas encore possible de déterminer si l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle équipe va modifier profondément sur ce point la politique actuellement suivie par les Etats-Unis. Il n'est pas dans notre objet non plus d'apprécier au fond la valeur de l'une et l'autre de ces conceptions.

Mais ce que nous devons faire remarquer, c'est que l'économie française connaît même après la stabilisation financière et monétaire réalisée au début de 1959 un mouvement de progression lent mais continu des prix.

Or, une telle évolution n'est pas pour le moment enregistrée dans la plupart des grands pays occidentaux qui sont nos concurrents économiques. Ainsi M. Dumontier dans le tableau n° 41 de son rapport montre qu'en France les prix à la consommation avaient augmenté de quatre points en août 1960 par rapport au niveau atteint à la fin du quatrième trimestre de 1959, alors que l'indice des prix à la consommation au Royaume-Uni et aux Etats-Unis avait enregistré seulement entre ces deux dates un point d'augmentation et que cet indice était resté au même niveau pendant toute cette période en Allemagne occidentale.

Une telle distorsion de l'évolution des prix en France et dans les principaux pays étrangers risque de remettre en cause à terme les effets heureux de la dévaluation.

Il importe donc de rester très vigilants en ce domaine, d'autant plus que certaines causes de hausse des prix ne peuvent être entièrement éliminées, ainsi qu'on l'a montré au chapitre sur les prévisions pour 1961.

Les principes définis dans notre précédent rapport au sujet de la politique des revenus sont toujours valables. Il n'existe pas de moyen technique permettant de fixer avec précision le taux optimum des rémunérations. Seule une prise de conscience des possibilités économiques pour chacune des catégories sociales permettra de s'en rapprocher.

Il faut également que les entreprises, l'Etat, et toutes les organisations intéressées à tous les stades de la production et de la distribution comprennent toute l'importance de développer le progrès technique et d'utiliser au maximum les potentiels de production afin de comprimer les prix de revient si l'on veut éviter que se créent des distorsions importantes entre l'évolution des prix français et celle des prix étrangers.

***

Tout se passe comme si depuis l'assainissement financier, la valeur interne de la monnaie se dépréciait à la cadence de 2 à 3 p. 100 par an. Les prix de gros se sont en effet élevés de 7 p. 100 au cours de la période allant de décembre 1958 à décembre 1959 et les prix de détail de 10 p. 100 pendant la même époque.

Le mouvement est encore plus accentué si l'on raisonne sur les prix industriels qui se sont accrus de 10,8 p. 100 au stade du gros et de 10 p. 100 à celui du détail. La marge laissée par la dépréciation monétaire est donc pratiquement absorbée puisqu'en fin 1958, il était admis que les prix industriels français étaient supérieurs de près de 7 à 8 p. 100 à ceux pratiqués par nos principaux concurrents.

Ce phénomène général est peut-être la rançon inéluctable d'un taux de progression relativement élevé dans le contexte politique et psychologique de notre époque. Encore faut-il prendre conscience qu'il serait dangereux d'aller au-delà sinon les difficultés que nous avons eu tant de peine à surmonter risqueraient de renaître. Mais est-on sûr que les circonstances politiques et économiques favorables de décembre 1958 se reproduiraient ? Les miracles ne se renouvellent pas deux fois. Ainsi, une fois de plus, le Conseil se doit d'attirer l'attention des pouvoirs publics et l'opinion sur la nécessité de l'adaptation progressive de nos structures.

***

Au total, la politique économique préconisée devrait permettre à la production intérieure brute d'atteindre en 1961 le taux de progression de 5,5 p. 100 si les mesures déjà prévues par le Gouvernement s'avéraient insuffisantes, ou même de dépasser quelque peu ce chiffre dans l'autre cas.

En tout état de cause, l'expansion de l'économie française, qui serait obtenue grâce à la mise en œuvre de ces mesures, serait plus harmonieuse et correspondrait mieux aux besoins réels des consommateurs.

Mais cette politique, par les répercussions que certaines mesures peuvent avoir sur le niveau relatif des prix intérieurs français, ne doit avoir en aucun cas pour conséquence de remettre en question l'équilibre de nos échanges extérieurs, condition de la valeur de notre monnaie.

Enfin, toute politique économique nationale doit se fixer comme premier objectif d'atteindre un taux d'expansion au moins égal à ceux de nos partenaires de la Communauté sans pour autant dépasser leur niveau de prix.

III. — AVIS ADOPTE PAR LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL AU COURS DE SA SEANCE DU 21 DECEMBRE 1960

Vu l'article 2 du décret du 5 mai 1959 relatif à l'organisation du Conseil économique et social,

Après avoir entendu les rapports présentés par MM. Jacques Dumontier et André Malterre, au nom de la section de la conjoncture (1),

I. — Le Conseil économique et social constate que l'évolution de l'économie française au cours de l'année 1960 a été caractérisée par les faits suivants :

A. — Il est très probable que la production intérieure brute aura augmenté cette année de 5,5 p. 100 environ par rapport à l'année dernière, conformément aux prévisions du plan intérimaire.

Ce résultat a été obtenu dans les conditions suivantes :

1° Il semble que le volume de la production agricole se soit accru de 3 à 4 p. 100. Un tel résultat est satisfaisant, compte tenu du haut niveau déjà atteint en 1959 par les récoltes de céréales et de vin ;

2° L'analyse de l'indice d'ensemble de la production industrielle (sans le bâtiment et corrigé des variations saisonnières) montre qu'au premier trimestre le niveau de la production n'a pas été supérieur à celui du dernier trimestre de 1959.

Mais depuis le début du deuxième trimestre, on assiste à une reprise progressive de la production industrielle, d'abord assez lente dans les premiers mois, qui semble s'accélérer depuis juillet, de sorte que le pourcentage moyen de 7,5 p. 100 d'augmentation prévu par le plan intérimaire sera en définitive atteint.

Il faut rappeler cependant que ce résultat est obtenu par référence au niveau de la production en 1959. Or, celui-ci était relativement bas, la première partie de l'année ayant été marquée par une sensible recession.

L'étude de l'évolution de la production industrielle par secteurs montre que si certaines branches s'étaient développées très rapidement en 1960, d'autres étaient en retard par rapport aux prévisions initiales du troisième plan ou étaient caractérisées par une situation de stagnation. Il en est ainsi du bâtiment.

L'un des secteurs qui a joué dans l'expansion française un grand rôle, l'industrie automobile, connaît à l'heure actuelle des difficultés.

3° La répartition entre les trois éléments de la demande — la consommation, les investissements et l'exportation — a sensiblement évolué non seulement en 1960 par rapport à 1959, mais au cours même de l'année 1960.

L'exportation, qui avait été le premier stimulant de la demande après les mesures de décembre 1958 et avait joué ce rôle toute l'année dernière, plafonne depuis le printemps et ne saurait, à elle seule, entraîner une progression de l'activité.

L'équipement, qui avait diminué au commencement de 1959, a progressivement augmenté en 1960. Il est à l'heure actuelle le principal facteur d'expansion et a entraîné l'évolution favorable de l'économie pendant la deuxième moitié de 1960.

La consommation globale avait légèrement augmenté au commencement de 1959 ; elle est restée ensuite longtemps stable. A la fin de l'année 1960, elle semble à nouveau progresser et prendre ainsi le relais de l'équipement dans la stimulation de l'activité économique.

B. — Cette évolution de l'économie française a permis d'atteindre un certain nombre des objectifs fixés à la politique économique et financière au début de 1959 :

1° L'objectif visé dans le domaine des échanges extérieurs a été atteint :

a) Le redressement de la balance commerciale est actuellement acquis ;

b) Les réserves en or et en devises ont à nouveau augmenté en 1960.

Cependant ces avoirs ne dépassent pas le total des dettes extérieures de la France.

2° Les objectifs financiers ont été également atteints :

a) pour la troisième année consécutive, l'impasse budgétaire a été limitée aux environs de 6 milliards de N F. Pour cette année, il n'est même pas sûr que ce chiffre soit atteint ;

b) l'évolution des marchés financiers et monétaires a été caractérisée :

— par une reconstitution des liquidités qui semblent atteindre maintenant un niveau suffisant ;

— par un financement aisé des besoins de l'économie ;

3° En ce qui concerne l'évolution des prix, il faut noter, par contre, que l'indice des 250 articles a augmenté de 6,5 p. 100 de janvier 1959 à octobre 1960. Une telle hausse est plus élevée que celle constatée pendant la même période dans les pays de l'Europe occidentale.

Il faut reconnaître, cependant, que cette évolution était inévitable compte tenu des mesures de suppression des subventions, de la hausse des loyers et de la réalisation partielle des objectifs de prix agricoles, intervenues depuis le début de 1959.

En outre, la dévaluation entraînait d'elle-même une augmentation des prix des matières premières.

C. — Mais il est certain que le rétablissement monétaire ainsi réalisé s'est effectué aux dépens des progrès du pouvoir d'achat.

La comparaison de l'évolution des gains mensuels nets des ouvriers du secteur privé et de l'indice des 250 articles montre que même pour l'ouvrier célibataire, le pouvoir d'achat au 1er juillet 1960 était encore inférieur de 1 p. 100 à celui du 1er juillet 1957. Pour les ouvriers chargés de famille, la diminution était plus sensible et d'autant plus forte qu'ils ont plus d'enfants.

Si l'on compare l'évolution de ces gains à celle de l'indice des 179 articles, une hausse de 3,5 p. 100 apparaît pour le célibataire.

Mais ces résultats sont remis en cause par la comparaison des budgets-types des organisations syndicales avec les gains ouvriers qui montre en effet une baisse sensible du pouvoir d'achat du célibataire variant selon les budgets types considérés de 4 à 6 p. 100 (1).

Il faut constater toutefois que du 1er octobre 1959 au 1er octobre 1960, la hausse nominale des salaires a été supérieure à celle des indices des prix.

Par ailleurs, l'accroissement des revenus de l'agriculture reste inférieur à celui constaté dans les autres secteurs de 1957 à 1960.

(1) Le Conseil économique et social a adopté l'ensemble du texte de cet avis par un vote au scrutin public par 165 voix et 2 abstentions. Voir le résultat du scrutin en annexe, scrutin n° 2.

(1) Le membre de phrase : « ... du célibataire variant selon le budget type considéré de 4 à 6 p. 100... » a été ajouté à la suite de l'adoption d'un amendement par un vote à main levée.

II. — **Le Conseil économique et social estime que l'évolution économique de l'année 1961 pourrait être caractérisée par les faits suivants :**

A. — Niveau de la production

1° Bien que le niveau de la production intérieure brute, en décembre 1960, soit déjà supérieur de 3 p. 100 à la moyenne réalisée en 1960, il n'est pas certain que l'augmentation escomptée pour 1961 soit facilement obtenue. L'objectif d'une augmentation de 5,5 p. 100 de la production intérieure brute sera d'autant plus difficile à atteindre :

— que l'industrie automobile risque de jouer un rôle de frein à l'expansion dans l'année à venir alors qu'elle a été longtemps un facteur d'accélération ;

— que les crédits et investissements publics prévus pour les logements sont en diminution en 1960, que les crédits de constructions scolaires sont en fait du même ordre que ceux de cette année, enfin que les crédits d'Etat prévus pour les travaux publics ne permettent d'escompter aucune reprise de ce secteur en 1961.

2° Cependant, l'objectif prévu par le Gouvernement n'est pas impossible à atteindre, au moins en ce qui concerne la production industrielle :

a) L'étude de l'indice désaisonnalisé de la production industrielle (sans bâtiment) depuis 1952 montre que cet indice a progressé en moyenne de 7 p. 100 chaque année. Or, si dans les dernières années l'essor de la production a été inférieure à ce chiffre, par contre, le taux de 7,4 p. 100 prévu par le Gouvernement pour 1961 a été non seulement atteint, mais dépassé au cours de certaines années ;

b) La consommation a eu tendance à augmenter dès le dernier trimestre de cette année, compte tenu des fluctuations saisonnières. On peut espérer que ce mouvement se poursuivra en 1961.

Il pourrait se traduire davantage par une progression de la consommation non alimentaire qui a été sacrifiée au cours des dernières années. L'industrie des appareils ménagers, les industries du textile et du cuir devraient bénéficier d'une telle évolution ;

c) Les perspectives d'investissements des grosses entreprises, telles qu'elles apparaissent d'après les résultats de l'enquête auprès des chefs d'entreprise, sont favorables.

3° Mais en tout état de cause, la réalisation de l'objectif fixé par le Gouvernement pour l'ensemble de la production intérieure brute dépendra en définitive des résultats agricoles. Ceux-ci restent imprévisibles dans de nombreux domaines.

Les objectifs de conversion proposés par le Plan seront vraisemblablement atteints. Mais ces objectifs, qui ne peuvent qu'être largement calculés, laissent des excédents au-delà des besoins solvables qui devant les difficultés de l'exportation vont sensiblement peser sur les marchés agricoles.

4° Bien entendu, ces conclusions, pour être valables, supposent que l'évolution de la conjoncture mondiale et les grandes options politiques, qui seront vraisemblablement levées au cours de l'année 1961 (entre autres celles relatives à l'évolution de la situation en Algérie), ne modifieront pas fondamentalement les données économiques et sociales.

B. — Prix

1° Trois facteurs essentiels de hausse affecteront l'évolution des prix en 1961 :

a) L'augmentation des prix des transports ;

b) L'accroissement des charges de la sécurité sociale qui risque d'entraîner une augmentation des cotisations ou un nouveau relèvement du plafond ;

c) La hausse des loyers qui ne produira ses effets qu'au deuxième semestre sur les loyers modestes et de ce fait sur l'indice des prix suivant seulement ces catégories de loyers.

2° Malgré cette augmentation des charges de l'économie, auxquelles viendront s'ajouter les conséquences sur les prix des services des augmentations de salaires, il semble que la hausse de l'indice des prix ne devrait atteindre 2 p. 100 par rapport au niveau actuel qu'à la fin du premier semestre de 1961.

Pour ce semestre, une stabilité relative des prix serait donc maintenue sous réserve qu'il n'y ait aucun événement anormal l'année prochaine et notamment qu'il n'y ait pas de gels excessifs.

C. — Echanges extérieurs

1° A l'heure actuelle, l'économie française bénéficie d'une réduction très importante des importations payables en devises du fait du développement de l'exploitation des pétroles sahariens. De 8,5 millions de tonnes environ en 1960 la production de pétrole saharien devrait passer à près de 17 millions de tonnes en 1961 ; dans ces conditions l'ensemble de la production de la zone franc en 1960 est de 11,5 millions de tonnes environ et doit être de près de 20 millions de tonnes en 1961.

2° Même si les exportations n'atteignaient pas le niveau prévu par le Gouvernement et si la production industrielle atteignait cependant sous la pression d'autres éléments de relance le niveau prévu, des difficultés d'équilibre du commerce extérieur importantes n'apparaîtraient pas.

D. — Finances publiques

L'équilibre des finances publiques devrait être réalisé en 1961, l'impasse prévue étant maintenue à peu près au niveau de 1960.

III. — **Dans ces conditions, le Conseil économique et social estime qu'une politique économique et sociale de l'expansion de la production, dans la stabilité monétaire, devrait être mise en œuvre dans l'année à venir.**

Expansion de la production

A. — Des actions générales tendant à stimuler la consommation et l'investissement devraient être entreprises.

1° La consommation, malgré des progrès récents, reste en retard ; les investissements prévus se sont sans doute fortement développés dans le deuxième semestre de 1960, mais les perspectives pour 1961 ne sont pas favorables pour toutes les catégories d'entreprises.

2° Or, il existe dans de nombreux secteurs une certaine élasticité de production permettant le développement de la production sans engendrer de tensions inflationnistes.

3° Dans ces conditions, il apparaît que :

a) Une politique d'accroissement du pouvoir d'achat devrait être décidée.

L'action gouvernementale devrait porter :

dans le cadre budgétaire et au fur et à mesure des possibilités réelles (1) :

— sur le relèvement des traitements de la fonction publique ;

— sur la détente fiscale ;

hors budget :

— sur les rémunérations statutaires du secteur nationalisé ;

— sur le S. M. I. G. qui serait fixé non seulement en fonction de l'évolution des prix, mais aussi conformément aux dispositions du code du travail, compte tenu des conditions économiques générales et de l'évolution du revenu national ;

— et *a fortiori* sur les prestations sociales, notamment sur les prestations familiales, dont le retard est encore plus grand.

Une certaine harmonie devrait être établie dans l'évolution des salaires des secteurs privé, public et nationalisé.

L'action gouvernementale devrait aussi exclure toute attitude négative des pouvoirs publics à l'égard des accords de salaires et de conventions collectives (2).

Cette augmentation du pouvoir d'achat se traduirait par un accroissement de la consommation, qui stimulerait à son tour les investissements, notamment ceux des petites et moyennes entreprises, sensibles aux fluctuations à court terme du marché ;

b) En ce qui concerne l'investissement, la politique de baisse du loyer de l'argent doit être poursuivie dans la mesure où le contexte international le permet ;

c) Les efforts de prospection des marchés étrangers, qui expliquent pour une part les résultats des exportations dans les deux dernières années, doivent être poursuivis. Ils doivent être dirigés non seulement vers les pays étrangers, mais aussi vers les pays de la Communauté de sorte que les positions françaises sur les marchés de ces pays soient maintenues autant que possible.

(1) Un amendement demandant la suppression du membre de phrase « et au fur et à mesure des possibilités réelles » a été rejeté par un vote au scrutin public par 102 voix contre 39 et 8 abstentions (voir le résultat du scrutin en annexe, scrutin n° 1).

(2) Cet alinéa résulte de l'adoption d'un amendement par un vote à main levée.

B. — A ces actions générales doivent s'ajouter des actions spécifiques ayant pour objet d'assurer un meilleur équilibre de certains secteurs :

a) Un effort spécial doit être fait dans le secteur du bâtiment qui connaît la stagnation depuis deux ans.

A cette fin, les crédits pour la construction de logements neufs et les crédits pour les constructions scolaires doivent être augmentés en cours d'année ;

b) Il faut encourager l'expansion dans certaines branches telles que la machine-outil et les appareils électriques. C'est surtout par le moyen de la stimulation des investissements que des résultats pourront être obtenus ;

c) Dans certaines autres branches se posent des problèmes de reconversion. Les modalités de cette reconversion ont déjà fait l'objet de recommandations soit dans les précédents rapports de conjoncture, soit dans certaines études particulières du conseil et doivent faire l'objet d'un rapport et d'un avis d'ensemble au cours de 1961. Il suffit donc de rappeler que les principales de ces branches sont la construction navale, les charbonnages et, à plus long terme, la construction aéronautique.

Dès maintenant, toutefois il faut souligner que la réglementation de l'octroi des primes d'équipement et des prêts à long terme aux entreprises privées devrait être interprétée de façon plus libérale de sorte que les reconversions soient facilitées ;

d) L'industrie automobile doit être surveillée particulièrement. Pour le moment, aucune mesure propre à ce secteur ne peut être proposée, cette question étant actuellement à l'étude dans une des sections du conseil ;

e) Enfin, un meilleur équilibre du secteur agricole doit être obtenu : à cet égard, il est nécessaire d'appliquer intégralement la loi d'orientation agricole du 5 août 1960. L'augmentation du pouvoir d'achat des agriculteurs qui en découlerait stimulerait surtout les investissements, en particulier, dans le commerce et l'artisanat rural.

Par ailleurs, le problème des excédents agricoles doit recevoir une solution : les mesures proposées dans le domaine du pouvoir d'achat des catégories les plus défavorisées de la nation doivent permettre d'y contribuer, mais elles ne suffiront pas.

Un développement constant des exportations agricoles est nécessaire. Des négociations doivent donc être menées pour faire comprendre à nos partenaires du Marché commun, et notamment à l'Allemagne, que l'équilibre du secteur agricole au sein de ce marché suppose qu'ils s'approvisionnent, par priorité, dans la Communauté.

Stabilité de la valeur de la monnaie

L'évolution récente des prix en France et dans les pays étrangers montre une distorsion qui tend à s'accroître entre notre pays et les autres nations.

Il importe donc de rester très vigilants en ce domaine d'autant plus que certaines causes de hausse des prix ne peuvent être entièrement éliminées, comme on l'a montré au chapitre sur les prévisions pour 1961.

Les principes définis dans notre précédent rapport au sujet de la politique des revenus sont toujours valables. Il n'existe pas de moyen technique permettant de fixer avec précision le taux optimum des rémunérations. Seule une prise de conscience des possibilités économiques pour chacune des catégories sociales permettrait de s'en rapprocher.

Il faut également que les entreprises, l'Etat et toutes les organisations responsables comprennent toute l'importance de développer le progrès technique et d'utiliser la pleine capacité des potentiels de production, si l'on veut éviter que se créent des distorsions importantes entre l'évolution des prix de revient français et celle des prix étrangers.

***

Au total, la politique économique préconisée devrait permettre à la production intérieure brute d'atteindre en 1961 le taux de progression de 5,5 p. 100 si les mesures déjà prévues par le Gouvernement s'avéraient insuffisantes, ou même de dépasser quelque peu ce chiffre.

En tout état de cause, l'expansion de l'économie française, qui serait obtenue grâce à la mise en œuvre de ces mesures, serait plus harmonieuse et correspondrait mieux aux besoins réels des consommateurs.

Cette politique, par les répercussions que certaines mesures peuvent avoir sur le niveau relatif des prix intérieurs français, ne doit avoir en aucun cas pour conséquence de remettre en question l'équilibre de nos échanges extérieurs, condition de la valeur de notre monnaie.

Toute politique économique nationale doit se fixer comme premier objectif d'atteindre un taux d'expansion au moins égal à ceux de nos partenaires de la Communauté sans pour autant dépasser leurs niveaux de prix.

ANNEXE A L'AVIS

SCRUTIN N° 1

sur un amendement tendant à supprimer dans le chapitre relatif à la politique du pouvoir d'achat, l'indication « que l'action gouvernementale prévue dans le cadre budgétaire devrait avoir lieu au fur et à mesure des possibilités réelles ».

Nombre de votants..... 149

Ont voté pour..... 39
Ont voté contre..... 102
Se sont abstenus..... 8

Le Conseil économique et social n'a pas adopté.

Ont voté pour (39).

Groupe des travailleurs :

C. F. T. C. — MM. Alidières, Braun, Chaulet, Haniquaut, Lagandré, Levard, Mathevet.

C. G. T. — MM. Barjonet, Caille, Carroué, Dautriche, Delon, Duret, Ehni, Furst, Mme Joannès, MM. Le Brun, Miniou, Monjauvis, Treins.

C. G. T.-F. O. et apparentés. — MM. Ammour, Beyaert, Blaise, Bothereau, Charlot, Cucuel, Degris, Delaplace, Goudy, Richard, Tribié, Ventejol.

Groupe des entreprises nationalisées. — M. Bour.

Groupe des personnalités choisies en raison de leur compétence. — MM. Aumonier, Thomas.

Groupe des personnalités outre-mer et zone franc. — M. Junillon.

Groupe des activités diverses et classes moyennes. — MM. Boucoiran, Martial, Senet.

Ont voté contre (102).

Groupe des travailleurs :

C. G. C. — MM. Aguilhon, Bicheron, Gondouin, Hervouet, Le Ferme, Malterre.

Groupe des entreprises privées. — MM. Ansieau, Belrachid, Cagniard, Charvet, Chauchard, Defond, Deleau, Demmerlé, Ducros, Dumont, Gingembre, Glotin, Goudaert, Halff, Kruger, Laguionie, Lemaire-Audoire, Mayolle, Mersch, Meunier, Paquette, Parfait, Pisson, Precheur, Rogliano, de Rosen, Saintigny, Stoll, Tassin de Montaigu, Trocmé.

Groupe de l'agriculture. — MM. Beghain, Bencharif, Biset, Chatras, Collet, Dalle, Debatisse, Ferré, Forget, Guy-Charon, de Boissard, Hervieu, Lescourret, Najah, Nové-Josserand, Pateau, Van Graefschepe.

Groupe de l'artisanat. — MM. Chareille, Chopin, Colomer, Dallant, Duhamel, Jeudon, Lachachi, Lecœur, Ressicaud, Séné.

Groupe des personnalités choisies en raison de leur compétence. — MM. Alexandre, Byé, Dumontier, Goussault, Laurens, May, Mercier, Sauvy, Vallon.

Groupe de l'U. N. A. F. — MM. Dary, Guibourgé, Houist, Leroy, Mabit, Noddings, Mme Picard, MM. Si Hassen, Vinot.

Groupe de la coopération. — MM. Antoni, Benoist, Durand, Harasse, Viaux-Cambuzat.

Groupe des départements et territoires d'outre-mer. — MM. Abelin, Buy, Jourdain, Lafond, Legasse, Petit, Sanglier.

Groupe des personnalités outre-mer et zone franc. — MM. Aubé, Fillon, Laurent-Eynac, Malbrant, Vignes.

Groupe des activités diverses et classes moyennes. — MM. Chardonnet, Durand-Réville, Millot, Polti, Tisserand.

Se sont abstenus (8).

Groupe des travailleurs :

C. F. T. C. — MM. Charuau, Sulter.

Groupe des entreprises nationalisées. — MM. Brémond, Le Hénaff, Lutfalla, Moch, Verret.

Groupe des personnalités outre-mer et zone franc. — M. Gaumont.

SCRUTIN N° 2

sur l'ensemble du projet d'avis.

Nombre de votants..... 167

Ont voté pour..... 165
Abstentions..... 2

Le Conseil économique et social a adopté.

Ont voté pour (165).

Groupe des travailleurs :

C. F. T. C. — MM. Alidières, Braun, Charuau, Chaulet, Haniquaut, Lagandré, Levard, Mathevet, Sulter.

C. G. T. — MM. Barjonnet, Caille, Carroué, Dautriche, Delon, Duret, Ehni, Furst, Mme Joannès, MM. Le Brun, Miniou, Monjauvis, Treins.

C. G. T.-F. O. — MM. Ammour, Babau, Beyaert, Blaise, Bothereau, Charlot, Cucuel, Degris, Delaplace, Goudy, Richard, Tribié, Ventejol.

C. G. C. — MM. Aguilhon, Bicheron, Gondouin, Hervouet, Le Ferme, Malterre.

Groupe des entreprises privées. — MM. Ansieau, Belrachid, Cagniard, Charvet, Chauchard, Defond, Deleau, Demmerlé, Ducros, Dumont, Glotin, Goudaert, Halff, Kruger, Laguionie, Mayolle, Mersch, Meunier, Paquette, Parfait, Precheur, de Rosen, Saintigny, Stoll, Tassin de Montaigu, Trocmé.

Groupe de l'agriculture. — MM. Beghain, Bencharif, Biset, Bonjean, Bouchard, Chatras, Chégut, Collet, Dalle, Debatisse, Deleau J., Desbarats, Du Douet de Graville, Ferré, Forget, Génin, Guy-Charon, de Boissard, Hervieu, Labonde, Lescourret, Najah, Nové-Josserand, Pateau, Robin, Van Graefschepe.

Groupe des entreprises nationalisées. — MM. Bour, Brémond, Le Hénaff, Lutfalla, Moch, Verret.

Groupe de l'artisanat. — MM. Chareille, Chopin, Colomer, Dallant, Duhamel, Jeudon, Lachachi, Lecœur, Ressicaud, Séné.

Groupe des personnalités choisies en raison de leur compétence. — MM. Alexandre, Aumonier, Byé, Dumontier, Goussault, Laurens, May, Mercier, Ramonet, Sauvy, Thomas, Vallon.

Groupe de l'U. N. A. F. — MM. Dary, Guibourgé, Houist, Leroy, Mabit, Noddings, Mme Picard, MM. Si Hassen, Vinot.

Groupe de la coopération. — MM. Antoni, Benoist, Durand, Gaussel, Harasse, Lamy, Raffarin, Martin, Viaux-Cambuzat.

Groupe des départements et territoires d'outre-mer. — MM. Abelin, Buy, Jourdain, Lafond, Legasse, Petit, Sanglier.

Groupe des personnalités outre-mer et zone franc. — MM. Aubé, Fillon, Gaumont, Junillon, Laurent-Eynac, Malbrant, Vignes.

Groupe des activités diverses et classes moyennes. — MM. Boucoirn, Chardonnet, Durand-Réville, Gravier, de Maud'huy, Martial, Millot, Polti, Senet, Tisserand.

Se sont abstenus (2).

Groupe des entreprises privées. — MM. Gingembre, Lemaire-Audoire.

IV. — ANNEXES STATISTIQUES

A. — FRANCE

N. B. — Les résultats présentés sont généralement des moyennes mensuelles par trimestre.
(Les chiffres entre parenthèses ont un caractère provisoire.)

Pages.

SOMMAIRE

I. — **Population.**

A. — Données démographiques :

1° Population totale de la France 178
2° Mouvement naturel de la population 178
3° Immigration 178
4° Répartition de la population par groupes d'âge 179

B. — Population active :

1° Résultats du recensement de 1954 179
2° Résultats des enquêtes par sondages faites par l'I. N. S. E. E. 180
1. Evolution de la répartition de la population occupée par secteur d'activités collectives de 1951 à 1956 180
2. Nombre de personnes occupées pour 1959 (estimation) 180
3. Effectifs par catégories socio-professionnelles. 180

II. — **Activité et production.**

I. — Production agricole :

A. — Production végétale 181
1° Volume de la production 181
2° Rendements à l'hectare 181
B. — Production animale 181
1° Production annuelle 181
2° Etat du cheptel 181
C. — Indices d'ensemble de la production agricole nette finale 182

II. — Production industrielle :

A. — Indices annuels de la production industrielle 182
B. — Evolution trimestrielle récente de l'indice d'ensemble 183
C. — Energie 183
1° Indices d'ensemble 183
2° Production totale d'énergie 183
D. — Production des mines et carrières 183
1° Indices d'ensemble 183
2° Productions totales des mines et carrières ... 184
E. — Production et transformation des métaux 184
1. Production des métaux 184
1° Indices d'ensemble 184
2° Productions totales de métaux ferreux et autres 184
2. Transformation des métaux 185
1° Indices d'ensemble 185
2° Productions totales des fonderies autonomes de véhicules automobiles et de machines agricoles 185
F. — Industrie du verre 185
G. — Céramique et fabrication de matériaux de construction 185
H. — Bâtiment et travaux publics 185
I. — Caoutchouc 186
J. — Industries chimiques 186
K. — Industrie textile 186
L. — Corps gras 187
M. — Cuirs 187
N. — Papiers et cartons 187
O. — Presse-édition 187
P. — Tabacs et allumettes 187
Q. — Estimation du niveau d'ensemble de la production industrielle 188

III. — Activité :

A. — Résultats de l'enquête trimestrielle du ministère du travail 188
1° Evolution d'ensemble (toutes activités) 188
2° Evolution récente par secteur ou branche d'activité 189
1. Effectifs 189
2. Durée hebdomadaire du travail (heures). 190
3. Activité 191
B. — Données récentes sur l'emploi et le chômage 192
1° Données d'ensemble 192
2° Chômage partiel (évaluation des effectifs ouvriers occupés moins de 40 heures) 192
3° Chômage partiel indemnisé 193
4° Conflits de travail 193

IV. — Productivité 194

Pages.

V. — Echanges extérieurs en nature :

A. — Résultats globaux 194
1° Evolution d'ensemble des importations et des exportations (or inclus) 194
2° Les indices du volume 195
a) Définition 195
b) Evolution des indices du volume du commerce extérieur (or inclus) :
1. Indices bruts de 1913 à 1942 195
2. Indices bruts de 1938 à 1945 195
3. Indices corrigés de 1946 à 1959 195
3° Répartition des échanges extérieurs par produits et selon l'origine ou la destination de la marchandise 196

B. — Echanges agricoles en nature 197
1° Part des divers produits agricoles dans le commerce extérieur avec l'étranger 197
a) Importations de l'étranger de produits de l'agriculture (années 1957 à 1959) 197
b) Exportations vers l'étranger des produits agricoles et des industries alimentaires (années 1957 à 1959) 198
2° Echanges de produits alimentaires 199
a) Ensemble 199
b) Répartition par produits 199

C. — Echanges industriels en nature 200
1° Part des divers produits industriels dans le commerce extérieur avec l'étranger 200
a) Importations de l'étranger de produits de l'industrie (années 1957 à 1959) 200
b) Exportations vers l'étranger de produits de l'industrie (années 1957 à 1959) 201
2° Evolution des échanges industriels par produits 201
a) Energie et lubrifiants 201
b) Produits bruts 202
3° Produits manufacturés 202
a) Ensemble 202
b) Répartition pour quelques produits manufacturés 203
4° Produits textiles 204
5° Cuirs et peaux 204
6° Papiers et cartons 205

VI. — Distribution. — Commerce :

Importance et répartition des entreprises commerciales. 205
1. Répartition en 1960 des établissements commerciaux 205
2. Indices du chiffre d'affaires 206
3. Evolution du commerce intérieur 206

VII. — Transports :

A. — Trafic par mode de transport 207
1° Fer (S. N. C. F.) 207
2° Voies navigables 208
3° Mer 208
4° Air 209

B. — Routes 210
1° Parc routier au 1er janvier 1958 210
2° Livraison de carburants à la clientèle civile et métropolitaine (années 1938 à 1959) 210

III. — Finances. — Crédit. — Monnaie. — Finances extérieures.

I. — Finances publiques :

Budget de l'Etat et trésorerie 211
1° Situation budgétaire 211
2° Situation des finances publiques et opérations du Trésor à la fin des années 1958 et 1959 211

Pages.

II. — Budget général de l'Etat suivant la nouvelle présentation adoptée par la loi de finances pour 1960 212
a) Tableau général des charges et des ressources de la loi de finances de 1960 comparée à celle de 1959 212
b) Loi de finances pour 1961 comparée au budget de 1960 213
c) Exécution de la loi de finances pour les neuf premiers mois de 1959 et 1960 214

III. — Evolution des recettes de l'Etat 214
a) Tableau d'ensemble de 1955 à 1958 214
b) Recettes budgétaires applicables au budget général pour 1960 et 1961 215
c) Evolution du taux de prélèvement fiscal par rapport au produit national brut 215
d) Dette publique 215
e) Collectivités locales 216

IV. — Services publics :

A. — S. N. C. F. 216
B. — Postes et télécommunications 217

V. — Services sociaux :

A. — Evolution du bilan du régime général de la sécurité sociale 217
B. — Etablissements hospitaliers 217

VI. — Crédit. — Banque. — Monnaie :

A. — Evolution d'ensemble des disponibilités monétaires et de leur contrepartie 218
1. Disponibilités monétaires et dépôts à terme. 218
2. Contrepartie 218
3. Rapport au produit national brut 219
4. Evolution du produit national brut et de la masse monétaire 219
5. Proportion dans la masse monétaire des billets et des dépôts à vue et à terme 219

B. — Epargne 219
1. Epargne totale 219
a) Variations annuelles 219
b) Variations des emplois liquides de l'épargne 220
2. Actions et obligations 220

C. — Crédit 221
1. Répartition de 1956 à 1959 des crédits aux entreprises et aux particuliers 221
2. Répartition des crédits selon leur durée 221
a) Crédits à court terme 221
b) Crédits à moyen terme 222
c) Crédits à long terme 222
3. Répartition du crédit selon l'activité utilisatrice 223
1° Le crédit à l'agriculture 223
2° Le crédit aux entreprises industrielles et commerciales 223
a) Durée des engagements 223
b) Destination économique des prêts. 223
c) Branches d'activités utilisatrices. 224
4. Crédits à la consommation 224
Répartition des crédits des ventes à tempérament 224

D. — Banque de France 225
E. — Crédit agricole 226
F. — Franc 227
1. Définition du franc 227
2. Pouvoir d'achat du franc 227
a) Evolution 1914-1959 227
b) Evolution 1938-1959 228

VII. — Investissements et construction :

A. — Formation brute de capital fixe et produit national. 228
1° Evolution de la formation brute de capital fixe (stocks compris) par rapport au produit national brut aux prix de marché. 228
2° Répartition des investissements de 1954 à 1959 229

Pages.

B. — Ressources d'origine métropolitaine consacrées au financement d'investissements dans la métropole et dans les pays d'outre-mer 229
1. Ensemble 229
2. Prêts des organismes spécialisés 230
3. Emission sur le marché financier métropolitain 230
4. Dépenses effectuées sur fonds publics 230
a) Ensemble de 1952 à 1957 230
b) Comparaison des crédits de paiement en 1958 et 1959 231
c) Répartition des crédits de paiements en 1960 231
d) Répartition économique des crédits d'équipement de 1958 à 1961 232
e) Répartition des prêts F. D. E. S. 232
f) Répartition des crédits à moyen terme 233

C. — Investissements dans les pays d'outre-mer 233
1. Afrique du Nord 233
a) Algérie et Sahara 233
b) Tunisie et Maroc 234
2. Territoires d'outre-mer 234
3. Départements d'outre-mer 235
4. Investissements hors France 235

D. — Logement 235
1. Part de la construction de logements et des réparations d'immeubles dans les investissements totaux de la nation et le produit national brut de 1949 à 1957 235
2. Financement total de la construction de logements 236
3. Nombre de logements mis en chantier et achevés depuis 1955 236
4. Constructions privées 236
a) Prêts du Crédit foncier 236
b) Primes à la construction 236
c) Permis de construire 237

VIII. — Marché monétaire :
A. — Marché monétaire (données d'ensemble) 238
B. — Ensemble des devises 239
C. — Valeurs mobilières 240
D. — Marché financier (taux) 241

IX. — Finances extérieures :
A. — Balance commerciale 242
1. Résultats globaux (or inclus) 242
a) Pourcentages de couverture des importations par les exportations 242
b) Evolutions annuelles 242
2. Valeur des échanges par groupements d'utilisation 243
3. Commerce extérieur de la France avec les principaux pays étrangers 244
B. — Indices des valeurs moyennes et taux de l'échange. 245
C. — Balance des paiements 246
1. Evolution d'ensemble 246
2. Evolution de la balance des paiements avec les différentes zones de 1951 à 1958 247
3. Evolution des règlements non commerciaux. 247
4. Position de la zone franc à l'U. E. P. 248
5. Balance du tourisme 248

IV. — **Prix. — Coût de la vie.**

I. — Prix :
A. — Prix de gros 249
1. Indices des prix de gros 249
a) Indices d'ensemble des 488 articles 249
b) Indices annuels des prix des produits de la pêche 250
c) Indices des prix de gros agricoles à la production 251
B. — Indices des prix de détail 251
1. Prix de détail à Paris 251
a) Indice des 250 articles 251
b) Evolutions annuelles de 1950 à 1956 de l'indice des 213 articles 251
c) Indices des 179 articles 252
2. Prix de détail dans les agglomérations importantes de province 252
3. Indices des prix des véhicules à moteur 252
4. Indices des prix de détail à Paris des appareils d'équipement ménager 253
5. Indices des prix des produits industriels nécessaires aux exploitants agricoles 253
6. Indices des prix de vente au détail des spécialités pharmaceutiques 253
7. Indices des prix de certains objets manufacturés 254
8. Indices des prix des chambres d'hôtel 254
9. Indices annuels des prix des repas dans les établissements de tourisme 255
10. Indices du coût de la construction 255
11. Indices des transports S. N. C. F. pour l'usager 256

II. — Coût de la vie :
A. — Indices de l'I. N. S. E. E. (rappel) 256
Indice d'ensemble des prix à la consommation familiale à Paris 256
B. — Budgets types établis par les organisations syndicales et l'institut d'observation économique 257
1. Budget type d'un célibataire à Paris 257
2. Budget type d'une famille de quatre personnes 257

V. — **Salaires. — Revenus.**

I. — Salaires :
A. — Résultats de l'enquête du ministère du travail 258
1. Indices moyens annuels 258
2. Evolution trimestrielle de l'indice général du taux des salaires horaires 258
3. Evolution trimestrielle des indices des taux des salaires horaires masculins et féminins. 258
4. Indices par secteurs d'activités collectives 259
5. Indices des salaires horaires par sexe et qualification 259
6. Ecart moyen des salaires des femmes par rapport à ceux des hommes 260
7. Abattements moyens des salaires de province par rapport à ceux de Paris 260
B. — Indices des salaires horaires établis par les syndicats professionnels 260
1. Indices des salaires horaires par profession. 260
2. Indices des salaires horaires par qualification individuelle 261
3. Charges sociales dans la construction mécanique 261
C. — Evolution du S. M. I. G. dans la région parisienne de 1950 à 1960 261
D. — Revenus mensuels nets des salariés 262
E. — Salaires agricoles 263

II. — Revenus de l'agriculture :
1. Evolution globale 263
2. Recettes de l'agriculture 264
3. Dépenses de l'agriculture 265

VI. — **Comptabilité nationale.**

1. Produit national (francs courants) 266
2. Produit national (francs constants) 266
3. Revenu national et revenu disponible 267
4. Dépense nationale 267
5. Evolution du revenu national de 1901 à 1953 268

VII. — **Consommation.**

1. Evolution de la consommation des ménages 269
2. Consommation des administrations 269
3. Consommation territoriale aux prix de 1954 (en milliards de francs) 270
4. Consommation territoriale aux prix de 1954 (répartition en pourcentage) 270

I. — POPULATION

A. — DONNEES DEMOGRAPHIQUES

1° Population totale de la France.

La population totale de la France, telle qu'elle est mesurée par les recensements, était de 41.900.000 personnes en 1936, de 40.135.000 personnes en 1949 et de 42.900.000 personnes en 1954 (y compris pour ces deux dernières années les militaires du contingent hors métropole, les fonctionnaires civils et militaires de carrière et leur famille en zone d'occupation). Sur la base de ces évaluations, l'évolution annuelle de la population totale de la France peut être calculée.

Evolution de la population totale de la France. (En milliers.)

ANNÉES	POPULATION au 1er janvier.	POPULATION moyenne évaluée.	ANNÉES	POPULATION au 1er janvier.	POPULATION moyenne évaluée.
1936-1938	»	41.900	1953	42.518	42.652
1946	40.125	40.282	1954	42.785	43.000
1947	40.438	40.644	1955	43.117	43.300
1948	40.851	41.044	1956	43.442	43.600
1949	41.238	41.400	1957	43.854	44.100
1950	41.562	41.736	1958	44.328	44.600
1951	41.910	42.055	1959	44.840	45.100
1952	42.201	42.360	1960	45.355	45.100

Source: I. N. S. E. E.

2° Mouvement naturel de la population.

DÉSIGNATION	1934-1938	1949	1954	1957	1958	1959
Taux (pour 1.000 habitants):						
Nuptialité	13,2	16,3	14,6	14,1	14	14,2
Natalité	14,8	20,9	18,8	18,4	18,1	18,2
Mortalité:						
Générale	15,3	13,7	12	12	11,1	11,2
Moins d'un an (pour 1.000 nés vivants)	65,7	5,6	36,6	29,2	27,1	27,4
Nombres absolus (en milliers):						
Nombre de naissances	620	865	807,2	813	808,6	823
Nombre de décès	640	568	515,3	528,2	496,9	503,6
Excédent de naissances sur les décès	— 19	+ 297	+ 291,9	+ 284	+ 311,6	+ 319,4

Source: Institut national d'études démographiques.

3° Immigration. (En milliers.)

DÉSIGNATION	1946	1949	1954	1957	1958	1959
Immigration contrôlée (office national d'immigration):						
Travailleurs non saisonniers	30	59	12	112	83	44
Membres de leur famille	»	27	»	9,5	11	9
	30	86	16	119,5	94	53
Algériens (immigration nette)	(1) 44	8	25	20	10	

(1) 1947.

Source: Institut national d'études démographiques.

4° Répartition de la population par groupes d'âge.

ANNÉES	A. — POPULATION (en milliers).				B. — RÉPARTITION (en pourcentage).			
	Total.	Jeunes (0—19 ans).	Adultes (20—64 ans).	Vieillards (65 ans et plus).	Total.	Jeunes.	Adultes.	Vieillards.
1861 (*b*).....	37.386	13.389	21.494	2.503	100	35,8	57,2	7
1901 (*a*) (*b*)...	38.451	13.313	21.983	3.155	100	34,6	57,2	8,2
1921 (*b*).....	38.797	12.271	23.013	3.513	100	31,6	59,3	9,1
1936 (*b*).....	41.183	12.446	24.679	4.058	100	30,2	59,9	9,9
1949 (*c*).....	40.150	11.847	23.680	4.443	100	29,5	59,4	11,1
1955 (*c*).....	43.115	13.328	24.798	4.989	100	30,9	57,5	11,6
1957 (*c*).....	43.854	13.758	25.029	5.067	100	31,4	57,1	11,5
1958 (*c*).....	44.328	14.010	25.210	5.108	100	31,6	56,9	11,5
1959 (*c*).....	44.840	14.288	25.367	5.185	100	31,8	56,6	11,6
1960 (*c*).....	45.355	14.584	25.517	5.254	100	32,1	56,3	11,6
1961 (*c*) (*d*)....	45.730	14.881	25.544	5.305	100	32,5	55,9	11,6

(*a*) 87 départements. — (*b*) Au recensement. — (*c*) Au 1er janvier. — (*d*) Evaluation provisoire.
Source: I. N. S. E. E.

B. — POPULATION ACTIVE

La population active et sa répartition par secteur d'activité collective et par catégories sociales ont été calculées à l'aide des résultats du sondage au 1/2 sur le recensement de 1954. Ces données sont mises à jour par les résultats de l'enquête par sondage sur l'emploi de février 1956.

1° Résultats du recensement de 1954.

a) *Population active par sexe et catégorie socio-professionnelle* (en milliers).

(Exploitation par sondage de l'I. N. S. E. E.)

DÉSIGNATION	HOMMES	FEMMES	ENSEMBLE
1. Agriculteurs	2.342	1.642	3.984
2. Salariés agricoles	984	169	1.153
3. Patrons de l'industrie et du commerce	1.443	858	2.301
4. Professions libérales et cadres supérieurs	483	74	557
5. Cadres moyens	714	430	1.144
6. Employés	985	1.096	2.081
7. Ouvriers:			
Qualifiés et contremaîtres	334	23	357
Apprentis	169	44	213
Manœuvres	865	228	1.093
Autres	3.627	1.164	4.791
	4.995	1.459	6.454
8. Personnel de service	199	809	1.008
9. Artistes	30	16	46
10. Clergé	58	119	177
11. Armée et police	299	5	304
Total	12.537	6.682	19.220
12. Militaires du contingent	300	»	300
Population active totale	12.837	6.682	19.520

N. B. — Population active: personnes ayant déclaré exercer une profession et personnes sans travail cherchant un emploi. Ont échappé, en fait, une part de celles qui ne travaillent que quelques heures par semaine, femmes de ménage occupées partiellement, conjoints d'agriculteurs, artisans ou commerçants. En 1946, étaient classés « aides familiaux », donc actifs, les épouses d'agriculteurs et enfants de plus de quatorze ans n'ayant pas déclaré une profession ou poursuivant leurs études. En 1954, ont été classées actives seulement les personnes s'étant déclarées comme telles.

2° Résultats des enquêtes par sondages faites par l'I. N. S. E. E.

1. *Evolution de la répartition de la population occupée par secteurs d'activités collectives de 1951 à 1956.*

BRANCHES D'ACTIVITES COLLECTIVES	DÉCEMBRE 1951	OCTOBRE 1952	JUIN 1953	OCTOBRE 1954	MARS 1955	FÉVRIER 1956
Agriculture, forêts, pêche (01 à 05)	31,8	31,6	31,5	29,5	28,9	29,4
Industrie (06 à 61)	35,1	34,7	34,9	37	34,9	34,7
Dont :						
Bâtiment, travaux publics (33 et 34)	5,4	6,3	6,3	6,4	6,8	7,6
Textiles, habillement, travail des étoffes, cuirs et peaux (47 à 52)	8,7	7,7	7,5	7,3	7	6,6
Transports (62 à 68)	4,8	5,3	5,1	5	4,7	5,4
Commerce (69 à 81)	12,8	13	13,4	12,9	13,9	13,6
Professions administratives et libérales (82 à 88 et 91 à 99)	9,4	10,1	9,8	11,1	11,8	12,1
Services domestiques, hygiène (89, 90)	4,7	4,5	4,1	3,9	5	4,3
Non déclarée	1,3	0,8	1,2	0,6	0,8	0,5
Ensemble (1)	100	100	100	100	100	100
	(20,1)	(19,6)	(18,9)	(20,0)	(20,2)	(19,4)

(1) Entre parenthèses : nombres absolus en millions.

Source : I. N. S. E. E., enquêtes par sondage sur l'emploi.

2. *Nombre de personnes occupées pour 1959.*
(Estimation.) (Unité : milliers.)

BRANCHE D'ACTIVITE	TOTAL	DONT SALARIES	
		Du secteur privé nationalisé et sécurité sociale (1).	De l'Etat et des collectivités locales.
Agriculture et pêche	4.630	1.032	15
Energie	421	417	4
Industrie	6.700	5.587	206
Transport	983	683	251
Commerce	2.556	1.345	8
Services	3.266	1.482	1.379
Total	18.556	10.546	1.863

(1) Les services publics comprennent essentiellement la S. N. C. F., la R. A. T. P., l'E. D. F., le Gaz de France, les houillères, les banques nationalisées, la sécurité sociale.

3. *Effectifs par catégories socio-professionnelles.*
(Unité : milliers.)

	ENQUETE SUR L'EMPLOI DE :		
	1954 (1).	1958 (2).	1959 (2).
Agriculteurs exploitants	4.418	3.696	3.815
Salariés agricoles	1.172	874	871
Patrons de l'industrie et du commerce	2.593	2.670	2.758
Cadres supérieurs et professions libérales	531	703	699
Cadres moyens	1.142	1.292	1.294
Employés	1.916	1.984	2.090
Ouvriers	6.384	6.302	5.861
Personnel de service	1.146	1.161	1.082
Autres personnes actives	284	299	257
Personnes inactives	12.062	12.801	13.070
Non déclaré	»	18	3
Total	31.648	31.800	31.800

(1) Corrigé de façon à atteindre l'effectif donné par le recensement des personnes de 14 ans et plus habitant dans des ménages ordinaires.

(2) Corrigé pour tenir compte d'une sous-estimation de certains membres du ménage assez difficiles à saisir (domestiques, salariés logés, pensionnaires, parents éloignés du chef de ménage) et pour arriver à l'estimation de 31.800.000 personnes.

II. — ACTIVITE ET PRODUCTION

I. — PRODUCTION AGRICOLE

A. — Production végétale.

1° *Volume de la production* (en millions de quintaux).

PRODUITS	MOYENNE 1930-1939.	1954	1957	1958	1959	1960 1er octobre (P).
Blé	80,5	105,7	110,8	96	115,4	107,6 (1er-9)
Céréales secondaires:						
Seigle	7,9	5,2	4,8	4,3	4,7	4,2
Orge	11,04	25,2	36,3	39	49,3	55,7
Avoine	47,5	35,7	25,8	26,4	28,1	27,5
Maïs	5,35	9,6	13,9	16,7	18,2	26,1
Plantes sarclées:						
Pommes de terre (plein champ).	156	159	129,9	127,5	122,1	138
Betteraves industrielles	91,1	116,6	112,5	128,8	77,6	154 (début août)
Riz	»	0,52	0,1	1,4	1,3	»
Oléagineux	(1) 0,133	1,08	2	2,3	1,6	1,2 (1er-7)
Légumes secs (2)	2,5	2,3	2,3	2,2	2	2,2 (1er-8)
Plantes industrielles (1.000 quintaux):						
Houblon	22,47	19,6	»	22,4	23,8	19,3
Chanvre	38,4	17,6	23,5	22,6	15,2	11,4
Lin	180	341	296,6	209,4	238,4	295,4
Production fourragère:						
Prairies artificielles et temporaires, fourrages annuels, prés naturels fauchés en sec	354	405	439	493,5	351,6	»
Cultures fruitières:						
Pommes et poires à cidre	332,1	35	7	50	13,8	47,5
Pommes de table.	2,44	4,4	1,8	6,3	4,3	6,1
Poires de table	0,46	1,48	1,29	2,2	1,8	2,4
Pêches	0,57	1,37	2,72	2	3	2,7
Prunes	0,5	1,36	0,60	0,6	1,1	0,6
Raisin de table	»	2,42	1,6	2,1	2,3	2,6 (1er-7)
Vin (en millions d'hectolitres)	58,9	61,1	33,3	47,7	60,3	(60,5)

(1) Moyenne 1934-1938.
(2) Haricots, lentilles, pois, fèves, féveroles, autres légumes secs de plein champ.
Source: Ministère de l'agriculture.

2° *Rendements à l'hectare* (quintaux).

PRODUITS	MOYENNE 1930-1939.	1954	1957	1958	1959
Blé	15,4	23,5	23,7	20,8	26
Céréales secondaires:					
Seigle	11,6	12,7	13,2	12,4	14,3
Orge	14,7	20,5	22,1	21,8	24,8
Avoine	14,3	16,6	16	17,7	18,7
Maïs	15,8	23,2	25,6	28,4	»
Plantes sarclées:					
Pommes de terre (plein champ)	111	166	153	144,1	137,6
Betteraves industrielles	287	307	323,8	353,1	200,3
Riz	»	26,7	»	48,2	»
Oléagineux	»	12,3	13,9	13	13,4
Légumes secs	9,9	10,4	10,8	11	10,1
Plantes industrielles:					
Houblon	10,1	13,7	11,5	15,7	18,3
Chanvre	11,3	10,8	13,3	12,1	10
Lin	6,6	7,5	6,4	5,2	8,4
Production fourragère:					
Prairies artificielles et temporaires, fourrages annuels, prés naturels fauchés en sec	34,5	43,7	174,2	198,7	173,6

(1) Evaluations.
Source: Ministère de l'agriculture.

B. — Production animale.

1° *Production annuelle.*

DESIGNATION	AVANT GUERRE (moyenne).	1949	1955	1957	1958	1959
1. Lait (millions d'hectolitres)	138 (Moyenne 1937-1938.)	132,5	178	206	205	197
2. Viande (millions de tonnes)	1,7	1,86	2,54	2,6	2,6	2,7
Bœufs	0,60	0,68	1,02	0,96	0,93	1
Veaux	0,27	0,29	0,37	0,34	0,32	0,35
Moutons	0,1	0,07	0,11	0,11	0,11	0,12
Porcs	0,68	0,77	0,95	0,8	1	1,2
Chevaux	»	»	»	0,8	0,9	0,8

Source: Ministère de l'agriculture.

2° *Etat du cheptel.*
(Moyenne en millions de têtes.)

DESIGNATION	1934-1938	1949	1955	1957	1958	1959
Chevaux	2,77	2,41	2,16	2	2	2
Bovins	15,7	15,43	17,57	18	18,5	18,6
Ovins	9,75	7,48	8,22	8,6	8,7	8,9
Porcins	7,08	6,76	7,73	8,1	8,5	8,3
Chèvres	»	»	1,3	1,2	1,2	1,1

Source: Ministère de l'agriculture.

C. — Indices d'ensemble de la production agricole nette finale.

(Ensemble des produits allant aux consommateurs ou à l'industrie.)

Bases { Moyenne 1934-1938 = 100 (pour tous les produits sauf le vin et les fruits).
Moyenne 1936-1939 = 100 (pour le vin et les fruits).

DÉSIGNATION	PRODUCTION végétale (sans le vin).	PRODUCTION de vin.	PRODUCTION végétale totale.	PRODUCTION animale (non compris poisson).	PRODUCTION totale (y compris poisson).
Campagne 1951-1952 (récolte 1951)	95 à 100	88 à 93	92 à 97	107 à 112	100 à 105
Campagne 1952-1953 (récolte 1952)	105 à 110	88 à 93	102 à 107	110 à 115	105 à 110
Campagne 1954-1955 (récolte 1954)	120 à 125	100 à 105	115 à 120	130 à 135	122 à 127
Campagne 1955-1956 (récolte 1955)	118 à 123	100 à 105	113 à 118	130 à 135	121 à 126 (121-126)
Campagne 1956-1957 (récolte 1956)	100 à 105	85 à 90	95 à 100	132 à 137	115 à 120
Campagne 1957-1958 (récolte 1957)	114 à 119	57	98 à 103	138 à 143	119 à 124
Campagne 1958-1959 (récolte 1958) (1)	111 à 116	81	102 à 107	136 à 141	119 à 124
Campagne 1959-1960 (récolte 1960) (1)	»	»	»	»	121 à 126

(1) Chiffres provisoires.
Source: I. N. S. E. E.

II. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

A. — Indices annuels de la production industrielle.

1° *Indices* 1952 = 100.

DÉSIGNATION	1938	1949	1953	1956	1957	1958	1959
Ensemble avec bâtiment	75	84	101	130	141	147	152
Ensemble sans bâtiment	75	83	101	134	146	152	158
1. Energie	»	83	99	116	121	132	145
Électricité	52	74	102	132	141	152	158
Gaz	51	95	101	127	147	181	276
Pétrole et carburants	32	53	105	132	127	151	169
Combustibles minéraux solides	83	92	95	100	103	105	104
2. Mines et carrières	»	85	97	107	112	114	115
Extraction de minerais métalliques	75	77	103	125	137	143	146
Extraction et préparation de minéraux divers	60	86	101	134	142	152	151
Extraction de matériaux de construction	72	58	99	117	125	122	130
3. Production et transformation des métaux:							
Production des métaux	56	79	92	124	134	139	144
Transformation des métaux	65	81	96	142	153	164	165
4. Verre	80	97	100	139	157	162	172
5. Céramique et fabrication de matériaux de construction	74	86	99	128	141	149	146
6. Bâtiment et travaux publics	(65)	89	101	112	121	121	121
7. Caoutchouc	57	80	101	134	146	153	160
8. Industries chimiques	67	82	107	163	184	209	239
9. Industries textiles	104	95	106	119	132	128	123
10. Corps gras	189	110	113	133	132	128	117
11. Cuirs	127	85	100	103	114	106	105
12. Papiers et cartons	94	93	115	159	173	180	196
13. Presse et édition	88	88	101	155	166	173	175
14. Tabacs et allumettes	78	88	101	114	121	130	127

Source: I. N. S. E. E.

B. — **Evolution trimestrielle récente de l'indice d'ensemble.**

(Indices bruts.)

1952 = 100 (moyennes mensuelles).

DÉSIGNATION	I	II	III	IV
1. Ensemble (avec bâtiment) :				
1958	155	158	130	193
1959	154	161	136	168
1960	167	172	149	(1) 176
2. Ensemble (sans bâtiment) :				
1958	162	166	130	160
1959	158	168	140	177
1960	176	181	155	(1) 186
3. Energie :				
1958	138	128	122	142
1959	146	142	136	160
1960	166	158	153	»
4. Mines et carrières :				
1958	118	117	107	118
1959	118	120	107	121
1960	118	119	109	»

N. B. — Indices de la production industrielle sans bâtiment corrigés des variations saisonnières (1952 = 100) :

1959. — Janvier : 145 ; février : 150 ; mars : 153 ; avril : 155 ; mai : 157 ; juin : 158 ; juillet : 161 ; août : 156 ; septembre : 162 ; octobre : 165 ; novembre : 170 ; décembre : 177 ; moyenne annuelle : 159.

1960. — Janvier : 171 ; février : 169 ; mars : 169 ; avril : 171 ; mai : 173 ; juin : 175 ; juillet : 176 ; août : 178.

(1) Moyenne octobre-novembre.

Source : I. N. S. E. E.

C. — **Energie.**

1° *Indices* 1952 = 100 (moyennes mensuelles).

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
1. Combustibles minéraux solides (ensemble) :					
1958	112	105	97	109	105
1959	111	105	95	110	104
1960	108	101	93	(1) 106	»
2. Electricité (ensemble) :					
1958	160	150	136	166	152
1959	162	156	143	176	158
1960	183	171	162	(1) 192	»
3. Gaz (ensemble), gaz naturel et d'usine :					
1958	189	159	159	220	181
1959	247	257	270	333	276
1960	378	361	364	(1) 445	»
4. Pétrole et carburants (ensemble) :					
1958	148	146	155	158	151
1959	160	158	176	183	169
1960	186	182	197	(1) 208	»
5. Production métropolitaine de pétrole brut :					
1958	389	397	404	406	398
1959	413	449	490	512	465
1960	531	565	592	»	»
6. Pétrole traité dans les raffineries :					
1958	137	136	142	142	139
1959	142	134	147	152	143
1960	150	142	155	»	»

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

(1) Moyenne octobre-novembre.

Source : I. N. S. E. E.

2° *Production totale d'énergie.*

(Moyennes mensuelles.) (Evolutions annuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1952	1954	1957	1958	1959
Houille et lignite (1.000 tonnes) : production nette = vente de houille crue aux tiers + consommation des mines + variation des stocks.....	3.963	4.780	4.693	4.924	5.003	4.982
Cokes (1.000 tonnes) : production totale disponible de semi-coke, coke de four, coke de gaz	806	899	850	1.076,5	1.059,8	1.103,1
Pétrole (1.000 tonnes) :						
Production métropolitaine de brut.	6	29,1	42,4	117,9	115,8	135,2
Pétrole traité dans les raffineries (importations) ..	582	1.791	1.987	2.080	2.483	2.563,8
Electricité (millions de kWh) :						
Production totale..	1.733	3.400	3.797	4.800	5.150	5.380
Centrales thermiques : 5.000 kWh (puissance installée). Centrales hydrauliques : 1.000 kWh (puissance installée).						
Statistique partielle	1.548	3.208	3.567	4.495	4.879	5.159
Gaz (millions de m³) :						
Gaz d'usine (distillation de la houille seule)....	149	207	216	235,4	238,6	232
Gaz naturels.....	»	22,2	21,6	46,7	87,8	217,8

Source : Ministère de l'industrie et du commerce.

D. — **Production des mines et carrières.**

1° *Indices* 1952 = 100 (moyennes mensuelles).

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
1. Extraction de minerais métalliques (ensemble) :					
1958	151	148	130	146	143
1959	147	150	134	159	146
1960	165	166	146	(1) 168	»
Dont :					
Minerai de fer :					
1958	156	150	134	149	146
1959	150	154	137	163	150
1960	170	167	149	»	»
Bauxite :					
1958	175	152	135	165	162
1959	153	179	137	172	156
1960	169	208	172	»	»
2. Extraction de matériaux de construction (ensemble) :					
1958	104	141	128	120	122
1959	110	149	132	130	130
1960	113	149	139	(1) 135	»
3. Extraction et préparation de minéraux divers (ensemble) :					
1958	158	159	136	160	152
1959	159	155	131	163	151
1960	167	168	146	(1) 146	»

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

(1) Moyenne octobre-novembre.

Source : I. N. S. E. E.

2° *Productions totales des mines et carrières.*
(1.000 tonnes.) (Moyennes mensuelles.) (Evolutions annuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1952	1954	1957	1958	1959
1. Extractions de minerais métalliques:						
Minerai de fer (production totale de minerai marchand)	2.574	3.393	3.632	4.813,8	4.954,6	5.075,1
Bauxite	54	93	106	140,3	151,4	145,4
2. Extraction de matériaux de construction:						
Ardoises de couverture	10,9	13,1	11,6	10,7	11,1	10,4
Pierres à bâtir (1)	127	131	130	157,8	142,7	210,4
Sables et graviers d'alluvions	1.244	2.537	2.740	4.551	4.730	4.421
Matériaux de viabilité	1.109	1.826	1.980	2.567	2.337	2.697

(1) Calcaires (pierres de taille, moellons, enrochements, cales et meulières à bâtir).
Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

E. — **Production et transformation des métaux.**

1. Production des métaux

1° *Indices* 1952 = 100 (moyennes mensuelles).

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
I. Production des métaux (ensemble):					
1958	144	146	127	140	139
1959	140	150	135	155	144
1960	164	180	158	(1) 179	»
Dont:					
1. Sidérurgie (ensemble):					
1958	140	137	118	134	132
1959	134	141	126	152	138
1960	161	160	146	»	»
Fonte:					
1958	128	125	113	125	122
1959	124	129	120	138	128
1960	146	144	137	»	»
Acier:					
1958	143	137	123	135	134
1959	136	142	130	153	140
1960	160	159	149	»	»
Produits finis laminés:					
1958	148	145	118	140	137
1959	141	149	128	164	144
1960	172	171	150	»	»

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
2. Métallurgie des métaux non ferreux (ensemble):					
1958	155	183	141	163	165
1959	158	184	170	167	169
1960	177	215	204	»	»
Dont:					
Aluminium:					
1958	165	168	158	172	166
1959	170	175	165	179	172
1960	194	219	225	»	»
Cuivre:					
1958	115	130	100	139	121
1959	128	150	112	159	137
1960	160	149	»	»	»
Plomb:					
1958	139	142	121	157	133
1959	137	139	118	136	132
1960	150	152	»	»	»
Zinc:					
1958	190	209	186	191	194
1959	192	198	186	192	191
1960	200	209	»	»	»

(1) Moyenne octobre-novembre.
N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.
Source: I. N. S. E. E.

2° *Productions totales de métaux ferreux et autres.*
(1.000 tonnes.) (Moyennes mensuelles.) (Evolutions annuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1952	1954	1957	1958	1959
1. Sidérurgie:						
Fonte (production totale de fonte brute) (1)	501	814	737	993	997	1.039
Acier (production totale d'acier brut)	518	906	886	1.174,8	1.217	1.268
Produits finis (2)	343	647	606	860,3	888	932
2. Métallurgie de métaux non ferreux:						
Aluminium (production totale 1re et 2e fusion)	4,233	10,554	12,258	16,403	17,479	18,128
Cuivre (production de cuivre électrolytique en cathodes et production de cuivre affiné 2e fusion) (3)	1,772	1,987	2,313	2,045	2,397	2,720
Zinc (production totale 1re et 2e fusion)	6,568	7,786	11,312	13,155	15,058	15,092
Plomb (production totale de plomb doux, 1re et 2e fusion) (4)	4,723	5,936	6,849	7,766	7,760	7,881

(1) Fonte de moulage, fonte d'affinage, spiegel, ferro-manganèse, autres fontes.
(2) Productions totales de laminés à chaud et tôles minces laminées à froid.
(3) La production est une transformation d'une partie du métal importé et de vieilles matières.
(4) Le plomb antimonieux est fabriqué à partir de plomb de première et deuxième fusion, soit de déchets ou d'alliages.
Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

2. TRANSFORMATION DES MÉTAUX

1° *Indices* 1952 = 100 (moyennes mensuelles).

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
II. — Transformation des métaux (ensemble):					
1958	176	179	135	170	164
1959	171	185	142	190	165
1960	180	189	149	180 (1)	»
Dont:					
Première transformation (métaux ferreux et autres):					
1958	172	172	127	163	157
1959	152	167	137	187	160
1960	184	187	148	»	»
Fonderie (métaux ferreux et autres):					
1958	139	139	101	129	126
1959	122	122	93	128	115
1960	126	126	101	»	»
Construction automobile:					
1958	202	221	153	204	195
1959	207	238	166	238	211
1960	246	265	185	»	»
Construction aéronautique:					
1958	148	148	100	103	125
1959	112	141	107	165	131
1960	110	129	91	»	»
Construction électrique:					
1958	198	208	170	236	202
1959	212	211	187	259	211
1960	222	242	204	»	»

(1) Moyenne octobre-novembre.

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source: I. N. S. E. E.

2° *Productions totales des fonderies autonomes de véhicules automobiles et de machines agricoles.*

(Moyennes mensuelles.) (Evolutions annuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1952	1954	1957	1958	1959
Productions totales des fonderies autonomes de fonte et d'acier (1.000 tonnes)	78	108	101	133	128	115
Automobiles (1.000):						
Voitures particulières	15,2 (1)	30,8	36,4	60,3	77,2	90,4
Véhicules utilitaires (camions et camionnettes)	3,3	10,3	13,1	16,5	16,4	16,1
Machines agricoles (pièces):						
Tracteurs	145 (2)	2.086	2.387	7.620	7.634	6.590
Motoculteurs et mototreuils	36	396	352	1.500	2.211	2.160

(1) Moyenne du 1er octobre 1937 au 10 septembre 1938.

(2) Tracteurs à roues et à chenilles.

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

F. — **Industrie du verre.**

	I	II	III	IV	ANNÉE
Indices 1952 = 100 (moyenne mensuelle):					
1958	171	175	150	152	162
1959	167	170	159	190	172
1960	196	192	171	(1) 198	»

(1) Moyenne octobre-novembre.

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source: I. N. S. E. E.

G. — **Céramique et fabrication de matériaux de construction.**

1° *Indices* 1952 = 100 (moyennes mensuelles).

	I	II	III	IV	ANNÉE
Ensemble:					
1958	146	158	144	155	149
1959	146	155	137	150	146
1960	141	159	139	(1) 155	»

(1) Moyenne octobre-novembre.

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source: I. N. S. E. E.

2° *Productions totales* (1.000 tonnes).

(Moyennes mensuelles.) (Evolutions annuelles.)

	1938	1952	1954	1957	1958	1959
Ciment	296	720	781	1.039,7	1.118	1.166,6
Briques et tuiles	346	390	417	514,2	512,3	501,4

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

H. — **Bâtiment et travaux publics.**

	I	II	III	IV	ANNÉE
Indices 1952 = 100 (moyenne mensuelle):					
1958	118	125	117	122	121
1959	115	126	117	127	121
1960	119	130	121	(1) 127	»

(1) Moyenne octobre-novembre.

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source: I. N. S. E. E.

I. — **Caoutchouc.**

1° *Indices* 1952 = 100 (moyennes mensuelles).

	I	II	III	IV	ANNÉE
Ensemble :					
1958	165	167	124	162	153
1959	162	173	130	177	160
1960	179	181	138	(1) 187	»

(1) Moyenne octobre-novembre.

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source : I. N. S. E. E.

2° *Productions totales* (1.000 tonnes).

(Moyennes mensuelles. — Evolutions annuelles.)

	1938	1952	1954	1957	1958	1959
Productions totales de pneumatiques et bandages	6,7	13,4	14,5	18,4	19,6	20

Source : Ministère de l'industrie et du commerce.

J. — **Industries chimiques.**

1° *Indices* (base 100 en 1952).

(Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
Industries chimiques (ensemble) :					
1958	208	220	192	220	209
1959	219	231	229	280	239
1960	282	293	300	347 (4)	»
Dont :					
Produits chimiques minéraux (1) :					
1958	171	174	157	169	167
1959	177	182	169	190	179
1960	192	197	190	»	»
Produits chimiques organiques (2) :					
1958	348	377	325	377	356
1959	372	395	434	570	442
1960	595	658	739	»	»
Industries parachimiques (3) :					
1958	157	166	144	170	158
1959	165	177	159	185	171
1960	186	188	168	»	»

(1) Acide sulfurique, carbonate de soude, carbure de calcium, engrais phosphatés, engrais azotés, phosphate trisodique, chlore gazeux, oxygène comprimé, acétylène dissous.

(2) Organiques de synthèse, matière plastique, colorants, goudrons et benzols.

(3) Lessives, abrasifs (carborundum), peintures et vernis, surfaces sensibles.

(4) Moyenne octobre-novembre.

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source : I. N. S. E. E.

2° *Productions totales d'engrais.*

(Moyennes mensuelles en milliers de tonnes.)

(Evolutions annuelles.)

PRODUITS	1938	1952	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Engrais azotés (1)	14,7	23,7	26,5	31,9	34	37,8	42,6	47,1
Engrais phosphatés (2)	312	304,1	417	459	508	553,9	605,6	576,2

(1) Production totale d'engrais azotés de synthèse (sulfate d'ammoniaque, nitrates de chaux, de soude, d'ammoniaque, ammonitrates), de cyanamite calcique et de sulfate d'ammoniaque de récupération (évalués en tonnes d'azote).

(2) Production totale de superphosphates, phosphates moulus, scories de déphosphoration et engrais composés.

Source : Ministère de l'industrie et du commerce.

K. — **Industrie textile** (ensemble).

1° *Indices* 1952 = 100.

(Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
Industrie textile (ensemble) :					
1958	145	142	105	124	128
1959	113	132	105	145	123
1960	139	143	110	146 (1)	»
Dont :					
Jute (tissus, filés) :					
1958	120	122	93	108	110
1959	101	103	80	113	99
1960	112	110	79	»	»
Lin et chanvre (tissus et filés) :					
1958	114	102	73	88	94
1959	75	82	61	89	77
1960	80	76	»	»	»
Coton (filés de coton) :					
1958	138	138	97	110	120
1959	100	119	93	129	110
1960	129	130	»	»	»
Coton (tissus de coton) :					
1958	138	138	98	118	122
1959	111	127	97	137	117
1960	132	132	»	»	»
Laine (filés de laine) :					
1958	136	132	97	124	122
1959	106	138	110	145	124
1960	137	138	105	»	»
Tissus de laine :					
1958	118	118	85	103	105
1959	92	104	86	110	97
1960	100	107	90	»	»
Fibranne :					
1958	226	247	187	180	209
1959	165	164	129	232	171
1960	217	196	146	»	»
Rayonne :					
1958	148	149	108	145	136
1959	137	137	100	141	128
1960	140	141	107	»	»
Fibres et fils synthétiques :					
1958	726	770	524	833	708
1959	870	996	820	1.280	985
1960	1.418	1.436	»	»	»

(1) Moyenne octobre-novembre.

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source : I. N. S. E. E.

2° *Productions totales de laine et coton* (1.000 tonnes).
(Moyennes mensuelles.) (Evolutions annuelles.)

DESIGNATION	1938	1952	1954	1957	1958	1959
1. Laine:						
Laine peignée.....	5,25	4,7	6,2	7,8	6,5	6,7
Filés (filés purs et mélangés pour tissage, bonneterie et mercerie)	9,8	9,2	10,7	12,8	11,2	11,4
Tissus (tissus bruts).	6,65	6,1	6	6,8	6,4	6
2. Coton:						
Filés (production totale de filés de cotons purs ou mélangés fibranne)...	20,8	21,4	24,6	26,01	25,7	23,4
Tissus (production totale de tissus de cotons purs ou mélangés fibranne)...	13,2	12,5	14.5	14,6	15,05	14,6

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

L. — **Corps gras** (ensemble).

	I	II	III	IV	ANNÉE
Indices 1952 = 100 (moyennes mensuelles):					
1958	139	137	109	132	128
1959	122	123	104	122	117
1960	125	128	103	(1) 134	»

(1) Moyenne octobre-novembre.
N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.
Source: I. N. S. E. E.

M. — **Cuirs.**

1° *Indices* 1952 = 100 (Moyennes mensuelles.)

	I	II	III	IV	ANNÉE
Cuirs (ensemble):					
1958	125	118	85	104	106
1959	104	117	92	110	105
1960	100	102	83	(1) 117	»

(1) Moyenne octobre-novembre.
N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.
Source: I. N. S. E. E.

2° *Productions totales* (1.000 tonnes.)
(Moyennes mensuelles.) (Evolutions annuelles.)

	1938	1952	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Cuirs et peaux finies de bovins.....	5,3	3,5	3,5	3,2	3.1	3,4	3,2	3

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.
Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

N. — **Papiers et cartons.**

1° *Indices* 1952 = 100. (Moyennes mensuelles.)

DESIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
Papiers et cartons (ensemble):					
1958	188	189	153	196	180
1959	200	210	164	215	196
1960	227	230	185	240 (1)	»
Dont:					
Papier journal, impression et écriture:					
1958	158	155	130	180	155
1959	187	192	144	185	176
1960	200	200	162	»	»

(1) Moyenne octobre-novembre.
N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.
Source: I. N. S. E. E.

2° *Productions totales* (1.000 tonnes.)
(Moyennes mensuelles.) (Evolutions annuelles.)

DESIGNATION	1938	1952	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Pâtes à papier (production totale évaluée en 1.000 tonnes de pâtes sèches) (1)....	28,9	43	56,3	61,2	67	73,3	76,1	86,9
Papier d'impression et d'écriture	48,7	49,2	62,1	67,1	70,7	73,3	76,3	86,5
Papier paille et d'emballage	26,6	29	39,8	45	50,4	56,2	60,7	67,9

(1) Production totale de pâtes mécaniques et mi-chimiques de pâtes au bisulfite, de pâte Kraft à la soude et autres pâtes chimiques.
Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

O. — **Presse-édition.**

	I	II	III	IV	ANNÉE
Indice 1952 = 100 (moyenne mensuelle):					
1958	170	177	161	176	173
1959	184	185	152	177	175
1960	187	192	171	(1) 201	»

(1) Moyenne octobre-novembre.
N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.
Source: I. N. S. E. E.

P. — **Tabacs et allumettes.**

	I	II	III	IV	ANNÉE
Indice 1952 = 100 (moyenne mensuelle):					
1958	139	140	96	149	130
1959	140	140	92	140	127
1960	138	144	100	(1) 137	»

(1) Moyenne octobre-novembre.
N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.
Source: I. N. S. E. E.

Q. — Estimation du niveau d'ensemble de la production industrielle.

L'indice mensuel de la production industrielle ne couvre pas les branches: industries alimentaires, industries du bois et de l'ameublement, habillement et travail des étoffes, dont l'activité est difficile à saisir au rythme mensuel ou n'est connu qu'avec retard.

Pour les *industries alimentaires*, un indice a cependant été calculé sur la base de mesures en volume de la production, à l'exception de certaines productions pour lesquelles il a fallu se contenter d'évaluation (laiteries, conserves de poissons...).

L'indice des *industries de l'habillement* et du *travail* des *étoffes* est calculé d'après les approvisionnements en tissus et les consommations apparentes.

L'activité des industries du bois et de l'ameublement est particulièrement difficile à apprécier, par insuffisance des informations. L'indice correspondant est obtenu à partir de la consommation apparente de bois ou des livraisons de contreplaqués et les consommations d'électricité haute tension.

Un indice d'ensemble est enfin calculé pour ces trois branches.

(1952 = 100.)

DÉSIGNATION	PONDÉRATION	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Industries alimentaires	70	95	109	109	100	110	110	116	117	126	128	126
Habillement et travail des étoffes	61	96	106	112	100	108	108	103	110	123	117	(110)
Bois et ameublement	35	91	95	100	100	102	109	115	120	132	143	(152)
Ensemble	166	95	105	108	100	105	109	111	115	126	127	126

A partir de cet indice d'ensemble des trois branches ci-dessus et de l'indice mensuel de la production industrielle (vingt branches), l'indice complet de la production industrielle a été calculé par l'institut national de la statistique et des études économiques (vingt-trois branches).

Indice complet de la production industrielle.

(1952 = 100.)

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Indices d'ensemble: industries alimentaires, habillement et travail des étoffes, bois et ameublement (trois branches compris)	85	91	100	100	101	110	118	128	139	144	148

Source: I. N. S. E. E.

III. — ACTIVITE

A. — Résultats de l'enquête trimestrielle du ministère du travail (1).

1° Evolution d'ensemble (toutes activités).

DÉSIGNATION	1959				1960				ANNÉES (moyenne).							
	I — 1er janvier.	II — 1er avril.	III — 1er juillet.	IV — 1er octobre.	I — 1er janvier.	II — 1er avril.	III — 1er juillet.	IV — 1er octobre.	1949	1952	1954	1955	1956	1957	1958	1959
1. Effectifs (indices 1954 = 100)	104,2	103,9	104,7	105	104,1	104,5	105,2	105,7	97,2	100,2	100	101	102,3	105,1	105,9	104,4
2. Durée hebdomadaire du travail (heures)	44,9	45,1	45,8	45,8	45,6	45,7	46	46,1	44,6	44,9	45,2	45,4	45,7	46	45,6	45,5
3. Niveau de l'activité (indices 1954=100).	103,5	103,7	106,1	106,4	105	105,6	107,1	107,8	96,8	99,5	100	101,3	103,6	106,9	106,9	105,1

(1) Enquête trimestrielle effectuée par voie de questionnaires aux employeurs et portant sur des établissements de plus de dix salariés, représentant environ 58 p. 100 de l'effectif du personnel travaillant dans les secteurs professionnels considérés. Ceux-ci comprennent l'ensemble des activités, à l'exclusion de l'agriculture, du gaz et des services publics (pour lesquels aucune donnée valable n'a pu être recueillie sur un rythme trimestriel); la C. F., les houillères et la R. A. T. P. sont comprises dans l'enquête. Les travailleurs isolés et le personnel domestique sont de même exclus. Sont d'autre part considérés les effectifs et la durée du travail des ouvriers de plus de dix-huit ans, payés à l'heure.

Source: I. N. S. E. E.

2° Evolution récente par secteur ou branche d'activité

N. B. — Les observations données ci-après concernent, autant que possible, ceux des secteurs de production dont les résultats ont été exposés précédemment (production industrielle) et, en outre, les transports et les activités commerciales et libérales:

(Indice 1954 = 100.)

1. *Effectifs.*

DÉSIGNATION	I (Premier jour du trimestre.)	II	III	IV	MOYENNE annuelle.
1. Energie:					
Combustibles minéraux solides:					
1958	94,1	93,4	92,5	92,1	92,8
1959	92,3	91,7	90,8	89,7	90,8
1960	89,4	88,1	86,6	84,4	»
Eau, gaz, électricité:					
1958	101,2	101,4	102	102,6	102
1959	102,9	103	103,5	104,3	103,6
1960	104,2	104	104,1	104,7	»
Pétrole et carburants liquides:					
1958	102,1	102,3	103,3	103,1	102,8
1959	102,5	102,4	102,9	102,3	102,3
1960	100,8	101,2	101	100,2	»
Ensemble:					
1958	96,7	96,3	96	95,9	96,2
1959	96,1	95,7	95,3	94,8	95,3
1960	94,5	93,7	92,7	91,4	»
2. Industrie d'équipement:					
Extraction de minerais divers:					
1958	94,7	95	95,6	94,3	94,7
1959	93	91,6	92,3	92,1	92,1
1960	91,5	89,9	89,9	89,3	»
Verre, céramique, matériaux de construction:					
1958	106	107,1	107,5	106,6	106,6
1959	104,1	104,1	104,5	104,3	104,2
1960	103,7	103,8	104,3	104,3	»
Production de métaux:					
1958	109,2	110	109,2	109,1	109,3
1959	108,9	107,8	108,1	109,2	108,6
1960	109,7	110,7	111,1	112,7	»
Industries mécaniques et électriques:					
1958	112,7	113,6	112,6	112,1	112,5
1959	110,9	110	109,6	109,6	109,9
1960	110	110,6	110,8	111,7	»
Bâtiment et travaux publics:					
1958	106,5	107,2	108,1	108,4	107,3
1959	104,2	105,1	106,8	107,5	105,8
1960	103,5	105,2	106,7	107	»
3. Industries de consommation:					
Industrie chimique et caoutchouc:					
1958	107	107,5	107,5	107,3	107,3
1959	106,9	107,2	107,5	107,9	107,5
1960	108	109,4	110,3	110,4	»
Industrie textile:					
1958	95	94,4	92,3	90,5	92,2
1959	88,2	86,6	86,3	86,9	86,9
1960	87,5	87,6	87,2	87,2	»
Cuirs et peaux:					
1958	98,9	98,9	95,6	93,8	96
1959	92,5	92,2	91,7	92,2	92,1
1960	92,4	92,9	91,8	91,2	»
Papiers et cartons:					
1958	105,9	106,4	106,6	106,7	106,4
1959	106,1	105,6	106,3	106,5	106,2
1960	106,8	107,8	108,4	108,9	»
Industries agricoles et alimentaires:					
1958	110,4	110,8	117,7	120,9	115,6
1959	115,3	115	122,1	124,2	119,3
1960	116,1	116,1	121,4	127,2	»
Industrie du bois et ameublement:					
1958	104,4	104,9	103,5	102,4	103,2
1959	99,6	99,3	98,4	98,2	98,6
1960	97,6	97	95,8	95,5	»
Habillement, travail des étoffes:					
1958	100,4	101,4	98,8	97,8	98,9
1959	94,4	94,2	93,6	94,4	94,2
1960	94,4	95,3	94,8	95,7	»
4. Industries de transformation (bâtiment inclus):					
Ensemble:					
1958	106,6	107,1	107	106,7	106,6
1959	104,2	103,8	104,5	105	104,3
1960	103,8	104,5	105,2	106,2	»
5. Transports:					
S. N. C. F.:					
1958	93,9	93,4	93,6	93,1	93,4
1959	93,3	92,4	92,2	91,9	92,3
1960	91,8	91	91,1	90,9	»
Ensemble:					
1958	97,8	97,6	98,1	97,7	97,7
1959	97	96,5	97,1	97	96,9
1960	96,6	96,3	97,2	97,3	»
6. Activités commerciales et libérales:					
1958	108,5	109,2	110,6	110	109,7
1959	109,1	109,3	110,9	111	110,2
1960	110,3	110,6	111,9	111,6	»

Source: Ministère du travail.

2. *Durée hebdomadaire du travail* (heures).

DÉSIGNATION	I (Premier jour du trimestre.)	II	III	IV	MOYENNE annuelle.
1. Energie:					
Combustibles minéraux solides:					
1958	47,1	47,1	47,1	47,1	47,1
1959	47,1	47,1	47,1	47,1	47,1
1960	47,1	47,1	47,1	47,1	»
Eau, gaz, électricité:					
1958	48	48	48	48	48
1959	48	48	48	48	48
1960	48	48	48	48	»
Pétrole et carburants liquides:					
1958	47,3	47,4	47,4	47,2	47,3
1959	47,4	47,1	47,5	47,2	47,3
1960	47,4	47	47	47,2	»
Ensemble:					
1958	47,4	47,4	47,4	47,4	47,4
1959	47,4	47,4	47,4	47,4	47,4
1960	47,4	47,4	47,4	47,4	»
2. Industrie d'équipement:					
Extraction de minerais divers:					
1958	47,6	48	49,2	49,2	48,4
1959	47,1	47,2	48,6	48,8	48
1960	47,7	48,3	49,3	48,9	»
Verre, céramique, matériaux de construction:					
1958	46,7	46,7	46,9	46,8	46,6
1959	45,6	45,9	46,2	46,5	46,2
1960	46,4	46,5	46,8	46,9	»
Production de métaux:					
1958	48,6	48,1	47,8	47,8	48
1959	47,6	47,2	47,5	47,9	47,6
1960	47,8	48	48,2	48	»
Industries mécaniques et électriques:					
1958	47,4	47,3	47	46,7	46,9
1959	46,1	46,1	46,6	46,6	46,4
1960	46,7	46,9	47,1	47	»
Bâtiment et travaux publics:					
1958	47,5	48,6	49,3	49,4	48,7
1959	47,2	48	49,2	49,2	48,4
1960	47,4	48,5	49,5	49,5	»

DÉSIGNATION	I (Premier jour du trimestre.)	II	III	IV	MOYENNE annuelle.
3. Industries de consommation:					
Industrie chimique et caoutchouc:					
1958	45,5	45,3	45,4	45,1	45,3
1959	44,9	45	45,2	45,3	45,1
1960	45,2	45,4	45,7	45,6	»
Industrie textile:					
1958	43,6	43	42,1	41,3	42,1
1959	40	41	42,5	42,9	42
1960	43,4	43,2	43,4	43,4	»
Cuirs et peaux:					
1958	43,5	43,2	42,1	42	42,4
1959	41,4	41,9	43	43,2	42,6
1960	42,9	42,8	43,1	43,3	»
Papiers et cartons:					
1958	45,9	45,8	45,7	45,5	45,6
1959	44,9	45	45,6	45,5	45,4
1960	45,8	46	46,4	46,1	»
Industries agricoles et alimentaires:					
1958	46,3	45,1	45,9	46,1	45,8
1959	46,2	44,9	46,6	46,5	46
1960	45,6	45,3	46,8	47	»
Industrie du bois et ameublement:					
1958	47	47	46,7	46,6	46,6
1959	45,4	45,9	46,7	46,6	46,3
1960	46,3	46,2	46,8	46,9	»
Habillement, travail des étoffes:					
1958	41,9	41,9	41	40,5	41
1959	38,9	40,7	41,6	41,6	41
1960	41,3	41,5	41,7	42	»
4. Industries de transformation (bâtiment inclus):					
Ensemble:					
1958	46,1	46,1	46	45,8	45,8
1959	44,7	45,1	46	46	45,6
1960	45,7	45,9	46,3	46,4	»
5. Transport:					
S. N. C. F.:					
1958	48	48	48	48	48
1959	48	48	48	48	»
1960	48	48	48	48	»
Ensemble:					
1958	47,7	47,7	47,7	47,7	47,7
1959	47,7	47,7	47,8	47,7	47,7
1960	47,7	47,7	47,8	47,8	»
6. Activités commerciales et libérales:					
1958	44	43,8	43,7	43,7	43,8
1959	43,8	43,7	43,9	43,9	43,9
1960	44	44	44	44	»

Source: Ministère du travail.

3. *Activité.*

(Indices 1954 = 100.)

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	MOYENNE annuelle.
	(Premier jour du trimestre.)				
1. Energie:					
Combustibles minéraux solides:					
1958	94,1	93,4	92,5	92,1	92,8
1959	92,3	91,7	90,8	89,7	90,8
1960	89,4	88,1	86,6	86,4	»
Eau, gaz, électricité:					
1958	101,2	101,4	102	102,6	102
1959	102,9	103	103,5	104,3	103,6
1960	104,2	104	104,1	104,7	»
Pétrole et carburants liquides:					
1958	102,7	103,2	104,2	103,5	103,5
1959	103,4	102,6	104	102,7	103
1960	101,7	101,2	101	100,6	»
Ensemble:					
1958	96,7	96,4	96,1	95,9	96,2
1959	96,1	95,7	95,3	94,8	95,3
1960	94,5	93,7	92,7	91,4	»
2. Industrie d'équipement:					
Extraction de minerais divers:					
1958	95,5	96,6	99,6	98,3	97,2
1959	92,8	91,6	95,1	95,2	93,6
1960	92,5	92	93,9	92,5	»
Verre, céramique, matériaux de construction:					
1958	108,1	109,2	110,1	108,9	108,5
1959	103,7	104,3	105,4	105,9	105
1960	105	105,4	106,6	106,8	»
Production de métaux:					
1958	112,9	112,5	111,1	111	111,6
1959	110,3	108,2	109,3	111,3	109,9
1960	111,6	113	114	115,1	»
Industries mécaniques et électriques:					
1958	115,4	116,1	114,2	113,1	114,1
1959	110,5	109,6	110,3	110,3	110,2
1960	111	112	112,7	113,4	»
Bâtiment et travaux publics:					
1958	105,9	109	111,5	112	109,2
1959	102,8	105,5	109,9	110,6	107,2
1960	102,7	106,8	110,5	110,9	»

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	MOYENNE annuelle.
	(Premier jour du trimestre.)				
3. Industries de consommation:					
Industrie chimique et caoutchouc:					
1958	108,4	108,5	108,7	107,7	108,1
1959	106,9	107,4	108,3	108,9	108,1
1960	108,8	110,6	112,3	112,2	»
Industrie textile:					
1958	97,7	95,7	91,7	88,1	91,5
1959	83,2	83,7	86,5	87,9	86,1
1960	89,6	89,3	89,3	89,3	»
Cuirs et peaux:					
1958	103,4	102,7	96,7	94,7	98
1959	92	92,8	94,8	95,7	94,2
1960	95,3	95,6	95,1	94,9	»
Papiers et cartons:					
1958	108,2	108,5	108,5	108,1	108,1
1959	106,1	105,8	108	107,9	»
1960	108,9	110,4	112	111,8	»
Industries agricoles et alimentaires:					
1958	113	110,6	119,5	123,3	117,2
1959	117,8	114,2	125,9	127,8	121,3
1960	117,1	116,3	125,6	132,3	»
Industrie du bois et ameublement:					
1958	107,6	108,2	106	104,7	105,6
1959	99,2	100	100,8	100,4	100,1
1960	99,1	98,3	98,3	98,3	»
Habillement, travail des étoffes:					
1958	103,3	104,3	99,5	97,3	99,5
1959	90,2	94,2	95,7	96,5	94,9
1960	95,8	97,2	97,2	98,8	»
4. Industries de transformation (bâtiment inclus):					
Ensemble:					
1958	108,6	109,1	108,9	108,1	108
1959	103,1	103,6	106,4	106,9	105,2
1960	104,9	106,1	107,7	108,1	»
5. Transport:					
S. N. C. F.:					
1958	93,9	93,4	93,6	93,1	93,4
1959	93,3	92,4	92,2	91,9	92,3
1960	91,8	91	91,1	90,9	»
Ensemble:					
1958	98,3	98,1	98,7	98,3	98,3
1959	97,6	97,1	97,9	97,6	97,5
1960	97,2	96,9	98	98,4	»
6. Activités commerciales et libérales:					
1958	109,4	109,6	111,2	110,2	110,1
1959	109,6	109,5	111,7	111,8	110,9
1960	111,3	111,6	112,9	112,6	»

B. — **Données récentes sur l'emploi et le chômage.**

1° *Données d'ensemble.*

DÉSIGNATION	1959				1960				ANNÉES						
	I — 1er janvier.	II — 1er avril.	III — 1er juillet.	IV — 1er octobre.	I — 1er janvier.	II — 1er avril.	III — 1er juillet.	IV — 1er octobre.	1938	1949	1952	1955	1957	1958	1959
Chômeurs secourus.															
Total France entière (1.000) (1)	28	44,8	34,9	29,6	39,5	43,7	31,6	26,4	373,6	39,7	37,8	52	18,6	18,7	36,2
Dont:															
Hommes de moins de 60 ans aptes au travail	13	24,5	17,8	14,6	22,1	25,4	16,2	12,6	»	»	»	24,3	5,3	7,1	19
Demandes d'emploi non satisfaites (1.000) (2)	133,7	161,3	117	118	156,10	152,9	108,1	107	402	80,5	132	158,6	80,7	93,1	139,7
Offres d'emploi non satisfaites (1.000)	11,4	17,5	23,8	22,4	16,4	24,5	30,4	30,6	»	»	»	19,8	50,8	29,2	17,7

(1) Cette statistique ne donne pas l'ensemble des personnes en chômage, les fonds de chômage n'existant pas partout et un certain nombre de ces personnes ne s'inscrivant pas à ces fonds.

(2) Les statistiques des demandes d'emploi proviennent des relevés effectués dans les bureaux de main-d'œuvre. Elles ne sauraient apporter une estimation exacte du nombre des personnes réellement en chômage; elles comprennent, en effet, des personnes ayant un emploi et en recherchant un autre, d'autres personnes, effectivement en chômage, n'ayant pas recours aux offres de placement. Toutefois les enquêteurs par sondage sur l'emploi de l'I. N. S. E. E. semblent faire apparaître la validité relative d'une évaluation du nombre des chômeurs complets à une fois et demie celui des demandeurs d'emploi.

(3) Septembre.

Sources: Ministère du travail, I. N. S. E. E.

2° *Chômage partiel, évaluation des effectifs ouvriers occupés moins de quarante heures par semaine selon l'activité.*

BRANCHE D'ACTIVITÉ	ENSEMBLE							
	1er janvier 1959.	1er avril 1959.	1er juillet 1959.	1er octobre 1959.	1er janvier 1960.	1er avril 1960.	1er juillet 1960.	1er octobre 1960.
Extraction de minerais divers	1.500	2.100	200	1.600	1.200	600	100	400
Production des métaux	400	1.400	»	200	200	300	200	400
Première transformation des métaux	6.300	6.300	3.700	3.000	3.000	5.900	4.200	900
Mécanique générale	6.700	6.700	3.100	3.100	600	900	1.300	600
Construction de machines	5.800	1.500	1.000	3.600	500	4.200	3.100	3.200
Construction électrique	1.900	3.600	2.100	300	200	200	800	»
Verre, céramique, matériaux de construction	6.800	1.800	1.000	600	600	600	500	»
Bâtiment et travaux publics	9.300	1.800	900	1.000	5.500	1.900	900	2.000
Industrie chimique, caoutchouc	3.400	3.300	1.200	1.000	1.400	1.300	1.700	1.500
Industries agricoles et alimentaires	10.500	22.500	6.900	6.700	11.400	8.400	6.500	10.000
Industrie textile	144.800	109.900	46.500	24.600	11.000	16.300	9.700	14.900
Habillement et travail des étoffes	91.600	37.200	19.800	21.000	18.400	14.200	12.400	6.200
Cuirs et peaux	14.400	15.300	5.000	7.300	6.700	9.400	4.000	7.300
Industrie du bois, ameublement	8.600	3.200	1.200	1.800	1.300	3.000	2.000	800
Papier, carton	2.900	700	1.400	2.800	100	200	600	1.200
Industrie polygraphique	16.900	17.000	15.600	16.400	15.800	15.900	17.700	17.900
Industries diverses	6.700	8.200	4.500	3.400	3.000	1.800	1.700	3.200
Transports (sauf S. N. C. F et R. A. T. P.)	»	400	400	200	200	400	»	500
Commerces agricoles et alimentaires	500	500	400	400	400	100	200	200
Commerces non alimentaires	2.400	1.800	1.500	1.900	1.200	1.200	1.500	4.400
Spectacles	300	200	1.100	200	»	»	200	100
Hygiène	29.100	20.900	20.200	20.900	28.700	30.200	25.400	27.600
Professions libérales	1.200	700	300	»	600	»	4.300	700
Industries de transformation (y compris le bâtiment)	337.000	240.400	113.900	96.800	79.700	84.500	67.300	70.100
Toutes activités	372.000	267.000	138.000	122.000	112.000	117.000	99.000	104.000

Source: Ministère du travail, enquête trimestrielle.

3° *Chômage partiel indemnisé.*

(Fin de mois.)

	I — (Janvier.)	II — (Avril.)	III — (Juillet.)	IV — (Octobre.)
Nombre de journées indemnisées (1) (1.000) :				
Ensemble :				
1958	72,8	160,5	189,7	506,5
1959	1.028,9	652	311,8	134,9
1960	223,6	20,8	124,9	100,1
Dont :				
Textiles et annexes :				
1958	28,3	81,9	118,5	328,2
1959	631,8	398,4	159,1	50,2
1960	86,7	66,04	51,8	41,3
Habillement et travail des étoffes :				
1958	4,3	10,6	10,6	61,7
1959	148,7	78,1	44,4	17,3
1960	50,6	30,3	11,3	9
Industrie du cuir et de la chaussure :				
1958	14,04	32,2	41,2	52,6
1959	42,2	54,04	22,1	22,5
1960	26	46,8	21,2	29

(1) Sur la base d'une journée pour huit heures indemnisées. La statistique ne remonte pas au-delà de janvier 1952.

Source : Ministère du travail.

4° *Conflits de travail.*

	I — (Janvier.)	II — (Avril.)	III — (Juillet.)	IV — (Octobre.)
Nombre de journées perdues (1.000) :				
1958	57,1	491,5	14,4	15,5
1959	205	122,5	45,5	79,4
1960	8,2	70,7	52,4	119

N. B. — Moyenne mensuelle : 1949 = 594. — 1955 = 265,5.

Sources : Ministère du travail, I. N. S. E. E.

IV. — PRODUCTIVITE

Evolution récente de la productivité en France de 1949 à 1958.
(1949 = 100.)

PONDERATION 1954.	DESIGNATION	VARIATIONS ANNUELLES (Pourcentage.) Moyennes de 1949 à 1958.	De 1955 à 1956.	De 1956 à 1957.	De 1957 à 1958.
	1. Production finale brute:				
65	Consommation des ménages	+ 4,8	+ 5,7	+ 5	0
5	Consommation des administrations	+ 8,3	+ 19	+ 8,5	— 6,5
17	Formation brute de capital fixe	+ 5,0	+ 12	+ 10	+ 2
12	Exportations (1)	+ 7,6	— 6	+ 8,5	+ 7
100 (2)	Ensemble production finale brute (2)	+ 5,1	+ 6	+ 6	+ 2
	2. Facteurs de production:				
14,5	Travail dans l'agriculture et les pêcheries	— 2	— 2	— 2	— 2
55,5	Travail dans l'industrie et les services	+ 1	+ 2	+ 3	0
6,5	Travail des fonctionnaires civils	+ 1	+ 3	+ 2	+ 2
11,5	Amortissement	+ 2	+ 2	+ 3,5	+ 1
12	Importations (3)	+ 7,1	+ 13	+ 7	+ 2
100	Ensemble des facteurs	+ 1,5	+ 2,5	+ 3	0
	3. Productivité globale des facteurs	+ 3,5	+ 3,5	+ 3	+ 2

(1) Y compris solde des utilisations de services.
(2) Y compris variations des stocks et ajustement statistique.
(3) Importations de matériel militaire exclues.
Source: I. N. S. E. E.

V. — ECHANGES EXTERIEURS EN NATURE

A. — Résultats globaux.

Les échanges sont observés ici en nature. Les valeurs ne sont données que pour l'ensemble et à titre complémentaire, les finances extérieures et la balance des comptes faisant l'objet d'une étude particulière (III).

Commerce spécial, c'est-à-dire importations mises sur le marché intérieur ou livrées à des usines métropolitaines pour transformation et exportations des marchandises nationales ou nationalisées et des produits fabriqués dans des usines métropolitaines avec des matières premières importées.

Les statistiques douanières se rapportent, à partir de janvier 1956, au mois calendaire ordinaire.

Auparavant, elles étaient arrêtées le 20 du mois pour les exportations et au 25 pour les importations, ce qui donnait aux mois douaniers la longueur du mois précédent.

D'autre part, entre le mouvement des marchandises et leur enregistrement, des délais variables et différents selon les cas peuvent être observés pour les importations et les exportations.

Enfin, des variations accidentelles telles que retards d'horaire dus au mauvais temps peuvent affecter considérablement les relevés douaniers pour un mois donné.

Ces considérations expliquent l'intérêt de n'employer que des chiffres trimestriels, beaucoup moins affectés par les causes d'erreurs signalées ci-dessus que des chiffres mensuels.

1° Evolution d'ensemble des importations et des exportations (or inclus)

1. *Evolutions annuelles* (Moyennes mensuelles).

DESIGNATION	1928	1929	1938	1949	1950	1954	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Quantités (1.000 tonnes):														
Importations	4.111	4.925	3.952	3.850	3.257	4.054	4.365	4.082	4.380	4.879	5.685	5.990	5.806	5.719
Exportations	3.427	3.525	2.249	2.251	2.858	3.324	3.116	3.403	3.760	4.753	4.000	3.972	3.966	4.610
Valeurs (milliards de francs):														
Importations	4,45	4,85	3,84	160,2	89,39	133,64	132,64	121,52	126,84	138,04	164,70	188,8	196,15	209,3
Exportations	4,28	4,18	2,55	65,1	89,39	123,24	116,04	117,24	129,03	141,32	135,22	157,45	179,2	230,9

Source: Ministère des finances.

2. *Evolutions trimestrielles (or inclus).*

(Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	I	II	III	IV
A. — Quantités (1.000 tonnes) :				
Importations :				
1958	18.519	18.008	16.449	16.691
1959	16.384	16.716	16.561	18.964
1960	19.300	18.828	18.759	»
Exportations :				
1958	12.116	11.371	11.427	12.673
1959	11.818	13.024	14.859	15.623
1960	16.972	16.563	16.396	»
B. — Valeurs (millions de nouveaux francs) :				
Importations :				
1958	6.342	6.380	5.288	5.442
1959	5.924	6.474	5.622	7.129
1960	8.002	7.788	7.225	»
Exportations :				
1958	5.359	5.134	4.843	6.194
1959	5.862	7.038	6.576	8.276
1960	8.929	8.324	7.624	»

Sources : Ministère des finances, I. N. S. E. E.

2° LES INDICES DU VOLUME

a) *Définition.*

Les indices du *volume du commerce extérieur*, calculés dans presque tous les pays publiant des indices de ce commerce, sont caractérisés par la comparaison des valeurs échangées, ces valeurs étant calculées à prix constant.

En effet, un indice ne tenant compte que du tonnage de l'ensemble des marchandises échangées donnerait une part prépondérante et injustifiée aux matières pondéreuses et de prix relativement faible.

Un indice basé sur les valeurs n'aurait de sens que si les prix étaient stables, afin que ne soient pas masquées, par le mouvement des prix, des variations dues à l'évolution des quantités échangées.

Les indices du volume calculés par l'I. N. S. E. E. sont des moyennes arithmétiques pondérées des indices de quantité relatifs aux différentes marchandises, les coefficients de pondération étant proportionnels aux valeurs échangées pendant l'année de base. La base 1949 a été adoptée, 1949 étant la première des années d'après guerre marquée par une stabilité relative de l'économie et plus spécialement des prix.

Le nombre des marchandises ou de groupements de marchandises utilisées dans le calcul est largement supérieur à celui retenu pour les anciens indices : 274 à l'importation, 338 à l'exportation, contre 131 et 104 auparavant.

A partir de 1951, *pour accorder les indices base* 100 *en* 1949 *à ceux de base* 1938, il faut multiplier les indices des exportations (base 100 en 1949) par 1,21 pour obtenir les indices à base 1938, ceux des importations restant identiques. Une nouvelle série a été calculée de 1946 à 1950 pour tenir compte des variations du nombre et de la valeur des marchandises utilisées pour le calcul des indices (voir ci-après).

Pour la période antérieure à 1938, on obtiendra des indices à base 1938 en multipliant les indices à base 1913 par 0,934 pour les importations et 1,105 pour les exportations (voir *Bulletin de la statistique générale* de décembre 1945 pour ces séries).

Enfin, les nouveaux indices publiés sur la base 100 en 1956 tiennent compte, désormais, de la valeur de la totalité des marchandises dont ils prétendent représenter les variations de volume et ne sont donc plus calculés avec une « couverture » incomplète comme les précédents.

b) *Evolution des indices du volume du commerce extérieur depuis* 1913 (*or inclus.*)

(Valeurs échangées à prix constants.)

1. Indices bruts (1913 = 100) de 1913 à 1942.

ANNÉES	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
1913	100	100
1919	121	45
1920	114	86
1921	82	83
1922	108	86
1923	109	103
1924	115	119
1925	106	124
1926	111	134
1927	109	146
1928	116	148
1929	133	147
1930	143	132
1931	141	112
1932	118	86
1933	123	88
1934	106	91
1935	103	81,5
1936	113	78
1937	120	84
1938	107	90,5
1939	94	87,5
1940	»	40
1941	30	30
1942	24	45

N. B. — Indice très approximatif de 1940 à 1945 (occupation).

Sources : Statistique générale de la France, I. N. S. E. E.

2. Indices bruts (1938 = 100) de 1938 à 1945.

ANNÉES	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
1938	100	100
1939	87,6	99,1
1940	64	44,5
1941	28,3	34,9
1942	22,8	50,2
1943	2,1	46,3
1944	5,8	26,7
1945	86,4	15,3

N. B. — Indice très approximatif de 1940 à 1945 (occupation).

3. Indices corrigés (1938 = 100) de 1946 à 1959.

ANNÉES	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
1946	109	40
1947	116	70
1948	98	82
1949	101	118
1950	105	164
1951	123	195
1952	125	172
1953	126	182
1954	132	206
1955	144	226
1956	166	202
1957	175	223
1958	174	233
1959	170	280

Source : I. N. S. E. E.

3° Répartition des échanges extérieurs par produits et selon l'origine ou la destination de la marchandise
(Indices du volume du commerce extérieur) (or exclu).

DÉSIGNATION	INDICE BASE 100 EN 1956						
	Pondération de l'indice.	1957	1958	1959	1960		
					1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.
Exportations.							
Alimentation, boissons, tabacs:							
Etranger	853	124	89	100	127	131	150
Zone franc	577	118	130	134	177	133	144
Ensemble	1.430	121	105	113	147	132	148
Produits bruts:							
Etranger	867	96	90	120	152	146	129
Zone franc	81	106	130	132	163	139	113
Ensemble	948	97	93	121	153	145	128
Energie, lubrifiants:							
Etranger	481	82	92	75	66	67	72
Zone franc	219	88	117	121	137	129	124
Ensemble	700	84	100	89	88	87	88
Produits manufacturés:							
Etranger	4.522	107	113	153	188	181	164
Zone franc	2.400	123	139	143	174	151	132
Ensemble	6.922	113	122	150	184	171	153
Comprenant:							
Demi-produits:							
Etranger	2.445	99	101	139	163	156	145
Zone franc	571	124	134	145	194	163	134
Ensemble	3.016	104	107	140	169	157	143
Produits finis:							
Equipement:							
Etranger	956	116	113	131	167	179	166
Zone franc	546	126	147	154	192	160	141
Ensemble	1.502	119	125	139	176	172	157
Consommation:							
Etranger	1.121	117	138	196	260	236	196
Zone franc	1.283	121	137	139	159	142	131
Ensemble	2.404	119	137	165	206	186	161
Total des exportations:							
Etranger	6.723	106	105	136	167	162	151
Zone franc	3.277	119	136	140	172	146	133
Ensemble	10.000	110	115	138	169	157	145
Importations.							
Alimentation, boissons, tabacs:							
Etranger	997	77	99	93	135	100	71
Zone franc	1.461	110	113	112	122	132	87
Ensemble	2.458	97	107	104	127	119	81
Produits bruts:							
Etranger	2.086	106	94	91	125	116	97
Zone franc	746	110	115	107	108	115	98
Ensemble	2.832	107	100	95	121	116	97
Energie, lubrifiants:							
Etranger	1.788	107	103	101	102	94	97
Zone franc	7	148	443	729	2.426	2.690	3.659
Ensemble	1.795	107	105	104	111	104	111
Produits manufacturés:							
Etranger	2.752	112	110	111	152	154	151
Zone franc	163	98	103	93	111	130	138
Ensemble	2.915	111	109	110	150	152	151
Comprenant:							
Demi-produits:							
Etranger	1.323	116	116	118	167	178	177
Zone franc	148	97	103	92	112	121	136
Ensemble	1.471	114	114	115	161	172	172
Produits finis:							
Equipement:							
Etranger	998	120	118	110	144	134	135
Consommation:							
Etranger	431	94	83	98	130	135	133
Total des importations:							
Etranger	7.623	105	102	101	131	123	113
Zone franc	2.377	109	114	111	124	134	105
Ensemble	10.000	106	105	103	129	125	111

Source: I. N. S. E. E.

B. — **Echanges agricoles en nature.**

1° PART DES DIVERS PRODUITS AGRICOLES DANS LE COMMERCE EXTÉRIEUR AVEC L'ÉTRANGER

a) *Importations de l'étranger de produits de l'agriculture (années 1957 à 1959).*

Année 1957.

DÉSIGNATION	VALEURS (Milliards de francs.)	POURCENTAGE du total des importations (1).
Produits de l'agriculture et des industries alimentaires	201,4	11,7
Dont:		
Fruits et légumes (y compris les conserves) et pommes de terre	31,5	1,8
Café, cacao, thé et épices	25,1	1,5
Céréales, produits de minoterie et préparations à base de céréales	20,3	1,2
Graines et fruits oléagineux	20	1,2
Viandes (y compris les conserves)	17,4	1
Tabac	12,6	0,7
Corps gras (graisses et huiles)	12,1	0,7
Sucres et sucreries	10,5	0,6
Produits laitiers et œufs	9,9	0,6
Boissons	4,1	0,2
N. B. — Poissons, crustacés (y compris conserves)	9,2	0,5

(1) Le total des importations pour l'année 1957 est de 1.727 milliards de francs.
Source: Ministère des finances.

Années 1958 et 1959.

DÉSIGNATION	VALEURS (Milliards de francs.)		POURCENTAGE du total des importations (1).	
	1958	1959	1958	1959
Produits de l'agriculture et des industries alimentaires	215,7	264	12,6	13,8
Dont:				
Fruits et légumes (y compris conserves) et pommes de terre	49,5	54,2	2	2,9
Boissons	28,5	6	1,7	0,3
Café, cacao, thé et épices	22,7	23,5	1,3	1,2
Viandes (y compris conserves)	17,3	19,6	0,9	1
Graines et fruits oléagineux	15,1	20	0,9	1
Tabac	12,1	13	0,7	0,7
Produits laitiers et œufs	11,4	27,2	0,7	1,4
Corps gras	10,3	13	0,6	0,7
Céréales, produits de minoterie et préparations à base de céréales	8,4	19,7	0,5	1
Sucres et sucreries	5,5	9,8	0,3	0,5
N. B. — Poissons, crustacés (y compris conserves)	9,3	12,6	0,5	0,7

(1) Le total des importations est de 1.707 milliards de francs en 1958 et de 1.906 milliards de francs en 1959.
Source: Ministère des finances.

b) *Exportations vers l'étranger des produits de l'agriculture et des industries alimentaires (années 1957 à 1959).*

Année 1957.

DÉSIGNATION	VALEURS (Milliards de francs.)	POURCENTAGE du total des exportations (1).
Total: produits de l'agriculture	190,3	15,4
Dont:		
Céréales, produits de minoterie et préparations à base de céréales	65,8	5,3
Boissons	57,1	4,6
Fruits, légumes (y compris conserves) et pommes de terre	18,3	1,5
Corps gras	6,6	0,5
Sucres et sucreries	6,3	0,5
Produits laitiers et œufs	6	0,5
Viandes (y compris les conserves)	5	0,4
Tourteaux	2,2	0,2
Animaux vivants	1,7	0,1
N. B. — Poissons et crustacés (y compris conserves)	3	0,3

(1) Le total des exportations atteint 1.234 milliards de francs.

Source: Ministère des finances.

Années 1958 et 1959.

DÉSIGNATION	VALEURS (Milliards de francs.)		POURCENTAGE du total des exportations (1).	
	1958	1959	1958	1959
Produits de l'agriculture	164,8	206,4	12,2	10,9
Dont:				
Boissons	56,5	69,8	4,2	3,7
Céréales, produits de minoterie et préparations à base de céréales	39,4	30,1	2,9	1,6
Fruits, légumes (y compris conserves) et pommes de terre	17,4	26,1	1,3	1,4
Corps gras	7,1	7,4	0,5	0,4
Viandes (y compris conserves)	6,2	14,5	0,5	0,18
Produits laitiers, œufs	6	10,1	0,5	0,5
Sucres et sucreries	5,8	8	0,4	0,4
Plantes vivantes et produits de la floriculture	4,7	5,2	0,3	0,3
Animaux vivants	1,7	8,6	0,1	0,4
N. B. — Poissons et crustacés (y compris conserves)	3,3	4,2	0,2	0,2

(1) Le total des exportations est de 1.346 milliards de francs en 1958 et de 1.895 milliards de francs en 1959.

Source: Ministère des finances.

2° Echanges de produits alimentaires

a) *Ensemble.*

(Indice du volume: 1956 = 100.)

DÉSIGNATION	1957	1958	1959	1960			
				1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.
Alimentation, boissons, tabac.							
Importations:							
Etranger	77	99	93	135	100	71	»
Zone franc	110	113	112	122	132	87	»
Ensemble	97	107	104	127	119	81	»
Exportations:							
Etranger	124	89	100	127	131	150	»
Zone franc	118	130	134	177	133	144	»
Ensemble	121	105	113	147	132	148	»

Source: I. N. S. E. E.

b) *Répartition par produits.*

(Indice du volume: 1956 = 100.)

DÉSIGNATION	1957	1958	1959	1960			
				1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.
1. *Céréales.*							
Importations:							
Etranger	37	13	28	21	29	18	»
Zone franc	72	117	96	71	70	34	»
Ensemble	46	42	47	34	40	23	»
Exportations:							
Etranger	216	26	59	111	124	104	»
Zone franc	85	342	528	1.461	902	754	»
Ensemble	206	115	95	215	183	154	»
2. *Fruits et légumes.*							
Importations:							
Etranger	90	107	144	269	190	72	»
Zone franc	113	120	121	143	184	49	»
Ensemble	106	116	128	182	186	56	»
Exportations:							
Etranger	144	95	154	133	167	168	»
Zone franc	102	123	104	100	51	168	»
Ensemble	128	105	135	120	135	168	»
3. *Sucres.*							
Importations:							
Etranger	206	133	247	571	488	360	»
Zone franc	142	133	128	196	214	122	»
Ensemble	153	133	149	261	262	163	»
Exportations:							
Etranger	41	37	48	50	53	57	»
Zone franc	116	111	92	91	76	106	»
Ensemble	93	88	79	78	69	91	»
4. *Conserves alimentaires.*							
Importations:							
Etranger	77	67	83	107	81	66	»
Zone franc	95	104	124	123	124	159	»
Ensemble	89	91	110	117	109	127	»
Exportations:							
Etranger	97	103	108	103	101	124	»
Zone franc	124	139	130	153	125	129	»
Ensemble	110	121	119	128	113	126	»

(Indices 1900 = 100 du volume.)

DÉSIGNATION	1957	1958	1959	1960			
				1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.
5. *Boissons.*							
Importations:							
Etranger	131	2.051	145	102	108	99	»
Zone franc	126	102	104	113	103	108	»
Ensemble	126	178	106	113	103	107	»
Exportations:							
Etranger	94	79	93	114	107	112	»
Zone franc	106	104	97	113	104	104	»
Ensemble	97	85	94	114	106	110	»
6. *Produits animaux.*							
Produits laitiers, œufs, miel.							
Importations:							
Etranger	47	51	110	203	54	40	»
Zone franc	125	141	59	62	38	106	»
Ensemble	49	54	109	199	54	42	»
Exportations:							
Etranger	188	186	215	219	289	949	»
Zone franc	141	168	196	198	164	155	»
Ensemble	152	172	200	203	193	337	»
Viandes.							
Importations:							
Etranger	155	142	118	138	162	150	»
Zone franc	42	126	66	5	76	130	»
Ensemble	147	141	114	129	157	149	»
Exportations:							
Etranger	47	20	148	195	251	370	»
Zone franc	192	188	294	455	365	366	»
Ensemble	98	79	199	286	291	369	»

Source: I. N. S. E. E.

C. — Echanges industriels en nature.

1° Part des divers produits industriels dans le commerce extérieur avec l'étranger

a) *Importations de l'étranger de produits de l'industrie (années 1957 à 1959).*

Année 1957.

DÉSIGNATION	VALEURS (Milliards de francs.)	POURCENTAGE des importations (1).
Produits de l'industrie	1.525,2	88,3
Dont:		
Energie	450,4	26,1
Produits pétroliers	275	15,9
Combustibles minéraux solides	175,4	10,2
Industrie métallurgique	372	21,6
Industrie textile	250,6	14,5
Industries chimiques et parachimiques	84,9	4,9
Pâtes, papiers et leurs applications	70,2	4,1
Matériel de transport	56,2	3,3
Cuirs et peaux	41,1	2,3
Caoutchouc et ouvrages	40,2	2,3
Industrie électrique	30,2	1,7
Bois et ouvrages	29,7	1,7
Industrie céramique	7,1	0,4
Industrie du verre	2,7	0,2
Chaussures	2,4	0,1

(1) En 1957, le montant total des importations atteint 1.726,66 milliards de francs.

Source: Ministère des finances.

Années 1958 et 1959.

DÉSIGNATION	VALEURS (Milliards de francs.)		POURCENTAGE des importations (1).	
	1958	1959	1958	1959
Produits de l'industrie	1 491,2	1.642,4	87,4	86,2
Dont:				
Energie	453,3	478,8	26,5	25,1
Combustibles minéraux solides	167,8	164,7	9,8	8,6
Produits pétroliers	285,5	314,1	16,7	16,5
Industrie métallurgique	396,5	450,4	23,2	23,6
Industrie textile	200,3	212,4	11,7	11,2
Industries chimiques et parachimiques	91,5	108,2	5,4	5,7
Pâtes, papiers et leurs applications	75	69,5	4,4	3,6
Matériel de transport	58,6	59,3	3,4	3,1
Caoutchouc et ouvrages	38	53,4	2,2	2,8
Cuirs et peaux	32,2	42,8	1,9	2,3
Bois et ouvrages	29,6	28,4	1,7	1,5
Industrie céramique	7,8	9,4	0,5	0,5
Chaussures	1,4	2,4	0,1	0,1
Industrie du verre	2,7	3,8	0,2	0,2

(1) Pour 1958 le total des importations de l'étranger est de 1.707,3 milliards de francs et de 1.906 milliards de francs pour 1959.

Source: Ministère des finances.

b) *Exportations vers l'étranger de produits de l'industrie (années 1957 à 1959).*

Année 1957.

DÉSIGNATION	VALEURS (Milliards de francs.)	POURCENTAGE des exportations (1).
Produits de l'industrie	1.043,8	84,6
Dont:		
Industrie métallurgique	364,5	29,5
Industrie textile	170,5	13,8
Matériel de transport	119	9,7
Dont:		
Automobiles, tracteurs et cycles	(73,5)	(6)
Navigation maritime et fluviale	(25,7)	(2,1)
Industries chimiques et parachimiques	108,3	8,8
Combustibles minéraux solides	41,9	3,4
Produits pétroliers	28	2,3
Industrie électrique	31	2,5
Cuirs et peaux	26,3	2,1
Bois et ouvrages	24,7	2
Pâtes, papiers et leurs applications	22,7	1,8
Industrie du verre	10,8	0,9
Caoutchouc et ouvrages	10,5	0,9
Industrie céramique	5	0,9
Chaussures	1,4	0,1

(1) En 1957, le total des exportations s'élève à 1.234,1 milliards de francs.

Source: Ministère des finances.

Années 1958 et 1959.

DÉSIGNATION	VALEURS (Milliards de francs.)		POURCENTAGE des exportations (1).	
	1958	1959	1958	1959
Produits de l'industrie	1.180,6	1.688,5	87,8	89,1
Dont:				
Industrie métallurgique	419,1	615,4	31,1	32,5
Matériel de transport	162,7	277,2	12,1	14,6
Dont:				
Automobiles, tracteurs et cycles	(117,1)	(230,5)	(8,7)	(12,2)
Industrie textile	160,9	228,9	11,9	12,1
Industries chimiques et parachimiques	125,4	167,4	9,3	8,8
Energie: produits pétroliers et combustibles minéraux solides	84,4	74,9	6,3	3,9
Industrie électrique	48	56,9	3,6	3
Pâtes, papiers et leurs applications	29	37,5	2,2	2
Cuirs et peaux	28,5	45,3	2,1	2,4
Bois et ouvrages	24,1	34,2	1,8	1,8
Industrie du verre	13,8	21,6	1	1,1
Caoutchouc et ouvrages	11,9	19	0,9	1
Industrie céramique	5,3	7,2	0,4	0,4
Chaussures	2,4	5,3	0,2	0,3

(1) En 1958, le total des exportations est de 1.346 millions de francs.

2° Evolution des échanges industriels par produits

a) *Energie. — Lubrifiants.*

(Indices du volume; 1956 = 100.)

DÉSIGNATION	1957	1958	1959	1960			
				1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.
Total.							
Importations:							
Etranger	187	103	101	102	94	97	»
Zone franc	148	443	729	2.426	2.690	3.659	»
Ensemble	107	105	104	111	104	111	»
Exportations:							
Etranger	82	92	75	66	67	72	»
Zone franc	88	117	121	137	129	124	»
Ensemble	84	100	89	88	87	88	»
Dont:							
1. *Combustibles minéraux solides.*							
Importations:							
Etranger	115	85	77	83	83	83	»
Zone franc	113	116	142	29	45	42	»
Ensemble	115	86	77	83	82	86	»
Exportations:							
Etranger	87	65	40	20	20	20	»
Zone franc	125	201	148	78	52	60	»
Ensemble	89	70	44	22	21	21	»
2. *Produits pétroliers, gaz, électricité.*							
Importations:							
Etranger	103	113	115	113	101	105	»
Zone franc	361	2.408	4.253	16.805	18.557	23.072	»
Ensemble	103	115	119	128	117	125	»
Exportations:							
Etranger	77	117	107	110	113	121	»
Zone franc	86	114	120	139	132	126	»
Ensemble	81	115	113	123	121	123	»

Source: I. N. S. E. E.

b) *Produits bruts.*

(Indices du volume: 1956 = 100.)

DÉSIGNATION	1957	1958	1959	1960			
				1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.
Total des produits bruts.							
Importations:							
Etranger	106	94	91	125	116	97	»
Zone franc	110	115	107	108	115	98	»
Ensemble	107	100	95	124	116	97	»
Exportations:							
Etranger	96	90	120	152	146	129	»
Zone franc	106	130	132	163	139	113	»
Ensemble	97	93	124	153	145	128	»
Dont:							
Caoutchouc.							
Importations:							
Etranger	116	106	120	159	165	124	»
Zone franc	100	116	77	111	41	78	»
Ensemble	111	110	106	143	126	109	»
Bois.							
Importations:							
Etranger	101	96	86	43	69	136	»
Zone franc	118	151	150	153	185	156	»
Ensemble	106	111	105	75	102	142	»
Exportations:							
Etranger	74	63	86	107	150	135	»
Zone franc	109	117	103	127	123	130	»
Ensemble	80	73	89	110	145	134	»

N. B. — Voir les échanges de filés textiles et de pâtes à papier ci-après.

Source: I. N. S. E. E.

3° Produits manufacturés

a) *Ensemble.*

(Indices du volume: 1956 = 100.)

DÉSIGNATION	1957	1958	1959	1960			
				1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.
Produits manufacturés.							
Importations:							
Etranger	112	110	111	152	154	151	»
Zone franc	98	103	93	111	130	138	»
Ensemble	111	109	110	150	152	151	»
Exportations:							
Etranger	107	113	153	188	160	164	»
Zone franc	123	139	143	174	151	132	»
Ensemble	113	122	150	184	170	153	»

Source: I. N. S. E. E.

b) *Répartition pour quelques produits manufacturés.*
(Indices du volume: 1956 = 100.)

DÉSIGNATION	1957	1958	1959	1960			
				1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.
1. *Métaux non ferreux*							
Importations:							
Etranger	114	130	107	138	143	142	»
Zone franc	103	133	121	161	170	195	»
Ensemble	112	131	108	141	146	148	»
Exportations:							
Etranger	106	206	352	470	457	430	»
Zone franc	120	149	140	204	171	139	»
Ensemble	109	193	303	408	391	363	»
2. *Produits sidérurgiques.*							
Sidérurgie.							
Importations:							
Etranger	136	141	169	282	312	315	»
Exportations:							
Etranger	94	97	130	138	123	114	»
Zone franc	131	148	158	247	183	136	»
Ensemble	99	104	134	151	131	117	»
3. *Ouvrages en métaux* (armes exclues).							
Importations:							
Etranger	109	89	190	294	293	255	»
Exportations:							
Etranger	110	101	126	146	148	180	»
Zone franc	124	139	136	158	116	105	»
Ensemble	118	122	132	153	130	126	»
4. *Machines.*							
Importations:							
Etranger	117	106	105	115	117	118	»
Exportations:							
Etranger	104	100	125	186	191	162	»
Zone franc	133	164	191	220	197	180	»
Ensemble	113	120	145	196	193	167	»
5. *Tracteurs, autos, cycles.*							
Importations:							
Etranger	98	77	85	115	143	121	»
Exportations:							
Etranger	131	189	316	439	350	222	»
Zone franc	136	167	168	205	195	156	»
Ensemble	133	179	246	329	277	191	»
6. *Construction électrique.*							
Importations:							
Etranger	105	99	92	109	122	144	»
Exportations:							
Etranger	115	152	162	206	201	170	»
Zone franc	119	129	147	188	153	138	»
Ensemble	117	141	155	197	177	154	»
7. *Produits chimiques.*							
Importations:							
Etranger	105	107	106	131	141	131	»
Exportations:							
Etranger	107	113	158	209	211	202	»
Zone franc	140	163	170	216	187	166	»
Ensemble	114	124	160	210	206	195	»
8. *Produits de la parachimie.*							
Importations:							
Etranger	132	122	133	173	163	147	»
Exportations:							
Etranger	114	111	131	163	157	135	»
Zone franc	117	128	130	164	139	129	»
Ensemble	116	120	131	164	148	132	»

Source: I. N S. E. E.

4° Produits textiles

(Indices du volume: 1956 = 100.)

DÉSIGNATION	1957	1958	1959	1960			
				1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.
1. Filés et fils textiles.							
Importations:							
Etranger	65	39	78	191	161	173	»
Exportations:							
Etranger	90	88	114	139	149	138	»
Zone franc	114	120	127	141	118	125	»
Ensemble	92	90	115	139	146	137	»
2. Tissus.							
Importations:							
Etranger	112	92	77	109	131	135	»
Exportations:							
Etranger	110	105	135	192	177	179	»
Zone franc	104	105	109	117	108	102	»
Ensemble	107	105	121	152	140	137	»
3. Vêtements et autres articles textiles.							
Importations:							
Etranger	94	70	113	163	142	145	»
Exportations:							
Etranger	102	105	152	187	202	216	»
Zone franc	128	145	143	140	148	143	»
Ensemble	118	130	146	158	169	171	»

Source: I. N. S. E. E.

5° Cuirs et peaux

(Indices du volume: 1956 = 100.)

DÉSIGNATION	1957	1958	1959	1960			
				1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.
1. Peaux et pelleteries non apprêtées.							
Importations:							
Etranger	101	87	101	133	111	88	»
Zone franc	108	100	107	92	122	85	»
Ensemble	102	89	102	128	112	87	»
Exportations:							
Etranger	98	112	132	144	162	134	»
2. Cuirs et chaussures.							
Importations:							
Etranger	97	71	78	148	139	92	»
Exportations:							
Etranger	111	112	167	203	199	185	»
Zone franc	129	152	145	196	159	138	»
Ensemble	120	130	157	200	181	163	»

Source: I. N. S. E. E.

6° Papiers et cartons

(Indices du volume: 1956 = 100.)

DÉSIGNATION	1957	1958	1959	1960			
				1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.
1. *Pâtes à papier.*							
Importations:							
Etranger	102	106	94	121	128	106	»
2. *Papiers-cartons.*							
Importations:							
Etranger	105	92	64	87	68	95	»
Exportations:							
Etranger	93	122	177	317	288	247	»
Zone franc	126	129	130	155	159	142	»
Ensemble	112	126	150	223	213	186	»

Source: I. N. S. E. E.

VI. — DISTRIBUTION. — COMMERCE

Importance et répartition des entreprises commerciales.

1. Répartition en 1960 des établissements commerciaux d'après leur importance et le groupe d'activités collectives

(En milliers.)

GROUPES D'ACTIVITES collectives.	NOMBRE total.	NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS OCCUPANT DES SALARIES									
		0	1	2	3	4	5	6 à 10	11 à 20	Plus de 20.	Non déclaré.
Ensemble	1.041,9	628,7	226,3	73,1	31,7	18,6	12,1	26,1	12,6	9,1	3,7
Dont:											
Commerces agricoles et alimentaires	327,4	179,2	89	28,1	9,8	5,4	3,4	6,8	2,9	1,9	0,9
Commerces multiples et commerces S. A. I.	7	4,1	1,1	0,3	0,2	0,1	0,08	0,2	0,2	0,6	0,02
Commerces et spectacles non sédentaires	95,5	82,7	9,9	1,7	0,6	0,2	0,1	0,2	0,02	0,01	0,1
Commerces des matières premières, matériaux combustibles, de quincaillerie, machines, véhicules	104,8	39,4	25,1	11,5	6,2	4,2	2,9	7,4	4,4	3,4	0,4
Commerces des textiles, de l'habillement et des cuirs	93,7	50,5	19,8	8	4,2	2,6	1,7	3,7	1,6	0,9	0,6
Commerces divers (antiquités, céramiques, livres, journaux, droguerie, horlogerie, orfèvrerie, bijouterie, maroquinerie).	75,6	44,7	16,6	5,4	2,7	1,6	1	1,9	0,7	0,4	0,5
Hôtellerie	108,7	52,9	31,6	9,5	4,4	2,6	1,7	3,4	1,5	0,9	0,3
Débits de boisson, tabac	171,6	140,2	23,6	4,6	1,3	0,6	0,3	0,5	0,2	0,04	0,3
Industries et commerces de récupération	12,6	8	1,9	0,7	0,4	0,3	0,2	0,6	0,3	0,2	0,02
Intermédiaires et auxiliaires du commerce et de l'industrie	44,8	26,9	7,8	3,2	1,8	1,1	0,7	1,6	0,7	0,6	0,5

Source: I. N. S. E. E.

2. Indices du chiffre d'affaires

(Chiffre d'affaires moyen quotidien.) (1950 = 100.) (Moyennes mensuelles.)

DESIGNATION	I	II	III	IV	ANNEE
1. *Commerces alimentaires.*					
Succursalistes:					
1958	266	287	292	302	287
1959	290	304	324	332	313
1960	314	335	(1)336		
Coopératives de consommation:					
1958	353	362	365	419	375
1959	391	376	400	456	406
1960	418	413			
Détaillants indépendants:					
1958	207	223	207	236	218
1959	222	232	233	253	235
1960	245	255	(1)393		
Grossistes:					
1958	168	200	204	213	196
1959	188	210	240	229	217
1960	214	239	(1)253		

DESIGNATION	I	II	III	IV	ANNEE
2. *Commerces non alimentaires.* (Indice du chiffre d'affaires moyen quotidien.)					
Commerces multiples:					
Grands magasins:					
Paris:					
1958	266	267	242	400	294
1959	313	306	269	462	337
1960	327	349	(1)288		
Province:					
1958	249	298	300	390	309
1959	298	316	332	434	345
1960	330	373	(1)360		
Autres commerces:					
Textiles:					
1958	146	161	165	230	176
1959	173	184	181	247	196
1960	181	208	(1)183		
Chaussures (détaillants et indépendants):					
1958	131	199	171	243	186
1959	164	207	183	253	202
1960	161	243	(1)169		
Droguerie, quincaillerie:					
1958	205	249	307	247	252
1959	224	272	292	277	266
1960	249	295	(1)308		
Ameublement:					
1958	284	330	365	402	345
1959	348	328	362	433	368
1960	349	351	(1)379		

(1) Moyenne juillet-août.

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

3. Evolution du commerce intérieur (1)

(Moyennes mensuelles.)

DESIGNATION	1959				1960			1938	1949	1952	1957	1958	1959
	I	II	III	IV	I	II	III						
1. Création de fonds (France entière)	5 457	4.807	4.218	5.968	5.316	5.634	4.684	»	»	4.690	4.140	4.467	5.117
Actes de constitution de sociétés (Seine)	414	358	326	424	480	430	335	294	650	484	375	357	380
2. Dissolution et radiation (1):													
Radiation de fonds (France entière)	5.812	3.176	3.018	4.683	4.923	4.392	3.160	»	»	3.380	3.985	4.306	4.172
Actes de dissolution de sociétés (Seine)	214	159	142	214	223	164	144	147	247	228	284	201	182
3. Liquidations judiciaires (déclarées)	330	310	224	299	348	330	189	145	98	125	263	270	291
Dont:													
Commerces agricoles et alimentaires	48	55	32	45	56	57	30	38	»	22	42	36	45
4. Faillites (déclarées)	355	289	218	312	383	322	223	405	283	369	297	301	294
Dont:													
Commerces agricoles et alimentaires	44	40	29	41	52	46	31	70	58	66	37	35	38

(1) Intermédiaires exclus.

Source: I. N. S. E. E.

VII. — TRANSPORTS

A. — Trafic par mode de transport.

1° Fer (S. N. C. F.)

a) *Evolution du trafic et de la productivité de la S. N. C. F.* (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1959				1960			1929	1938	1949	1952	1958	1959
	I	II	III	IV	I	II	III						
A. — *Trafic.*													
Trafic voyageurs/kilomètre (millions de voyageurs/kilomètre)	2.190	2.573	3.310	2.410	2.112	2.723	»	2.350	1.837	2.456	2.380	2.692	2.620
Trafic marchandises/kilomètre (millions de kilomètres)	4.290	4.507	4.207	4.787	4.650	4.756	4.463	3.480	2.210	3.420	3.675	4.407	4.448
Tonnages chargés et entrés chargés (moyenne journalière des transports commerciaux) (1.000 tonnes)	574	584	546	628	613	616	577	»	362	»	474	581	583
B. — *Productivité* (indices 1929 = 100).													
Du travail	»	»	»	»	»	»	»	100	83	»	»	»	»
De la consommation d'énergie	»	»	»	»	»	»	»	100	85	»	»	»	»

Sources: I. N. S. E. E. (évolution du trafic). Commissariat du plan (évolution de la productivité).

b) *Evolution du parc du matériel roulant de la S. N. C. F.* (1).

CATÉGORIES DE MATÉRIEL	1929	1938	1946	1952	1957	(1958)
Locomotives à vapeur	19.800	17.200	13.800	10.460	7.560	7.300
Locomotives et automotrices électriques	790	1.120	1.180	1.360	1.710	1.760
Locomotives Diesel (de 500 CV et au-dessus)	64	7	16	155	350	390
Autorails		664	618	780	996	1.010
Voitures à voyageurs (y compris remorques d'autorails et d'automotrices électriques)	35.200	30.800	18.000	16.800	15.050	14.880
Wagons et fourgons	521.000	485.000	329.000	379.000	335.500	332.600

(1) Effectif en exploitation, moyenne annuelle.

Source: Commissariat général du plan.

2° Voies navigables

a) *Trafic kilométrique total.*

(Millions de tonnes kilomètre.) (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1959				1960				1929	1938	1949	1952	1955	1958	1959
	I	II	III	IV	I	II	III	IV							
1. Trafic kilométrique total (millions de tonnes kilométriques)	672,6	840,7	(800)	792,4	798,6	915,2	895,9	»	567	629	521	640	737	776,9	779

Source : I. N. S. E. E.

b) *Composition de la flotte fluviale à la fin de 1957.*

TYPES DE BATEAUX	UNITES		TONNAGES (Milliers de tonnes.)	
	Navigation intérieure Rhin inclus.	Rhin.	Navigation intérieure Rhin inclus.	Rhin.
Bateaux de transport :				
Marchandises générales :				
Tractionnées	5.451	202	1.949	251,5
Automoteurs	3.616	150	1.291	122,5
Citernes :				
Tractionnées	169	11	92	13
Automoteurs	671	5	258	5
Remorqueurs	460	73	»	»
Total (dont 3.104 bateaux bois)	10.367	441	»	»
Tonnage équivalent en péniches			4.623,477	

Source : Commissariat général du plan.

3° Mer

a) *Evolution du trafic.* (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1959				1960				1938	1949	1952	1955	1958	1959
	I	II	III	IV	I	II	III	IV						
Voyageurs (grande navigation) (1.000) :														
Débarquements	7,73	18,87	23,51	11,26	7,92	19	21,8	»	16,9	16,4	21,6	21,4	16,4	15,94
Embarquements	9,38	12,41	24	15,34	7,55	12.41	22,4	»	18,6	22,4	23,1	22,2	16,1	15,78
Marchandises (toutes) (1.000 tonnes) :														
Débarquements	4.638	4.670	4.407	4.781	4.868	4.810	4.890	»	2.989	3.006	3.538	3.856	4.831	4.707
Embarquements	2.053	2.000	2.125	2.228	2.247	2.185	2.260	»	1.050	1.266	1.860	2.255	2.131	2.133

b) *Evolution marchande.* (Evolution en tonnage.)

(Les chiffres placés entre parenthèses sont ceux du nombre de navires.)

Navires de plus de 100 tonneaux de jauge brute.

ANNÉES	PÉTROLIERS	NAVIRES à passagers.	AUTRES cargos.	TOTAL
	(1.000)	(1.000)	(1.000)	(1.000)
1er janvier:				
1929	1.300	170	1.600	3.870
1938	1.210	260	1.220	2.690
1939 (1/9).....	1.166 (146)	323 (72)	1.244 (452)	2.734 (670)
1945 (1/8).....	365	102	375	842
1946	Pas de statistiques (Cf. août 1945).			
1947	421	176	859	1.456
1948	457	276	1.267	2.000
1949	569 (4)	434 (67)	1.421 (447)	2.424 (585)
1950	608	538	1.562	2.708
1951	709	612	1.645	2.966
1952	739	711	1.723	3.173
1953	784	849	1.760	3.395
1954	873	869	1.803	3.545

ANNÉES	PÉTROLIERS	NAVIRES à passagers.	AUTRES cargos.	TOTAL
	(1.000)	(1.000)	(1.000)	(1.000)
1er janvier:				
1955	860 (89)	998 (119)	1.714 (520)	3.572 (728)
1956	800 (82)	1.195 (127)	1.714 (510)	3.709 (719)
1957	729 (73)	1.276 (132)	1.762 (320)	3.767 (725)
1958	1.396 (141)	664 (68)	1.858 (537)	3.919 (746)
1959	1.650 (155)	668 (69)	1.962 (567)	4.280 (791)
1960	1.789 (160)	608 (67)	2.063 (571)	4.461 (798)
En construction ou en commandes.				
1er janvier 1960:				
France	54 (5)	54 (2)	19 (5)	73 (7)
Etranger	285 (22)	»	165 (22)	504 (34)
Total	339 (27)	54 (2)	184 (27)	577 (41)

Source: Ministère de la marine marchande.

4° AIR

a) *Evolution du trafic.* (Moyennes mensuelles.)

TRANSPORTEURS FRANÇAIS	1959				1960				1955	1958	1959
	I	II	III	IV	I	II	III	IV			
Toutes compagnies:											
Passagers (millions de voyageurs-kilomètres)...	279,5	390,9	542,2	365	304,2	470,5	609,2	»	266,3	359,8	394,4
Marchandises (millions de tonnes-kilomètres transportés)	37,2	47,7	59,4	47,1	40,2	55,2	66,6	»	»	43,9	47,8
Dont:											
Fret (millions de tonnes-kilomètres).....	8,8	9,6	8,2	10,2	10,1	10,3	9,3	»	7	8,6	9,3

(1) Estimation.

Source: I. N. S. E. E.

B. — **Routes** (indication).

1° Parc routier au 1er janvier 1958 (1.000)

DESIGNATION	PARC estimé en service le 1er janvier 1960.	PARC estimé en service le 1er janvier 1959.	PARC estimé en service le 1er janvier 1958.	PARC estimé en service le 1er janvier 1957.
Voitures particulières et commerciales	6.019	4.511,9	3.972,2	3.476,5
Autocars et autobus	35,6	34,4	32,9	31,2
Camionnettes, camions et véhicules spéciaux	1.485	1.408,4	1.319,1	1.228,7
Tracteurs routiers	23	21,3	19,4	17,7
Tracteurs agricoles, forestiers et autres	636	559,9	474,8	376,2
Total véhicules à moteur	7.198,7	6.535,9	5.818,4	5.130,3
Remorques	142,6	736,2	134	125,7
Semi-remorques	30,5	27,9	25,3	22,7
Total tous véhicules	7.375	6.700	5.974,7	5.278,7

Source : I. N. S. E. E.

2° Livraison de carburants a la clientèle civile et métropolitaine

(1.000 tonnes). (Moyennes mensuelles.)

ANNEES	ESSENCE AUTO	SUPERCARBURANT	GAS-OIL
1938	225 (avec le super)	»	253
1949	148	»	63
1952	205,3	57	85
1953	216	77	101
1954	207	108	110
1955	223	130	124,4
1956	251,2	123	129,7
1957	277,6	84	126,7
1958	277	123,8	134,1
1959	283	135,4	129,2

Source : Ministère de l'industrie et du commerce.

III. — FINANCES — CREDIT — MONNAIE — FINANCES EXTERIEURES

I. — FINANCES PUBLIQUES

Budget de l'Etat et trésorerie.

1° SITUATIONS BUDGÉTAIRES DE 1955 A 1958
(En milliards de francs.)

NATURE DES CHARGES ET DES RESSOURCES	1955 — SITUATION définitive des crédits ouverts.	1956 — RESULTATS en décembre 1956.	1957 — SITUATION fin décembre.	1957 — SITUATION fin février 1958.	1958 — SITUATION fin décembre.
I. — *Opérations budgétaires.*					
Budget ordinaire (1)	1.927	2.253	2.602	2.548	2.928
Budget civil en capital	660	649	655	653	697
Budget militaire (normal)	1.008	969	1.364	1.358	1.450
Total	3.595	3.871	4.621	4.561	5.075
Recettes ordinaires et extraordinaires (y compris aide américaine)	3.217	3.530	4.130	4.112	4.932
Solde des opérations budgétaires	— 378	— 341	— 491	— 449	— 143
II. — *Opérations propres du Trésor.*					
Découvert des comptes spéciaux	70	93	144	144	»
Fonds de développement économique et H. L. M.	307	307	322	322	462 (3)
Total	377	400	466	466	462
Total des charges de trésorerie	755	741	957	915	605
Dépenses spéciales d'Algérie	48	315	(3)	(3)	(2)
Ressources y affectées	»	— 22	»	»	»
Total de l'impasse	808	1.034	957	915	605

(1) Dépenses d'Algérie comprises. — (2) Voir dépenses militaires. — (3) Y compris consolidation de prêts à la construction.

2° SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES ET OPÉRATION DU TRÉSOR A LA FIN DES ANNÉES 1958 ET 1959.

a) *Résultats de l'exécution de la loi de finances en 1958 et 1959.*
(En milliards de francs [fin de période].)

	ANNÉE 1958	ANNÉE 1959
Ressources :		
Ressources fiscales et diverses	5.108	5.753
Période complémentaire	113	121
Total	5.221	5.874
Dépenses :		
Fonds de développement économique et social	473	611
Dommages de guerre	185	197
Dépenses militaires	1.424	1.526
Dépenses civiles	3.294	3.691
Période complémentaire	297	268
Total	5.673	6.293
Impasse :		
Exécution du budget	— 452	— 419
Comptes spéciaux	— 55	— 181
Total	— 507	— 600

b) *Moyens de trésorerie nécessaires pour couvrir les dépenses de l'Etat en 1958 et 1959.*
(En milliards de francs [fin de période].)

	ANNÉE 1958	ANNÉE 1959
Appel à l'épargne :		
Emprunts à moyen terme et long terme	+ 294	»
Charges d'amortissement de la dette	— 218	— 284
Bons du trésor sur formules	+ 116	+ 322
Apports du marché monétaire :		
Bons du trésor en comptes courants	— 37	+ 225
Opérations des correspondants	+ 130	+ 553
Apports divers	+ 218	— 45
Avances directes de la banque de France	+ 4	— 171
Excédent des charges (+) ou des ressources (—).		
Total	+ 507	+ 600

II. — BUDGET GENERAL DE L'ETAT SUIVANT LA NOUVELLE PRESENTATION ADOPTEE PAR LA LOI DE FINANCES POUR 1960

Le budget de 1960 — qui est exprimé en nouveaux francs — se distingue des précédents par la forme dans laquelle il est présenté, conformément aux dispositions de l'ordonnance portant loi organique relative à la présentation des lois de finances.

Les opérations budgétaires à caractère définitif sont désormais distinguées des opérations à caractère temporaire.

La notion connue sous l'appellation familière d'impasse constitue un élément d'appréciation utile de la politique financière du Gouvernement dans la mesure où elle permet de comparer les charges totales du Trésor aux possibilités de l'épargne.

Mais cette présentation pouvait donner une vue inexacte de la situation véritable des finances publiques. Dans la mesure où les charges du Trésor correspondent à des prêts ou à des opérations de caractère remboursable, elles revêtent un caractère temporaire, non seulement par les possibilités de remboursement qu'elles comportent, mais aussi parce que leur volume varie sensiblement d'un exercice à l'autre suivant les mécanismes de financement utilisés, la situation du marché financier et les disponibilités des établissements spécialisés. L'activité de l'Etat banquier ne répond pas au même objet et ne doit pas être jugée suivant les mêmes critères que l'activité de l'Etat dépensier. Pour apprécier la situation véritable des finances publiques, il faut comparer aux recettes budgétaires le montant des dépenses présentant un caractère définitif.

C'est pourquoi le budget de 1960 comprend, conformément à la distinction prévue par la loi organique, d'une part, les opérations à caractère définitif du budget général de l'Etat, d'autre part, les opérations à caractère temporaire.

Le budget général de l'Etat retrace en dépenses toutes les charges budgétaires ne donnant pas lieu à un remboursement ultérieur, qu'il s'agisse de dépenses ordinaires ou de dépenses d'équipement; dépenses ordinaires civiles, dépenses militaires, dommages de guerre, dépenses d'équipement exécutées par l'Etat et subventions d'équipement. En recettes, figurent toutes les recettes, à l'exception des remboursements de prêts antérieurement consentis. Les opérations de caractère définitif imputées sur les comptes d'affectation spéciale sont ajoutées, en recettes et en dépenses, au budget général de l'Etat.

Les opérations à caractère temporaire comprennent toutes les catégories de prêts: prêts figurant antérieurement au titre VI B du budget du F. D. E. S.; contributions du Trésor à la consolidation des prêts consentis pour le financement de la construction, charges nettes de la partie des comptes d'affectation spéciale retraçant des opérations de prêts, et charges nettes des autres catégories de comptes spéciaux du Trésor; en diminution figurent les sommes encaissées au titre de remboursement de prêts antérieurs.

D'autre part, en application de l'ordonnance portant loi organique relative à la présentation de la loi de finances, une autre modification est apportée à la présentation budgétaire traditionnelle: les dépenses qui figuraient précédemment au titre VIII du budget (dépenses sur ressources affectées) sont désormais incorporées dans le budget général, les ressources correspondantes étant comprises dans l'évaluation des recettes. Dans les cas où il a paru nécessaire de maintenir l'affectation de certaines ressources à certaines dépenses — notamment pour le fonds routier — c'est la procédure des comptes spéciaux du Trésor d'affectation spéciale qui est désormais utilisée.

Qu'elles aient ou non figuré antérieurement au titre VIII du budget, les opérations de caractère définitif retracées à des comptes d'affectation spéciale sont décrites en recettes et en dépenses et non plus en solde; les dépenses sont classées de la même manière que les dépenses budgétaires proprement dites.

Enfin, il a paru préférable de faire figurer les bonifications d'intérêt non plus au titre Ier (dette publique) mais au titre IV du budget (interventions); bien que les crédits correspondants conservent un caractère évaluatif et résultent, pour leur plus grande part, d'engagements antérieurs, ces dépenses constituent une aide apportée aux bénéficiaires, en application de la législation, au même titre que les subventions de caractère économique ou administratif.

Source: Projet de loi de finances pour 1960.

a) Tableau général des charges et des ressources de la loi de finances de 1960 comparée a celle de 1959

(En millions de nouveaux francs arrondis.)

NATURE DES OPERATIONS	LOI DE FINANCES 1960		LOI DE FINANCES 1959	
	Charges.	Ressources.	Charges.	Ressources.
I. — Opérations de caractère définitif				
1° *Budget général.*				
Dépenses ordinaires civiles (titres I, II, III, IV)	33.611		31.319	
Dépenses civiles en capital (titres V, VI, VII)	7.866		7.583	
Dépenses militaires (titres III, IV, V)	16.534		15.900	
Total des dépenses	58.011		54.802	
Recettes fiscales		51.971		49.916
Autres recettes (remboursements de prêts exclus)		6.604		5.925
Total des recettes		58.575		55.841
Solde des opérations du budget général	+ 564		+ 1.039	
2° *Budgets annexes.*				
Total des charges et des recettes des budgets annexes	9.745	9.601	7.447	7.307
Solde des opérations des budgets annexes	— 144		— 140	
3° *Compte d'affectation spéciale* (partie).				
Dépenses civiles ordinaires	1.313			
Dépenses en capital	609			
Dépenses militaires	620			
Total des dépenses	2.542			
Ressources affectées à ces comptes		2.682		
Solde des opérations des comptes d'affectation spéciale	+ 140		+ 21	
Solde des opérations de caractère définitif	+ 560		+ 920	

NATURE DES OPERATIONS	LOI DE FINANCES 1960		LOI DE FINANCES 1959	
	Charges.	Ressources.	Charges.	Ressources.
II. — OPÉRATIONS DE CARACTÈRE TEMPORAIRE				
1° *Comptes de prêts et de consolidation.*				
Prêts aux organismes d'H.L.M.	2.150	117	1.840	90
Consolidation des prêts spéciaux à la construction	1.450	»	1.600	»
Prêts du fonds de développement économique et social	3.250	606	3.350	510
Prêts divers de l'Etat:				
Prêts du titre VIII nouveau (ancien titre VI B)	273	»	327	»
Prêts directs du Trésor	35	2	41	41
Avances du Trésor consolidées par transformation en prêts	44	30	170	31
	7.202	755	7.328	672
Opérations d'ordre de consolidation		44		170
Montant brut des charges et des ressources	7.202	799	7.328	842
Variation nette d'encours des prêts	— 6.403		— 6.486	
2° *Comptes d'avances.*				
Variation nette d'encours des avances	— 94		— 97	
3° *Comptes d'affectation spéciale* (partie).				
Variation nette d'encours de ces prêts	— 79		— 78	
4° *Autres comptes spéciaux.*				
Solde des comptes de commerce	— 177		— 199	
Solde des comptes d'opérations monétaires	— 30		— 20	
Solde des comptes de règlement avec les gouvernements étrangers.	— 40		— 60	
Compte de liquidation			+ 12	
Solde des opérations des autres comptes spéciaux	— 127		— 267	
Solde des opérations de caractère temporaire	— 6.823		— 6.928	
Solde général des opérations de la loi de finances (2)	— 6.263		— 6.008	

(1) Caisse nationale d'épargne, Imprimerie nationale, Légion d'honneur, ordre de la Libération, monnaies et médailles, postes et télécommunications, prestations sociales agricoles, R. T. F., essences, poudres.

(2) Soit solde de la loi de finances de 1959: 578 milliards ou 5.870 millions de nouveaux francs + 140 millions de nouveaux francs du solde des budgets annexes.

b) LOI DE FINANCES POUR 1961 COMPARÉE AU BUDGET DE 1960

Opérations à caractère définitif.
(En millions de nouveaux francs.)

	1960	1961	ECART 1960-1961
Dépenses ordinaires civiles	33.611	35.756	+ 3.965
Dépenses d'équipement civil non remboursables	6.296	7.141	+ 845
Dommages de guerre	1.570	1.316	— 254
Dépenses militaires	16.534	16.818	+ 284
Comptes spéciaux du Trésor	— 140	— 40	+ 100
Total des charges	57.871	62.841	+ 4.940
Recettes:			
Fiscales	51.971	55.550	+ 3.759
Non fiscales	6.604	7.035	+ 431
Total des recettes	58.575	62.585	+ 4.010
Différence	— 704	+ 226	+ 930

Opérations à caractère temporaire.
(En millions de nouveaux francs.)

	1960	LOI de finances de 1961.
Prêts divers de l'Etat (titre VIII du budget)	273	224
Prêts du F. D. E. S.	3.250	3.050
Prêts aux H. L. M.	2.150	2.380
Total	5.673	5.654
A déduire: remboursements	— 723	— 1.022
Variation d'encours des prêts ci-dessus	+ 4.950	+ 4.632
Consolidation des prêts à la construction	+ 1.450	+ 1.350
Excédent de dépenses des comptes d'affectation spéciale, des comptes d'avance et des autres comptes retraçant des opérations à caractère temporaire	+ 423	+ 555
Total général	+ 6.823	+ 6.537

Source: projet de loi de finances pour 1961.

C. — Exécution de la loi de finances pour les neuf premiers mois de 1959 et 1960

(En millions de nouveaux francs.) (Fin de période.)

	Neuf mois 1959	Neuf mois 1960
I. — *Opérations à caractère définitif.*		
Recettes:		
Recettes du budget général	40.610	43.770
Exercice précédent	1.140	960
Comptes d'affectation spéciale (solde créditeur)	»	520
	41.750	45.250
Dépenses:		
Dépenses civiles	26.600	27.630
Dépenses militaires	10.760	11.140
Dommages de guerre	1.400	1.410
Exercice précédent	2.620	2.540
Compte d'affectation spéciale (solde débiteur)	110	»
	41.490	42.720

	Neuf mois 1959	Neuf mois 1960
II. — *Opérations à caractère temporaire.*		
Recettes:		
Remboursements de prêts	390	560
Autres comptes spéciaux (solde créditeur)	440	»
	830	560
Dépenses:		
Comptes de prêts	5.360	4.800
Autres comptes spéciaux (solde créditeur)	»	510
	5.360	5.310
III. — *Solde général.*		
Solde des opérations à caractère définitif	+ 260	+ 7.530
Solde des opérations à caractère temporaire	— 4.530	— 4.750
Solde général	— 4.270	— 2.220

III. — EVOLUTION DES RECETTES DE L'ETAT

a) Tableau d'ensemble de 1955 a 1958

(En milliards de francs.)

	1955 (1)	1956 (2)	1957 (2)	1958 (3)
I. — Recettes fiscales	2.776,4	3.121,8	3.684,3	4.425,7
A. — Ventilation administrative:				
1. Contributions directes	974,8	1.148,4	1.353,1	1.747,9
2. Enregistrement	122,7	139,7	166,2	194,0
3. Timbre	27,5	57,1	75,2	88,9
4. Impôts sur les opérations de bourse et de solidarité nationale	10,5	9,6	16,4	10,6
5. Douanes	325,9	394,8	519,0	646,8
6. Contributions indirectes	54,1	58,3	78,8	78,2
7. Taxe sur les transports de marchandises	»	1,5	17,0	16,7
8. Taxes sur le chiffre d'affaires	1.160,6	1.208,7	1.375,7	1.530,9
9. Taxes uniques	100,3	103,7	82,9	104,1
10. Recettes imputées à des comptes d'attente	»	»	»	7,6
B. — Classification économique:				
Impôts sur le revenu (4)	723,9	866,9	1.031,9	1.373,8
Impôts sur la fortune (5)	160,7	206,5	257,8	293,5
Impôts sur la consommation	1.640,9	1.765,5	2.073,4	2.376,7
Versement sur les salaires (6)	250,9	282,9	321,2	374,1
II. — Autres recettes budgétaires	673,7	755,9	1.300,9	809,6
1. Monopole des poudres et exploitations industrielles de l'Etat	31,9	89,8	94,0	71,6
2. Produits et revenus du domaine de l'Etat	24,0	26,1	24,4	29,7
3. Produits divers	185,2	220,1	194,6	279,8
4. Ressources exceptionnelles	200,4	164,5	746,0	152,8
5. Fonds de concours	112,4	118,5	101,0	119,7
6. Ressources affectées à diverses dépenses	119,8	136,9	140,9	156,0
Total général	3.450,1	3.877,7	4.985,2	5.235,3

Nota. — Le tableau I ci-dessus comprend exclusivement les recettes du budget général de l'Etat. Il ne tient pas compte des ressources fiscales attribuées soit à des établissements dotés de la personnalité financière, tels que la Caisse autonome d'amortissement et les offices, soit à des comptes spéciaux du Trésor. Il comprend en revanche des dégrèvements accordés qui sont imputés en dépenses à un crédit budgétaire figurant au budget des charges communes du ministère des finances. Les recettes des deux principaux budgets annexes (postes, télégraphes et téléphones et prestations familiales agricoles), ainsi que celles de la Caisse autonome et de la sécurité sociale, sont données au tableau 3: « Principales autres recettes publiques ».

(1) Projet de loi de règlement définitif du budget. Il est rappelé que les recettes budgétaires sont en principe soumises à la règle de la gestion. Toutefois, certaines opérations de régularisation peuvent intervenir au cours de l'année suivante. La date limite, qui était le 31 mai jusqu'en 1955, a été ramenée au dernier jour de février par le décret du 14 novembre 1955 portant application de la gestion.

(2) Compte définitif des recettes du budget général.

(3) Situation définitive publiée au *Journal officiel*.

(4) Contributions directes à l'exclusion du versement forfaitaire sur les salaires.

(5) Produits de l'enregistrement, du timbre, des impôts sur les opérations de bourse et de solidarité nationale.

(6) Le versement forfaitaire qui est historiquement un impôt sur le revenu est considéré par certains comme un impôt indirect sur la consommation. Aussi a-t-il été isolé dans cette ventilation économique pour permettre l'une et l'autre classification.

Source: Ministère des finances.

b) Recettes budgétaires applicables au budget général pour 1960 et 1961

(En millions de nouveaux francs.)

PRODUITS	LOI de finances 1960.	ÉVOLUTION de la conjoncture.	EFFETS DE LA LÉGISLATION		MESURES nouvelles.	LOI de finances 1961.
			Réforme fiscale.	Autres incidences.		
Impôts directs perçus par voie de rôle	9.090	+ 850	— 390	»	(1) — 300	9.250
Retenues à la source sur les revenus de valeurs mobilières	900	+ 100	»	»	»	1.000
Impôt sur les sociétés	5.920	+ 560	(2) — 170	(3) — 80	»	6.230
Versement forfaitaire	4.290	+ 400	»	»	»	4.690
Enregistrement, timbre et bourse	3.390	+ 430	— 230	»	»	3.590
Douanes	6.740	+ 490	»	»	»	7.230
T. V. A. — T. P. S.	18.560	+ 1.640	»	»	(4) + 30	20.230
Autres impôts indirects	3.081	»	»	(5) + 189	(6) + 60	3.330
Total pur les ressources fiscales	51.971	+ 4.470	— 790	+ 109	— 210	55.550
Produits fiscaux	6.454	+ 541	»	(3) — 380	+ 120	7.035
Economies	150	»	»	150	»	»
Total pour les ressources budgétaires (7)	58.575	+ 5.011	— 790	— 121	— 90	62.585

(1) Allégements de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.
(2) Diminution du produit des taxes sur les décoles sur stocks et les réserves de réévaluation.
(3) Recettes exceptionnelles non reconduites.
(4) Réintégration au budget général du produit de la taxe d'encouragement à la production textile.
(5) Majoration de la taxe unique sur les viandes et réintégration au budget général d'une partie du produit de l'impôt.
(6) Aménagement des taxes sur les transports de marchandises, et taxe nouvelle sur les appareils de jeux automatiques.
(7) Compte non tenu des remboursements de prêts (1960: 720; 1961: 1,022).

Source: Projet de loi de finances pour 1961.

c) Evolution du taux de prélèvement fiscal par rapport au produit national brut

ANNÉES	I — PRODUIT NATIONAL brut.	II — IMPOT D'ÉTAT (1).	III — PRESSION FISCALE (Pourcentage col. II/col. I).
1956	188.400	28.420	15,1
1957	210.500	34.310	16,3
1958	238.300	42.230	17,7
1959	257.900	49.500	19,2
1960	280.800	51.970	18,5
1961 (prévisions)	302.600	55.550	18,3

(1) Chiffres retenus dans les lois de finances compte non tenu des impôts supplémentaires votés en cours d'année (1956-1957-1958).

Source: Projet de loi de finances pour 1961.

d) Dette publique

(Etat, caisse autonome d'amortissement, postes et télécommunications.)

Montant (fin d'année).

(En milliards de francs.)

DESIGNATION	1938	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960 (sept.)
Dette intérieure	414	4.477	4.529	4.840	5.573	5.369	5.839	6.011	6.035
Dette extérieure	»	»	»	834	795	752	1.032	1.083	1.008

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

e) COLLECTIVITÉS LOCALES (ÉTABLISSEMENTS PUBLICS COMPRIS)

Situation financière à la clôture de l'exercice.

(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1948	1949	1952	1953	1954	1955	1956
Départements.							
Recettes	»	168,0	305	340,1	385,6	433,7	513,7
Dépenses	»	155,7	290,8	330,1	374,3	423,7	515,2
Disponibilités au 31 décembre	3,3	15,6	58,4	68,4	79,7	91,3	83,8
Communes.							
Recettes	»	464,6	930,8	1.029,7	1.189,7	1.284,6	1.398,6
Dépenses	»	425,2	899,2	974,7	1.104,5	1.228,7	1.363,9
Disponibilités au 31 décembre	36,9	76,3	252,7	317,6	414,1	483,1	504,1

Source : Ministère des finances.

IV. — SERVICES PUBLICS

A. — Société nationale des chemins de fer français.

Evolution trimestrielle.

RECETTES (en millions de nouveaux francs).	I	II	III	IV
	(Moyennes mensuelles.)			
Voyageurs :				
1958	96,4	125,3	171,7	117
1959	115,8	141	188,3	127
1960	114,3	151,8	192	»
Marchandises (2) :				
1958	293,3	283	254,3	286,3
1959	304,3	310	285,3	368
1960	342,5	340,6	322	»
Total (1) :				
1958	408,9	428,6	446,7	427,3
1959	441,4	474,1	497,4	498
1960	456,8	492,4	513,9	»

INDICES DES RECETTES A PRIX CONSTANT (3) (1938 = 100)	I	II	III	IV
	(Moyennes mensuelles.)			
Voyageurs :				
1958	156	143	140	161
1959	162	138	131	154
1960	159	148	132	»
Marchandises (2) :				
1958	168	160	152	148
1959	155	157	152	157
1960	163	160	159	»
Total (1) :				
1958	165	155	147	150
1959	157	150	144	155
1960	162	156	148	»

Evolution annuelle.

	1938	1949	1952	1955	1958	1959
Voyageurs	3,44	58	86	99	127,6	143,6
Marchandises	8,40	156	195	227	279,3	311
Total (1)	12,37	222	324	341	427,9	477,7

	1949	1952	1955	1958	1959
Voyageurs	133	133	130	150	143
Marchandises	144	156	142	157	155
Total	141	150	138	154	151

(1) L'indication totale des recettes ne couvre pas exactement les chiffres « voyageurs » et « marchandises ». Elle comprend les recettes voyageurs, marchandises, bagages et consigne, colis postaux, petits colis.

(2) Marchandises détail et wagons.

(3) Cet indice est le quotient (multiplié par 100) des recettes de la période considérée par les recettes de la période correspondante de 1938 ramenées aux taux de la période considérée. Les indices mensuels successifs ne sont donc pas comparables entre eux et la comparaison doit se faire seulement par rapport à 1938.

Sources : S. N. C. F., I. N. S. E. E.

B. — **Postes et télécommunications.**

RECETTES TOTALES

Postes, téléphones, services financiers.

(Mois cumulés.) (En millions de nouveaux francs.)

ANNÉES	I	II	III	IV
	(Fin de trimestre.)			(Année entière.)
1957	567	1.083	1.782	2.535
1958	571	1.280	1.961	3.095
1959	732	1.782	2.678	3.930
1960	772	1.873	2.836	3.549 (nov.)

N. B. — Année 1951 = 85,9. — Année 1952 = 143. — Année 1953 = 150,2. — Année 1954 = 183,2. — Année 1955 = 202,3.

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

V. — **SERVICES SOCIAUX**

A. — **Evolution du bilan du régime général de la sécurité sociale.**

(Y compris le régime des fonctionnaires et celui des étudiants, non compris les professions agricoles.)

(En millions de nouveaux francs.)

DÉSIGNATION	1938	1947	1948	1949	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959 (P.)
I. — *Recettes.*													
Assurances sociales	»	1.082	1.728	2.168	3.003	3.843	4.317	4.414	4.751	5.483	6.085	6.974	860,1
Accidents du travail	»	199	316	336	440	550	606	652	802	948	1.123	1.382	151,3
Prestations familiales:													
1° Salariés	»	671	1.279	1.926	2.753	3.718	4.020	4.343	4.706	5.407	5.936	6.796	661,2
2° Employeurs et travailleurs indépendants	»	56	51	86	181	214	248	298	316	334	385	416	46,2
Ensemble	»	2.008	3.373	4.516	6.377	8.325	9.017	9.715	10.575	12.172	13.529	15.569	1.718,8
II. — *Dépenses.*													
Assurances sociales	26	899	1.404	2.170	3.436	4.165	4.513	4.883	5.313	5.941	6.727	7.545	(1) 870,2
Accidents du travail	»	108	212	337	444	523	613	668	846	965	1.111	1.311	149,6
Prestations familiales:													
1° Salariés	»	655	1.364	1.852	2.657	3.308	3.605	4.028	4.452	4.917	5.208	5.731	619
2° Employeurs et travailleurs indépendants	»	81	105	97	184	219	243	277	307	327	392	440	46,4
Ensemble	26	1.743	3.085	4.456	6.721	8.215	8.974	9.856	10.918	12.150	13.438	15.027	1.685,2
Patrimoine	»	1.055	1.349	1.388	1.214	1.359	1.373	1.620	1.905	2.186	2.430	»	»

(1) Y compris les prestations du fonds national de solidarité.

Sources: Ministère du travail, I. N. S. E. E.

B. — **Etablissements hospitaliers.**

RECETTES ET DÉPENSES

Résultats à la clôture de l'exercice (1).

(En millions de nouveaux francs.)

	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1956
Recettes	950	1.150	1.500	1.760	1.955	1.610	1.680
Dépenses	870	1.010	1.380	1.630	1.800	1.713	1.701
Solde	+ 80	+ 140	+ 120	+ 130	+ 155	+ 103	— 20

(1) Année civile plus période complémentaire de l'exercice (31 mars).

Source: Ministère des finances.

VI. — CREDIT. — BANQUE. — MONNAIE

A. — Evolution d'ensemble des disponibilités monétaires et de leur contrepartie.

1. Disponibilités monétaires et dépôts a terme

(En millions de nouveaux francs.)

ANNÉES	MONTANT (Fin de trimestre.) I	II	III	IV
Billets en circulation.				
1956	29.620	30.150	30.420	31.140
1957	31.160	32.060	33.030	32.680
1958	32.860	33.700	34.310	34.690
1959	33.840	34.420	34.520	34.950
1960	34.670	35.936	(2) 36.826	»
Monnaies divisionnaires.				
1956	590	610	650	670
1957	860	690	710	750
1958	740	750	760	780
1959	760	750	750	760
1960	790	870	936	»
Dépôts à vue (1).				
1956	31.060	32.170	32.420	34.040
1957	33.380	34.340	35.380	38.090
1958	36.520	37.340	36.680	40.640
1959	41.700	40.070	44.600	49.040
1960 (1)	48.260	51.800	52.370	»
Dépôts à terme.				
1956	2.120	2.190	2.150	2.320
1957	3.080	3.470	3.320	3.830
1958	4.290	4.060	3.810	4.130
1959	4.610	4.970	5.030	5.490
1960	6.180	6.760	6.820	»
Ensemble: disponibilités monétaires et dépôts à terme.				
1956	62.800	64.510	65.910	68.170
1957	68.280	70.560	72.440	75.350
1958	74.410	75.850	75.560	80.240
1959	80.910	84.210	84.900	90.240
1960	89.900	96.810	96.940	»

N. B. — Sarre exclue depuis 1959. Total en décembre 1958 sans la Sarre = 79.280 millions de nouveaux francs.

(1) Comptes courants créditeurs des particuliers et des entreprises à la Banque de France. — Dépôts à vue dans les banques. — Dépôts ou comptes courants postaux. — Dépôts de fonds particuliers au Trésor.

(2) Août.

Source: Conseil national du crédit.

2. Contrepartie des disponibilités monétaires et dépôts a terme

(En millions de nouveaux francs.)

ANNÉES	MONTANT (Fin de trimestre.) I	II	III	IV
Créances sur le Trésor public (1).				
1956	23.170	23.440	24.350	24.140
1957	24.690	26.700	29.090	30.130
1958	31.080	31.500	30.860	31.100
1959	32.630	33.400	32.950	31.310
1960	30.930	32.080	33.460	»
Crédits à l'économie.				
1956	33.460	35.240	36.620	40.240
1957	41.050	42.540	42.910	45.770
1958	44.270	45.400	44.680	48.680
1959	46.920	47.400	47.580	53.700
1960	53.030	55.010	(3) 55.530	»
Or et devises (actif).				
1956	6.600	5.980	5.420	4.010 (2)
1957 (2)	3.420	3.130	3.120	3.130
1958 (2)	3.130	3.130	3.740	3.830
1959 (2)	4.490	4.490	8.640	8.290
1960 (2)	8.940	8.790	(3) 9.870	»
Total (y compris balance de divers éléments non indiqués dans les rubriques ci-dessous.)				
1956	62.800	64.510	65.910	68.170
1957	68.280	70.560	72.440	75.350
1958	74.410	75.850	75.560	80.240
1959	80.910	84.210	84.900	90.240
1960	89.900	94.170	(3) 96.940	»

(1) Créances de la Banque de France. — Portefeuille d'effets publics de la Banque de France et des banques, créances d'entreprises ou de particuliers (avoirs aux chèques postaux et au Trésor, monnaie divisionnaire en circulation).

(2) Net en déduisant les comptes courants du fonds de stabilisation des changes et des banques et institutions financières étrangères comptées dans le passif:

Or et devises.	Déc. 1956.	Juin 1957.	Sept. 1957.	Déc. 1957.	Mars 1958.	Juin 1958.	Sept. 1958.	Déc. 1958.
	— + 3.730	— + 1.430	— + .800	— — 310	— — 210	— — 300	— + 810	— — 70
	Mars 1959.	Juin 1959.	Sept. 1959.	Déc. 1959.	Mars 1960.	Juin 1960.	Août 1960.	
	— + 2.600	— + 2.740	— + 6.460	— + 7.460	— + 7.850	— + 8.790	— + 9.870	

(3) Août.

Source: Conseil national du crédit.

3. Rapport au produit national brut (évolutions annuelles). (En millions de nouveaux francs.)

PRODUITS	1938	1949	1952	1954	1955	1956	1957	1958 (2)	1959 (2)
Produit national brut	4.350	86.000	144.200	159.200	170.500	188.400	210.500	238.300	257.900
Disponibilités monétaires (1)	1.820	24.080	38.990	48.590	55.360	62.360	67.410	70.880	78.280
Rapport: Produit national brut (pourcentage). / Disponibilités monétaires.	2,39	3,60	3,70	3,28	3,08	3,02	3,12	3,36	3,29

N. B. — Hausse du rapport: la même quantité de monnaies permet d'alimenter un volume de transactions établies à un niveau de prix plus élevé. Baisse du rapport: une fraction plus importante de la monnaie est conservée inactive dans les encaisses.

(1) Moyenne des douze mois.
(2) Sarre exclue.

Source: Conseil national du crédit.

4. Evolution du produit national brut et de la masse monétaire
(En pourcentage.)

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Taux de progression du produit national brut ou des moyens de paiements utilisés dans les transactions	4,9	5,8	7,1	10,5	11,7	13,2	8,2
Taux de progression de la masse monétaire	12,1	11,2	13,9	12,6	8,1	6,3	10,4

Source: Conseil national du crédit.

5. Proportion dans la masse monétaire des billets et des dépôts a vue et a terme
(En pourcentage.)

DÉSIGNATION	31 DÉCEMBRE 1955.	31 DÉCEMBRE 1956.	31 DÉCEMBRE 1957.	31 DÉCEMBRE 1958.	31 DÉCEMBRE 1959.
Billets et monnaies divisionnaires	47,7	46,7	44,2	44,2	39,6
Dépôts à vue	49,6	49,9	50,5	50	54,4
Dépôts à terme	3,2	3,4	5,1	5,2	6

Source: Conseil national du crédit.

B. — **Epargne.**

1. Epargne totale

a) *Variations annuelles respectives des différentes formes recensables de l'épargne.*
(En millions de nouveaux francs.)

DÉSIGNATION	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Epargne liquide	3.160	4.240	4.820	3.320	4.500	4.630	9.370
Epargne nette recueillie par les compagnies d'assurances (à l'exclusion de l'apport des compagnies à des émissions placées dans le public)	240	310	400	470	600	630	750
Epargne investie en valeurs mobilières	2.030	3.330	3.270	6.880	5.750	6.980	5.350
Totaux	5.430	7.880	8.490	10.670	10.850	12.240	15.470
Rapport de l'épargne totale au revenu national (en pourcentage)	»	»	6,5	7,3	6,7	7,9	»

Source: Conseil national du crédit.

b) *Variation des emplois liquides de l'épargne.* (En millions de nouveaux francs.)

VARIATIONS ANNUELLES	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Dépôts bancaires à terme et bons de caisse	+ 370	+ 310	+ 330	+ 320	+ 1.510	+ 300	+ 1.490
Dépôts dans des caisses d'épargne	+ 1.880	+ 2.140	+ 2.830	+ 2.130	+ 1.730	+ 2.980	+ 3.790
Bons du Trésor (excédent des souscriptions sur les remboursements) :							
a) Bons sur formules (1)	+ 890	+ 1.370	+ 1.400	+ 1.070	+ 1.070	+ 1.150	+ 3.230
b) Bons en comptes courants détenus par les entreprises	— 20	+ 340	+ 160	— 330	+ 30	+ 40	+ 460
Bons à trois ans et cinq ans de la caisse nationale de crédit agricole (2)	+ 40	+ 80	+ 100	+ 130	+ 160	+ 210	+ 400
Total	+ 3.160	+ 4.240	+ 4.820	+ 3.320	+ 4.500	+ 4.680	+ 9.370

(1) Cette rubrique comprend les bons à un an, les bons à deux ans, les bons à intérêt progressif.

(2) Les chiffres indiqués ne comprennent que la part souscrite par le public : les bons qui se trouvent dans le portefeuille-titres des caisses régionales en sont exclus.

Source : Conseil national du crédit.

2. ACTIONS ET OBLIGATIONS

Souscriptions nouvelles du public en numéraire. (En millions de nouveaux francs.)

DESIGNATION	1938	1949	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
	(Montant par année.)									
Actions émises contre espèces (1)	15	390	660	505	783	1.068	1.145	2.509	1.717	2.976
Obligations	13	281	490	1.225	1.928	2.002	2.247	2.984	3.380	4.433
Dont :										
Sociétés privées (obligations) (2)	5	98	70	244	438	882	744	596	914	1.711
Total actions et obligations (3)	28	671	1.150	1.730	2.712	307	3.892	5.493	5.095	7.409
+ Collectivités locales et groupements de sinistrés	16,3	»	20	117	96	143 (4)	16	24	165	21
+ Emprunts du Trésor à long et à moyen terme	75	»	2.170	440	1.075	854	4.231	1.084	3.193	»
+ Sociétés à responsabilité limitée (versements approximatifs en espèces) (5)	»	»	74	124	111	116	134	227	196	186
Total de l'épargne apparente investie sur le marché financier	»	»	3.440	2.430	3.990	4.180	7.873	6.868	8.703	7.219

(1) Appels de fonds sur actions partiellement libérées antérieurement à la période exclus. Sont seuls considérés les versements au titre d'actions émises au cours de la période.

(2) Toutes sociétés non nationalisées ou dont le capital n'est pas détenu en majorité par l'Etat.

(3) Appels de fonds sur actions antérieures partiellement libérées exclus.

(4) Compte tenu de petits emprunts locaux n'ayant pas été publiés au cours de l'année.

(5) A l'exclusion des apports et incorporations de réserves.

Sources : Crédit lyonnais, I. N. S. E. E.

C. — Crédit.

1. Répartition de 1956 à 1959 des crédits aux entreprises et aux particuliers

(En millions de nouveaux francs.)

	Encours au 31 décembre 1956.	Encours au 31 décembre 1957.	Encours au 31 décembre 1958.	Encours au 31 décembre 1959.
I. — *Selon la durée des crédits.*				
Crédits à court terme (mobilisables ou non)	29.130	32.010	33.750	38.790
Crédit à moyen terme mobilisables par nature	12.330	15.450	18.190	18.840
Prêts à long terme	25.310	33.630	29.800	38.450
Total	66.770	71.090	80.740	96.080
II. — *Selon les organismes distributeurs.*				
Banques et établissements financiers (sauf Banque de France)	34.590	38.970	41.050	47.410
Organismes spécialisés et F. D. S.	31.960	31.910	39.700	48.500
Banque de France	220	210	210	170
Total	66.770	71.090	80.740	96.080
III. — *Selon les organismes porteurs* (montant des portefeuilles).				
Banques	21.870	26.180	26.600	36.080
Banque de France	18.370	19.590	21.510	17.730
Total des moyens monétaires	40.240	45.770	48.110	53.810
Organismes spécialisés F. D. S. et C. A. C. O. N. et établissements financiers	26.530	25.320	32.630	42.290
Total général	66.770	71.090	80.740	96.080
IV. — *Selon les bénéficiaires.*				
Agriculture	5.270	6.050	6.890	8.570
Entreprises industrielles et commerciales	39.910	38.570	44.130	49.320
Construction	12.530	16.540	20.870	25.850
Ventes à tempérament	1.300	1.690	1.780	2.380
Entreprises sarroises	970	780	890	»
Bénéficiaires non recensés (1)	6.790	7.460	7.070	9.960
Total	66.770	71.090	80.740	96.080

(1) Les crédits compris sous cette rubrique ont été distribués essentiellement aux entreprises métropolitaines.
Source: Conseil national du crédit

2. Répartition des crédits selon leur durée

a) *Crédits à court terme.*

(En millions de nouveaux francs.)

Répartition des crédits a court terme par beneficiaire	Encours au 31 décembre 1956.	Encours au 31 mars 1958.	Encours au 31 décembre 1958.	Encours au 31 décembre 1959.
I. — *Crédits à la construction de logements*	190	180	220	280
II. — *Crédits aux entreprises françaises:*				
Agriculture	2.550	2.560	2.620	3.430
Industrie et commerce	18.790	20.690	22.990	25.510
Dont:				
Entreprises nationalisées	(650)	(790)	(1.000)	»
Total II	21.340	23.250	25.610	28.940
III. — *Crédits aux entreprises sarroises*	870	720	830	260
IV. — *Financement des ventes à tempérament*	1.300	1.690	1.780	2.380
Crédits non recensés	5.430	6.170	4.830	2.190
Ensemble des crédits à court terme	29.130	32.010	33.260	38.790

Source: Conseil national du crédit.

b) *Crédits à moyen terme.*

Montants en millions de nouveaux francs (crédits mobilisables).

REPARTITION DES CRÉDITS A MOYEN TERME PAR BÉNÉFICIAIRES	ENCOURS AU				
	31 décembre 1955.	31 décembre 1956.	31 décembre 1957.	31 décembre 1958.	31 décembre 1959.
I. — *Crédits à la construction de logements:*					
Prêts spéciaux	4.110	5.770	7.210	8.340	8.450
Autres crédits	780	860	950	1.080	1.260
Total I	4.890	6.630	8.160	9.420	9.780
II. — *Crédits aux entreprises françaises:*					
Agriculture	490	550	650	810	1.030
Industrie et commerce	4.540	5.160	6.580	7.960	8.100
Dont:					
Entreprises nationalisées	2.480	2.480	3.100	»	»
Total II	5.030	5.710	7.290	8.090	9.130
III. — *Crédits aux entreprises sarroises*	40	70	60	»	»
Ensemble des crédits à moyen terme	9.960	12.410	15.450	9.420	9.780
(1) Dont: Financement de l'équipement	4.620	5.190	6.580	7.230	7.320
Financement des exportations	410	520	650	730	780

c) *Crédits à long terme.*

(En millions de nouveaux francs.)

REPARTITION DES PRÊTS A LONG TERME PAR BÉNÉFICIAIRES	ENCOURS AU				
	31 décembre 1955.	31 décembre 1956.	31 décembre 1957.	31 décembre 1958.	31 décembre 1959.
I. — *Crédits à la construction de logements:*					
Prêts spéciaux des lois de 1950 et 1953 après consolidation	»	190	700	1.400	3.210
Prêts H. L. M.	3.820	5.220	6.960	9.020	11.490
Autres prêts	130	300	540	810	1.160
Total I	3.950	5.710	8.200	11.230	15.860
II. — *Crédits aux entreprises françaises:*					
Agriculture	1.590	2.170	2.840	3.460	4.110
Industrie et commerce:					
Secteur nationalisé (1)	11.200	12.460	13.640	13.180	15.710
Secteur privé	3.010	3.500	4.160		
Total II (1)	15.800	18.130	20.640	16.640	19.820
III. — *Crédits non recensés*	1.150	1.440	1.290	1.930	2.770
Ensemble des prêts à long terme	20.930	25.310	(1) 30.130	29.800	38.450
Crédits aux entreprises sarroises	30	30	390	»	»

(1) Ce chiffre comprend 6.500 millions de nouveaux francs de prêts antérieurement accordés à des entreprises nationalisées et qui ont été convertis en 1957 en dotations de capital, en application de l'article 110 de la loi du 4 août 1956.

Source: Conseil national du crédit.

3. Répartition du crédit selon l'activité utilisatrice

1° *Le crédit à l'agriculture.*

(En millions de nouveaux francs.)

CRÉDITS RECENSÉS	ENCOURS				
	31 décembre 1955.	31 décembre 1956.	31 décembre 1957.	31 décembre 1958 (1).	31 décembre 1959 (1).
Agriculture.					
Court terme	2.690	2.550	2.560	2.620	3.430
Moyen terme	490	550	650	810	1.030
Long terme	1.590	2.170	2.840	3.460	4.110
Total	4.770	5.270	6.050	6.890	8.570

(1) Sarre exclue.
Source: Conseil national du crédit.

2° *Le crédit aux entreprises industrielles et commerciales.*

a) Durée des engagements.

(En millions de nouveaux francs.)

CRÉDITS RECENSÉS	ENCOURS				
	31 décembre 1955.	31 décembre 1956.	31 décembre 1957.	31 décembre 1958 (1).	31 décembre 1959 (1).
Industrie et commerce.					
Court terme	15.970	18.790	20.690	22.990	25.510
Moyen terme	4.540	5.160	6.580	7.960	8.100
Long terme	14.210	15.960	11.300	13.180	15.720
Total	34.720	39.910	38.570	44.130	49.330

(1) Sarre exclue.
Source: Conseil national du crédit.

b) Destination économique des prêts.

(En millions de nouveaux francs.)

CRÉDITS RECENSÉS	ENCOURS				
	31 décembre 1955.	31 décembre 1956.	31 décembre 1957.	31 décembre 1958.	31 décembre 1959.
Industrie et commerce.					
Financement des fonds de roulement (y compris financement court terme exportations)	15.970	18.790	20.690	23.720	26.290
Financement de l'équipement	18.340	20.600	17.230	20.410	23.030
Financement à moyen terme des exportations	410	520	650	730	780
Total	34.720	39.910	38.570	44.120	49.320

Source: Conseil national du crédit.

c) *Branches d'activité utilisatrices.*

(En millions de nouveaux francs.)

DÉSIGNATION	CRÉDITS A MOYEN ET LONG TERME recensés.		CRÉDITS A COURT TERME recensés.	
	31 décembre 1958. (1)	31 décembre 1959.	31 décembre 1958. (1)	31 décembre 1959.
Energie, transports	12.450	14.770	1.940	2.220
Bâtiments et travaux publics	1.900	1.720	1.630	1.910
Industries des métaux	4.370	4.400	7.770	8.340
Textiles	270	290	2.770	3.020
Cuir, papier, bois	300	320	1.670	2.000
Produits chimiques	1.240	1.250	2.270	2.420
Industries et commerces alimentaires	420	430	2.530	2.950
Commerces non spécialisés et commerces divers	80	80	1.240	1.300
Activités diverses	520	550	1.160	1.350
Total: industries et commerces	21.190	23.810	22.980	25.510

(1) Sarre exclue.
Source: Conseil national du crédit.

4. CRÉDITS A LA CONSOMMATION

Répartition des crédits des ventes à tempérament.

(En millions de nouveaux francs.)

DÉSIGNATION	31 DÉCEMBRE 1955	31 DÉCEMBRE 1956	30 JUIN 1957	31 DÉCEMBRE 1957	31 DÉCEMBRE 1958	31 DÉCEMBRE 1959
Biens à usage professionnel:						
Matériel d'équipement professionnel (1)	166	253	285	298	380	440
Véhicules utilitaires (camions, tracteurs, cars):						
Neufs	341	417	467	446	440	450
D'occasion	69	82	85	71	160	120
Biens généralement destinés à l'usage des particuliers:						
Véhicules de tourisme:						
Neufs	303	377	438	394	490	530
D'occasion	157	172	187	167	270	330
Véhicules à deux roues	103	80	69	50	30	40
Appareils ménagers	112	134	147	131	180	220
Radiodiffusion, télévision	47	50	54	50	90	130
Meubles et divers	72	95	88	83	90	120
Total	1.370	1.660	1.820	1.690	2.070	2.380

(1) Non compris les biens classés sous la rubrique « crédits à moyen terme ».
Source: Conseil national du crédit.

D. — Banque de France.

SITUATION MENSUELLE (FIN DE MOIS)

(En millions de nouveaux francs.)

DESIGNATION	I			II			III			IV		
	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet.	Août.	Septemb.	Octobre.	Novemb.	Décemb.
ACTIF												
1° Or, devises (total):												
1958	3.130	3.140	3.130	3.130	3.120	3.130	3.820	3.820	3.820	3.820	3.820	3.820
1959	4.490	4.490	4.490	4.490	5.310	6.090	6.920	7.470	8.640	»	»	»
1960	8.390	8.560	8.940	9.310	9.770	9.610	10.110	10.650	10.900	»	»	»
Encaisse or:												
1958	»	»	3.010	»	»	3.010	»	»	3.680	»	»	3.680
1959	»	»	2.910	»	»	2.910	»	»	4.320	»	»	4.320
			1.410			1.410						
1960	»	»	4.320	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Disponibilités à vue à l'étranger et avoirs à l'U. E. P.:												
1958	»	»	120	»	»	120	»	»	140	»	»	140
1959	»	»	170	»	»	1.770	»	»	3.260	»	»	3.970
1960	»	»	4.620	»	»	5.290	»	»	5.920	»	»	»
2° Créances sur le Trésor (total):												
1958	16.060	15.660	15.870	15.960	15.360	15.970	15.600	15.390	15.440	15.360	14.630	15.080
1959	15.610	15.450	15.800	15.640	14.760	15.640	15.400	15.900	14.330	»	»	»
1960	11.910	11.170	11.070	9.830	10.770	11.090	10.890	11.610	11.040	»	»	»
Dont:												
Avances spéciales:												
1958	»	»	3.900	»	»	3.900	»	»	3.900	»	»	3 900
1959	»	»	3.800	»	»	3.800	»	»	3.500	»	»	2.640
1960	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Comptes courants postaux:												
1958	»	»	590	»	»	540	»	»	510	»	»	510
1959	»	»	520	»	»	600	»	»	430	»	»	670
1960	»	»	490	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Effets publics de l'open market:												
1958	»	»	1.990	»	»	1.770	»	»	1.630	»	»	1.350
1959	»	»	1.710	»	»	1.730	»	»	1.820	»	»	1.570
1960	»	»	1.250	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Escompte de traites fiscales:												
1958	»	»	1.590	»	»	1.880	»	»	1.010	»	»	2.070
1959	»	»	1.470	»	»	1.230	»	»	1.050	»	»	»
1960	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»
Monnaies divisionnaires:												
1958	110	120	120	120	110	110	120	110	110	100	100	80
1959	90	100	110	110	110	110	100	110	100	»	»	»
1960	90	80	70	60	30	30	20	100	100	»	»	»
3° Crédits à l'économie (total):												
1958	17.850	18.220	18.630	18.430	20.520	19.650	19.570	19.600	19.320	19.230	20.440	21.510
1959	18.780	17.690	16.610	16.040	15.960	14.950	15.020	13.480	15.010	15.580	14.850	17.730
1960	16.640	16.870	17.090	18.170	16.780	17.680	18.970	16.500	17.960	»	»	»
Effets de commerce escomptés:												
1958	»	»	17.520	»	»	18.510	»	»	18.070	»	»	20.150
1959	»	»	15.430	»	»	13.890	»	»	13.720	»	»	16.390
1960	»	»	15.590	»	»	15.870	»	»	15.990	»	»	»
Avances sur titres:												
1958	»	»	100	»	»	100	»	»	110	»	»	200
1959	»	»	90	»	»	90	»	»	90	»	»	80
1960	»	»	80	»	»	90	»	»	80	»	»	»
Effets de commerce négociables achetés en France:												
1958	»	»	1.010	»	»	1.040	»	»	1.140	»	»	1.260
1959	»	»	1.090	»	»	970	»	»	1.200	»	»	1.260
1960	»	»	1.420	»	»	1.720	»	»	1.890	»	»	»
PASSIF												
Engagements à vue (total):												
1958	35.900	36.920	37.520	33.660	38.880	38.530	38.980	38.520	38.500	38.290	38.490	40.410
1959	38.740	37.460	37.060	36.320	35.970	36.780	37.930	36.860	38.190	37.930	36.520	37.890
1960	36.860	36.600	37.230	37.460	37.030	38.490	»	39.060	»	»	»	»
Billets en circulation:												
1958	32.180	32.360	32.860	32.950	33.340	33.700	34.380	34.090	34.310	34.120	34.220	34.690
1959	33.620	33.430	33.840	33.880	33.690	34.420	34.490	34.410	34.520	34.360	33.900	34.950
1960	34.140	34.010	34.670	34.870	34.680	35.930	37.340	36.820	37.550	»	»	»
Comptes courants créditeurs:												
1958	3.720	4.560	4.660	4.710	5.540	4.830	4.600	4.430	4.190	4.170	4.270	5.720
1959	5.120	4.030	3.200	2.440	2.270	2.360	2.440	2.450	3.670	3.570	2.630	2.940
1960	2.720	2.590	2.560	2.590	2.350	2.560	2.380	2.240	2.380	»	»	»

E. — Crédit agricole.

(En millions de nouveaux francs.)

DESIGNATION	FIN DE TRIMESTRE I	II	III	IV
1. *Solde des dépôts.*				
A vue:				
1957	2.550	2.658	3.075	3.096
1958	3.105	3.088	3.472	3.453
1959	3.444	3.505	4.228	4.085
1960	4.162	4.284	5.112	»
Fin 1952 = 127.				
Fin 1953 = 148.				
Fin 1954 = 176,4.				
Fin 1955 = 212,7.				
Fin 1956 = 243,7.				
A échéance:				
1957	130	145	146	167
1958	166	184	173	148
1959	145	170	179	169
1960	184	196	202	»
Fin 1951 = 2,6.				
Fin 1952 = 5,7.				
Fin 1953 = 8,6.				
Fin 1954 = 10,2.				
Fin 1955 = 16,9.				
Fin 1956 = 11,8.				
2. *Bons à 5 ans.*				
Montant, depuis l'origine, des souscriptions:				
1957	723	763	798	84
1958	884	958	1.036	1.144
1959	1.263	1.388	1.523	1.702
1960	1.848	2.036	2.294	»
Fin 1951 = 21,4.				
Fin 1952 = 24,8.				
Fin 1953 = 30,6.				
Fin 1954 = 40,3.				
Fin 1955 = 53,11.				
Fin 1956 = 68.				
3. *Bons à 3 ans.*				
Montant, depuis l'origine, des souscriptions:				
1957	1.155	1.292	1.471	1.657
1958	1.804	2.050	2.280	2.434
1959	2.563	2.803	3.076	3.233
1960	3.428	3.740	4.071	»
Fin 1954 = 21.				
Fin 1955 = 53,7.				
Fin 1956 = 104,2.				

DESIGNATION	FIN DE TRIMESTRE I	II	III	IV
4. — *Soldes des prêts.*				
A court terme:				
1957	1.983	1.914	2.263	2.562
1958	2.431	2.126	2.320	2.671
1959	2.607	2.408	3.076	3.268
1960	3.103	2.813	3.481	»
Fin 1951 = 134.				
Fin 1952 = 187.				
Fin 1953 = 206.				
Fin 1954 = 201.				
Fin 1955 = 209,5.				
Fin 1956 = 200.				
A moyen terme:				
1957	1.874	2.085	2.282	2.475
1958	2.643	2.815	2.951	3.073
1959	3.211	3.421	3.599	3.761
1960	3.909	4.162	4.429	»
Fin 1951 = 58,6.				
Fin 1952 = 72,7.				
Fin 1953 = 84,2.				
Fin 1954 = 102,8.				
Fin 1955 = 131,6.				
Fin 1956 = 176,4.				
A long terme (individuels):				
1957	490	525	559	596
1958	627	666	706	735
1959	772	815	851	891
1960	942	987	1.038	»
Fin 1951 = 9,1.				
Fin 1952 = 12,4.				
Fin 1953 = 14,8.				
Fin 1954 = 19,7.				
Fin 1955 = 31,6.				
Fin 1956 = 46.				
A long terme (collectifs) (1):				
1957	1.295	1.334	1.390	1.447
1958	1.503	1.533	1.569	1.607
1959	1.638	1.666	1.708	1.764
1960	1.805	1.836	1.878	»
Fin 1951 = 30,8.				
Fin 1952 = 47,6.				
Fin 1953 = 68,7.				
Fin 1954 = 94,2.				
Fin 1955 = 111,4.				
Fin 1956 = 127,5.				
Prêts de modernisation et d'équipement de caractéristiques spéciales:				
1957	203	205	210	212
1958	218	227	231	235
1959	238	242	249	255
1960	258	263	268	»
Fin 1951 = 5,6.				
Fin 1952 = 9,8.				
Fin 1953 = 14.				
Fin 1954 = 17,2.				
Fin 1955 = 18,5.				
Fin 1956 = 19,7.				

(1) Y compris les prêts d'électrification rurale.

Source: Caisse nationale de crédit agricole.

F. — Franc.

1. Définition du franc

DATES	DÉNOMINATIONS	DÉFINITION DU FRANC En milligrammes d'or		PARITÉ OFFICIELLE	
		à 0,900.	fin.	du dollar.	de la livre.
Germinal an XI à août 1914	Bonaparte	322,58	290,3225	5,182	25,121
25 juin 1928	Poincaré	65,5	58,95	25,224	124,213
1er octobre 1936	Auriol	49	44,1	(1) 15,19	»
22 juillet 1937	Bonnet	43	38,7	»	»
5 mai 1938	Marchandeau	»	»	»	179
12 novembre 1938	Reynaud	27,5	24,75	»	»
9 septembre 1939	Reynaud	»	»	43,80	176,625
29 février 1940	Reynaud	23,34	21	»	»
8 novembre 1942	Alger	»	»	75	300
2 février 1943	Alger	»	»	50	200
26 décembre 1945	Pleven	8,29	7,46	119,10	480
26 janvier 1948	Mayer	»	»	214,39	864
18 octobre 1948	Queuille	»	»	263,50	1.062
27 avril 1949	Petsche	»	»	272	(2) 1.097
20 septembre 1949	Petsche	»	»	350	(2) 980
16 août 1950	Petsche	2,80	2,52	»	»
10 août 1957	Gaillard	»	»	(3) 420	(3) 1.176
24 juillet 1958	Pinay	2,35	2,115	»	»
27 décembre 1958	Pinay	2	1,80	493,705	1.382,376
1er janvier 1960	Pinay	200	180	4,937	13,823

(1) Après la dévaluation américaine du 30 janvier 1934.
(2) Après la dévaluation britannique du 18 septembre 1949.
(3) Compte tenu du prélèvement ou du versement de 20 p. 100.

2. Pouvoir d'achat du franc

Les mouvements du niveau général des prix constituent l'élément d'appréciation le moins contestable, bien qu'imparfait, de l'évolution du pouvoir d'achat du franc.

L'imperfection du calcul est due, en premier lieu, à l'absence d'indices continus des prix de gros ou de détail, depuis 1914, en raison des progrès des procédés statistiques et des modifications intervenues dans l'utilisation des diverses marchandises (changements dans les habitudes, etc.). Elle s'explique encore par le fait que le calcul des indices ne tient compte, pour la période de guerre et d'après guerre, que des prix officiels, inférieurs aux prix moyens effectivement payés par les acheteurs.

Il n'y a donc pas d'indice unique susceptible de fournir une base de conversion générale. Suivant les cas, il y aurait lieu de se référer soit à un indice des prix de gros, soit à un indice des prix de détail, soit encore à un indice industriel ou agricole.

a) *Evolution* 1914-1959 (base prix de détail).

N. B. — Indications *très approximatives*, en raison de l'absence d'indice continu des prix de détail.

ANNÉES	INDICE des prix de détail (Paris).	INDICE de la valeur du franc.	COEFFICIENTS de transformation des francs courants.	
			En francs 1914.	En francs 1952.
1914 (1)	100	100	1	174
1915	(2) 120	83,3	0,833	145
1916	135	74	0,74	129
1917	163	61,3	0,613	107
1918	213	46,9	0,469	82
1919	268	37,3	0,373	65
1920	371	27	0,270	47
1921	337	29,7	0,297	52
1922	301	33,2	0,332	58
1923	332	30,1	0,301	52
1924	370	26,3	0,263	46
1925	425	23,5	0,235	41
1926	554	18,1	0,181	31
1927	556	18	0,180	31
1928	(549)	(18,2)	(0,182)	32
. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .
1928	(3) 584	17,1	0,171	29,79
1929	621	16,1	0,161	28,01
1930	618	16,2	0,162	28,15
1931	609	16,4	0,164	28,56
1932	546	18,3	0,183	31,86
1933	520	19,2	0,192	33,45
1934	491	20,4	0,204	35,43
1935	440	22,7	0,227	39,54
1936	480	20,8	0,208	36,24
1937	611	16,4	0,164	28,47
1938	706	14,2	0,142	24,64
1939	763	13,1	0,131	22,8
1940	909	11	0,110	19,14
1941	1.062	9,4	0,094	16,38
1942	1.236	8,1	0,081	14,07
1943	1.578	6,3	0,063	11,02
1944	2.013	5	0,050	8,64
1945	2.778	3,6	0,036	6,26
1946	4.553	2,2	0,022	3,82
1947	7.273	1,4	0,014	2,39
1948	11.529	0,86	0,0086	1,51
1949	12.830	0,77	0,0077	1,35
1950	13.730	0,72	0,0072	1,27
1951	16.097	0,62	0,0062	1,08
1952	17.396	0,57	0,0057	1
1953	17.085	0,58	0,0058	1,02
1954	16.958	0,59	0,0059	1,03
1955 (4)	17.142	0,58	0,0058	1,01
1956 (4)	17.473	0,57	0,0057	0,99
1957 (5)	17.939	0,56	0,0056	0,97
1958 (5)	30.650	0,49	0,0049	0,84
1959	21.914	0,46	0,0046	0,79

(1) Juillet 1914.
(2) Indice pondéré de 13 articles (Paris).
(3) Indice pondéré des 34 articles (Paris).
(4) Sur la base de l'indice 1949 = 100 multipliée par le coefficient de conversion en base 1938 = soit × 16,76.
(5) Sur la base de l'indice des 250 articles multipliée par le coefficient de conversion, base 1938 = 24,60.

b) *Evolution* 1938-1959.

(Base: moyenne des prix de gros et de détail.)

ANNÉES	INDICE des prix de gros (1).	INDICE des prix de détail (2).	MOYENNE des deux indices.	INDICE de la valeur du franc.	COEFFICIENTS DE TRANSFORMATION des francs courants.		
					En francs 1938.	En francs 1951.	En francs 1952.
1938	100	100	100	100	1	24,65	26,21
1939	105	108	106	94,3	0,943	23,26	24,73
1940	139	129	134	74,6	0,746	18,40	19,56
1941	171	150	161	62,1	0,621	15,31	16,28
1942	201	175	188	53,2	0,532	13,11	13,94
1943	234	224	229	43,7	0,437	10,76	11,44
1944	264	285	275	36,4	0,364	8,96	9,53
1945	375	393	384	26	0,260	6,42	6,82
1946	648	645	647	15,5	0,155	3,81	4,05
1947	989	1.030	1.010	9,9	0,099	2,44	2,59
1948	1.712	1.632	1.672	6	0,060	1,47	1,57
1949	1.917	1.817	1.867	5,4	0,054	1,32	1,4
1950	2.166	1.945	2.056	4,9	0,049	1,20	1,27
1951	2.651	2.279	2.465	4,1	0,041	1	1,06
1952	2.778	2.464	2.621	3,8	0,038	0,94	1
1953	2.651	2.420	2.535	3,9	0,039	0,97	1,03
1954	2.605	2.402	2.504	3,9	0,039	0,97	1,03
1955	2.601	2.428 (3)	2.514	3,9	0,039	0,97	1,03
1956	2.714	2.475	2.595	3,85	0,038	0,94	0,99
1957	2.870	2.541 (4)	2.705	3,70	0,037	0,90	0,97
1958	3.199	2.925 (4)	3.060	3,27	0,033	0,81	0,86
1959	3.353	3.104 (4)	3.228	3,1	0,031	0,76	0,81

(1) Indice général pondéré des prix de gros de 135 marchandises. A partir de 1951, les indices donnés sont le produit de l'indice actuel (319 articles), base 100 en 1949, par le coefficient de conversion 19,17.

(2) Indice des prix de détail à Paris (34 articles).

(3) Indice 1949 = 100 × 16,76.

(4) Indices des 250 articles × 24,60.

N. B. — Pour retrouver, avec ces indices, la base 100 en juillet 1914, il faut multiplier les indices des prix de gros par 6,40, les indices des prix de détail par 7,6, la moyenne par 6,73.

Pour obtenir le coefficient de transformation des francs courants en francs 1914, il faut diviser par 6,73 les coefficients indiqués pour la conversion en francs 1938 ou les multiplier par 0,148.

VII. — INVESTISSEMENTS ET CONSTRUCTION

A. — Formation brute de capital fixe et produit national.

1. Evolution de la formation brute de capital fixe (stocks compris) par rapport au produit national brut aux prix de marché

ANNÉES	INVESTISSEMENTS en milliards de NF.	INDICE des prix (100 en 1954).	INVESTISSEMENTS en milliards de NF aux prix de 1954.	INDICE de volume (100 en 1954).	PRODUIT NATIONAL brut aux prix de 1954.	POURCENTAGE de la formation brute de capital fixe dans le produit national brut.
					(Milliards N F.)	P. 100.
1954	26	100	26	100	158	16,5
1955	29,8	101,2	29,4	113	167	17,6
1956	33,7	106,2	31,7	122	176	18
1957	39,7	113,6	35	134,4	187	18,7
1958	43,9	123,4	35,8	137,4	191	18,7
1959 (P.)	45,9	»	»	»	195	18,3
1960 (prévisions)	49,2	»	»	»	205	(19)
1961 (hypothèse)	52,4	»	»	»	216	»

Source: F. D. E. S.

2. Répartition des investissements de 1954 a 1959
(En milliards de nouveaux francs.)

ANNÉES	INVESTISSEMENTS administratifs.	CONSTRUCTION de logements et réparation d'immeubles.	INVESTISSEMENTS productifs.	TOTAL
1954	3	6,4	16,6	26
1955	3,4	7,3	18,7	29,4
1956	3,7	7,4	20,6	31,7
1957	3,8	8,2	23	35
1958	3,3	8,3	24,2	35,8
1959 (P.)	3,7	8,3	23,8	35,8
Variations 1959-1958	+ 13 p. 100.	— 0,2 p. 100.	— 1,7 p. 100.	0 p. 100.
Variations 1959-1957	— 0,5 p. 100.	+ 0,7 p. 100.	— 3,3 p. 100.	+ 2,3 p. 100.

Source: F. D. E. S.

B. — **Ressources d'origine métropolitaine consacrées au financement d'investissements dans la métropole et dans les pays d'outre-mer.**

1. Ensemble
(En milliards de nouveaux francs.)

DÉSIGNATION	1954	1955	1956	1957	1958	1959 (P).	1960 (prévisions).	1961 (hypothèse).
Fonds publics (3)	7,4	7,5	8,6	9,3	10,3	12,2	12,4	12,4
Organismes spécialisés et compagnies d'assurances (4)	2,1	2,6	3,2	3,7	3,6	4		
Marché financier (1)	2,1	2,6	2,8	4	4,4	5,9	38,3	13
Crédit à moyen terme (2)	2,8	3,5	3,6	5,5	5,5	4,5		
Solde des autres emplois et ressources	12,3	14	15,8	17,2	20,3	19,5		
Total (formation brute de capital fixe en métropole)	26,7	30,2	34	39,7	44,1	46,1	50,8	»
Pourcentage du montant de la formation de capital fixe en métropole.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	
Fonds publics	27,5	25	25	23,4	23,4	26,6	24,5	»
Organismes spécialisés et assurances	7,5	9	10	9,3	8,2	8,7		
Marché financier	7,5	9	8,5	10,1	10	12,8	75,5	»
Crédit à moyen terme (2)	10,5	11	12,3	13,8	12,4	9,8		
Autofinancement et ressources diverses	47	46	44,2	43,4	46	42,1		
Total	100	100	100	100	100	100	100	»

(1) Ne sont pas comprises dans les ressources fournies par le marché financier les sommes fournies à l'Etat par la vente de certificats pétroliers, les emprunts d'Etat et des postes, télégraphes et téléphones et des établissements spécialisés ainsi que les émissions et augmentations de capital des sociétés de financement de recherche pétrolière et des sociétés exerçant leur activité principale hors de la métropole ainsi que les emprunts unifiés des collectivités locales souscrits par les compagnies d'assurances.

(2) Non compris les crédits à l'exportation et à la Sarre. Montant brut des crédits utilisés dans l'année (variation d'encours plus amortissement).

(3) Non compris la consolidation des prêts spéciaux à la construction.

(4) Ne sont pas compris les prêts de la Caisse des dépôts au budget annexe des postes, télégraphes et téléphones (100 millions de nouveaux francs en 1957 et 110 millions de nouveaux francs en 1958, des compagnies d'assurances au budget annexe de la radiodiffusion (30 millions de nouveaux francs en 1957), ni la consolidation des prêts spéciaux à la construction par le Crédit foncier.

Source: F. D. E. S.

2. Prêts des organismes spécialisés

(En milliards de nouveaux francs.)

ETABLISSEMENTS	1954	1955	1956	1957	1958	1959 (prévisions).
Caisse des dépôts et consignations (sauf P. T. T. et Algérie)	1,35	1,6	2,03	2,29	2,43	2,60
Crédit foncier	0,3	0,29	0,31	0,28	0,22	
Crédit national	0,14	0,22	0,28	0,34	0,2	
Caisse nationale de crédit agricole	0,19	0,34	0,55	0,7	0,63	1,40
Caisse centrale de crédit hôtelier, commercial et industriel	0,01	0,01	0,02	0,02	0,02	
Compagnies d'assurances	0,11	0,18	0,02	0,05	0,11	
Total	2,17	2,64	3,21	3,68	3,61	4,00
Consolidation de prêts spéciaux à la construction par le Crédit foncier	»	»	(0,18)	(0,3)	(0,15)	»
Prêts de la caisse des dépôts aux P. T. T.				(0,1)	(0,11)	0,16
Hors métropole	(0,06)	(0,1)	(0,1)	(0,03)	(0,04)	0,11

3. Emission sur le marché financier métropolitain

Versements en espèces. — Souscriptions nouvelles du public.

(En milliards de nouveaux francs.)

DÉSIGNATION	1954	1955	1956	1957	1958	1959
I. — *Emprunts et obligations.*						
a) Trésor	0,88	0,6	4	0,84	2,93	»
b) Secteur public et semi-public:						
P. T. T. et entreprises nationales	0,9	0,70	1,07	1,64	1,91	1,48
Collectivités publiques	0,1	0,14	0,02	0,02	0,17	0,02
Crédit national. Crédit foncier. Crédit agricole	0,72	0,64	0,6	1	0,81	(0,7)
c) Secteur privé:						
Obligations industrielles	0,44	0,87	0,79	0,64	0,92	1,81
II. — *Valeurs à revenu variable.*						
Actions	0,8	1,1	1,2	2,35	1,77	2,98
Certificats pétroliers	»	»	»	0,20	»	»
Parts de S. A. R. L.	0,11	0,12	0,13	0,23	0,19	0,18
Valeurs étrangères	»	0,04	0,07	»	»	»
Totaux	3,97	4,22	7,88	6,92	8,71	7,69

Source: F. D. E. S.

4. Dépenses effectuées sur fonds publics

a) *Ensemble de* 1952 *à* 1957 (métropole et outre-mer).

(En millions de nouveaux francs.)

DÉSIGNATION	1952	1954	1955	1956	1957
Dépenses directes de l'Etat et subventions (V et VI A)	1.770	2.010	2.025	2.727	3.452
Reconstruction (VII):					
Dépenses en espèces	3.080	2.357	2.060	1.634	1.443
Mobilisation et remboursement des titres	160	330	482	583	685
Prêts du fonds de développement (sauf H. L. M.)	2.950	2.750	2.955	2.849	3.014
Prêts H. L. M.	510	700	728	998	1.437
Dépenses sur ressources affectées	»	391	547	821	900
Comptes spéciaux	230	60	58	79	348
Budgets annexes (charges propres)	20	425	419	490	534
Total dépenses d'investissement	8.720	9.023	9.274	10.181	11.813
Total dépenses publiques (1)	35.860	40.110	42.010	40.830	56.340
Pourcentage dépenses d'investissement des dépenses totales	24,3 %	22,5 %	22,5 %	21,8 %	21 %

(1) Dépenses budgétaires, titre VIII inclus sans contraction, charges propres d'équipement des budgets annexes civils, dépenses du F. D. E. S. et excédent des dépenses des autres comptes spéciaux du Trésor.

Source: Fonds de développement économique et social.

b) *Comparaison des crédits de paiement en 1958 et 1959.*
(En millions de nouveaux francs.)

DESIGNATION	CREDITS DE PAIEMENTS		
	1958 Définitif.	1959 Loi de finances.	Au 15 octobre 1959.
Dépenses d'équipement exécutées par l'Etat et subventions d'équipement	4.168	5.780	5.861
Prêts budgétaires (VI B)	912	328	328
Prêts du F. D. E. S.	2.330	3.350	3.350
Prêts aux H. L. M.	1.750	1.840	2.140
Dommages de guerre: règlement en espèces	916	1.025	1.023
Dommages de guerre: remises de titres	650	540	540
Participation aux dépenses des organismes européens d'investissement (titre IV)	210	231	272
Dépenses sur ressources affectées et budgets annexes civils	1.417	1.234	1.300
Comptes spéciaux	285	307	304
Total	12.638	14.635	15.118
Non compris consolidations des prêts spéciaux à la construction	540	1.600	1.600

(1) Y compris 250 millions de nouveaux francs, coût de l'usine de séparation isotopique 16.808.
Source: F. D. E. S.

c) *Répartition des crédits de paiement en 1960.*
(Prévisions) et hypothèses pour 1961.
(En millions de nouveaux francs.)

	AUTORISATIONS DE PROGRAMME		CRÉDITS DE PAIEMENT	
	1960 (1)	1961 (1)	1960	1961
I. — *Charges définitives.*				
A. — Dépenses d'équipement des titres V et IV	6.557	8.012	6.225	7.092
B. — Dommages de guerre:				
Règlements en espèces (*a*)	621	492	877	825
Emissions de titres (*a*)	460	416	460	416
C. — Titre IV	432	466	432	466
D. — Budgets annexes civils	735	850	645	586
E. — Comptes spéciaux (dépenses définitives)	626	1.160	541	702
G. — Dépenses définitives sur ressources affectées	»	»	»	»
Total I	9.431	11.396	9.180	10.087
II. — *Charges temporaires.*				
Prêts du titre VIII (titre VI B en 1959)	167	178	273	223
Prêts du F. D. E. S.	3.250	3.050	3.250	3.050
Prêts aux organismes H. L. M.	2.080	2.120	2.150	2.380
F. N. A. T.	320	320	215	295
Autres comptes spéciaux	85	102	84	106
Total II	5.902	5.770	5.972	6.054
Total crédits d'investissement	15.333	17.166	15.152	16.141
Pour mémoire: consolidation des prêts spéciaux à la construction	»	»	(1.450)	(1.350)

(*a*) Non compris diverses dépenses de fonctionnement et les dommages mobiliers.
(1) Les chiffres cités dans ce tableau et dans les tableaux suivants concernent les autorisations de programme et les crédits de paiement fixés par les lois de finances.
Source: F. D. E. S.

d) *Répartition économique des crédits d'équipement de 1958 à 1961.*

(En millions de nouveaux francs.)

DESIGNATION	CRÉDITS DE PAIEMENT				
	1958 (définitif).	1959 (initial).	1959 (définitif).	1960 (P.)	1961 (hypothèse).
Agriculture	1.545	1.140	1.462	1.298	1.550
Energie et mines	2.372	3.241	3.112	3.034	3.022
Transports	948	1.219	1.405	1.346	1.431
P. T. T.	489	543	583	630	576
Industrie, commerce et tourisme	629	536	610	614	655
Logement et urbanisme	2.698	3.026	3.326	3.228	3.562
Equipement culturel et social	1.412	1.821	1.827	2.020	1.948
Equipement administratif	203	227	224	273	307
Investissements hors de France métropolitaine	2.216	2.612	2.632	2.601	2.751
Versements à la Banque européenne d'investissement	126	126			
Divers non ventilés	»	114	257	108	338
Total	12.638	14.635	15.140	15.152	16.141
Pour mémoire: Consolidation des prêts spéciaux à la construction	540	1.600	1.600	»	»

Source: F. D. E. S.

e) *Répartition des prêts du F. D. E. S.*

(En millions de nouveaux francs.)

SECTEURS	1957	1958	1959	1960	1961
A. — *Entreprises nationales.*					
Charbonnages	131	150	240	150	150
Electricité de France	775	1.450	1.490	1.600	1.650
Compagnie nationale du Rhône	30	65	160	140	110
Gaz de France	218	180	215	190	»
Gaz du Sud-Ouest	»	15	»	»	»
Commissariat à l'énergie atomique	»	120	140	170	180
S. N. C. F.	»	»	200	100	150
Air France	29	20	100	150	60
Aéroport de Paris	20	30	70	50	»
Total A	1.205	1.730	2.615	2.550	2.300
B. — *Autres secteurs.*					
Habitat rural	35	80	85	105	120
Calamités agricoles	20	70	80	45	30
Electrification rurale (régies et S. I. C. A. E.)	»	»	»	10	10
Regroupement foncier	»	»	»	»	20
Ports	10	10	30	45	50
Société internationale de la Moselle	»	»	5	30	95
Tourisme	20	15	25	30	55
Crédit maritime	4,5	8,5	11	13	15
Petites et moyennes entreprises	38	35	70	85	95
Artisanat individuel	14	13	35	45	50
Prêts sociaux divers	7,3	6,5	15	20,5	25
Industrie, conversion et productivité	70	207	143	118	90
Réinstallation française d'A. F. N.	20	»	»	»	»
CAPER et Nemours	45	»	»	»	»
Productivité	10	17	13	13	»
Caisse centrale de coopération économique	90	150	120	120	»
Sahara	»	»	»	»	130
Autres postes	»	5	6,7	6,7	»
Total B	572	600	625,7	625,7	738
C. — *Non réparti.*					
Relance	»	»	100	100	»
Solde non réparti	»	»	9,3	9,3	12
Total C	»	»	109,3	109,3	12
Total général	1.775	2.330	3.350	3.350	3.050

Source: F. D. E. S.

f) *Répartition des crédits à moyen terme mobilisables selon le secteur économique.*

1. Variation d'encours. (En milliards de nouveaux francs.)

DÉSIGNATION	1952	1954	1955	1956	1957	1958	1959 (P.)
Construction:							
Prêts spéciaux, loi de 1950	0,67	2,29	4,11	5,77	7,21	8,34	8,40
Autres crédits		0,58	0,78	0,86	0,95	1,08	1,25
Entreprises nationales (1)	1,26	2,09	2,18	2,48	3,10	7,96	7,32
Industrie et commerce	2,06	2,06	1,91	2,10	2,86		
Agriculture	0,60	0,43	0,49	0,53	0,62	0,81	1,03
Total (2)	4,39	7,45	9,47	11,74	14,74	18,19	18,84

(1) Ces chiffres comprennent les entreprises nationales du secteur non concurrentiel (Charbonnages, S.N.C.F., E.D.F., G.D.F., C.N.R.), et les entreprises du secteur concurrentiel relevant du F.D.E.S. (Air France) et celles ou non financées par le F.D.E.S. (Sud Aviation).
(2) Ces chiffres ne comprennent ni les crédits à l'exportation ni les crédits Sarre.
Source: F. D. E. S.

2. Crédits nouveaux. (En milliards de nouveaux francs.)

DÉSIGNATION	1955	1956	1957	1958	1959 (P.)
Construction:					
Prêts spéciaux, loi de 1950	+ 1,82	+ 1,66	+ 1,44	+ 1,13	+ 0,11
Autres crédits	+ 0,2	+ 0,08	+ 0,09	+ 0,13	+ 0,18
Entreprises nationales (1)	+ 0,09	+ 0,30	+ 0,62	+ 1,38	+ 0,14
Industrie et commerce	— 0,15	+ 0,19	+ 0,76		
Agriculture	+ 0,06	+ 0,04	+ 0,09	+ 0,17	+ 0,22
Total (2)	+ 4,02	+ 2,27	+ 3,00	+ 2,80	+ 0,65

(1) Ces chiffres comprennent les entreprises nationales du secteur non concurrentiel (Charbonnages, S.N.C.F., E.D.F., G.D.F., C.N.R.), et les entreprises du secteur concurrentiel relevant du F.D.E.S. (Air France) et celles ou non financées par le F.D.E.S. (Sud Aviation).
(2) Ces chiffres ne comprennent ni les crédits à l'exportation ni les crédits Sarre.
Source: F. D. E. S.

C. — **Investissements dans les pays d'outre-mer** (1).

1° Investissements de 1952 a 1957

1. *Afrique du Nord.*

a) Algérie et Sahara. (En milliards de francs courants.)

DÉSIGNATION	1952	1954	1955	1956	1957
A. — Fonds publics métropolitains	20,2	38,4	52,8	56,4	83,5
B. — Ressources privées mixtes recencées:					
Institutions financières métropolitaines	4,4	8,5	6	7,2	1,8
Augmentations de capital et émissions publiées au *B. A. L. O.* de la métropole	0,1	1,5	20,3	20	17,6
Financement privé de la recherche pétrolière	0,7	7	3,8	3,6	(1) 21,5
Autres recours des sociétés locales au marché financier métropolitain et local	»	7	»	»	»
Total	25,4	24	30,1	30,8	40,9
C. — Ressources locales:					
Crédits des budgets locaux et bons d'équipement	20,7	14,8	15,6	14,2	19,5
Ressources de trésorerie	2,1	0,3	2,7	1,6	10,2
Prêts des établissements de crédit semi-publics locaux	4,6	0,6	1,7	2,1	3,5
Excédent de caisses d'épargne	»	»	»	»	6,4
Crédits bancaires	11,6	2,8	1,6	2,3	4,7
Ressources propres des établissements et collectivités	7,8	7	5,3	4	4
Habitat	»	7	7,5	9,7	»
Autofinancement recensé	»	»	»	»	6,7
Total	46,8	32,5	34,4	33,9	55
D. — Ressources étrangères	0,3	»	3	6	»
Total ressources recensées ou évaluées	81,5	94,9	120,3	127,1	179,4
Pour évaluation: volume total de l'investissement	»	»	140	160	190

Nota. — Les chiffres autres que ceux de fonds publics métropolitains ont été fournis par la direction des finances, à Alger.

(1) 30 milliards — 8,5 milliards: évaluation de la participation du bureau de recherche de pétrole dans les investissements pétroliers au Sahara en 1957.

Source: F. D. E. S.

b) Tunisie et Maroc.
(En milliards de francs courants.)

DÉSIGNATION	TUNISIE						MAROC					
	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1952	1953	1954	1955	1956	1957
A. — Fonds publics métropolitains	12	15,1	14,5	13	5,8	(1)	14,6	22,2	20,9	23,8	19	(1)
B. — Ressources privées mixtes:												
Institutions financières métropolitaines.	1,2	0,8	1,5	2,4	»		3,8	5,1	4,5	4,7	1,6	
Augmentations de capital et émissions publiées au *Bulletin des Annonces légales obligatoires* métropolitain	1,2	1	»	»	0,7		0,9	3,4	1,1	2,4	3	
Financement privé de la recherche pétrolière	1	1,6	0,9	»	0,3		0,4	»	0,1	»	»	
Autres recours des sociétés locales au marché financier métropolitain et local	»	»	»	»	»		10	7,5	7	6	»	
C. — Ressources locales	3,8	4,4	5,2	2,9	6,8		38,8	33,3	35,6	23	11,5	
Total	19,2	22,9	18,2	12,8	»		68,5	71,5	69,2	50,6	35,6	
D. — Ressources étrangères	0,9	1,4	1,1	1,6	»		»	2,4	1	»	»	

(1) Le montant des fonds publics consacrés à des investissements en 1957 peut être évalué à 24,8 milliards pour le Maroc et la Tunisie.
Source: Fonds de développement économique et social.

2. Territoires d'outre-mer
(En milliards de francs courants.)

DÉSIGNATION	1954	1955	1956	1957
A. — Fonds publics métropolitains	68	72,3	80,3	100,6
B. — Fonds publics locaux	31,5	33,6	27	36,6
C. — Ressources privées recensées:				
Augmentations de capital et émissions publiées au *B. A. L. O.* métropolitain	3,7	2,7	0,7	0,7
Crédits bancaires	3,4	4,8	8,7	9,9
Apports propres des bénéficiaires de crédits bancaires	3,5	5	9	10
Apport propre des sociétés aidées par la caisse centrale de la France d'outre-mer	1,9	2,3	2,5	7,4
Financement privé de la recherche pétrolière	»	0,5	2,8	6
Total	12,5	15,3	23,7	34
D. — Financement étranger:				
Prêts B. I. R. D	0,2	1,4	0,9	»
Sociétés aidées par la C. C. F. O. M	»	»	2	2,2
Recherche pétrolière	»	»	»	0,5
Total	0,2	1,4	2,9	2,7
E. — Autres ressources	98,8	104,4	132,1	163
F. — Volume total des investissements	211	227	266	336,9

Source: F. D. E. S.

3. Départements d'outre-mer

(En milliards de francs courants.)

DÉSIGNATION	1954	1955	1956	1957	1958
A. — Fonds publics métropolitains	6,6	8,3	10,4	(P)	(1)
B. — Ressources mixtes et locales					
Augmentations de capital d'émission publiées au *B. A. L. O.*	»	»	0,5		
Caisse des dépôts et consignations	»	»	0,1		
Fonds publics locaux	0,5	0,8	0,2		
Total	7,1	9,1	11,2	12,9	

(1) Crédits ouverts en 1958 = 16,1 milliards.

Source: Fonds de développement économique et social.

4. Investissements hors de France métropolitaine de 1959 et prévisions pour 1960

(En millions de nouveaux francs.)

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE	AUTORISATIONS de programme.		CRÉDITS de paiements.	
	1959 (au 15 octobre).	1960	1959 (au 15 octobre).	1960
Algérie:				
Financement du programme d'équipement	970	1.000	970	1.000
H. L. M. et P. T. T.	82	84	81	85
Sahara	317	140	202	166
Départements d'outre-mer	80	90	72	93
Territoires d'outre-mer	589	25	782	27
Etats de la communauté		475		648
Maroc-Tunisie	164	167	167	165
Viet-Nam, Cambodge et Laos	»	»	32	4
Dépenses non ventilées	264	275	251	262
Total	2.466	2.256	2.557	2.450
Contribution aux dépenses du fonds d'investissement dans les pays d'outre-mer créé par le Traité de Communauté économique européenne	124	163	124	163
Total général	2.590	2.419	2.681	2.613

Source: F. D. E. S.

D. — Logement.

1. Part de la construction de logements et des réparations d'immeubles dans les investissements totaux de la nation et le produit national brut de 1949 à 1957

Données statistiques extraites de la comptabilité nationale.

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
Construction de logements et réparations d'immeubles (en milliards)	337	362	463	522	552	659	760	832	964
Total des investissements productifs (en milliards)	2.296	2.323	2.446	2.377	2.397	2.603	2.900	3.395	3.882
Pourcentage de la construction de logements et de la réparation d'immeubles dans les investissements	14,7	15,6	18,9	22	23	25,3	26,2	24,5	24,8
Produit national brut (en milliards)	8.600	9.850	12.110	14.340	14.930	15.790	17.020	18.590	20.520
Pourcentage de la construction de logements et de la réparation d'immeubles dans le P. N. B.	3,9	3,7	3,8	3,6	3,7	4,2	4,5	4,5	4,7

2. Financement total de la construction de logements
(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1954	1955	1956	1957	1958	1959
A. — Crédits nouveaux:						
Prêts H. L. M.	86	93	144	179	214	258
Prêts spéciaux (loi du 21 septembre 1950)	116	186	195	215	208	222
Autres crédits:						
Long terme	2	6	17	24	27	36
Moyen terme	29	32	28	31	35	45
Court terme	3	8	5	»	4	4
Total des crédits	236	325	389	449	488	568
B. — Autres ressources (évaluation)	297	352	386	431	442	»
C. — Total (évaluation)	533	677	775	880	930	»

Source: Conseil national du crédit.

3. Nombre de logements mis en chantier et achevés depuis 1955

	1955	1956	1957	1958	1959
Nombre de (1.000) logements:					
Mis en chantier	282	321	309	302	318
Achevés	210	236	274	290	320

Source: N. R. L.

4. Constructions privées

a) *Prêts du Crédit foncier.*

Nature des prêts accordés et des constructions correspondantes. (Ensemble des constructions.)

DÉSIGNATION	ANNÉES						
	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
Nombre des prêts accordés (en milliers)	28,4	31,0	58,5	55,5	54,2	45,7	36,1
Montant total des prêts accordés (en milliards de francs)	72	93	186	217	233	210	203
Montant total des devis initiaux (1) (en milliards de francs)	132	160	285	314	337	300	306
Nombre de logements créés (en milliers)	36,7	48,9	107,3	126,4	128,6	113,8	110,3
Nombre total de pièces créées (2) (3) (en milliers)	142,5	185,5	408,3	485,6	495,6	439,9	417
Surface habitable totale créée (3) (en millions de mètres carrés)	3,12	3,86	7,66	8,91	9,10	7,87	7,43

Nota — Les résultats détaillés correspondant aux années 1951 à 1953 ont été publiés en supplément trimestriel au *Bulletin mensuel de statistique.*

(1) Devis ne comprenant pas le prix d'acquisition du terrain ni les frais de viabilité.
(2) Les cuisines familiales sont comptées comme pièces.
(3) Y compris celles correspondant à des constructions ne donnant pas lieu à création de logements (agrandissement...).

Sources: Crédit foncier, I. N. S. E. E.

b) *Primes à la construction.*

DÉSIGNATION	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
Nombre de logements ayant fait l'objet d'une décision provisoire de prime (1)	11.155	66.530	70.994	109.285	178.203	197.332	211.000	150.044	150.000
Dont primes à 1.000 F	»	»	»	22.042	76.059	92.968	»	(2) 62.400	»
Nombre de logements ayant fait l'objet d'une décision définitive de prime (1)	106	6.039	20.346	30.808	52.806	82.834	107.000	127.000	137.000
Dont primes à 1.000 F	»	»	»	91	6.381	27.513	46.800	(2) 46.800	»
Montant total des primes payées (millions de francs)	»	»	655	1.757	3.720	7.269	12.507	18.983	(3) »

(1) Ces chiffres s'entendent annulations non déduites.
(2) Le pourcentage de primes à 1.000 F a été plus fort en 1956 et 1957 que pendant les années antérieures.
(3) Crédits de paiement pour 1958: 30 milliards.

Source: Fonds de développement économique et social.

c) *Permis de construire.*

(Moyenne mensuelle.)

DÉSIGNATION	UNITÉ	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1959 1er trim.	1959 2e trim.	1959 3e trim.	1959 4e trim.
Nombre de logements autorisés.											
France entière	Logement.	69.767	73.192	68.439	83.602	86.316	85.780	79.176	101.424	76.487	86.035
Dont: reconstructions.	—	10.389	7.573	4.874	2.702	1.992	1.872	1.436	2.209	1.408	2.436
Dont: constructions neuves	—	59.378	65.619	83.565	80.900	84.354	83.908	77.740	99.215	75.079	83.599
Seine (ensemble du département)	—	7.663	10.815	12.193	10.028	10.935	8.896	9.534	8.967	8.691	8.391
Seine-et-Oise (ensemble du département)	—	6.367	6.671	6.803	7.792	9.661	9.707	7.398	10.878	9.159	11.393
Dimensions moyennes.											
Nombre moyen de pièces d'habitation par logement (*a*) (*b*)	Pièce.	»	»	3,6	3,6	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,6
Surface habitable par logement (*a*) (*c*)	M²	»	»	64	66	65	64	64	64	64	64
Répartition des logements autorisés selon le nombre de pièces d'habitation (b) (a).											
Logements d'une pièce	Pourcentage.	»	»	3	3	4,2	4	4	4	4	4
Logements de deux pièces.	—	»	»	14	11	12,7	12	12	13	13	11
Logements de trois pièces.	—	»	»	33	32	32,2	33	33	33	32	32
Logements de quatre pièces	—	»	»	32	35	34	34	34	34	34	36
Logements de cinq pièces.	—	»	»	14	15	13,6	14	14	13	14	14
Logements de six pièces et plus	—	»	»	4	4	3,3	3	3	3	3	3
Ensemble	—	»	»	100	100	100	100	100	100	100	100
Répartition des logements autorisés selon la catégorie d'agglomération.											
Agglomération et zone suburbaine de Paris	Pourcentage.	»	»	20	20	22	20	20	17	21	21
Agglomération de 200.000 à 999.999 habitants	—	»	»	15	15	13	14	17	13	11	15
Agglomération de 100.000 à 199.999 habitants	—	»	»	7	7	9	10	6,5	12	9	11
Agglomération de 50.000 à 99.999 habitants	—	«	»	8	8	8	8	8	11	8	6
Agglomération de 20.000 à 49.999 habitants	—	»	»	12	11	11	11	13	10	14	9
Agglomération de 10.000 à 19.999 habitants	—	»	»	7	6,5	6	7	6	8	7	8
Agglomération de 5.000 à 9.999 habitants	—	»	»	7	7	5	6	6	5	5	7
Agglomération de 2.000 à 4.999 habitants	—	»	»	6	6	7	6	6,5	6	6	6
Unités rurales (*d*)	—	»	»	18	19,5	19	18	17	18	19	17
Ensemble	—	»	»	100	100	100	100	100	100	100	100

(*a*) La France entière (sauf Seine jusqu'au deuxième trimestre 1956 inclus).

(*b*) Pièce principale ayant plus de 6 m², y compris éventuellement la cuisine lorsque celle-ci a une surface habitable supérieure à 12 m². Les pièces annexes (salle de bains, w.-c., couloir, buanderie, etc.) ne sont pas comptées comme pièces d'habitation.

(*c*) Surface de plancher construite, sous déduction de l'espace occupé par les murs, cloisons, emmarchements et trémies d'escalier, gaines, embrasures de portes et fenêtres n'excédant pas 0,30 m de profondeur.

(*d*) Communes de moins de 2.000 habitants agglomérées au chef-lieu, non comprises dans une agglomération urbaine.

Sources: Ministère du logement et de la reconstruction, I. N. S. E. E.

VIII. — MARCHE MONETAIRE

A. — Marché monétaire. (Données d'ensemble.)

(Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960			
										I	II	III	IV
A. — *Banque de France.*													
Taux d'escompte de la Banque de France (1)	2,66	4	3,83	3,25	3	3	»	5	4,42	4	4	4	3,50
Avances sur titres (2)	3,7	4,5	4,5	5,5	4,5	4,5	»	7	6,33	5,50	5,50	5,50	5
Avances à trente jours (3)	2,66	3,5	3,5	3,25	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Argent au jour le jour (7)	2,16	3,79	4,04	3,59	3,16	(7) 3,19	(7) 4,28	5	3,82	3,82	3,92	3,95	3,74
B. — *Or fin* (francs).													
1 gramme d'après le prix du kilogramme	39,15	526	482	424	429	460	498	523	562	5,63	5,58	5,60	5,74
C. — *Devises.*													
Dollar (cours parallèle) (4)	34,95 (cours libre)	4,15	4	3,69	3,72	3,97	4,27	4,48	4,90	4,91	4,88	4,88	4,89
Franc suisse (cours parallèle) (5)	7,99 (cours libre)	0,96	0,93	0,86	0,88	0,95	1,02	1,07	1,14	1,14	1,13	1,14	1,15
Livre sterling (cours parallèle) (6)	170,9 cours libre)	10,10	10,44	9,95	9,929	10,43	11,388	12,463	13,801	13,817	13,680	13,650	13,739

(1) 3 p. 100 à partir du 11 octobre 1951 et 4 p. 100 à partir du 8 novembre 1951; 3,50 p 100 (15 septembre 1953); 3,25 p. 100 (4 février 1954); 3 p. 100 (3 décembre 1954).

(2) A partir du 11 octobre 1951 et 4,5 p. 100 à partir du 8 novembre 1951.

(3) 3 p. 100 à partir du 9 octobre 1951 et 3,5 p. 100 à partir du 8 novembre 1951. — *N. B.:* Le taux des bons du Trésor a été abaissé de 0,25 p. 100 le 5 décembre 1954.

(4) Cours libre officiel moyen: 1954-1955-1956: 350.

(5) Cours libre officiel moyen: 1954-1955-1956: 350.

(6) Cours libre officiel moyen: 1954-1955-1956: 980.

(7) Effets publics plus effets privés.

Sources: Banque de France, I. N. S. E. E.

B. — **Ensemble des devises.**

Cours de l'or et des principales monnaies étrangères.

(Cours moyen en francs français) (1).

PAYS	UNITES ET DIVISIONS	1938	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
	Or:								
	Gramme de fin	39,15	526	482	424	429	460	498	515
	Pièce française de 20 F (5,806 g de fin)	225,75	4.078	3.673	2.754	2.639	3.232	3.716	3.476
Afrique du Sud	1 livre sud-africaine (20 shillings)	170,60	979	979	979	979	981	982	1.174
Allemagne occidentale	1 deutschmark (100 pfennigs)	14,05	83,33	83,33	83,33	83,33	83,33	83,33	100
Argentine	1 peso argentin (100 centavos)	8,98	25	25,02	25,08	19,44	19,44	(3) 23,17	23,17
Australie	1 livre australienne (20 shillings)	136,40	782,50	782,50	782,50	783,12	784	785,37	938
Autriche	1 schilling (100 groschen)	5,05	13,46	13,46	13,46	13,46	13,46	13,46	16,45
Belgique-Luxembourg	1 franc belge (100 centimes):								
	Libre	1,18	7,02	7,01	7	7	7	7	8,40
	Parallèle	»	7,56	7,61	7,20	7,52	7,89	8,38	8,85
Brésil	1 cruzeiro (100 centavos)	2,03	18,87	9,20	8,20	5,44	5,40	5,19	2,69
Canada	1 dollar canadien (100 cents)	34,76	357,49	355,60	359,50	355	355,74	364,94	429,2
Danemark	1 couronne danoise (100 öre)	7,60	50,67	50,67	50,67	50,67	50,67	50,67	60,80
Egypte	1 livre égyptienne (100 piastres)	175,02	1.005	1.005	1.005	1.005	1.005	»	»
Espagne	1 peseta (100 centimos)	»	8,93	9,08	9,22	9,22	9,22	(2) 10	10
Etats-Unis	1 dollar (100 cents):								
	Libre	34,95	349,96	349,97	349,97	349,97	349,97	349,98	420
	Parallèle	»	415	400	369	372	396,30	426	442
Finlande	1 mark finlandais (100 penni)	0,79	1,52	1,52	1,52	1,52	1,52	1,43	1,31
Grande-Bretagne	1 livre sterling (20 shillings):								
	Officiel	170,60	980	980	980	980	980	980	1.176
	Parallèle	»	1.009,80	1.044,10	995,2	992,09	1.043	1.139	1.240
Grèce	1 drachme (100 lepta)	0,31	0,023	0,012	(1) 11,67	11,59	11,70	(3) 14	14
Inde	1 roupie (16 annas = 64 pice)	12,77	73,50	73,50	73,50	73,52	73,67	73,72	88,13
Irak	1 livre irakienne (5 rials = 20 dirhams)	170,60	979,50	979,50	979,50	979,83	982,20	983,75	1.175,5
Israël	1 livre israélienne (1.000 prutot)	»	350	350	194,44	194,44	194,44	(3) 233,3	233,3
Italie	1 lire (100 centesimi)	1,84	0,56	0,56	0,56	0,56	0,56	0,56	0,67
Japon	1 yen (100 sen = 1.000 rin)	9,92	0,98	0,98	0,98	0,98	0,98	(3) 1,16	1,16
Mexique	1 peso mexicain (100 centavos)	8,15	40,50	40,57	(2) 28	28	28	28	»
Norvège	1 couronne norvégienne (100 öre)	8,94	49	49	49	49	49	49	59
Nouvelle-Zélande	1 livre néo-zélandaise (20 shillings)	137	973,50	973,50	973,50	973,79	975,65	976,29	1.167
Pakistan	1 roupie (16 annas = 64 pice)	12,80	105,72	105,72	105,72	73,55	73,67	73,72	88,13
Pays-Bas	1 florin (100 cents)	19,22	92,10	92,10	87,52	92,1	92,10	92,10	110,53
Pologne	1 zloty (100 groszy)	6,60	87,52	87,52	92,10	87,57	87,72	(3) 105	105
Portugal	1 escudo (100 centavos)	1,55	12,17	12,17	12,15	12,09	12,17	12,17	14,61
Suède	1 couronne suédoise (100 öre)	8,79	67,65	67,66	67,66	67,66	67,66	67,66	81,19
Suisse	1 franc suisse (100 centimes):								
	Libre	7,99	80,13	80,35	80,32	79,99	80,04	80,04	96,03
	Parallèle	»	96	93	86	88	94,60	102,02	105,3
Turquie	1 livre turque (100 piastres)	28,07	124,38	124,38	124,38	124,54	125	(3) 149,3	149,3
Union soviétique	1 rouble (100 kopecks)	»	87,50	87,50	87,50	87,50	87,50	(3) 105	105
Venezuela	1 bolivar (100 centimos)	11,10	104,72	104,72	104,72	104,73	104,82	(3) 125,87	125,78
Yougoslavie	1 dinar (100 paras)	0,83	1,17	1,17	1,17	1,17	1,17	1,17	1,41

(1) Echange de billets le 1er mai 1954 sur la base de 100 drachmes anciennes pour une nouvelle.
(2) A compter d'avril 1954.
(3) A compter d'août 1957.

N. B. — Rappelons qu'à côté du franc métropolitain ayant cours en Algérie, en Tunisie, au Maroc, à la Martinique, à la Guadeloupe et en Guyane, de la piastre indochinoise valant 10 francs métropolitains (à compter du 11 mai 1953) et de la roupie des Etablissements français de l'Inde, rattachée au dollar des Etats-Unis sur la base de 4,762 roupies pour un dollar, soit 1 roupie = 73,50 francs, existent depuis 1949 dans l'Union française: 1° le franc C. F. A. en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo, au Cameroun, à Madagascar, à la Réunion et à Saint-Pierre et Miquelon, valant 2 francs métropolitains; 2° le franc C. F. P. en Nouvelle-Calédonie, et dans les possessions françaises d'Océanie, valant 5,5 francs métropolitains; 3° le franc de Djibouti, rattaché au dollar des Etats-Unis sur la base de 214,4 francs pour un dollar, soit 1 franc Djibouti = 1,64 franc métropolitain.

Source: Ministère des finances.

C. — **Valeurs mobilières.**

Indices des cours à la Bourse de Paris. (Moyennes hebdomadaires.)

1. Moyenne 1949 = 100.

DESIGNATION	COEFFICIENT de raccord (*)	1950	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
1. *Indice de 295 valeurs françaises à revenu variable*	11,4	90	143	159	214	302	308	390	350	»
185 valeurs métropolitaines	10,22	98	155	175	248	364	375	479	427	466
Dont :										
122 valeurs industrielles (1)	10,71	95	151	162	227	333	353	476	396	»
Pétrole, carburants	19,27	89	149	148	312	611	721	1.095	873	»
Industries extractives	13,79	88	126	137	147	179	191	222	211	»
Métallurgie	8,98	97	170	200	235	361	408	628	583	»
Constructions mécaniques, électriques et navales	12,64	105	170	195	285	350	291	283	253	»
Automobiles	8,50	111	180	169	280	495	420	395	360	»
Produits chimiques et électro-métalliques	5,89	82	118	160	169	276	324	410	405	»
Textiles	20,18	97	140	123	134	141	133	163	151	»
Transports	11,98	92	166	202	233	331	367	371	297	»
Grands magasins	5,97	96	143	188	293	484	647	799	697	»
Banques	4,47	128	205	272	464	643	617	689	730	»
Assurances	1,91	122	433	656	1.284	2.155	1.758	1.851	2.092	»
90 valeurs outre-mer	11,91	85	129	142	153	170	140	158	»	»
Agriculture	8,08	88	131	131	144	144	100	94	»	»
Caoutchouc (plantations)	2,65	94	168	119	113	155	143	177	»	»
Mines métalliques	8,46	82	121	149	172	215	199	241	»	»
Banques et sociétés foncières	9,54	84	119	141	166	175	135	138	»	»
Sociétés de portefeuille	20,14	86	115	118	119	133	97	110	»	»
20 valeurs de sociétés exploitant à l'étranger	15,59	77	105	97	105	126	122	133	133	»
2. *Indice de 25 valeurs étrangères*	(4) 6,78	97	156	150	173	237	269	291	258	322
3. *Indice de 62 valeurs françaises à revenu fixe ou indexé* (2)	»	99,8	111,2	113,6	116,4	127	132	127,2	128,3	»
Rentes perpétuelles (3)	»	98,2	113,9	117,2	117,7	122,6	118,6	106,9	113,3	»
Secteur industriel public à revenu indexé (7)	»	99,3	137,1	142,3	153,2	188,6	128,1	242,7	241,6	»
Secteur libre (22)	»	104,1	102,8	106,1	111,4	120,9	119,5	106,5	107,1	»

(*) Ces coefficients, multipliés par les indices hebdomadaires base 100 en 1949, permettent d'obtenir des indices base 100 fin 1938 (31/12).

Les coefficients de raccord à la base 100 = moyenne 1938 sont les suivants:

Indice d'ensemble: 13,11; valeurs métropolitaines: 11,96; valeurs étrangères: 6,78; valeurs P. O. M.: 14,41; sociétés françaises à l'étranger: 15,43.

Les indices base 100 = moyenne 1938 doivent être divisés par les coefficients suivants si l'on veut les ramener à la base 100 = 1929:

Indice d'ensemble: 2,43; valeurs étrangères: 1,64; valeurs P. O. M.: 2,25; sociétés françaises à l'étranger: 2,49.

(1) Moyenne des indices en fin de mois.

(2) Coefficient de raccord pour les valeurs françaises à revenus fixes: 1,09 (indices 1938 = 100 à diviser par 1,4 pour obtenir un indice des valeurs françaises à revenu fixe sur la base 100 en 1929).

(3) Moyenne des indices en fin de mois.

(4) Coefficient valable à la fois pour obtenir des indices base 100 au 31 décembre 1938 et base 100: moyenne 1938.

Source: I. N. S. E. E.

2. Moyenne 31 décembre 1958.

	ANNÉE 1959	SEPTEMBRE 1960
1. — Indice des 295 valeurs françaises à revenu variable (1)	466	603
185 valeurs métropolitaines	129,5	175,6
Dont:		
122 valeurs industrielles	130,8	165,3
Pétrole, carburants	128,6	101,3
Carrières, mines	117,9	155,5
Métallurgie	125,1	160,1
Constructions mécaniques, électriques et navales	130,8	243,9
Automobiles	125,7	189,5
Produits chimiques et électro-métalliques	131	200,2
Textiles	144,4	277,2
Transports	120,4	150,7
Magasins	151,1	333,6
Banques	139,1	176,2
Assurances	150,3	210,3
99 valeurs hors métropole	113,6	97,6
Agriculture	117,7	108,1
Plantations de caoutchouc	123	140,7
Mines métalliques	105,8	85,8
Banques et sociétés foncières	131,8	155,9
Sociétés de portefeuille	125,8	118,1
20 valeurs de sociétés françaises exploitant à l'étranger	»	»
Indice des 25 valeurs étrangères	111,5	119,7
Indice des 62 valeurs françaises à revenu fixé ou indexé	103,3	111,4
Rentes perpétuelles	101,5	102,5
Secteur industriel public à revenu indexé	96,8	104
Secteur libre	104,5	108,5

(1) Moyenne 1949.
Source: I. N. S. E. E.

D. — **Marché financier (taux).**

(Moyennes hebdomadaires. — Pourcentages.)

DÉSIGNATION	1938	1950	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960		
											I	II	III
Valeurs à revenu variable (295) (actions)	4,29	5,08	5,47	5,45	3,96	2,99	3,38	3,01	3,31	2,37	2,08	1,98	1,87
Valeurs à revenu fixe et indexé (62)	»	»	»	»	»	4,73	4,73	5,72	5,57	4,53	»	»	»
Rentes perpétuelles	»	6,44	5,54	5,37	5,32	5,04	5,23	5,82	5,48	(1) 5,27	(1) 5,20	(1) 5,13	(1) 5,17
Secteur industriel public à revenu indexé	»	5,72	5,18	5,62	5,31	3,94	3,13	3,39	3,77	3,16	»	»	»
Secteur libre	»	8,49	8,12	7,90	7,33	6,47	6,70	7,87	7,59	6,42	»	»	»
Obligations émises dans le mois non indexées	6,93	7,02	6,61	6,27	6,39	5,84	5,94	6,37	6,66	»	»	»	»
Taux nominal d'émission des bons du Trésor à 1 an	3,13	2,5	2,5	2,67	3,48	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25

(1) Rentes à 5 p. 100.
Source: I. N. S. E. E.

IX. — FINANCES EXTERIEURES

A. — Balance commerciale (or inclus).

(En millions de nouveaux francs.)

1. Résultats globaux

(Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1949	1952	1955	1957	1958	1959	1960 1er trim.	1960 2e trim.	1960 3e trim.	1960 4e trim.
Balance générale:										
Importations	771,9	1.326,4	1.380,4	1.887,9	1.962,6	2.096	2.667	2.596	2.408	»
Exportations	653,3	1.180,4	1.413,2	1.574,5	1.794,2	2.313	2.976	2.775	2.541	»
Balance	— 118,6	— 146	+ 32,8	— 313,4	— 168,4	+ 217	+ 309	+ 179	+ 133	»
Balance avec l'étranger:										
Importations	571,4	1.026,3	1.039,8	1.438,8	1.421,1	1.588,6	2.070	1.961	1.892	»
Exportations	381	681,8	967,7	1.028,5	1.121,6	1.579,1	2.052	1.976	1.804	»
Balance	— 190,4	— 344,5	— 72,1	— 410,3	— 299,5	— 9,5	— 18	+ 15	+ 88	»
Balance avec l'Union française:										
Importations	200,5	300,1	340,6	449,1	541,5	507,2	597	634	516	»
Exportations	272,3	498,6	445,5	546	672,6	733,6	924	799	738	»
Balance	+ 71,8	+ 198,5	+ 104,9	+ 97	+ 131,1	+ 226,4	+ 327	+ 165	+ 222	»

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

a) *Pourcentages de couverture des importations par les exportations.*

(Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1929	1938	1949	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Echanges avec l'étranger	79,4	66,1	66,7	68,5	81	87	93	73	71	79	99
Echanges avec l'Union française outre-mer	134	68	130	166	142,5	133	131	112,9	122	122	145
Echanges globaux	90	67	85	89	96,5	99,5	102	82	83	91	110

b) *Evolutions annuelles.* (En milliards de francs courants.)

DÉSIGNATION	1929	1938	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Importations:													
Etranger	51	34	682	793	1.272	1.232	1.093	1.111	1.248	1.514	1.727	1.705	1.906
Union française outre-mer	7	12	240	280	335	360	365	411	408	462	539	650	608
Total	58	46	1.922	1.073	1.607	1.592	1.458	1.522	1.656	1.976	2.266	2.355	2.514
Exportations:													
Etranger	41	22	456	686	933	818	887	965	1.161	1.101	1.234	1.346	1.895
Union française outre-mer	9	8	326	387	546	598	520	547	535	522	655	807	880
Total	50	30	782	1.073	1.479	1.416	1.407	1.512	1.696	1.623	1.889	2.153	2.775
Solde:													
Etranger	— 11	— 12	— 226	— 107	— 339	— 414	— 206	— 146	— 86	— 413	— 493	— 359	— 11
Union française outre-mer	+ 3	— 4	+ 86	+ 107	+ 211	+ 238	+ 155	+ 136	+ 126	+ 60	+ 116	+ 157	+ 272
Ensemble	— 8	— 16	— 140	0	— 128	— 176	— 51	— 10	+ 40	— 353	— 377	— 202	+ 261

Source: Ministère des finances.

2. Valeurs des échanges par groupements d'utilisation

(Moyennes mensuelles.) (En millions de nouveaux francs.)

DÉSIGNATION	1949	1952	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960			
									I	II	III	IV
Importations.												
Alimentation humaine, boissons, tabacs:												
Etranger	76,1	123	87,2	38,9	161,5	127,8	143,3	174,4	243,62	182,12	»	»
U. F. O. M.	148,2	213,8	252,9	216,5	236,7	284,3	352	319,2	355,21	375,44	»	»
Total	409,6	336,8	340,1	315,4	398,2	412,3	495,3	493,6	598,83	557,56	»	»
Matières premières et demi-produits (or inclus) (total):												
Etranger	224,3	751,2	680,1	753,6	869	1.028,2	968,2	1.062,1	1.366,5	1.316,4	»	»
U. F. O. M.	49	81,1	81,1	122,1	146	162,9	186,6	185,4	239	252,6	»	»
Total	273,3	832,3	761,2	875,7	1.015	1.190,6	1.154,8	1.247,5	1.605,5	1.569	»	»
Dont:												
a) Energie, lubrifiant:												
Etranger	»	»	»	242,7	289,7	376,4	379	401	400,9	363,2	»	»
U. F. O. M.	»	»	»	1,5	1,1	2,1	8,1	15	51,4	55,4	»	»
Total	»	»	»	244,2	290,8	378,5	387,1	416	452,3	418,6	»	»
b) Demi-produits manufacturés:												
Etranger	»	»	»	178,7	214,4	239,6	249,1	296,5	429,6	462	»	»
U. F. O. M.	»	»	»	21,4	23,9	25,8	28,8	24,4	30	33	»	»
Total	»	»	»	200,1	238,3	265,4	277,9	320,9	459,6	495	»	»
Produits finis manufacturés:												
Etranger	85,7	152,1	158,3	187,2	231,3	284,1	309,5	354,6	460,1	463,3	»	»
U. F. O. M.	2,9	5,1	8,7	2	2,3	2,8	3,1	2,7	2,8	6,2	»	»
Total	88,6	157,2	167	189,2	233,6	286,9	312,6	357,3	462,9	469,5	»	»
Exportations.												
Alimentation humaine, boissons, tabacs:												
Etranger	42,6	58,3	96,5	148,5	113,1	143,7	123,5	156,8	195,5	206	»	»
U. F. O. M.	39,5	72,8	73,9	69,3	76,4	92,9	109,5	116,3	156,2	116,2	»	»
Total	82,1	131,1	170,4	217,8	189,5	236,6	233	273,1	351,7	322,2	»	»
Matières premières et demi-produits (or inclus) (total):												
Etranger	210,2	420,3	476,5	551,9	529,6	551,5	563,2	801	992	948	»	»
U. F. O. M.	63	136,8	113,7	121,5	115,4	141,1	171,7	196,8	256,8	225,8	»	»
Total	273,2	557,1	590,2	673,4	645	692,6	734,9	997,8	1.248,8	1.173,8	»	»
Dont:												
a) Energie, lubrifiant:												
Etranger	»	»	»	86,1	63,8	60,9	72,4	65	56	55,4	»	»
U. F. O. M.	»	»	»	26,9	29	28,6	39,9	46	52,6	49,6	»	»
Total	»	»	»	113	92,8	89,5	112,3	111	108,6	105	»	»
b) Demi-produits manufacturés:												
Etranger	»	»	»	335,4	322,9	350	375,1	560	694,6	665,2	»	»
U. F. O. M.	»	»	»	83,6	75,6	99,4	115,4	133	182,3	158	»	»
Total	»	»	»	419	399,5	449,4	490,5	693	876,9	823,2	»	»
Produits finis manufacturés:												
Etranger	128,2	203,2	231,7	267,7	275	333,7	434,9	622	864,7	821,4	»	»
U. F. O. M.	167,8	289,1	268	254,9	242,4	312	391,4	420	511	457,5	»	»
Total	296	492,3	499,7	522,6	517,4	645,7	826,3	1.042	1.375,7	1.278,9	»	»

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

3. Commerce extérieur de la France avec les principaux pays étrangers (or exclu).

(Unité : milliards de francs.)

PAYS	1948	1949	1950	1952	1955	1956	1957	1958	1959
Allemagne :									
Importations	36,0	68,4	69,9	116,7	152,04	200,16	251,88	274,08	364,80
Exportations	23,4	39,9	84,3	79,9	158,32	168,12	204,96	225,12	363,36
Grande-Bretagne :									
Importations	18,6	32,5	40,0	53,2	62,64	80,52	83,88	83,40	94,56
Exportations	31,8	70,1	98,1	75,1	123,72	97,20	103,08	105,24	123,72
Italie :									
Importations	11,4	17,7	37,3	33,9	36,12	49,80	56,40	55,32	87,72
Exportations	4,6	15,7	27,9	37,6	64,92	65,28	75,36	72,60	132
Pays-Bas :									
Importations	16,2	22,5	24,0	33,4	48,36	54,24	55,80	59,52	87,12
Exportations	18,2	35,5	37,3	27,6	50,28	45,60	51,84	43,56	71,28
Suède :									
Importations	9,5	14,2	17,3	34,6	33,84	44,28	44,28	42,12	43,20
Exportations	13,1	16,2	24,7	22,2	31,68	24,96	26,88	34,44	49,08
Suisse :									
Importations	13,8	15,4	28,7	27,4	32,28	41,52	42,48	48,12	56,28
Exportations	23,7	27,3	40,9	47,1	74,16	78,84	85,92	80,88	113,40
U. E. B. L. :									
Importations	25,2	32,2	49,1	58,4	90,48	107,16	117,60	126,24	132,96
Exportations	31,3	45,1	68,9	79,5	117,6	124,68	140,28	136,32	185,52
Arabie séoudite et Koweit (1) :					A. S. : 22,20	A. S. : 22,56	A. S. : 82,40	A. S. : 39	A. S. I. : 33,72
Importations	»	51,5	50,6	116,3	K. : 53,76	K. : 61,80	K. : 77,64	K. : 78,24	K. : 73,20
Exportations	»	0,7	0,5	2,8	»	»	77,64	»	»
Irak :									
Importations	9,9	15,5	22,7	52,3	79,20	73,32	42,24	75,60	91,80
Exportations	1,5	0,4	0,4	1,1	»	»	»	»	
Malaisie et anciens territoires britanniques d'Asie :									
Importations	4,7	6,5	14,2	24,3	29,52	22,80	22,08	15,48	22,92
Exportations	0,6	1,4	2,6	2,9	3,72	5,04	4,56	25,20	24
Pakistan et Union indienne (1) :									
Importations	»	10,1	19,6	22,0	11,04	20,28	28,80	24,12	30,96
Exportations	»	3,2	8,8	13,4	4	21,96	26,52	29,40	25,68
Egypte :									
Importations	12,7	11,2	16,6	18,1	13,44	11,88	8,76	5,52	4,32
Exportations	6,3	11,1	19,3	17,6	22,1	8,64	2,64	6,48	8,76
Argentine :									
Importations	16,8	12,0	31,1	19,6	12,96	26,88	18,96	13,44	21,48
Exportations	6,3	55,4	33,1	12,6	22,56	11,04	13,32	14,52	23,64
Brésil :									
Importations	6,7	9,0	18,7	30,0	23,28	21,12	19,92	23,52	24,60
Exportations	4,9	5,7	17,3	25,4	25,32	11,52	16,92	20,52	26,04
Canada :									
Importations	9,3	10,4	6,8	25,1	20,88	24,12	25,32	23,88	25,80
Exportations	2,3	3,3	4,8	6,7	8,88	10,56	12,36	17.88	28,20
Etats-Unis :									
Importations	118,7	162,7	131,5	159,6	161,76	238,20	300,36	236,40	211,56
Exportations	15,8	15,7	43,7	54,8	71,40	78,36	89,64	126,36	229,20
Australie et Nouvelle-Zélande :					A. : 60,72	A. : 63	A. : 84,96	A. : 56,88	A. : 66,36
Importations	37,2	52,8	52,4	62,9	11,64	7,44	6,60	9,84	11,28
Exportations	2,0	5,6	11,2	9,6	N.-Z. : 18,96	N.-Z. : 19,68	N.-Z. : 27,84	N.-Z. : 20,76	N.-Z. : 26,04
Ensemble des pays étrangers :					1,80	1,56	1,92	2,04	1,68
Importations	482,1	681,4	779,0	1.153,4	1.232,40	1.481,64	1.707,6	1.704	1.906,8
Exportations	241,3	455,4	655,3	742,5	1.146,36	1.068,72	1.215,6	1.344	1.894,8

(1) Les résultats de 1948 ont été publiés en utilisant un classement par pays différent du classement actuel. C'est pourquoi il n'a pas été possible, pour cette même année, d'isoler les chiffres relatifs au commerce de la France avec ces pays.

Source : I. N. S. E. E.

B. — Indices des valeurs moyennes et taux de l'échange.

L'institut national de la statistique et des études économiques calcule un indice du taux de l'échange, appelé aussi parfois « termes de l'échange », par traduction de l'expression anglo-saxonne « terms of trade », constitué par le rapport de l'indice des valeurs moyennes à l'exportation à l'indice des valeurs moyennes à l'importation.

Ces derniers indices sont établis à partir des données élaborées pour le calcul des indices du volume du commerce extérieur et « diffèrent largement de ceux qui pourraient être établis spécialement pour mesurer le niveau des prix à l'importation ou l'exportation ».

Ils sont affectés d'erreurs dues à la rigueur variable des contrôles douaniers et des évaluations douanières de prix, et sont établis à partir de groupes de marchandises dont l'homogénéité est rarement parfaite.

Ces indices des valeurs moyennes à l'importation et à l'exportation ne doivent donc être considérés que comme des « ordres de grandeur » et utilisés avec le « maximum de prudence ». « Il sera judicieux », précise l'I. N. S. E. E., « de ne tenir compte que des tendances se manifestant avec continuité pendant une assez longue période ». Les indices partiels relatifs aux produits fabriqués sont particulièrement approximatifs.

La validité de l'indice du taux de l'échange est donc liée à celle des indices des valeurs moyennes.

Si l'on prend : t = Taux de l'échange,
Ie = Indice des valeurs moyennes à l'exportation,
Ii = Indice des valeurs moyennes à l'importation,

On a : $t = 100 \frac{Ie}{Ii}$

Si $t > 100$, cela veut dire que, depuis l'année de base, le prix moyen de la masse des produits exportés a crû plus rapidement que le prix moyen de la masse des produits importés. Le taux de l'échange s'est amélioré. Il faut en moyenne exporter moins de produits nationaux pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers.

Si $t < 100$, le taux de l'échange se dégrade et la situation devient moins favorable.

Mais il faut toujours, précise l'I. N. S. E. E., rapprocher l'examen des variations du taux de l'échange de celui des variations de la balance commerciale.

En effet, l'amélioration du taux marque la hausse relative des prix nationaux et peut donc rendre déficitaire la balance commerciale ou aggraver le déficit existant en restreignant les exportations. Inversement, la dégradation du taux, qui peut d'ailleurs résulter d'une dévaluation monétaire, peut faciliter le rétablissement de l'équilibre.

1. *Indices de valeurs moyennes* (1) (or exclu).

DÉSIGNATION	EXPORTATIONS								IMPORTATIONS							
	Indice 100 en 1949.		Indices 1956 = 100.						Indice 100 en 1949.		Indices 1956 = 100.					
	Année 1955.	Année 1956.	Année 1957.	Année 1958.	Année 1959.	1960 1er trim.	1960 2e trim.	1960 3e trim.	Année 1955.	Année 1956.	Année 1957.	Année 1958.	Année 1959.	1960 1er trim.	1960 2e trim.	1960 3e trim.
Alimentation, boissons, tabacs :																
Etranger	85	83	103	123	139	136	139	133	129	123	103	90	116	112	113	117
Zone franc.....	103	106	103	110	114	116	115	115	109	127	109	132	121	123	121	127
Ensemble	90	91	103	117	127	126	129	126	114	125	107	116	119	118	118	123
Produits bruts :																
Etranger	124	124	114	111	126	138	135	134	133	136	110	107	118	127	125	124
Zone franc.....	109	118	109	114	116	118	119	120	124	129	102	107	113	121	118	121
Ensemble	122	123	114	111	125	136	134	133	130	134	108	107	116	125	123	123
Energie, lubrifiants :																
Etranger	110	119	117	124	137	133	129	130	112	120	121	127	137	135	133	131
Zone franc.....	123	124	113	117	132	133	133	133	223	260	126	155	184	190	185	169
Ensemble	113	120	115	122	135	133	131	131	113	120	121	127	138	140	138	135
Produits manufacturés :																
Etranger	113	118	107	118	129	138	138	135	133	133	105	114	131	131	135	146
Zone franc.....	137	146	105	117	122	125	128	130	169	178	109	117	110	112	115	113
Ensemble	121	126	106	118	127	134	135	133	134	135	105	114	131	131	134	144
Indices globaux :																
Etranger	108	112	108	118	130	138	137	134	127	129	110	112	128	128	130	135
Zone franc.....	129	135	105	116	120	124	126	127	116	132	107	123	119	126	123	128
Ensemble	114	119	107	117	127	133	134	132	124	130	109	115	125	128	128	134

(1) Il est rappelé que les indices des valeurs moyennes sont des indices à pondérations variables dont les fluctuations peuvent traduire non seulement un mouvement du niveau moyen des prix, mais encore des changements intervenus dans la composition des échanges. Les prix utilisés pour le calcul de ces indices étant, en outre, relatifs à des marchandises dont la comparabilité dans le temps n'est pas toujours parfaite, les résultats donnés ci-dessus doivent être interprétés avec précaution. En particulier, les indices relatifs aux produits manufacturés doivent être considérés comme assez approximatifs.

2. *Termes de l'échange* (or exclu).

DESIGNATION	1949 = 100.		1956 = 100.						
	Année 1955.	Année 1956.	Année 1957.	Année 1958.	Année 1959.	1960			
						1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
Etranger	85	87	98	105	102	108	105	99	»
Zone franc	111	102	98	94	101	98	102	99	»
Ensemble	92	92	98	102	102	104	105	99	»

Source: I. N. S. E. E.

C. — **Balance des paiements.**

1. Evolution d'ensemble

a) *Métropole.* (En millions de dollars, monnaie de compte.)

DÉSIGNATION	1938 (1)	1947	1948	1949	1950	1951	1952 (2)	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Exportations (métropole)	640	1.040	1.082	1.567	1.880	2.496	2.024	2.155	2.545	3.150	3.279	3.327	3.239	3.807
Importations (métropole)	870	2.492	2.510	— 158	1.958	3.267	2.643	2.494	2.724	3.064	4.087	4.276	3.534	3.371
Solde commercial de la métropole	— 230	— 1.452	— 1.428	2.035	— 78	— 771	— 619	— 339	— 179	+ 86	— 808	— 949	— 295	+ 436
Solde des éléments non commerciaux (métropole)	+ 207	— 61	— 401	— 71	— 37	— 199	+ 28	+ 222	+ 441	+ 517	+ 125	— 254	— 48	»
Solde des paiements courants des P. O. M.	— 60	— 163	— 208	— 167	— 123	— 88	— 68	— 103	— 68	— 196	— 151	— 208	— 179	»
Solde des paiements courants	— 83	— 1.676	— 1.737	— 706	— 238	— 1.058	— 659	— 220	+ 194	+ 407	— 835	—1.411	— 522	»

(1) Les chiffres de la balance des paiements pour l'année 1938 sont donnés sous toutes réserves en raison du caractère incomplet et approximatif des statistiques recueillies jusqu'en 1939.

(2) A partir de l'année 1952, la rubrique « déficit des P. O. M. » ne représente plus que le solde des paiements courants des pays d'outre-mer. Les sommes inscrites pour les années antérieures comprenaient en outre le solde des opérations en capital qui ne pouvait être ventilé, mais restait d'un ordre de grandeur insignifiant.

b) *Pays d'outre-mer.* (En millions de dollars.)

DÉSIGNATION	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959 1er semestre
Exportations	364	391	364	483	472	409	425	413	»
Importations	457	470	461	540	655	533	609	545	»
Solde commercial	— 93	— 73	— 97	— 57	— 183	— 124	— 184	— 132	»
Solde des éléments non commerciaux	»	+ 9	— 6	— 11	— 13	— 27	— 24	— 47	»
Solde des paiements courants	— 93	— 68	— 103	— 68	— 196	— 151	— 208	— 179	»

Source: Office des changes.

2. Evolution de la balance des paiements avec les différentes zones de 1951 a 1958

a) *Zone dollar* (y compris le Canada). (En millions de dollars.)

DÉSIGNATION	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
Exportations	426	343	378	433	527	632	525	509
Importations	863	680	632	753	837	1.090	1.119	747
Balance commerciale	— 437	— 337	— 254	— 320	— 310	— 458	— 594	— 138
Solde des éléments non commerciaux	— 86	+ 175	+ 374	+ 503	+ 640	+ 472	+ 272	+ 306
Solde des paiements courants	— 523	— 162	+ 120	+ 183	+ 330	+ 14	+ 322	+ 168

b) *Zone sterling.* (En millions de dollars.)

DÉSIGNATION	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
Exportations	815	600	558	643	804	806	703	628
Importations	991	828	863	862	959	1.081	1.147	892
Balance commerciale	— 176	— 228	— 305	— 219	— 155	— 275	444	— 264
Solde des éléments non commerciaux	+ 55	+ 31	+ 31	+ 67	+ 112	+ 28	— 44	+ 34
Solde des paiements courants	— 121	— 197	— 274	— 152	— 43	— 247	— 488	— 230

c) *Pays membres de l'U. E. P. autres que la zone sterling.* (En millions de dollars.)

DÉSIGNATION	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
Exportations	1.130	1.049	1.095	1.446	1.778	1.781	1.943	1.749
Importations	1.351	1.141	1.022	1.155	1.458	1.917	1.998	1.783
Balance commerciale	— 221	— 92	+ 73	+ 291	+ 320	— 136	— 55	— 34
Solde des éléments non commerciaux	— 180	— 164	— 178	— 127	— 234	— 376	— 463	— 372
Solde des paiements courants	— 401	— 256	— 105	+ 164	+ 86	— 512	— 518	— 406

d) *Autres pays.* (En millions de dollars.) (1)

DÉSIGNATION	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
Exportations	490	423	488	506	512	469	487	573
Importations	518	463	437	484	465	533	493	551
Balance commerciale	— 28	— 40	+ 51	+ 12	+ 47	— 64	— 6	+ 22
Solde des éléments non commerciaux	+ 15	— 4	— 12	— 11	— 13	— 26	— 22	— 48
Solde des paiements courants	— 13	— 44	+ 39	+ 3	+ 34	— 90	— 28	— 26

(1) Pays n'appartenant pas à la zone dollar, ni aux pays du continent américain, ni à la zone sterling.

Source: Office des changes.

3. Evolution des règlements non commerciaux (En millions de dollars.)

DÉSIGNATION	1954		1955		1956		1957		1958		1955	1956	1957	1958	1959
	Recettes.	Dépenses.	Recettes.	Dépenses.	Recettes.	Dépenses.	Recettes.	Dépenses.	Recettes.	Dépenses.	Solde.	Solde.	Solde.	Solde.	Solde.
Touristes et voyageurs	185,1	130,6	195,3	169,2	154,7	232,7	138	228	167	110	+ 26,1	— 78	— 90	+ 62	+ 187
Transports	148,5	245,9	148,5	292,7	168,5	431	176	575	167	332	— 144,2	— 262,5	— 399	— 135	— 51
Assurances	26,7	37,4	34,7	42	31,7	41,3	32	43	36	48	— 7,3	— 9,6	— 11	— 11	— 6
Revenus du capital	118,7	79	152,1	87,2	199,3	103,6	211	110	169	102	+ 64,9	+ 95,7	+ 101	+ 74	+ 80
Revenus du travail	8,7	94	9,9	103,3	11,1	130,1	11	180	98	211	— 93,4	— 119	— 169	— 188	— 130
Revenus de la propriété intellectuelle	25,8	55,4	33,4	70,7	38,5	78,1	46	82	52	89	— 37,	— 39,6	— 36	— 37	— 6
Intérêts des emprunts publics	5,6	81,7	10,2	71	19	65,3	8	68	2	75	— 60,8	— 46,2	— 60	— 295	— 265
Dépenses et recettes de gouvernements étrangers	612,4	10	680,4	8,2	556,5	8,9	399	7	381	6	+ 672,2	+ 547,6	+ 392	+ 354	+ 325
Règlement d'opérations nées pendant la période des hostilités	6,3	1,3	0,3	2,6	2,2	2,4	6	3	0,3	1,6	— 2,3	— 0,2	— 3	— 1,3	—
Divers (1)	262,8	235,2	330,9	244,7	337,9	328,5	351	359	292	185	+ 86,2	+ 9,4	— 6	— 193	—
Totaux	1.400,6	970,7	1.595,7	1.091,6	1.519,5	1.424,8	1.378	1.655	1.364	1.459	+ 504,1	+ 97,6	— 277	— 98	+ 1.046

(1) Postes, télégraphes et téléphones, radio et services divers, recettes et dépenses des postes français à l'étranger, contribution à des organismes internationaux, recettes et dépenses administratives diverses, opérations diverses.

Source: Ministère des finances.

4. Position de la zone franc a l'Union européenne des paiements

Evolution de la position nette cumulatrice à l'Union européenne des paiements.
(En millions de dollars, unités de compte.)

DÉSIGNATION	1957							
	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet.	Août.
Position nette cumulative (en fin de mois)	— 1.565,5	— 1.653,5	— 1.747,2	— 1.855,4	— 1.934,3	— 2.040,9	— 2.173,5	— 2.221,1
Utilisation du quota:								
Crédit reçu	— 247,8	— 267,8	— 289,3	— 314,4	— 332,1	— 356,8	— 384,8	— 384,8
Or versé	— 898,7	— 964,6	— 1.034,8	— 1.312,2	— 1.371,4	— 1.451,3	— 1.554	— 1.599,6
Position nette mensuelle	— 70,5	— 88	— 93,7	— 108,2	— 78,9	— 106,6	— 132,6	— 47,6

DÉSIGNATION	1957				ANNÉE (Moyenne mensuelle).	1958			
	Septembre.	Octobre.	Novembre.	Décembre.		Janvier.	Février.	Mars.	Avril.
Position nette cumulative (en fin de mois)	— 2.250,7	— 2.289,5	— 2.319,6	— 2.337,2	— 2.337,2	— 2.358,5	— 2.390,7	— 2.447,1	— 2.505,4
Utilisation du quota:									
Crédit reçu	— 384,8	— 384,8	— 384,8	— 384,8	— 384,8	— 388	— 413,5	— 446,8	— 476
Or versé	— 1.627,2	— 1.664	— 1.692	— 1.707,6	— 1.707,6	— 1.723,6	— 1.728,2	— 1.749,5	— 1.776,7
Position nette mensuelle	— 29,6	— 38,8	— 30,1	— 17,6	»	— 21,3	— 32,2	— 56,4	— 58,3

DÉSIGNATION	1958								ANNÉE
	Mai.	Juin.	Juillet.	Août.	Septembre.	Octobre.	Novembre.	Décembre.	
Position nette cumulative (en fin de mois)	— 2.582	— 2.628,8	— 2.657,4	— 2.680,9	— 2.705	— 2.739,5	— 2.786,1	— 2.953,1	— 2.953,1
Utilisation du quota:									
Crédit reçu	— 516,3	— 526,1	— 531,4	— 545,9	— 565,1	— 589,8	— 626,1	— 634,8	— 634,8
Or versé	— 1.811,1	— 1.846,3	— 1.867,7	— 1.874,9	— 1.877,9	— 1.885,8	— 1.894,3	— 2.050,7	— 2.050,7
Position nette mensuelle	— 76,6	— 46,8	— 28,6	— 23,6	— 24,1	— 34,5	— 46,6	— 167,1	»

Sources: O. E. C. E., I. N. S. E. E.

5. Balance du tourisme

a) *Balance officielle en devises (Office des changes).* (En millions de dollars.)

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Recettes (étrangers en France)	128	186	188	136	124	185	195	154,721	138,2	163	318
Dépenses (Français à l'étranger)	— 22	— 44	— 113	— 116	— 137	— 131	169,2	232,706	228,6	101	231
Totaux	+ 106	+ 142	+ 75	+ 20	— 13	+ 54	+ 26,1	— 78	— 90,4	+ 62	— 51

b) *Estimations globales de la direction générale du tourisme.*

Dépenses des touristes étrangers en France. (En millions de dollars.)

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Dépenses comptabilisées par l'office des changes	128	186	188	136	174	185	195	154,721	138,2	163	318
Autres dépenses (1)	128	128	160	214	(1) 217	200	371	446	412	454	»

(1) Estimation.

IV. — PRIX — COUT DE LA VIE

I. — PRIX

A. — Prix de gros.

OBSERVATIONS PRÉALABLES

Les indices des prix de gros permettent de mesurer l'évolution du pouvoir d'achat de la monnaie à l'intérieur du circuit de la production et de la distribution

L'indice publié par l'I. N. S. E. E. sur une base de 100 en 1949 suivait les variations des cours de 319 articles, choisis parmi ceux faisant l'objet des transactions « les plus importantes, les plus constantes ou les plus faciles à observer ». Des aménagements successifs de la liste des articles de référence de l'indice ont porté le niveau de ceux-ci à 373 en janvier 1953 et 488 en janvier 1954.

Un même produit peut figurer dans l'indice à chacun des stades successifs de sa préparation, mais sans qu'il y ait double emploi dans les pondérations (celles-ci étant établies d'après les transactions au dernier stade de vente en gros en 1949).

Les transactions sur les matières premières et les produits demi-finis sont assez bien représentées. Par contre, peu de produits manufacturés ont pu être considérés; ainsi l'indice métallurgique ne concerne que quelques produits finis peu ouvragés, tels que rails, poutrelles et tubes.

L'indice général des prix de gros recouvre trois secteurs essentiels: alimentaires (54 articles), énergétique (58 articles), industriel (207 articles). L'indice des prix des produits alimentaires est basé sur les prix du commerce de gros et ne saurait donc représenter les prix agricoles à la production. Aucune correction saisonnière n'est faite en raison de l'influence des conditions économiques générales, au moins aussi actives que les facteurs saisonniers, malgré l'intérêt reconnu d'un indice tenant compte de ces facteurs.

Les prix retenus sont soit des prix officels, lorsqu'ils existent, soit, en général, les derniers en cours connus à la fin de chaque mois. Les taxes sont incluses le plus souvent possible.

1. INDICES DES PRIX DE GROS

a) *Indices d'ensemble des 488 articles et ses composants.*

(1949 = 100.)

DÉSIGNATION	1959 (Mars.)	1959 (Juin.)	1959 (Octobre.)	1959 (Décembre.)	1960 I (Mars.)	1960 II (Juin.)	1960 III (Octobre.)	1960 Décembre.
1. *Ensemble* (448 articles)	173,3	171,6	177,9	179,2	178,4	177,4	179,6	182,5
2. *Indices partiels par branches de production:*								
A. — Produits alimentaires (112 articles).	160,2	155,5	166,6	168,4	165,5	162,9	165,6	169,6
B. — Combustibles et énergie (57 articles).	197,8	193	197,2	199	197,2	193,5	197,6	199,7
C. — Produits industriels (319 articles):								
Ensemble	176,7	178,7	181,4	182,2	183,6	185	186,1	(181,1)
Produits métallurgiques	206	206	210	211	211	219	217	(217)
Produits chimiques	160,3	155,8	157,5	158,5	160,8	157,1	160,1	(161,5)
Caoutchouc	205	212	226	234	237	237	219	(218)
Cuirs	129,4	156	161,5	142	139,2	131,8	128,2	(138)
Corps gras industriels	116,3	113,3	117,3	116,3	112,9	107,1	105,9	(103,8)
Bois	253	253	252	252	255	265	282	(294)
Textiles	133,5	139,4	141,1	144,6	146,9	145,2	145,1	(145)
Pâtes à papier	201	201	201	201	202	205	205	(204)
3. *Indices des matières premières industrielles* (73 articles)	191,4	195,3	199,5	202	202	201	199,3	(203)
4. *Indices des produits importés* (1):								
Ensemble (43 articles)	176,7	179,2	181,4	182,3	184,5	181,2	176	(174,9)
Matières premières industrielles importées	169,2	174,7	179,6	181,4	184,2	180,4	170,6	(170,1)
5. *Indices des fruits et légumes frais à Paris* (base 100 en 1957)	75,5	89,2	121,3	108,8	94,5	92,7	83	(94,5)
6. *Indices des prix de gros des salaisons et de la charcuterie* (2) (3)	146	149	151	148	153	153	156	(158)

Voir les notes à la fin du tableau.

DÉSIGNATION	ANNÉES									
	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
	(Moyenne mensuelle.)									
1. *Ensemble* (448 articles)	108,3	138,3	144,9	138,3	135,9	135,7	141,6	149,7	166,9	174,9
2. *Indices partiels par branches de production:*										
A. — Produits alimentaires (112 articles).	103,2	»	131	»	124,6	122,6	129,3	135,2	163,1	162,3
B. — Combustibles et énergie (57 articles).	105,6	»	142,3	»	138,9	139,5	144,3	161	176,8	196
C. — Produits industriels (319 articles) :										
Ensemble	103,7	»	158,2	»	145,1	145,9	151,6	158,9	166,9	179,1
Produits métallurgiques	104,9	»	161,8	»	142,8	159,5	170,5	176,7	188,3	207
Produits chimiques	104,2	»	148,9	»	138,7	136,9	137,5	137,7	148	157,7
Caoutchouc	211	»	185	»	148,5	174,9	171,1	171,5	177,6	216
Cuirs	124,8	»	91,2	»	87,2	85	90,4	94	106,3	148,1
Corps gras industriels	97,2	»	93,7	»	88,7	85,6	87,8	91,2	100,7	115,2
Bois	104,1	»	219	»	198,9	201	227	234	252	253
Textiles	135,7	»	144	»	134,4	124,7	126	139,3	136,2	138,7
Pâtes à papier et vieux papiers..	110,1	»	222	»	178	175,9	177,7	170,9	182,1	201
3. *Indices des matières premières industrielles* (73 articles)	125,2	»	175,4	»	159,4	162,2	169,5	177,1	180,5	195,7
4. *Indices des produits importés* (1) :										
Ensemble (43 articles)	132,5	»	154,1	»	142,6	137,2	138,4	151,9	164,8	179,2
Matières premières industrielles importées	145,7	»	158,4	»	142,8	141,7	142,5	151,7	149,7	174,5
5. *Indices des fruits et légumes frais à Paris* (base 100 en 1957)	97,4	»	118,7	»	126,2	123,4	180	100	104,8	97,2
6. *Indices des prix de gros des salaisons et de la charcuterie* (2) (3)	97,5	»	129,7	»	126,7	128	125,7	128	148,1	149,1

(1) (Voir plus loin l'évolution des indices U. S. A. et Grande-Bretagne). Cet indice ne constitue pas un indice des prix à l'importation; les cours ne sont pas, en effet, observés toujours directement au stade de l'importation et, d'autre part, seules les marchandises donnant lieu à des échanges réguliers et stables ont été prises en considération. L'indice à donc la signification limitée d'un indice des prix intérieurs de certains produits importés. Il permet d'observer le sens des tendances, d'autant plus qu'il concerne surtout des matières premières.

(2) Prix départ usine, toutes taxes comprises, relevés le 15 de chaque mois auprès d'un échantillon de producteurs par un syndicat professionnel; livraisons à certaines collectivités (intendance) exclues; coefficients de pondération établis sur évaluation des productions commercialisées en 1953; aux prix en vigueur en 1949.

(3) Evolution des prix du bétail: 1950: 93; 1951: 131,7; 1952: 133,1; 1953: 112. — Evolution des prix du porc sur pied: 1950: 95; 1951: 142,7; 1952: 136; 1953: 120.

Source: I. N. S. E. E.

b) *Indices annuels des prix des produits de la pêche.*

(Base 100 en 1949.)

MARCHES	GROUPES	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Débarquement	Morue et poissons saisonniers	110,4	101,5	116,3	122,8	137,6	158	171,6	168,8
	Poissons frais non saisonniers	128,1	118,0	136,4	136,2	148,9	162,6	168,4	171,8
	Crustacés et mollusques	189,5	196,2	198,0	256,5	277	327,2	351,9	358,6
	Ensemble	130,4	123,8	137,6	150,8	165,8	189,1	201,8	202,9
Marché de gros de Paris.	Poissons frais	127,6	119,3	136,1	135,1	144,6	159	176,8	179,5
	Crustacés et mollusques	162,7	161,7	182,4	179,2	194,9	232,7	247,3	272,6
	Ensemble	135,6	129,0	146,7	145,0	155,9	175,6	192,6	200,4
Ensemble des marchés..	Poissons frais:								
	Gros	125,9	121,1	130,2	133,6	143,5	160,9	175	180,4
	Détail	151,8	148,3	153,0	159,8	169,9	»	»	»

Source: I. N. S. E. E.

c) *Indices des prix de gros agricoles à la production.*

(Base 100 en 1955.)

DÉSIGNATION	1949	1950	1952	1956	1957	1958	1959	1960 Mars.	1960 Juin.	1960 Octobre.
Indice général	85,9	86,2	109,6	109,5	117,4	142,8	134,1	141	142,1	140,2
Production d'origine végétale	98,5	101,4	116,9	115,7	124,9	174	146,3	150,3	150,3	145,7
Dont:										
Blé	75,8	79,7	111,7	113,9	94,2	103,5	108,6	»	»	»
Pommes de terre	49,3	182,5	189	167,1	189,3	343,6	286,1	»	»	»
Vin	28	125,7	110,4	119,1	168,7	292,6	183	»	»	»
Betteraves industrielles	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Production d'origine animale	80,4	79,6	106,4	106,8	114,2	129,5	129,2	137,2	138,7	138
Dont:										
Bétail sur pied	73,6	72,2	105,2	105,2	119,8	140	132,2	144,5	139,7	143,3
Lait	98	99	111,4	108,1	108,6	116,2	134	134,9	146,8	141,6
Volailles et lapins	74,9	74,6	102,6	105,7	101,8	112,5	106,7	109,7	107,8	111
Œufs	82,3	78,9	103,2	114,8	110,2	126,9	112,7	124,3	132,8	113,1

Source: I. N. S. E. E.

B. — Indice des prix de détail.

1. Prix de détail a Paris

(Base 100 du 1er juillet 1956 au 30 juin 1957.)

a) *Indice des 250 articles.*

(Nouvel indice d'ensemble des prix de détail dans l'agglomération parisienne.)

DÉSIGNATION	1959 Mars.	1959 Juin.	1959 Octobre.	1959 Décembre.	1960 Mars.	1960 Juin.	1960 Octobre.	1960 Décembre.	1957	1958	1959
Indices d'ensemble	125,4	124,9	127,6	128,4	130,4	130,2	132,3	133	103,3	118,9	126,2
Dont:											
Aliments, boissons	125,5	123,5	127,6	128,5	129,3	129,2	129,8	130,6	103,5	122	126,1
Habitation	126,5	126,6	128,8	130,3	133,3	131,1	133,8	136	104,8	117,1	127,4
Hygiène et soins	133,9	136,2	133	133,1	145,5	146,6	144,8	141,4	101	115,9	133,7
Transports	121,6	123,4	123,7	123,9	124,9	125,1	143,6	143,7	102,8	115	122,7
Habillement, linge	112,7	114,1	116,8	117,6	118,4	119,2	120,5	121,2	102,7	109,7	114,5
Distractions et divers	140,1	139,9	142,7	142,9	143,6	144,3	147,7	148	102,8	127,8	140,4

Source: I. N. S. E. E.

b) *Evolutions annuelles de 1950 à 1956 de l'indice des 213 articles* (1).

DÉSIGNATION	ANNÉES (Moyenne mensuelle.) 1950	1952	1954	1955	1956
1. Indice d'ensemble des prix à la consommation familiale (213 articles) (1949 = 100)	111,2	145,4	143,3	144,9	147,7
2. Indice du prix des denrées alimentaires (41 articles)	110,6	140,7	135	135,9	138,2
3. Indice des prix des objets manufacturés (115 articles)	102	131	126,3	126,5	128,5
4. Indice du prix du chauffage et de l'éclairage (7 articles)	109,8	172,5	171,8	170,2	164,5
5. Indice du prix des services (47 articles)	124	176	190	198	205
6. Indice « Fruits et légumes » frais (2)	103,3	136,1	144,6	144,7	195,2

(1) Cet indice n'est plus calculé depuis le mois de juillet, date à partir de laquelle il a été remplacé par l'indice des 250 articles (voir tableau suivant).

(2) Cet indice résulte de la comparaison du coût d'achat de paniers, dont la composition varie chaque mois, au prix de ces mêmes paniers le mois correspondant de l'année 1949. Il ne donne que des valeurs moyennes, alors que les cours des fruits et légumes frais sont très variables les uns par rapport aux autres.

Source: I. N. S. E. E.

c) *Indices des 179 articles servant de référence à l'indexation du salaire minimum national interprofessionnel garanti.*

(Base 100 en juillet 1957.)

	1957		1958			1959			1960		
	Octobre.	Décembre.	Mars.	Octobre.	Décembre.	Mars.	Juin.	Octobre.	Mars.	Juin.	Octobre.
Ensemble	103,2	107,37	111,39	113,89	113,65	113,65	118,03	121,15	122,26	122,25	123,27

Source: I. N. S. E. E.

2. Prix de détail dans les agglomérations importantes de province

(Indices 1957 = 100.)

	Année 1958.	Année 1959.	1959				1960		
			Mars.	Juin.	Septembre.	Décembre.	Mars.	Juin.	Septembre.
Indices d'ensemble.....	113,5	118,8	117,5	117,2	119,4	121	121,9	122,5	123,5
Aliments et boissons.....	118	120,4	119,5	117,7	121	123,2	123,4	124,3	125,2
Habitation	110,7	119,6	118,2	118,4	120,4	121,4	123,7	122,8	125,1
Hygiène et soins.....	108,9	117,8	116	119,2	116,8	119	120,8	123,1	122,2
Habillement et linge.....	106,1	110,5	108,2	109,4	111,6	112,7	114,1	114,6	115,6
Distractions et divers.....	120,9	130,1	129,3	129,6	130,4	131,2	132	132,3	133,1

Source: I. N. S. E E

3. Indices des prix des véhicules a moteur

(Base 100 en 1949.)

Ces indices se rapportent aux ventes sur le marché intérieur des produits de l'industrie française des automobiles et des motocycles, vélomoteurs et cyclomoteurs pour les principaux modèles des grandes firmes.

Les coefficients de pondération sont établis d'après la valeur des différentes productions, calculée au tarif moyen de 1949 et compte tenu du nombre moyen annuel de véhicules livrés sur le marché français en 1949 et 1951 (l'année 1949 ne représentant pas une activité normale pour certains modèles nouveaux).

Ces tarifs adoptés correspondent aux prix-client départ usine. Ils ne comprennent ni les frais de sortie d'usine, ni le montant de la taxe locale. Des accords de prix ont été effectués pour tenir compte du prix de revient des modifications apportées à certains modèles.

Désignation	Pondération	1950	1951	1952	1953	1954	Nouvelle pondération.	1955	1956	1957	1958	1959	1960			
													Mars.	Juin.	Sept.	Déc.
Voitures particulières..	54	103,8	126,8	146,4	143,3	143,3	53	140,3	142,6	147,7	153,5	159	158,6	159,1	158,5	158,6
Véhicules utilitaires...	33	104,2	134,2	155,6	154,5	154,5	29	154,5	160,7	169,6	183,8	197,3	199,3	201,8	201,8	202,7
Motocycles	13	106,1	124,9	145,5	143,6	143,6	18	135,8	137,7	141,5	144,6	144,9	145,6	145,6	145,6	145,6
Ensemble.....	100	104,2	129	149,3	147	147	100	143,7	147,3	153,2	161,1	168,2	168,7	169,7	169,3	169,6

N. B. — Le calcul de ces indices a subi, à partir de mars 1958, les modifications suivantes:

	Ensemble.	Voitures particulières.	Véhicules utilitaires.	Motocycles.
Nombre de modèles de référence.....	64	17	27	20
Pondération (1957).....	100	56	32	12

Les indices sont établis sur base 100 en 1957 et transformés en indices de base 100 en 1949 en les multipliant par le niveau moyen 1957 des indices précédemment calculés sur base 100 en 1949.

Source: I. N. S. E. E.

4. Indices des prix de détail a Paris des appareils d'équipement ménager

Ces indices ont pour objet de représenter, de façon plus complète, les variations des cours des appareils ménagers, qui constituent une part importante de la construction mécanique et électrique, et ne sont compris que pour une petite fraction dans l'indice d'ensemble des prix à la consommation familiale, établi pour suivre l'évolution des prix des denrées et services communément utilisés par les familles de condition modeste.

L'indice exclut les installations de chauffage central et les éléments constituant les salles de bains, mis généralement par le propriétaire à la disposition des occupants. Il comprend huit groupes distincts d'appareils, comprenant au total 191 modèles différents. Les indices de groupe sont des moyennes arithmétiques simples des indices établis pour chaque modèle de référence. L'indice d'ensemble est une moyenne arithmétique pondérée des indices de groupes. Les coefficients de pondération attribués aux groupes ont été déterminés compte tenu des chiffres d'affaires des producteurs français en 1950 et de la valeur des importations à la même date. Les appareils ménagers étant soumis à de fréquentes modifications de construction et de présentation, de nombreux raccords ont dû être effectués entre séries de prix légèrement différentes. Les prix retenus sont ceux affichés par les concessionnaires ou ceux découlant des barèmes établis par les fabricants majorés du montant des taxes applicables à la vente au détail.

Ces indices sont donnés avec une marge d'erreur qui n'est pas négligeable.

DÉSIGNATION	PONDÉRATION	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960			
												Mars.	Juin.	Sept.	Déc.
Appareils de chauffage (38)	17	104,4	136,6	160,5	157,4	154,2	155,7	158,7	166,4	176,4	184,5	187,2	184,7	185,4	186,5
Cuisinières (35)	27	105,3	139	167,3	163,1	161	162,9	165,7	173,3	179,9	188,3	191,6	189,1	193	193
Réfrigérateurs (18)	6	102,9	116,3	120,9	116,4	109,2	103,6	102,8	105	109,4	108,3	105,8	104,7	102,4	97,2
Aspirateurs et cireuses (21)	5	105,4	124,8	114,7	142,2	141,7	142	143,4	141,6	149,2	157,8	156,2	151,7	152,9	154,2
Machines à laver (15)	4	108,5	135,5	153,8	153,3	152,7	153,1	153,9	154,1	164,7	170,9	176,2	177,4	173,9	173
Petits appareils électriques (29)	6	105,7	130,2	151,6	148,4	147,2	146,8	147,4	148	149,7	156,5	156,6	150	147,2	147,4
Machines à coudre (10)	9	110,7	127,1	142,4	141,1	143,2	145,3	147,2	154,2	171,1	180,3	181,9	183,2	184,5	184,5
Récepteurs radio (25)	26	102,1	124	143,6	141,4	138,1	136,2	136,9	140,4	153,1	159,6	160,4	160,2	157,6	158,8
Ensemble (191)	100	104,8	130,9	152,2	149,4	147,1	147,2	148,5	152,7	161,5	167,5	169	167,7	167,2	166,5

Source: I. N. S. E. E.

5. Indices des prix des produits industriels nécessaires aux exploitants agricoles

(1949 = 100.)

PONDÉRATION	DÉSIGNATION	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960			
												Mars.	Juin.	Sept.	Déc. (1).
192	Energie	102,9	113,1	115,2	113,5	114	113	112,6	121,7	125,2	136,2	136	135,6	136	136,1
140	Entretien et renouvellement des bâtiments	102,8	135,2	152,4	142,9	139,7	142	148,7	155,8	169,6	181,4	182,1	183,9	185,1	190,4
310	Engrais et antiparasitaires	103,1	124,8	147,1	137,8	132,7	125	125,3	124,3	133,4	145	152,5	138,6	144,4	149,8
255	Machines et outils	101,6	130,3	151,1	150,4	138,5	136,3	139,5	144,9	160,9	182,2	183,2	183,2	187,3	187,9
103	Divers	106,3	160	171,6	154,5	147,6	144	146,2	144,1	157	182,9	180,9	182,8	185	182,4
	Ensemble	103	129,1	145,3	138,8	133,1	129,9	131,9	135,5	146,4	161,8	164,2	160,3	163,6	165,9

Source: I. N. S. E. E.

6. Indices des prix de vente au détail des spécialités pharmaceutiques

N. B. — L'indice est établi d'après les articles réellement en vente chaque année à Paris dans les pharmacies au mois de février.

Indices des prix de 100 spécialités remboursées par la sécurité sociale.

1949	100	1955	161
1950	115	1956	161
1951	132	1957	161
1952	164	1958	157
1953	161	1959	168
1954	161	1960	177

Indice des prix des produits antibiotiques.

1949	100	1955	43
1950	78	1956	42
1951	64	1957	41
1952	62	1958	39
1953	51	1959	39
1954	46	1960	40

Source: I. N. S. E. E.

7. Indices des prix de détail des objets manufacturés

L'I. N. S. E. E. a calculé un indice annuel portant sur 1.173 articles témoins, d'après le dépouillement du catalogue publié chaque année entre mai et juillet par une maison de commerce spécialisée dans la vente par correspondance.

Indices annuels des prix de détail de certains objets manufacturés.

(Base 100 en 1949.)

NUMÉRO du groupe.	GROUPES	NOMBRE d'articles.	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
1	Articles de cuisine, chauffage	107	94,4	118,9	142,9	135,4	135,1	134,8	137,5	142,3	162,4	173,3
2	Articles de ménage et d'équipement ménager.	51	98,9	118,2	139,7	131,1	131,4	130	133	135,9	152,2	162
3	Mobilier et literie, y compris tapis	31	90,5	126,5	139,0	130,1	132,4	132,8	134,7	141,3	156,1	168,3
4	Produits d'entretien et de toilette, y compris parfumerie	62	105,5	134,4	153,7	151,2	148,8	147,6	153,1	161,3	180	193,2
5	Papeterie, articles de bureau	97	106,4	143,0	165,5	155,4	150,9	151,8	153	157,7	173,3	186,4
6	Librairie (ouvrages techniques)	56	123,0	142,3	177,5	183,1	191,1	194,8	198,1	206,4	224,8	247,3
7	Maroquinerie et articles de voyage	50	97,6	122,3	134,1	127,6	126,8	127	130,4	129,1	141,1	149,4
8	Petit outillage, quincaillerie, éclairage	153	107,9	136,6	168,6	155,4	154,6	155	162,3	166,3	188,3	202,1
9	Petit outillage agricole, jardinage	61	107,1	135,4	173,2	166,0	161,2	159,6	163,3	172,2	193,6	209,4
10	Armes, munitions, accessoires de chasse	98	113,4	137,1	166,4	162,4	157,6	157,2	166,6	171,3	211	226,3
11	Cycles, sports, camping	102	105,8	135,7	156,8	150,5	146,7	143	146,3	149,1	164,5	176,7
12	Jeux et jouets	50	105,7	137,5	171,0	162,2	161,3	157,8	153,5	158,6	186,5	192,9
13	Articles et engins de pêche, bateaux	66	110,6	143,2	169,8	164,3	160,6	160,1	165,6	172,4	201,9	219,6
14	Photographie, optique, instruments de mesure.	67	113,8	141,2	171,8	161,9	161,9	164,9	170	170,7	197,2	207,4
15	Lingerie, bonneterie, mercerie	75	98,5	131,3	125,9	111,3	111,8	110,4	110,3	115,2	125,5	128,1
16	Habillement, chaussures	53	95,4	127,1	126,0	118,2	114,6	115	114,4	116,9	123,7	129,7
	Ensemble	1.173	105,4	133,9	157,0	149,3	147,6	147,3	151	155,5	176	188,1

Source: I. N. S. E. E.

8. Indices des prix des chambres d'hôtel

(1949 = 100.)

DÉSIGNATION	PONDÉRATION	NOMBRE moyen d'hôtels suivis.	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
France entière:													
Catégorie luxe	28	100	126	141	166	188	195	199	205	216	252	288	318
Catégorie grand confort	58	790	124	141	171	196	204	209	215	226	262	303	324
Catégorie confort moyen	14	664	127	148	179	209	222	231	240	254	274	316	335
Ensemble	100	1.554	125	142	171	196	204	209	216	227	264	301	324

Source: I. N. S. E. E.

9. INDICES ANNUELS DES PRIX DES REPAS DANS LES ÉTABLISSEMENTS DE TOURISME (1949 = 100.)

DESIGNATION	PONDÉRATION	NOMBRES moyens d'établiss. suivis.	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
France entière	100	247	112	121	140	151	157	159	161	169	188	207	221
I. Indices par catégories d'établissements:													
Catégorie luxe	28	26	114	124	143	155	161	162	165	169	199	215	230
Catégorie grand confort	58	115	112	121	140	150	155	157	160	169	184	205	220
Catégorie confort moyen	14	106	109	115	136	147	154	158	160	167	180	198	208
II. Indices par groupes d'agglomérations:													
Paris	30	28	107	115	135	140	142	141	140	147	167	185	202
Villes de plus de 100.000 habitants	17	43	144	146	146	154	161	164	168	177	190	211	228
Villes touristiques de moins de 100.000 habitants	53	176	115	122	142	156	164	166	171	178	199	218	229

Source: I. N. S. E. E.

10. INDICE DU COUT DE LA CONSTRUCTION

Immeubles à usage d'habitation (IVe trimestre 1953 = 100).

ANNÉES	PREMIER TRIMESTRE	DEUXIÈME TRIMESTRE	TROISIÈME TRIMESTRE	QUATRIÈME TRIMESTRE	ANNÉE
1954	99	100	98	98	99
1955	101	102	104	106	103
1956	111	115	119	120	116
1957	122	125	128	132	127
1958	137	138	139	140	139
1959	142	142	142	142	142
1960	144	141	»	»	»

N. B. — Si 1944 = 1; 1938 = 9,78; 1954 = 237 (soit base 4e trimestre 1953 = 239).

Source: M. R. L.

11. Indices des prix des transports S. N. C. F. pour l'usager

(Base 100 en 1949.)

ANNÉES	PRIX DU KILOMÈTRE VOYAGEUR — Grandes lignes. — Place entière (tarifs de base). 1re classe.	2e classe.	3e classe.	INDICE DU PRIX MOYEN DU KILOMÈTRE VOYAGEUR — Grandes lignes. — Tous tarifs (indice pondéré).	Banlieue et Paris — Tous tarifs (indice pondéré).	Ensemble. — Tous tarifs (indice pondéré).	INDICE PONDÉRÉ du prix moyen de la tonne/kilomètre marchandises.
1949 (au 1er janvier)	6,40	4,20	3	100	100	100	100
1950 (depuis le 23 janvier)	7,43	5,18	3,94	128,1	135,6	128,7	95,6
1951	7,50	5,25	4	129,2	163,6	131,5	112,0
1952 (depuis le 28 janvier)	8,42	6,17	4,92	157,2	196,9	159,8	136,3
1953 (depuis le 15 mai)	9,99	7,35	5,89	179	205	181	137
1954	10,60	7,80	6,25	193	206	194	136
1955	10,60	7,80	6,25	192	203	193	131
	1re classe.	2e classe.					
1956 (depuis le 3 juin)	8,75	6,25		191	203	192	132
1957	8,75	6,25		192	203	193	132
1958 (depuis le 6 janvier)	10,48	6,79		214	244	216	145
1959 (depuis le 5 janvier)	12	8		248	251	248	161

Sources: I. N. S. E. E., S. N. C. F.

II. — COUT DE LA VIE

A. — Indices de l'I. N. S. E. E.

Indice d'ensemble des prix a la consommation familiale a Paris (rappel) (1949 = 100.)

ANNÉES	I (mars.)	II (juin.)	III (septembre.)	IV (décembre.)	ANNÉE
1950	107,5	106,9	113,7	117,4	111,2
1951	123,6	129,2	133	142,9	130,1
1952	148,1	143,1	145,7	145,4	145,4
1953	145,2	145,4	141	142,1	143,7
1954	141,6	143,8	142,6	144,9	143,3
1955	144,9	144,7	145,5	146,3	144,8
1956	148,1	147	148,3	148	147,7 (1)
1957 (1)	147,3	149	153,7	163,1	151,6
1958 (1)	172,8	175,3	177	177,6	174,5
1959 (1)	184,1	183,4	185,7	188,5	185,3
1960 (1)	191,4	191,1	193,9	»	»

(1) Indice calculé d'après l'indice des 250 articles à l'aide du coefficient de raccord sur juillet 1957 = soit multiplié par 1,468.

B. — **Budgets types établis par les organisations syndicales et l'institut d'observation économique.**

1. Budget type d'un célibataire a Paris

(Montant en nouveaux francs.)

DÉSIGNATION	MARS	JUIN	SEPTEMBRE	DÉCEMBRE
1957.				
C. G. T. (1)	»	»	302,78	317,79
C. G. T.-F. O. (1er jour du mois) (2)	285,34	294,79	312,96	329,40
I. O. E. (2)	274,45	290,34	289,63	309,93
C. F. T. C. (fin de mois)	171,1	175,2	176,6	192,1
1958.				
C. G. T. (1)	330,70	343,47	345,28	346,94
C. G. T.-F. O. (1er jour du mois)	351,17	365,19	369,34	370,97
I. O. E. (2)	329,57	343,42	339,59	346,03
C. F. T. C. (fin de mois)	205,4	215,4	211,8	213,1
1959				
C. G. T. (1)	357,87	368,53	372,59	378,79
C. G. T.-F. O. (1er jour du mois)	389,37	384,24	388,51	399,63
I. O. E. (2)	362,93	365,36	372,14	376,61
C. F. T. C. (fin de mois)	222,3	225,5	228,9	234
1960.				
C. G. T. (1)	385,43	383,88	393,05	410,67
C. G. T.-F. O. (1er jour du mois)	410,89	411,60	416,98	427,93
I. O. E. (2)	381,85	386,85	388,75	(3) 393,55
C. F. T. C. (fin de mois)	236,2	238,5	241,9	243,5

(1) 15 du mois. A partir de 1959 le budget est calculé une fois par trimestre (janvier, avril, juillet, octobre).
(2) Budget du manœuvre. Base nouvelle depuis 1956.
(3) Novembre.

2. Budget type d'une famille de quatre personnes

(Nouvelle base en janvier 1952. Puis en janvier 1954.) (Evaluation de l'U. N. A. F.)

(Premier jour du mois.)

(En nouveaux francs.)

ANNÉES	MARS	JUIN	SEPTEMBRE	DÉCEMBRE
1957	701,44	749,01	Non calculé.	801,77
1958	836,70	862,33	858,20	856,92
1959	846,31	892,94	901,08	922,32
1960	936,80	971,39	951,60	969,96

V. — SALAIRES. — REVENUS

I. — SALAIRES

A. — Résultats de l'enquête du ministère du travail sur les taux des salaires horaires (1).

1. Indices moyens annuels depuis 1946

(1er janvier 1946 = 100.)

ANNEES	HOMMES	FEMMES	ENSEMBLE (dont industries de transformation, bâtiment exclu) (1).
1946	121	125	122
1947	165	180	169
1948	251	278	259
1949	283	312	292
1950	311	343	321
1951	396	441	410
1952	464	510	478
1953	477	518	489
1954	506	559	522
1955	543	605	562
1956	592	648	609
1957	642	692	658
1958	719	773	737
1959	763	819	783

(1) L'enquête sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre est menée trimestriellement par la division statistique du secrétariat d'Etat au travail et à la sécurité sociale.

Effectuée par voie de questionnaires adressés aux employeurs, elle a porté sur 30.000 établissements de plus de dix salariés occupant plus de 4.200.000 personnes, y compris les houillères, les mines de fer, la Société nationale des chemins de fer français, la Régie autonome des transports parisiens, le Gaz de France, l'Electricité de France, soit approximativement 80 p. 100 de l'effectif du personnel travaillant dans les établissements de plus de dix salariés qui relèvent des secteurs professionnels considérés. Toutefois, en ce qui concerne les secteurs nationalisés cités ci-dessus, les renseignements sur les taux de salaires ne sont pas recueillis.

L'enquête couvre l'ensemble des activités, à l'exclusion de l'agriculture et des services publics. Elle ne touche ni les travailleurs isolés, ni le personnel domestique.

Source: Ministère du travail.

2. Evolution trimestrielle de l'indice général du taux des salaires horaires depuis 1951

(1er janvier 1946 = 100.)

ANNÉES	1er janvier.	1er avril.	1er juillet.	1er octobre.	MOYENNE annuelle.
1951	354	374	407	458	410
1952	470	475	479	481	478
1953	481	486	488	493	489
1954	500	516	521	522	522
1955	539	543	560	754	562
1956	589	597	610	620	609
1957	629	639	656	675	658
1958	700	727	745	751	737
1959	757	772	784	790	783
1960	808	820	825	»	»

Source: Ministère du travail.

3. Evolution trimestrielle des indices des taux de salaires horaires masculins et féminins depuis 1952

(1er janvier 1946 = 100.)

DATES	SALAIRES HORAIRES masculins.	SALAIRES HORAIRES féminins.
1952. — 1er janvier	456	504
1er avril	461	508
1er juillet	465	510
1er octobre	468	512
1953. — 1er janvier	469	512
1er avril	474	515
1er juillet	476	516
1er octobre	480	522
1954. — 1er janvier	487	529
1er avril	501	553
1er juillet	505	558
1er octobre	507	559
1955. — 1er janvier	521	582
1er avril	523	585
1er juillet	541	604
1er octobre	555	619
1956. — 1er janvier	570	633
1er avril	579	639
1er juillet	592	648
1er octobre	603	655
1957. — 1er janvier	612	665
1er avril	623	672
1er juillet	640	687
1er octobre	658	709
1958. — 1er janvier	683	734
1er avril	709	765
1er juillet	727	780
1er octobre	732	786
1959. — 1er janvier	739	791
1er avril	754	808
1er juillet	765	821
1er octobre	771	827
1960. — 1er janvier	788	848
1er avril	800	857
1er juillet	815	869
1er octobre	»	»

4. Indices par secteurs d'activités collectives
(1er janvier 1956 = 100.)

DÉSIGNATION	1er janvier.	1er avril.	1er juillet.	1er octobre.	ANNÉE (Moy.)
Indices par secteurs.					
Production des métaux:					
1957	105	107,8	112,5	113,5	111,3
1958	119	123,2	124,5	124,8	123,6
1959	126,5	129,7	132,5	132,8	132,2
1960	138,2	139,3	143,3	146	»
Cuirs et peaux:					
1957	105,8	107,6	108,6	113,3	110,3
1958	117,1	121,3	124,3	125,5	123
1959	126,1	129,7	130,9	133,1	131,5
1960	136,4	138,1	139,4	141,5	»
Industries chimiques, caoutchouc:					
1957	105,4	107,4	110	113,5	110,6
1958	118,1	123,8	126,3	127,2	124,8
1959	127,9	131	132,4	133,6	133
1960	139,1	142	146,8	148,7	»
Bâtiment et travaux publics:					
1957	108,5	110,9	114,2	116,9	114,1
1958	121,1	125,6	129,2	130,4	127,8
1959	132,2	134,1	136	136,6	135,8
1960	139,1	140,6	143,3	145,1	»
Industrie textile:					
1957	104,8	105,4	109	110,5	108,7
1958	116	119,6	121,4	121,9	120,4
1959	122,2	124,2	127,8	128,6	127
1960	130,9	134	135,4	139,9	»
Transports:					
1957	108,4	108,4	111,7	115,4	112,7
1958	121,3	124,2	128,5	130,3	127,3
1959	131,7	135,3	137,7	139,6	137,6
1960	142,1	143,1	146,3	149,5	»
Papier, carton:					
1957	106,1	107,6	110,1	112,7	110,5
1958	117,4	122,9	126,1	127,2	124,5
1959	128,4	130,3	132,4	133,1	132,3
1960	136,4	138,8	140,6	143,5	»
Commerces alimentaires:					
1957	106,7	108,2	110,2	105,1	111,4
1958	117,8	123,2	127,2	127,4	125
1959	128,7	131,9	133,5	134	133,4
1960	137,3	139,2	141,9	144,1	»

Sources: Ministère du travail, I. N. S. E. E.

5. Indices des salaires horaires par sexe et qualification
(1er janvier 1956 = 100.)

DÉSIGNATION	1er janvier.	1er avril.	1er juillet.	1er octobre.	ANNÉE (Moy.)
A. — *Hommes.*					
Manœuvre ordinaire:					
1957	106,3	107,8	110,1	113,9	110,9
1958	117,5	122,2	125,6	126,5	124
1959	127,4	130,6	132,2	133	132,1
1960	135,9	137,5	139,4	141,5	»
Manœuvre spécialisé:					
1957	106,7	108,5	111,3	114,5	111,7
1958	118,6	123,1	126,2	127,2	124,8
1959	128,3	131	132,8	133,7	132,8
1960	136,8	138,7	141,1	143,4	»
Ouvrier spécialisé:					
1957	107,3	109,1	112,1	115,1	112,4
1958	119,6	124	127,1	127,9	125,7
1959	129,2	131,6	133,8	134,6	133,6
1960	137,9	140	142,8	145,5	»
Ouvrier qualifié:					
1957	107,9	110	113,1	116,2	113,4
1958	120,9	125,5	128,7	129,8	127,3
1959	131,1	133,3	135,3	136,6	135,3
1960	139,5	141,9	144,8	147,3	»
Ouvrier hautement qualifié:					
1957	108,4	110,6	113,8	116,9	114
1958	121,7	126,4	129,4	130,8	128,2
1959	132,3	134,2	136,3	137,6	136,3
1960	140,6	143	145,5	148,1	»
B. — *Femmes.*					
Manœuvre ordinaire:					
1957	104,2	105,3	106,8	110,7	108
1958	114,4	119,33	122,4	123	120,7
1959	123,6	127,3	128,5	129,3	128,6
1960	132,5	134,1	135,5	137,7	»
Manœuvre spécialisée:					
1957	104,7	105,8	108	111,4	108,8
1958	115	119,9	122,4	123,5	121,1
1959	123,9	127,2	128,7	129,6	128,8
1960	133,2	134,9	136,9	139,5	»
Ouvrière spécialisée:					
1957	105,2	106,3	109,3	112,3	109,6
1958	116,5	121,1	123,5	124,3	122,2
1959	125	127,4	130	130,8	129,7
1960	134,2	136,3	138,3	141,5	»
Ouvrière qualifiée:					
1957	106,8	107,8	110	113,9	111,1
1958	118,4	123,5	125,1	126,2	124,2
1959	127,3	129,3	131,4	133,4	131,7
1960	136,7	139,3	141,1	144	»

Source: Ministère du travail.

6. Ecart moyen, a qualification égale, des salaires des femmes par rapport a ceux des hommes (Écart en pourcentage des salaires masculins)

DATES	ÉCART MOYEN en pourcentage des salaires des hommes.	DATES	ÉCART MOYEN en pourcentage des salaires des hommes.
Ancienne série.		*Nouvelle série.*	
1er janvier 1946	15,0	1er janvier 1956	6,8
1er janvier 1947	8,8	1er avril 1956	7,0
15 février 1948	6,3	1er juillet 1956	7,3
1er janvier 1949	7,2	1er octobre 1956	7,6
1er janvier 1950	7,8	1er janvier 1957	7,8
1er janvier 1951	7,2	1er avril 1957	8,1
1er janvier 1952	7,3	1er juillet 1957	8,4
1er janvier 1953	8,0	1er octobre 1957	8,6
1er janvier 1954	8,4	1er janvier 1958	8,6
1er janvier 1955	6,2	1er avril 1958	8,4
1er janvier 1956	6,4	1er juillet 1958	8,6
		1er octobre 1958	8,7
		1er janvier 1959	8,9
		1er avril 1959	8,8
		1er juillet 1959	9,2
		1er octobre 1959	9,2
		1er janvier 1960	8,9
		1er avril 1960	9,2
		1er juillet 1960	9,1
		1er octobre 1960	9,5

Source: Ministère du travail.

7. Abattements moyens des salaires de province par rapport a ceux de Paris depuis le 1er janvier 1952

ABATTEMENTS légaux à appliquer au salaire minimum interprofessionnel garanti (à partir du 1er avril 1956).	1er JANVIER 1952	1er JANVIER 1953.	1er JANVIER 1954.	1er JANVIER 1955.	1er JANVIER 1956.	1er JANVIER 1957.	1er JANVIER 1958.	NOUVELLE SÉRIE 1er janv. 1959.	1er avril 1959.	1er juil. 1959.	1er oct. 1959.	1er janv. 1960.	1er avril 1960.	1er juil. 1960.	1er oct. 1960.
2,22 p. 100	9,7	11,7	13,3	13,1	12,7	15,6	16,2	16,8	16,6	16,5	17	16,4	16,7	17	16,5
4,44 p. 100	15,6	17,8	18,4	16,8	16,0	18,4	19,1	19,2	18,9	18,8	19,2	19,1	19	19,4	19,3
6,67 p. 100	20,3	21,7	22,8	20,6	20,1	22,4	23,3	23,3	22,6	22,7	23,2	22,8	23,3	23,7	23,6
8 p. 100	23,5	25,0	25,6	22,3	22,3	24,3	25,1	24,9	24,2	24,3	24,9	24,6	25	25,3	25,2

Source: Ministère du travail.

B. — **Indices des salaires horaires établis par les syndicats professionnels.**

1. Indices des salaires horaires par profession (1)

Métaux (région parisienne). (T = temps, R = rendement.)

DÉSIGNATION	1959 Janvier. T	1959 Janvier. R	1959 Avril. T	1959 Avril. R	1959 Juillet. T	1959 Juillet. R	1959 Octobre. T	1959 Octobre. R	1960 Janvier. T	1960 Janvier. R	1960 Avril. T	1960 Avril. R	1960 Juillet. T	1960 Juillet. R	1960 Octobre. T	1960 Octobre. R
Ajusteur	286	266	288	270	292	275	296	279	303	285	311	292	317	298	324	305
Modeleur-mécanicien	257	268	261	274	264	279	268	282	272	289	277	295	282	303	285	311
Mouleur à main	268	262	274	262	282	264	263	268	291	269	294	275	298	279	302	286
Lamineur à froid	»	284	»	285	»	291	»	295	»	301	»	309	»	316	»	322

Source: I. N. S. E. E.

DÉSIGNATION	1952 T	1952 R	1953 T	1953 R	1954 T	1954 R	1955 T	1955 R	1956 T	1956 R	1957 T	1957 R	1958 T	1958 R	1959 T	1959 R
	ANNÉES (Moyenne mensuelle.)															
Ajusteur	174	169	180	175	193	184	210	201	227	223	249	241	273	262	292	274
Modeleur-mécanicien	171	172	175,6	177,3	181	190	195	209	214	225	229	238	249	259	264	277
Mouleur à main	166	165	173,6	167,6	181	176	191	191	214	211	238	232	262	257	278	265
Lamineur à froid	»	167	»	181,6	»	190	»	200	»	223	»	246	»	276	»	290

(1) Salaires ouvriers masculins, y compris indemnités, mais majorations pour heures supplémentaires et prime de transport exclues.
Sources: Syndicats professionnels, I. N. S. E. E.

2. Indices des salaires horaires par qualification individuelle (1)

Métaux (région parisienne) (1949 = 100).

DÉSIGNATION	1959				1960				ANNÉES					
	Février.	Mai.	Août.	Nov.	Fév.	Mai.	Août.	Nov	1952	1953	1956	1957	1958	1959
Manœuvre ordinaire:														
Temps	269	273	276	284	290	296	297	306	171	198	217	235	260	276
Rendement	278	280	282	288	290	293	298	308	172	205	223	246	271	282
Ouvrier spécialisé: temps et rendement	269	273	276	281	288	293	296	»	198	198	218	236	260	275
Professionnel: temps et rendement.	275	278	282	287	294	299	304	»	»	202	223	243	267	281
Ensemble des ouvriers: temps et rendement	271	275	278	284	290	296	300	»	»	199	220	239	263	277

(1) Salaires ouvriers masculins, y compris indemnités, mais majorations pour heures supplémentaires et prime de transport exclues.

Sources: Syndicats professionnels, I. N. S. E. E.

3. Charges sociales dans la construction mécanique

(Base 100 en octobre 1957.) (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1960				ANNÉES (moyennes mensuelles).							
	I Janvier.	II Avril.	III Juillet.	IV Octobre.	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Indices (salaires et charges) (1)	121	123	126	129	»	»	»	»	»	»	109	117
Charges patronales (p. 100 du salaire)	48,29	47,76	47,88	47,02	38,92	39,94	39,53	40,56	41,47	42,97	45,48	48

(1) Cet indice est calculé mensuellement à partir des rémunérations et des charges sociales obligatoires constatées dans un certain nombre d'entreprises témoins; il tient compte des majorations pour heures supplémentaires, des charges sociales patronales obligatoires, des primes diverses à l'exception de celles à caractère permanent occasionnel.

Sources: Ministère du travail, I. N. S. E. E.

C. — **Evolution du S. M. I. G. dans la région parisienne de 1950 à 1959.**

AVANT septembre 1950.	DE SEPTEMBRE 1950 à mars 1951.	DE MARS 1951 à sept. 1951.	DE SEPTEMBRE 1951 à février 1954.	DE FÉVRIER 1954 à octobre 1954.	D'OCTOBRE 1954 à avril 1955.	D'AVRIL 1955 à août 1957.	D'AOUT 1957 à janvier 1958.	DE JANVIER 1958 à mars 1958.	DE MARS 1958 à juin 1958.	DEPUIS juin 1958.	DEPUIS février 1959.	DEPUIS novembre 1959.	DEPUIS octobre 1960.
59,50	78	87	100	115	121,50	126	133,45	139,20	144,80	149,25	156	160,15	163,85

D. — **Revenus mensuels nets des salariés.**

INDICE DES SALAIRES MENSUELS NETS

(Ensemble professionnels et manœuvres.)

Cet indice calculé par le ministère du travail tient compte des taux de salaire horaire, de la durée du travail, des retenues de sécurité sociale, de la surtaxe progressive, des primes de transport et prestations familiales.

Nouvelle série. (Bases et pondérations modifiées.) (Janvier 1956 = 100.)

DESIGNATION	I — Janvier.	II — Avril.	III — Juillet.	IV — Octobre.
1957				
Zone 0 p. 100:				
Célibataire	111,8	114	118,5	123
Père de deux enfants	108,7	111,1	114,4	117,7
Père de cinq enfants	105,7	107,3	109,5	112,9
Zone 4,44 p. 100:				
Célibataire	109,1	111,1	114,6	118,7
Père de deux enfants	107,2	109,1	111,6	114,6
Père de cinq enfants	105,3	106,5	108,1	111,3
1958				
Zone 0 p. 100:				
Célibataire	125,1	128,4	131	131,9
Père de deux enfants	120,5	123,8	125,7	126,3
Père de cinq enfants	116,6	118,7	120	120,4
Zone 4,44 p. 100:				
Célibataire	121,4	125,8	128,8	129,8
Père de deux enfants	117,8	121,3	123,4	124,1
Père de cinq enfants	115,5	117,7	119	119,4
1959				
Zone 0 p. 100:				
Célibataire	129,5	130,7	136,8	138,6
Père de deux enfants	124,6	126,4	130,9	133,2
Père de cinq enfants	119,3	120,5	123,4	127,9
Zone 4,44 p. 100:				
Célibataire	127,3	130,1	135,4	136,7
Père de deux enfants	122,3	124,9	128,6	130,6
Père de cinq enfants	118,3	119,9	122,3	126,8
1960				
Zone 0 p. 100:				
Célibataire	139,5	143,4	147,5	152,5
Père de deux enfants	133,8	136,7	139,7	143,9
Père de cinq enfants	128,4	130,3	132,2	136,6
Zone 4,44 p. 100:				
Célibataire	138	141,8	145,9	148,6
Père de deux enfants	131,6	134,4	137,3	139,7
Père de cinq enfants	127,4	129,2	131	134,3

Source: Ministère du travail.

E. — Salaires agricoles.

Salaires bruts mensuels moyens des principales catégories de salaires (membres et non membres de la famille de l'exploitant) d'après les différentes enquêtes.

Salaires en milliers de francs (anciens) et variations depuis 1951.

	DOMESTIQUE DE FERME et ouvriers agricoles non spécialisés, logés et nourris.		SERVANTES DE FERME et ouvrières spécialisées ou non, logées et nourries.		MAITRES VALETS, ouvriers qualifiés et ouvriers spécialisés, logés ou non mais non nourris.	
	Milliers de francs.	Indice.	Milliers de francs.	Indice.	Milliers de francs.	Indice.
Mars 1951	7,2	100	5,8	100	15,5	100
Mars 1952	9,3	129	7,7	132	17,4	112
Mars 1953	9,9	139	7,9	136	19,2	124
Mars 1954	10,5	146	8,1	140	20,3	131
Mars 1955	11,3	158	9,3	161	21,4	138
Mars 1956	12,4	173	9,9	170	24	155
Mars 1957	13,8	194	11,2	193	29,9	174
Avril 1958	16,7	234	13,5	232	32,6	211
Avril 1959	18,9	264	15,2	262	34,2	221

Source: I. N. S. E. E. (enquête par sondages).

II. — REVENUS DE L'AGRICULTURE

1. Evolution globale

a) *Estimation grossière.*

(En ordre de grandeur de la production nette au coût des facteurs.) (En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1937-1939	1948-1949	1949-1950	1950-1951	1951-1952	1952-1953	1953-1954	1954-1955	1955-1956	1956-1957	1957-1958	1958-1959
Recettes	87	1.405	1.575	1.730	2.030	2.205	2.250	2.305	2.450	2.555	3.070	3.155
Dépenses	18,5	355	400	460	580	605	625	670	745	845	985	1.040
Revenu net	68,3	1.050	1.175	1.270	1.450	1.600	1.625	1.635	1.705	1.710	2.085	3.115

Définitions

Recettes = valeur des ventes de l'agriculture aux autres secteurs économiques + valeur des produits récoltés et consommés à la ferme.
Dépenses = valeur des achats de matières, services et biens d'équipement par l'agriculture aux autres secteurs de l'économie.
Revenu net ou balance de trésorerie = recettes — dépenses.

N. B. — Autoconsommation:

1937-1939	18,5	1951-1952	385	1955-1956	440
1948-1949	315	1952-1953	415	1956-1957	465
1949-1950	325	1953-1954	405	1957-1958	530
1950-1951	335	1954-1955	400	1958-1959	520

b) *Répartition du revenu net.*

(En ordre de grandeur, avec une marge d'erreur importante.)

DÉSIGNATION	1937-1939	1948-1949	1949-1950	1950-1951	1951-1952	1952-1953	1953-1954	1954-1955	1955-1956	1956-1957	1957-1958	1958-1959
Propriétaires	7	110	110	120	155	(1) 160	(2) 150	(3) 130	(5) 125	140	130	145
Salariés	10,5	150	160	175	205	215	225	240	245	235	285	300
Exploitants	44,5	790	905	975	1.090	1.225	1.250	1.270	(4) 1.335	1.315	1.670	1.670

(1) Impôt foncier: 20 milliards.
(2) Impôt foncier: 22 milliards.
(3) Impôt foncier: 23 milliards.
(4) Compte non tenu de la sécurité sociale.
(5) Impôt foncier: 25 milliards.

Source: I. N. S. E. E.

c) *Evolution des ressources agricoles et des revenus non agricoles.*

	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
Comptes de l'agriculture.										
Recettes (en milliards de francs courants)	1.525	1.650	1.880	2.120	2.230	2.275	2.375	2.500	2.810	3.110
Recettes moins dépenses (en milliards de francs courants)	1.140	1.225	1.360	1.525	1.610	1.630	1.670	1.710	1.900	2.100
Revenus (1) (en milliards de francs 1949)	1.140	1.155	1.070	1.055	1.120	1.125	1.140	1.125	1.210	1.185
Indice du revenu (base 100 en 1949)	100	101	94	92	99	99	101	99	107	104
Indice du revenu par personne active	100	103	97	97	106	107	113	113	125	124
Comptes nationaux.										
Indice du produit net, en francs constants (base 100 en 1949)	100	108	110	113	119	125	132	140	149	152
Indice du produit par habitant	100	107	108	109	115	120	126	132	139	141
Indice du produit par « non agriculteur »	100	108	111	122	117	123	129	137	142	146

(1) Recettes — dépenses + investissements nets. Les revenus des salariés et des propriétaires sont compris dans ce total.
Source: I. N. S. E. E.

2. Recettes de l'agriculture
(En milliards de francs.)

a) *Evolution du montant des recettes de l'agriculture.*

PRODUITS	1952-1953	1953-1954	1954-1955	1955-1956	1956-1957	1957-1958
Produits végétaux.						
Blé	230	255	280	250	200	235
Betteraves industrielles	50	60	53	52	44	64
Pommes de terre	80	58	36	57	59	95
Légumes frais	160	155	165	210	180	220
Légumes secs	10	10	10	10	12	12
Fruits	75	70	75	70	85	95
Vin	165	200	185	200	220	335
Autres produits végétaux	105	90	90	100	135	100
Total produits végétaux	875	900	895	950	935	1.155
Produits animaux.						
Viande	615	625	700	740	810	1.000
Produits laitiers	440	460	430	455	500	560
Volailles et lapins	150	145	150	165	185	200
Œufs	115	110	120	130	115	140
Autres produits animaux	10	10	10	10	10	15
Total produits animaux	1.330	1.350	1.410	1.500	1.620	1.915
Total général	2.205	2.250	2.305	2.450	2.555	3.070
			2.200 à 2.700			

Source: I. N. S. E. E.

b) *Part des principales productions dans les recettes de l'agriculture.*

PRODUITS	MOYENNE DE:					
	1937-1938 et 1938-1939	1953-1954	1954-1955	1955-1956	1956-1957	1957-1958
Viande	22,5	22	30,5	30	31,5	32,5
Blé	17	11,5	12	10	8	7,5
Lait	13,5	20,5	18,5	18,5	19,5	18
Vin	11,5	9	8	8	8,5	11
Volailles et œufs	11,5	11,5	11,5	12	11,5	11
Légumes	9,5	7,5	7,5	9	7,5	7,5
Pommes de terre	4	2,5	1,5	2,5	2,5	3
Fruits	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3
Betteraves industrielles	2,5	2,5	2,5	2,5	1,5	2

Source: I. N. S. E. E.

3. Dépenses de l'agriculture

a) *Analyse détaillée des dépenses de* 1937-1938 *à* 1952-1953. (En milliards de francs.)

N. B. — Erreur possible en plus ou en moins de l'ordre d'au moins 20 p. 100 (évaluations).

DÉSIGNATION	1937-1938	1938-1939	MOYENNE 1937-1938 et 1938-1939	1948-1949	1949-1950	1950-1951	1951-1952	1952-1953	1953-1954	1954-1955	1955-1956
1° *Matières.*											
Semences	0,35	0,35	0,35	9	8	9	13	15	15	»	20
Alimentation du bétail	4,0	3,8	3,9	40	55	60	80	82	70	»	90
Engrais	2,7	3,15	2,9	55	60	70	90	90	110	125	(145)
Antiparasitaires	0,5	0,45	0,5	5	8	10	18	16	18	17	45 à 50
Carburants	0,35	0,45	0,4	19	30	28	30	30	35	»	»
Electricité	0,15	0,15	0,15	5	6	7	10	15	15	»	»
Ficelle-lieuse	0,15	0,15	0,15	6	6	7	11	11	5	»	»
Divers	0,3	0,3	0,3	5	7	8	10	10	10	»	»
Total (environ)	8,5	8,8	8,65	145	180	200	260	270	280	»	320
2° *Travaux et services.*											
Battages	0,5	0,85	0,7	10	11	13	15	17	19	»	(20)
Entretien	3,8	4,25	4,0	70	70	85	100	105	105	»	(30)
Assurances	0,8	0,9	0,9	12	18	20	25	25	27	»	(35)
Echanges bétail	0,7	0,7	0,7	20	15	20	25	30	25	»	»
Vétérinaires	0,3	0,3	0,3	6	8	10	13	15	15	»	»
Frais généraux et divers	0,4	0,4	0,4	6	8	10	10	10	10	»	»
Total (environ)	6,5	7,4	7,0	125	130	160	190	200	200	»	230
3° *Renouvellement* (1).											
Bâtiments et capital d'exploitation (1)	3,5	3,1	3,3	85	80	90	120	120	130	140	175
Total général (environ)	18,5	19,3	18,9	355	390	450	570	590	610	650	725

(1) Les dépenses relatives aux bâtiments, véhicules, etc., ont été grossièrement réparties avec l'entretien et le renouvellement.

Source: I. N. S. E. E.

b) *Répartition des dépenses.*

1° Répartition des dépenses (en pourcentage).

DÉSIGNATION	1937-1938	1938-1939	MOYENNE avant guerre	1948-1949	1949-1950	1950-1951	1951-1952	1952-1953	1953-1954	1954-1955	1955-1956
Matières	46	46	46	41	46	44	46	46	46	»	44
Travaux et services	35	38	37	35	33	36	33	34	33	»	32
Renouvellement (bâtiments et capital d'exploitation)	19	16	17	24	21	20	21	20	19	21	24

On ne note pas de changement important par rapport à l'avant-guerre dans la répartition des dépenses de l'agriculture, abstraction faite des campagnes 1945-1946 à 1947-1948, période de pénurie des produits industriels nécessaires à l'agriculture.

Source: I. N. S. E. E.

2° Proportions des principaux postes dans le total des dépenses (en pourcentage).

DÉSIGNATION	1937-1938	1938-1939	MOYENNE avant guerre	1948-1949	1949-1950	1950-1951	1951-1952	1952-1953	1953-1954	1954-1955	1955-1956
Alimentation du bétail	22	20	21	11	14	13	14	14	11,5	»	12,5
Engrais	15	16	15	16	15	16	16	15	18	19	20
Carburants	2	2	2	5	8	6	5	5	5,5	»	»
Machines agricoles et tracteurs	10	8	9	17	14	13	14	14	14,5	14,5	»

Source: I. N. S. E. E.

VI. — COMPTABILITE NATIONALE

1. Produit national.

(En milliards d'anciens francs courants,)

DÉSIGNATION	1938	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958 (1)	1960 (1)
Production nationale.....	»	7.710	8.810	10.810	12.800	13.300	14.030	15.180	16.490	18.430	20.990	22.761
Services rendus par les salariés des ménages et administrations privées.....	»	120	120	160	190	200	220	230	260	290	320	»
Services rendus par les salariés des administrations....	»	730	900	1.110	1.320	1.390	1.480	1.550	1.770	1.960	2.210	»
Autres éléments du produit national	»	40	40	30	30	40	60	60	70	60	50	»
= Produit national brut au prix du marché.....	444	8.600	9.850	12.110	14.340	14.930	15.790	17.020	18.590	20.740	23.570	25.790
— Amortissements.....	— 47	— 880	— 950	— 1.240	— 1.470	— 1.480	— 1.510	— 1.540	— 1.650	— 1.800	— 2.020	— 2.250
= Produit national net au prix du marché.....	397	7.720	8.900	10.870	12.870	13.450	14.280	15.480	16.940	18.940	21.550	23.540
— Impôts indirects nets de subventions	— 41	— 1.090	— 1.380	— 1.800	— 2.170	— 2.260	— 2.430	— 2.510	— 2.710	— 3.100	— 3.640	— 3.950
= Produit national net au coût des facteurs ou revenu national.....	356	6.630	7.520	9.070	10.700	11.190	11.850	12.970	14.230	15.840	17.910	19.590

(1) Chiffres provisoires.

Source : Ministère des finances.

2. Produit national.

(En francs constants.)

DÉSIGNATION	AUX PRIX DE 1954										
	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957 (1)	1958 (1)	1960 (1)
Production nationale.....	11.170	12.070	12.510	12.770	13.320	14.030	14.970	15.620	16.600	16.660	17.210
Services rendus par les salariés des ménages et des administrations..	210	210	210	210	220	230	230	230	260	260	»
Services rendus par les salariés des administrations	1.330	1.310	1.380	1.460	1.450	1.480	1.470	1.660	1.770	1.830	»
Autres éléments du produit national.	30	20	30	30	40	60	70	80	60	60	»
= Produit national brut aux prix du marché.....	12.740	13.670	14.130	14.470	15.030	15.790	16.740	17.610	16.690	19.110	19.450

(1) Chiffres provisoires.

Source : Ministère des finances.

3. Revenu national et revenu disponible.

(En milliards de francs constants.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958 (1)	1959 (1)
Rémunération des salariés..	184	3.580	4.010	5.090	6.110	6.080	6.930	7.510	8.440	9.420	10.690	11.880
Revenus nets de la propriété et de l'entreprise allant aux ménages	(2) 170	2.710	3.130	3.550	4.080	4.160	4.300	4.070	5.020	5.430	6.130	6.490
Revenus nets de la propriété et de l'entreprise allant aux sociétés	(2) 14	360	410	460	550	670	650	810	810	1.110	1.230	1.350
Revenus nets de la propriété et de l'entreprise allant aux administrations	(3) 12	— 40	— 50	— 40	— 80	— 50	— 70	— 70	— 100	— 180	— 200	— 200
Transferts divers.....	»	20	20	30	30	30	40	50	60	60	60	70
Revenu national net...	356	6.630	7.520	9.070	10.700	11.190	11.850	12.970	14.230	15.840	17.910	19.590
Impôts directs.....	»	— 410	— 540	— 600	— 670	— 810	— 790	— 810	— 990	— 1.190	— 1.550	»
Revenu national net disponible après impôts.....	»	= 6.220	= 6.980	= 8.470	= 10.030	= 10.380	= 11.060	= 12.160	= 13.240	= 14.650	= 16.360	»
+ Impôts allant aux administrations	»	+ 1.500	+ 1.920	+ 2.400	+ 2.840	+ 3.070	+ 3.220	+ 3.320	+ 3.700	4.290	5.190	»
± Solde de transferts et prêts du reste du monde.....	»	+ 150	+ 40	+ 180	+ 230	+ 90	— 20	— 90	+ 390	420	220	»
Disponibilités nationales nettes ou dépense nationale brute	»	= 7.870	= 8.940	= 11.050	= 13.100	= 13.540	= 14.260	= 15.390	= 17.330	19.360	21.770	»
+ Amortissements.....	»	+ 880	+ 950	+ 1.240	+ 1.470	+ 1.480	+ 1.510	+ 1.540	+ 1.650	1.800	2.020	»
Disponibilités nationales brutes ou dépense nationale brute	»	= 8.750	= 9.890	= 12.290	= 14.570	= 15.020	= 15.770	= 16.930	= 18.980	21.160	23.790	»

(1) Chiffres provisoires. — (2) Après payement des impôts directs sur les entreprises. — (3) Y compris les impôts directs versés par les entreprises.

Source: Commission des comptes de la nation.

4. Dépense nationale.

(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958 (1)
a) *En francs courants.*											
Consommation des ménages.....	328	5.960	6.760	8.390	9.730	10.180	11.700	11.460	12.690	13.990	15.730
+ Consommation des administrations publiques	58	1.110	1.340	1.720	2.240	2.350	2.370	2.370	2.730	3.040	3.290
+ Formation brute de capital.....	59	1.680	1.790	2.180	2.600	2.490	2.700	3.100	3.560	4.130	4.770
= Dépense nationale brute.....	445	8.750	8.890	12.290	14.570	15.020	15.770	16.930	18.980	21.160	23.790
± Cessions nettes des biens et services au reste du monde.....	— 1	— 150	— 40	— 180	— 230	— 90	+ 20	+ 90	— 390	— 420	— 220
= Produit national brut aux prix du marché.....	= 445	= 8.600	= 9.850	= 12.110	= 14.340	= 14.930	= 15.790	= 17.020	= 18.590	= 20.740	= 23.570
b) *En francs constants.*											
Au prix de 1954.											
Consommation des ménages.....	8.320	8.560	9.140	9.510	9.770	10.300	10.700	11.320	12.040	12.080	12.660
± Consommation des administrations publiques	1.370	1.930	2.030	2.100	2.380	2.400	2.370	2.300	2.690	2.760	2.740
+ Formation brute de capital.....	1.470	2.570	2.580	2.560	2.570	2.480	2.700	3.060	3.360	3.630	3.900
= Dépense nationale brute.....	11.160	13.060	13.750	14.170	14.720	15.180	15.770	16.680	17.990	19.070	19.300

(1) Chiffres provisoires.

Source: Ministère des finances.

5. Evolution du revenu national de 1901 à 1953.

M. A. Sauvy a présenté, dans son rapport au Conseil économique de mars 1951, une évaluation en francs constants 1938 des chiffres du revenu national estimés par les années 1901 à 1913.

« Pour les années 1938 et 1948 à 1952, ont été utilisés les chiffres du produit national net malgré les critiques que soulèvent ces chiffres. Pour les années 1921 à 1947, les chiffres calculés par le commissariat au plan, il s'agit cette fois de la production nette au coût des facteurs, il aurait mieux valu suivre la même série qu'après 1949, les éléments n'en ont pas été retrouvés. Les chiffres ont été raccordés en tout cas de façon à assurer une bonne comparabilité. Mais il est possible que de 1921 à 1938, une légère distorsion ait résulté de la non-identité des définitions.

« Enfin pour 1901 à 1913, il s'agit de calculs personnels correspondant à la notion de production brute. Le raccord a été fait d'après les données directes de 1913 à 1938.

« Telle qu'elle est, la série n'est donc pas absolument homogène. Elle donne cependant une idée du développement de la richesse française depuis le début du siècle. »

Evolution du revenu national de 1901 à 1953.

ANNÉES	EN milliards de francs 1936.	BASE 100 en 1913.	BASE 100 en 1929.	BASE 100 en 1938.	REVENU par tête (en milliers de francs 1938).	ANNÉES	EN milliards de francs 1936.	BASE 100 en 1913.	BASE 100 en 1929.	BASE 100 en 1938.	REVENU par tête (en milliers de francs 1938).
1901.....	242	73	»	»	5,5	1931.....	428	130,5	91,5	»	10.2
1902.....	240	73,1	»	»	5,8	1932.....	398	121,3	87,8	»	9,5
1903.....	247	75,3	»	»	6	1933.....	400	121,9	88,2	»	9,5
1904.....	267	81,4	»	»	6,5	1934.....	392	119,5	86,5	»	9,3
1905.....	264	80,5	»	»	6,4	1935.....	375	114,3	82,7	»	8,9
1906.....	270	82,3	»	»	6,5	1936.....	371	113,1	81,8	»	8,8
1907.....	277	84,5	»	»	6,7	1937.....	384	117	85	»	9,1
1908.....	279	85,1	»	»	6,7	1938.....	380	115,8	83,9	100	9
1909.....	288	87,8	»	»	6,9	1939.....	407	124,1	89,8	107	9,7
1910.....	288	87,8	»	»	6,9	1940.....	336	102,4	74,2	88,4	8,2
1911.....	300	91,5	»	»	7,2	1941.....	266	81	58,7	70	6,7
1912.....	328	100	»	»	7,8	1942.....	238	72,6	52,5	62,6	6
1913.....	328	100	»	»	7,8	1943.....	226	68,9	49,9	59,5	5,8
1920.....	270	82,3	»	»	6,9	1944.....	191	58,2	42,1	50,3	4,9
1921.....	250	76,2	»	»	6,3	1945.....	207	63,1	45,7	54,4	5,2
1922.....	304	92,7	»	»	7,7	1946.....	315	96	69,5	82,9	7,8
1923.....	329	100,3	»	»	8,2	1947.....	341	104	75,2	89,7	8,4
1924.....	381	116,1	»	»	9,4	1948.....	366	111,6	80,7	96,2	8,8
1925.....	384	117,1	»	»	9,5	1949.....	414	126,2	91,4	109	9,9
1926.....	401	122,2	»	»	9,8	1950.....	447	136,2	98,7	117,6	10,6
1927.....	387	118	»	»	9,4	1951.....	462	140,8	102	121,6	10,9
1928.....	410	125	»	»	9,9	1952.....	470	143,3	103,8	123,7	11
1929.....	453	138,1	100	»	10,9	1953.....	475	144,8	104,8	125	11,1
1930.....	447	136,3	98,7	»	10,7						

Source : C. E., rapport M. A. Sauvy, mars 1953.

VII. — CONSOMMATION

1. Evolution de la consommation des ménages.

a) *Depuis* 1956.

DÉSIGNATION	1956	1957		1958	1959	1960	
	Millions de nouveaux francs courants.	Millions de nouveaux francs courants.	Millions de nouveaux francs prix 1956.	Millions de nouveaux francs courants.	Millions de nouveaux francs courants.	Millions de nouveaux francs courants.	Millions de nouveaux francs prix 1959.
0. Produits agricoles	12.810	13.010	13.090	»	»	»	»
1. Produits des industries alimentaires	36.760	39.140	38.030	»	»	»	»
2. Energie	5.620	6.110	5.630	»	»	»	»
3. Produits des industries des métaux	7.960	8.990	8.690	»	»	»	»
4. Produits des industries chimiques	4.550	5.020	5.050	»	»	»	»
5. Textiles et cuirs	17.640	19.720	18.890	»	»	»	»
6. Produits des industries diverses	9.750	11.220	10.730	»	»	»	»
7. Bâtiment et travaux publics	1.070	1.280	1.160	»	»	»	»
8. Transports et télécommunications	3.240	3.560	3.460	»	»	»	»
9. Services	22.110	24.430	23.450	»	»	»	»
Totaux	121.510	132.480	128.180	151.250	160.510	173.370	166.860

Source: Projet de loi de finances 1960-1961.

b) *De* 1958 *à* 1960.

	VALEUR EN 1958	VARIATION EN VOLUME de 1958 à 1959.	VARIATION EN VOLUME de 1959 à 1960.
	Milliards de nouveaux francs.	Pourcentage.	Pourcentage.
Alimentation	60,75	+ 0,5	+ 3
Habillement	19,15	— 1	+ 3,5
Habitation	22,95	+ 1	+ 4,5
Hygiène et soins	11,50	+ 5	+ 7
Transports et communications	11,50	— 1	+ 6
Culture et loisirs	10,95	0	+ 6
Hotels, cafés, restaurants et divers	14,45	— 0,5	+ 3
Total	151,25	+ 0,5	+ 4,5

Source: Projet de loi de finances pour 1961.

2. Consommation des administrations.

(En millions de nouveaux francs.)

DÉSIGNATION	DÉPENSES MILITAIRES			DÉPENSES CIVILES			TOTAL		
	1955	1956	1957	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Bâtiments et travaux publics	350	450	460	1.430	1.520	1.980	»	»	»
Produits des industries des métaux	3.090	4.040	(1) 4.780	220	260	260	»	»	»
Autres produits	1.050	1.320	1.610	1.550	1.730	1.610	»	»	»
Totaux (2)	4.490	5.810	6.850	3.200	3.510	3.850	10.510	12.220	12.900

(1) Sur les 74 milliards d'augmentation de ce poste de 1956 à 1957, 43 apparaissent dans les mouvements divergents du solde du compte des fabrications d'armement (créditeur de 13 en 1956, débiteur de 30 en 1957).

(2) Total en 1958: 1.051 milliards de francs courants. — Total en 1959: 2.222 milliards de francs courants; 1.141 milliards de francs, prix 1958.

Source: Projet de loi de finances pour 1958 (rapport économique).

3. Consommation territoriale, aux prix de 1954.
(En milliards de francs.)

DESIGNATION	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
1. Alimentation et boissons:									
11. Produits à base de céréales	479	511	507	529	538	537	559	570	565
12. Légumes	504	495	480	493	496	518	514	518	532
13. Fruits	274	289	313	319	300	330	292	327	352
14. Viandes, volailles, œufs, poissons	1.206	1.236	1.333	1.438	1.511	1.593	1.655	1.688	1.691
15. Lait, fromages	361	379	369	379	400	413	418	430	448
16. Corps gras	364	384	375	415	437	449	471	491	497
17. Produits à base de sucre et de cacao	171	183	187	209	225	233	263	280	276
18. Produits alimentaires divers	44	45	47	50	50	51	56	55	56
19. Boissons	750	816	835	848	855	883	914	941	888
Total Alimentation et boissons	4.153	4.338	4.436	4.680	4.812	5.007	5.142	5.300	5.325
2. Habillement	1.212	1.325	1.334	1.386	1.426	1.526	1.643	1.770	1.712
3. Habitation	1.328	1.424	1.454	1.490	1.574	1.707	1.851	2.005	1.988
4. Hygiène et soins	500	540	586	642	683	721	814	887	917
5. Transports et communications	539	624	678	687	746	824	881	903	944
6. Culture, loisirs, distractions	606	641	645	671	688	745	811	883	906
7. Hôtels, cafés, restaurants	312	350	370	383	384	403	412	423	421
8. Consommations diverses	188	201	212	222	230	245	264	279	262
Total Consommations non alimentaires	4.685	5.105	5.279	5.481	5.731	6.171	6.676	7.150	7.150
Consommation territoriale totale	8.838	9.443	9.725	10.161	10.543	11.178	11.878	12.450	12.475

Source: C. R. E. D. O. C.

4. Consommation territoriale, aux prix de 1954.
(Répartition en pourcentage.)

DESIGNATION	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
1. Alimentation et boissons:									
11. Produits à base de céréales	5,4	5,4	5,2	5,2	5,1	4,8	4,7	4,6	4,5
12. Légumes	5,7	5,2	4,9	4,9	4,7	4,6	4,4	4,2	4,4
13. Fruits	3,1	3,1	3,2	3,1	2,9	3	2,5	2,6	2,8
14. Viandes, volailles, œufs, poissons	13,7	13,1	13,7	14,2	14,3	14,2	14	13,6	13,6
15. Lait, fromages	4,1	4	3,8	3,7	3,8	3,7	3,5	3,5	3,6
16. Corps gras	4,1	4,1	3,9	4,1	4,1	4	4	3,9	4
17. Produits à base de sucre et de cacao	1,9	1,9	1,9	2	2,1	2,1	2,2	2,2	2,2
18. Produits alimentaires divers	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,5
19. Boissons	8,5	8,6	8,6	8,4	8,1	7,9	7,7	7,6	7,1
Total Alimentation et boissons	47	45,9	45,7	46,1	45,6	44,8	43,5	42,6	42,7
2. Habillement	13,7	14,1	13,7	13,6	13,5	13,6	13,9	14,2	13,7
3. Habitation	15	15,1	15	14,7	14,9	15,3	15,7	16,6	15,9
4. Hygiène et soins	5,7	5,7	6	6,3	6,5	6,5	6,9	7,1	7,3
5. Transports et communications	6,1	6,6	7	6,7	7,1	7,4	7,5	7,3	7,6
6. Culture, loisirs, distractions	6,9	6,8	6,6	6,6	6,5	6,6	6,9	7,1	7,3
7. Hôtels, cafés, restaurants	3,5	3,7	3,8	3,8	3,7	3,6	3,5	3,4	3,4
8. Consommations diverses	2,1	2,1	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,1
Total Consommations non alimentaires	53	54,1	54,3	53,9	54,4	55,2	56,5	57,4	57,3
Consommation territoriale totale	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source: C. R. E. D. O. C.

B. — DONNEES ETRANGERES COMPARATIVES

CADRE DE PRESENTATION

N. B. — Les chiffres entre parenthèses ont un caractère provisoire.

Pages.

1° *Population:*

a) Taux de natalité et de mortalité dans quelques pays. 272
b) Estimation de la population totale pour quelques pays 272

2° *Production:*

a) Résultats agricoles..... 273
b) Production industrielle..... 277

3° *Activité de la main-d'œuvre:*

a) Indice de l'emploi..... 282
b) Durée hebdomadaire du travail..... 282
c) Chômage 283

4° *Commerce extérieur:*

a) Indices du quantum..... 283
b) Indices de valeur unitaire..... 283
c) Pourcentage de couverture des importations par les exportations 284
d) Balance des paiements..... 284

5° *Transports:*

a) Transports ferroviaires..... 285
b) Flotte marchande mondiale..... 285
c) Tonnage marchand en construction dans le monde au 1er juillet 1959..... 285
d) Flotte pétrolière mondiale aux 1er juillet 1958 et 1er janvier 1959..... 285
e) Transports aériens..... 285
f) Parc automobile..... 286

6° *Prix et coût de la vie:*

a) Indices des prix de gros..... 286
b) Indices du coût de la vie..... 286
c) Prix agricoles et prix généraux..... 286
d) Indices des matières premières..... 287
e) Rapport prix reçus/prix payés par les agriculteurs ... 287

Pages.

7° *Salaires et revenus:*

Gains dans les industries manufacturières..... 287

8° *Consommation:*

a) Répartition des dépenses de consommation privée dans quelques pays..... 288
b) Laine (consommation mondiale)..... 289
c) Coton (consommation mondiale)..... 289
d) Acier (consommation apparente)..... 289
e) Consommation d'énergie par habitant..... 289
f) Consommation de produits pétroliers..... 289
g) Sucre centrifugé, consommation par habitant, par région, 1957-1958 et éléments de comparaison..... 289

9° *Commerce intérieur*..... 290

10° *Données monétaires et financières:*

a) Cours des changes..... 290
b) Réserves or-devises..... 291
c) Cours des actions industrielles..... 291
d) Comptes budgétaires et dette publique dans quelques pays 292

11° *Revenu national:*

a) Estimation du revenu national de 1948 à 1958..... 292
b) Répartition du revenu national..... 293
c) Origine par branche d'activité du produit intérieur brut 294
d) Dépense imputée au produit intérieur brut..... 295
e) Formation brute de capital intérieur..... 297

12° *Logement et construction:*

a) Evolution de la construction de logements dans quelques pays..... 298
b) Indices des prix de gros des matériaux de construction 298

1° POPULATION

a) Taux de natalité et de mortalité dans quelques pays. (P. 1.000.)

PAYS	1938		1954		1958		1959	
	N	M	N	M	N	M	N	M
Allemagne occidentale	19,7	11,4	16,1	10,6	17	10,8	17,6	10,8
Australie	17,5	9,6	22,5	9,1	22,6	8,5	22,6	8,9
Autriche	13,9	14	14,9	12,1	17,1	12,2	17,6	12,5
Belgique	16	13,2	16,8	11,9	17,1	11,7	17,3	11,9
Canada	20,7	9,7	28,5	8,2	27,6	7,9	27,9	8,1
Espagne	20,1	19,3	20	9,1	21,9	8,7	21,8	9
France	14,9	15,8	19,8	12,1	18,1	11,2	»	»
Italie	(1) 23,8	14,1	18,2	9,2	17,9	9,4	18,4	9,3
Pays-Bas	20,5	8,5	21,6	7,5	21,1	7,5	21,3	7,1
Royaume-Uni	15,5	11,8	15,6	11,4	16,8	11,7	16,9	11,6
Suède	14,9	11,5	14,6	9,6	14,2	9,6	14,1	9,5
U. S. A.	17,6	10,6	24,9	9,2	24,3	9,5	24,1	9,4

(1) Territoire d'avant guerre.

Source: O. N. U.

b) Estimation de la population totale pour quelques pays.

(En millions.)

PAYS	ANNÉES				
	1938	1946	1949	1958	1959
Allemagne occidentale	(1)	43,93	47,1	52,1	52,8
Allemagne orientale	(1)	16,89	17,68	16,2	»
Argentine	13,72	15,65	16,74	20,25	20,61
Australie	6,90	7,46	7,90	9,85	10,1
Autriche	6,76	7	6,94	7,02	»
Belgique	8,37	8,36	8,61	9,05	»
Brésil	39,48	47,31	50,77	62,72	64,22
Bulgarie	6,25	7	7,21	7,73	7,79
Canada	11,45	12,62	13,45	17,05	17,4
Chili	4,91	5,64	5,96	7,3	7,5
Chine	(2)	»	(2) 536,4	669	»
Egypte	16,29	18,79	19,88	24,8	»
Espagne	25,28	27,01	27,65	29,7	29,9
Grèce	7,12	»	7,48	8,2	»
France	41,10	40,28	41,40	44,6	45
Hongrie	9,17	9,04	9,25	9,86	9,92
Inde	307,69	340,80	353,83	397,5	402,5
Indonésie	68,41	»	74,80	86,9	89,6
Iran	»	17,41	18,46	19,68	20,2
Italie	42,98	45,29	46,31	48,73	49,5
Japon	70,53	75,80	81,3	91,76	92,74
Mexique	19,07	23,18	25,13	32,35	33,30
Pakistan	(6)	»	74,25	85,63	86,82
Pays-Bas	8,68	9,42	9,96	11,2	11,3
Pologne	»	23,96	24,41	28,8	»
Portugal	7,50	8,12	8,33	9	9,05
Roumanie	15,75	15,8	16,05	18,06	»
Suède	6,30	6,72	6,95	7,41	7,45
Suisse	4,19	4,41	4,64	5,18	5,23
Thaïlande	14,75	17,04	18,14	21,47	21,9
Turquie	(3) 17,02	19,20	20,48	26,2	26,9
Royaume-Uni	47,49	49,22	50,56	51,68	52
U. R. S. S.	(4)	»	»	»	208,8
U. S. A.	129,97	141,39	149,18	174,8	177,7
Yougoslavie	15,38	»	16,13	18,2	18,4
Monde	2.560	2.603	2.647	(5) 2.852	»

N. B. — On a retenu les principaux pays dont la population était dans l'ensemble égale à au moins 5 millions d'habitants.

(1) Population totale de l'ensemble de l'Allemagne en 1939: 59.657 millions d'habitants.
(2) Population de la Chine en 1937: 452,5 millions d'habitants, et en 1948: 456,8.
(3) Estimation au 1er octobre 1937-1938: non compris le Hatay (environ 204.000 habitants au moment du transfert).
(4) Population de l'U. R. S. S. en 1939: 170,5 millions d'habitants.
(5) Estimations pour les années précédentes non ajustées aux informations plus récentes.

Source: O. N. U.

2°. PRODUCTION

a) Résultats agricoles.

1. Indices de la production agricole par région

a) *Production alimentaire.* (1952-1953, 1956-1957 = 100.)

RÉGIONS	AVANT GUERRE	1948-1949 1952-1953	1955-1956	1957-1958	1958-1959 (1)
Europe occidentale	83	87	102	107	108
Amérique du Nord	66	91	104	104	110
Amérique latine	70	89	101	110	112
Extrême-Orient (Chine exclue)	85	87	103	105	107
Proche-Orient	72	84	101	111	110
Afrique	72	88	101	101	104
Océanie	83	93	104	96	111
Ensemble des régions	»	88	102	108	113

(1) Chiffres provisoires.

b) *Production agricole totale.* (1952-1953, 1956-1957 = 100.)

RÉGIONS	AVANT GUERRE	1948-1949 1952-1953	1955-1956	1957-1958	1958-1959 (1)
Europe occidentale	83	87	102	107	108
Amérique du Nord	68	92	101	101	107
Amérique latine	73	89	103	111	114
Extrême-Orient (Chine exclue)	86	87	103	105	108
Proche-Orient	72	84	101	110	112
Afrique	70	87	101	103	106
Océanie	78	90	104	100	110
Ensemble des régions	»	88	103	107	112

(1) Chiffres provisoires.

c) *Production alimentaire par personne.* (1952-1953, 1956-1957 = 100.)

RÉGIONS	AVANT GUERRE	1948-1949 1952-1953	1955-1956	1957-1958	1958-1959 (1)
Europe occidentale	93	89	101	104	105
Amérique du Nord	85	98	99	99	102
Amérique latine	104	97	99	103	102
Extrême-Orient (Chine exclue)	108	92	102	100	101
Proche-Orient	94	89	99	104	102
Afrique	95	96	99	96	97
Océanie	110	102	102	90	102
Ensemble des régions	»	94	101	103	106

(1) Chiffres provisoires.

d) *Production agricole totale par personne.* (1952-1953, 1956-1957 = 100.)

RÉGIONS	AVANT GUERRE	1948-1949 1952-1953	1955-1956	1957-1958	1958-1959 (1)
Europe occidentale	93	89	102	104	105
Amérique du Nord	87	99	99	96	99
Amérique latine	109	98	100	103	103
Extrême-Orient (Chine exclue)	111	92	102	100	101
Proche-Orient	94	90	99	104	104
Afrique	92	94	99	98	99
Océanie	104	99	102	94	101
Ensemble des régions	»	94	101	102	105

(1) Chiffres provisoires.

2. Indices de la production agricole pour quelques pays

(1952-1953, 1956-1957 = 100.)

PAYS	1952-1953	1955-1956	1957-1958	1958-1959
Allemagne occidentale	95	100	105	(109)
Australie	98	104	95	(120)
Autriche	91	103	110	(121)
Belgique-Luxembourg	94	107	106	(112)
Canada	111	99	91	(96)
Danemark	99	97	110	(110)
Espagne	101	98	109	(110)
France	91	104	103	(105)
Italie	91	105	102	(114)
Pays-Bas	99	103	105	(110)
Royaume-Uni	96	99	108	(105)
Suède	104	91	100	(94)
Suisse	100	99	101	113
U. S. A.	98	101	103	112

Source: O. N. U.

3. Céréales

a) *Blé.*

(1.000 tonnes.)

PAYS	1934-1938	1949	1954	1957	1958	1959
Allemagne occidentale	2.505	2.471	2.983	3.843	3.693	4.495
Australie	4.200	5.939	4.589	2.655	5.854	5.307
Autriche	417	350	452	574	549	588
Belgique	450	596	589	766	797	793
Canada	7.170	9.999	8.407	10.492	10.117	11.254
Espagne	4.364	2.580	4.798	4.911	4.550	4.644
France	8.143	8.082	10.566	11.082	11.544	10.643
Italie	7.254	7.020	7.283	8.478	9.815	8.466
Pays-Bas	430	425	397	393	402	494
Royaume-Uni	1.743	2.239	2.828	2.726	2.755	2.831
Suède	696	698	1.021	711	598	835
U. S. A.	19.476	31.262	26.778	25.873	39.782	30.704
U. R. S. S.	38.090	»	»	58.113	76.568	68.600
Europe	42.300	»	45.980	53.820	50.930	56.340
Monde (U. R. S. S. exclue)	128.600	139.200	152.200	163.200	179.800	180.300

Source: O. N. U. (F. A. O.).

b) *Avoine.*

Production (1.000 tonnes).

PAYS	1948-1952	1954	1957	1958	1959
Allemagne occidentale	2.500	2.473	2.228	2.149	2.020
Australie	560	596	570	577	699
Autriche	275	334	340	333	311
Belgique	483	452	454	443	426
Canada	6.328	4.731	5.870	6.183	6.445
Espagne	519	526	535	519	524
France	3.393	3.574	2.579	2.637	2.815
Italie	495	546	582	568	541
Pays-Bas	419	465	505	446	319
Royaume-Uni	2.852	2.479	2.179	2.172	2.222
Suède	804	863	847	894	792
U. S. A.	18.970	20.460	18.883	20.547	15.789
U. R. S. S.	»	»	»	13.407	»
Europe	19.970	19.440	18.560	18.150	17.700
Monde (U. R. S. S. exclue)	49.100	50.100	47.800	50.600	44.900

Source: O. N. U. (F. A. O.).

c) *Orge.*

Production (1.000 tonnes).

PAYS	1948-1952	1954	1957	1958	1959
Allemagne occidentale	1.397	1.920	2.504	2.414	2.834
Australie	531	667	691	1.428	703
Autriche	210	312	392	335	405
Belgique	244	247	296	318	399
Canada	4.282	3.821	4.703	5.329	4.911
Espagne	1.909	2.205	1.881	1.778	2.092
France	1.534	2.525	3.626	3.892	4.931
Italie	258	278	296	296	279
Pays-Bas	202	207	292	315	268
Royaume-Uni	2.060	2.280	3.004	3.221	4.103
Suède	231	361	557	659	667
U. S. A.	5.843	8.257	9.518	10.346	9.448
Europe	15.050	18.030	22.860	22.560	22.690
Monde (U. R. S. S. exclue)	52.500	67.200	69.100	72.000	73.700

Source: O. N. U. (F. A. O.).

d) *Maïs.*

(En millions de tonnes.)

PAYS	1934-1938 (moyenne)	1949	1954	1957	1958	1959
Argentine	7,9	8,4	2,5	4,8	4,9	4,2
Brésil	5,7	6,2	6,7	7,4	7,7	7,7
France	0,5	0,2	0,9	1,4	1,7	1,8
Italie	3	2,2	3	3,5	3,7	3,9
Roumanie	4	»	»	6,3	3,6	6,3
U. R. S. S.	4,6	»	»	7	16,7	»
U. S. A.	53,7	85,8	77,6	86,9	96,5	110,8
Yougoslavie	4,7	3,7	3	5,7	3,9	6,7
Europe	17,4	15,4	15,8	24	19,1	26,1
Monde (U. R. S. S. exclue)	110,4	137,8	149,3	171,7	184	206,9

Source: O. N. U. (F. A. O.).

e) *Riz.*

(En millions de tonnes.)

PAYS	1934-1938 (moyenne)	1949	1954	1957	1958	1959
Afrique	2,2	3,3	3,8	4,7	4	»
Chine (22 provinces)	(1) 50	44,5	70,8	86,8	113,7	»
Inde	34,2	34,7	37,3	37,9	45,3	44,3
Japon	11,5	(3) 12,2	11,4	14,3	15	15,6
Pakistan	(2) 11,1	12,4	12,8	12,9	12	14,9
U. S. A.	1	1,8	2,9	1,9	2	2,4
Europe	1,1	1,1	1,7	1,6	1,6	1,6
Monde (U. R. S. S. exclue)	151,2	151,2	189,4	211,8	250,5	265,1

(1) Moyenne 1931-1937.
(2) Moyenne 1936-1938.
(3) Iles Ryu-Kyû exclues.

Source: O. N. U. (F. A. O.).

4. POMMES DE TERRE

(En millions de tonnes.)

PAYS	1934-1938 (moyenne)	1949	1954	1957	1958	1959	PAYS	1934-1938 (moyenne)	1949	1954	1957	1958	1959
Allemagne occidentale.	19,6	20,9	26,8	26,3	22,7	22,7	Pays-Bas	2,7	4,6	4,1	3,7	3,6	3
Australie	0,3	0,5	0,5	0,6	0,5	0,6	Royaume-Uni	5	9,2	7,4	5,8	5,6	7
Autriche	2,8	2	2,8	4	3,5	3	Suède	1,8	1,7	1,4	1,5	1,4	1,4
Belgique	3,2	2	2,6	2	1,9	1,5	U. S. A.	10	11,2	9,9	10,9	12	11
Canada (1)	1,9	2,4	1,4	2	1,9	1,6	U. R. S. S.	74	»	»	87,8	86,5	86,5
Espagne	(3) 4,8	2,6	4	3,9	4,3	4,6	Europe	135	116	143,3	143	131,5	131,8
France (2)	17,2	11	17	15 1	13,7	12,9	Monde (U. R. S. S. exclue)	159	146	173	193,6	185,2	184,2
Italie	2,6	2,6	3,2	3,1	3,7	3,9							

(1) Terre-Neuve exclue. — (2) Production des jardins incluse. — (3) Moyenne 1931-1935.
Source: O. N. U. (F. A. O.).

5. MATIÈRES GRASSES

a) *Production mondiale de matières grasses utilisables pour l'alimentation, par catégorie.*

(En milliers de tonnes.)

PRODUITS	MOYENNE 1934-1938	MOYENNE 1948-1952	1954	1957	1958 (1)
Beurre (teneur en matière grasse)	3.704	3.334	3.762	4.063	4.266
Saindoux	3.030	3.311	3.636	4.025	4.116
Total des huiles végétales comestibles liquides (soja, arachide, colza, coton, olive, sésanne, tournesol, maïs)	7.075	8.930	10.508	12.118	12.290
Total des huiles à l'acide laurique (coco, palmiste, babassou)	1.851	2.102	2.443	2.587	2.396
Total des autres matières grasses comestibles et saponifiables (suif et graisses, huile de palme, huile de baleine)	2.698	3.560	4.259	4.715	4.649
Huiles de poisson et de phoque (2)	274	243	358	327	280
Total mondial (compris U. R. S. S.)	18.732	21.480	24.996	27.835	27.997

(1) Prévisions.
(2) Non compris l'huile de foie de poisson.

b) *Arachides.*

(En millions de tonnes.)

PAYS	1934-38 (moyenne)	1949	1954	1957	1958	1959
A. O. F.	(1) 0,71	0,85	0,79	1,4	1,2	»
Chine	(2) 2,74	2,98	2,83	2,6	2,8	2,3
Inde	(3) 3,19	3,43	3,88	4,51	4,89	4,72
U. S. A.	0,54	0,85	0,46	0,65	0,83	0,73
Monde (U. R. S. S. exclue)	8,9	10,3	10,6	13,6	14	13,2

(1) 1937.
(2) Moyenne 1931-1937.
(3) Moyenne 1936-1938.
Source: O. N. U. (F. A. O.).

6. PRODUITS LAITIERS

(Moyennes mensuelles.)

a) *Lait* (lait de vache) (millions de tonnes).

PAYS	1938	1949	1954	1957	1958	1959
Allemagne occidentale.	»	0,9	1,42	1,44	1,49	1,54
Australie (1)	0,45	0,46	0,46	0,53	0,49	0,53
Autriche	0,2	0,14	0,2	0,22	0,22	0,22
Canada	0,6	0,62	0,64	0,65	0,68	0,69
Pays-Bas	»	0,36	0,41	0,43	0,45	0,46
Royaume-Uni	0,49	0,66	0,77	0,86	0,84	0,81
Suède	0,25	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
U. S. A.	4	4,3	4,6	4,8	4,7	4,7

(1) Chiffres annuels: 12 mois finissant le 30 juin de l'année indiquée.
Source: O. N. U. (F. A. O.).

b) *Beurre* (laitier) (1.000 tonnes). (Moyennes mensuelles.)

PAYS	1938	1949	1954	1957	1958	1959
Allemagne occidentale.	»	19,7	25,3	26	30	31,3
Australie (1)	14	13,6	13,2	16,1	14,6	16,2
Autriche	(2) 2,2	2,1	1,9	2,6	2,6	2,5
Canada	9,3	10,6	11,9	11,5	12,7	12,3
Danemark	15,3	13	15,1	14,5	13,1	14
Nouvelle-Zélande (1)	15	14	15,3	16,8	18,2	18,5
Pays-Bas	8,4	7	6,8	6,4	7,6	6,7
Royaume-Uni	1,6	0,9	1,9	2,8	2,5	1,2
Suède	6,1	8,2	7,7	7,3	7,2	6,5
U. S. A.	61,4	53,4	54,8	53,5	52,5	50,2

(1) Moyenne pour une période de 12 mois finissant le 30 juin.
(2) 1934-1938.
Source: O. N. U. (F. A. O.).

c) *Fromages* (1.000 tonnes). (Moyennes mensuelles).

PAYS	1938	1949	1954	1957	1958	1959
Allemagne occidentale.	»	12,5	13	12,9	12	12,9
Australie (1)	(2) 1,7	3,65	4,15	3,8	3	3,6
Canada	4,9	4,3	3,2	3	3,5	4,1
Danemark	(2) 2,6	5,3	6,8	8,2	8,9	9,5
Nouvelle-Zélande	(2) 7,7	8,4	8,8	8	8,2	7,2
Pay-Bas	10,4	11,7	12,3	13,5	14,7	15,9
Royaume-Uni	3,2	2,8	6,9	9,6	8,1	7,4
Suède	3	5,5	4,6	4,3	4,3	4,4
Suisse	4,4	4,5	4,2	4,9	4,8	5,1
U. S. A.	24,5	45,3	52,3	53,2	53,7	52,1

(1) Moyenne pour une période de 12 mois finissant le 30 juin.
(2) Moyenne 1934-1938.
Source: O. N. U. (F. A. O.).

7. INDICATIONS SUR LE CHEPTEL MONDIAL

Effectifs.
(Millions de têtes.)

PAYS	1939 (1)				1956-1957				1957-1958				1958-1959			
	Bovins.	Porcs.	Ovins.	Chevaux	Bovins.	Porcs.	Ovins.	Chevaux	Bovins.	Porcs.	Ovins.	Chevaux	Bovins.	Porcs.	Ovins.	Chevaux
Allemagne occidentale.	12,2	5,7	1,8	2,4	11,8	14,4	1,15	1	12	15,4	1,13	1	12,1	14,6	1,11	1
Australie (2)	12,8	1,15	111	1,7	17,2	1,3	149,8	0,7	16,9	1,4	149,3	0,7	16,2	1,3	152,7	0,7
Argentine	33	4	44	8,3	44,2	3,5	(3)45,9	5,4	40,7	3,1	47	(3) 4,8	»	»	»	»
Brésil	40,7	21,7	10,7	6,6	66,7	41,4	18,9	7,9	69,5	44,2	20,2	8,1	71,4	45,3	19,9	8,1
Canada (fermes)	8,2	4,8	2,7	2,8	10,4	4,6	1,1	0,7	10,3	5,2	1,1	0,7	10,1	7	1,1	0,6
France	15,6	7,1	9,9	2,7	17,7	7,7	8,4	2	18	8,1	8,6	2	18,5	8,5	8,7	1,9
Nouvelle-Zélande	4,5	»	32	»	5,8	0,6	42,4	0,1	5,9	0,6	46,3	0,1	»	»	46,9	»
Royaume-Uni	8,9	4,7	20,8	1,1	11	6	24,8	0,2	11	6,6	26	0,2	11,3	6	27,5	»
Turquie	9,3	»	25,2	0,96	11,5	»	28	1,2	12,1	»	29,2	1,3	12,5	»	30,8	1,3
U. R. S. S.	163	30	57	17,5	61,4	40,8	108,2	13	66,8	44,3	120,2	11,9	70,8	48,5	129,6	11,5
U. S. A. (fermes)	66	50	52	10,6	94,5	51,7	30,8	2,5	93,3	51	31,3	2,3	96,8	57,2	32,6	2,1
Europe (U. R. S. S. exclue)	102	79	126	»	107,8	98,5	130	14,4	108,3	100	130	14,3	110,8	101,6	134	13,9
Amérique du Nord et centrale	95	64	60	»	137,5	71,6	39	8,1	137,2	72	40	9,8	140,7	»	41	»
Amérique du Sud	106	30	97	»	152,7	53,2	119	17,8	151,4	55,4	121	17	153,5	»	»	»
Asie	227	85	130	»	275	113,5	194	13,8	275,2	115,9	197	13,9	281,4	»	»	6,4
Afrique	78	3	107	«	104,5	4,2	136	3	105,5	4,2	137	3	107,5	4,3	136	»
Océanie	18	2	143	»	23,5	2,3	192	1	23,3	2,4	195	1	23	»	199	»
Monde (U. R. S. S. exclue)	626	262	660	74	814,5	343,4	810	58	800,9	349,7	820	58,9	816,7	»	»	»

(1) Dernières estimations avant le 31 décembre 1939. — (2) Quelques Etats seulement. — (3) Juin.
Source: O. N. U. (F. A. O.).

8. PRODUCTION TOTALE DE VIANDE

(Milliers de tonnes.) (Moyennes mensuelles.)

PAYS	1948-1952	1954	1957	1958	1959
Argentine	96,2	98,4	126,9	118,4	91,5
Australie	85,3	97,6	107,5	111,3	127,1
Canada	51,4	57,6	66,2	69,1	76,3
Danemark	39,7	57,9	65	66,5	71,3
Allemagne occidentale	(1) 95,3	144	175	182	182
Italie	38,2	45,9	52,6	53,6	56,6
Royaume-Uni	85,6	137,4	139,6	143,1	141
Etats-Unis	764,3	900	965	922	983

(1) Moyenne de quatre années.
Source: O. N. U.

9. Café

Productions et exportations mondiales.

(En millions de sacs de 132,3 livres.)

PAYS	1956/57	1957/58	(*) 1958-59	1959/60 Modification par rapport à 1957/58.
				Pourcentage.
Brésil	979,3	1.409,3	1.680	+ 19,2
Autres pays de l'Amérique latine	882,1	962,4	917,2	— 4,7
Total Amérique latine	1.861,4	2.371,7	2.597,2	+ 9,5
Afrique	500,8	514,8	553,1	+ 7,4
Asie et Océanie	127,4	137,8	553,1	+ 4,3
Total mondial	2.482,6	3.024,3	3.294	+ 8,9

(*) Chiffres provisoires.

10. Moyens de production

Tracteurs agricoles (répartition par groupes continentaux) (1.000).

PAYS	1952	1953	1954	1955	1956
Amérique du Nord et Amérique centrale	4.550	4.710	4.898	5.121	5.257
Europe	1.265	1.430	1.733	2.009	2.341
Océanie	200	230	250	273	295
Afrique	125	140	154	169	182
Amérique du Sud	115	137	150	170	189
Asie (1)	50	65	73	83	96
Monde (2)	6.300	7.951	8.596	9.274	9.937

(1) Non compris la Chine continentale.
(2) Non compris l'U. R. S. S.
Source: F. A. O.

b) **Production industrielle.**

1. Indices de la production industrielle pour quelques pays (1)

(1953 = 100.)

PAYS	1948	1954	1958	1959
Allemagne occidentale	39	112	151	162
Autriche	54	114	150	156
Belgique	90	106	115	119
Canada	75	100	118	128
Espagne (2)	80	103	132	123
France	76	110	150	159
Italie	62	109	142	158
Japon	36	108	168	208
Pays-Bas	71	110	127	139
Royaume-Uni	83	108	114	122
U. S. A.	75	106	102	115
U. R. S. S.	45	114	172	191
Europe	68	110	»	»
Monde (U. R. S. S. incluse)	73	100	118	130

(1) Bâtiment exclu, sauf pour le Royaume-Uni.
(2) Mines seulement.
Source: O. N. U.

2. Production mondiale de matières premières et électricité (1)

(En volume.)

PRODUITS	UNITÉS	MONDE (U. S. A. compris.) (Moyennes trimestrielles.)				
		1938	1954	1957	1958	1959
Houille et lignite (2)	Millions de tonnes.	287	322	362	343	337
Pétrole brut	—	61	158	196	198	211
Electricité (8)	10^9 kWh.	106	306	392	409	448
Fonte (2) (3)	Millions de tonnes.	17	32	42	37	40
Acier (2) (4)	—	23	45	59	52	58
Cuivre (5)	Milliers de tonnes.	476	620	762	731	773
Plomb (5)	—	393	435	487	475	445
Zinc (5)	—	373	538	637	592	606
Etain (6)	—	41	47	40	31	28
Caoutchouc (7)	—	231	458	482	497	525
Ciment (2)	Millions de tonnes.	20	42	50	55	58

(1) Chacune des séries figurant au tableau exclut l'U. R. S. S. dont les données ne sont pas disponibles.
(2) Non compris la Chine. Y compris l'équivalent en houille de charbon brun et de lignite.
(3) Y compris les ferro-alliages.
(4) Lingots et moulages bruts.
(5) Production de fonderies.
(6) Contenu en métal du minerai d'étain ou des concentrés d'étain.
(7) Caoutchouc naturel.
(8) Non compris la Chine. Electricité hydraulique et thermique produite par les stations publiques et par les établissements produisant l'énergie pour leur propre usage.
Sources: O. N. U., I. N. S. E. E.

3. Charbon (houille)

(Moyennes mensuelles.) (Millions de tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954	1958	1959
Allemagne occidentale	11,4	8,6	10,7	11	10,5
Belgique	2,5	2,3	2,4	2,2	2
Canada	1	1,3	0,97	0,71	0,65
Espagne	0,5	0,9	1	1,2	1,1
France	3,9	4,3	4,5	4,8	4,8
Italie	(1) 0,1	0,9	0,9	0,6	0,6
Japon	4	3,2	3,6	4,1	3,9
Pays-Bas	1,1	1	1	1	1
Royaume-Uni (2)	19,2	18,2	19	18,3	17,4
Suède	0,036	0,026	0,022	0,027	0,022
U. S. A. (3)	29,8	36,3	31,6	32,4	32,4
U. R. S. S.	11,1	»	20,3	29,4	(3) 42,2

(1) Vénétie julienne incluse.
(2) Irlande du Nord exclue.
(3) Lignite incluse.
Source: O. N. U.

4. Electricité (1)

(Moyennes mensuelles.) (Millions de kilowatts-heure.)

PAYS	1938	1949	1954	1958	1959
Allemagne occidentale.	»	»	5.710	7.939	8.460
Autriche	158	350	643	920	1.013
Belgique	440	680	922	1.120	1.178
Canada	2.180	3.889	6.150	8.062	8.654
Espagne	229	469	873	1.362	1.366
France	1.548	2.380	3.798	5.133	5.331
Italie	1.295	1.732	2.964	3.791	3.967
Japon	2.723	3.006	5.006	7.119	7.972
Pays-Bas (3)	307	390	882	1.154	1.248
Royaume-Uni (2)	2.031	4.050	6.075	8.208	8.764
Suède (3)	680	1.337	1.996	2.530	2.688
U. S. A.	9.484	24.258	45.387	60.363	66.209
U. R. S. S.	3.300	»	12.558	19.417	22.000

(1) Centrales et autres productions en général.
(2) Irlande du Nord exclue.
(3) Importation plus production.
Source: O. N. U.

5. Pétrole

1° *Production de pétrole brut.*

(Moyennes mensuelles.) (1.000 tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954	1958	1959
Allemagne occidentale.	46	70	222	369	425
Arabie séoudite	6	1.995	3.906	4.178	4.503
Bahreïn	94	125	125	169	188
Canada	73	228	1.082	1.864	2.081
Colombie	248	349	461	541	618
France	6	4,8	42,4	115,6	135,1
Indonésie	616	494	898	1.342	1.518
Irak	358	339	2.552	2.972	3.463
Iran	863	2.270	292	3.354	3.731
Koweït	»	1.032	3.977	5.851	5.794
Mexique	459	652	997	1.129	1.163
Pérou	175	165	191	208	198
Qatar	»	8	398	685	666
U. S. A.	13.676	»	26.070	27.578	28.994
U. R. S. S.	2.520	»	4.940	9.434	10.800
Venezuela	2.292	5.751	8.432	11.589	12.328

Source: O. N. U.

2° *Production nette des raffineries.*

(En milliers de tonnes.) (Tous produits pétroliers.)

PAYS	1948	1954	1958	1959
Royaume-Uni	4.062	25.910	30.036	35.589
France	7.580	21.847	27.366	27.931
Italie	2.170	15.041	22.638	24.731
Pays-Bas	1.557	10.422	14.457	14.991
République fédérale (Sarre exclue)	646	7.857	13.782	19.666
Belgique	270	3.530	6.240	6.228
Suède	505	1.803	2.146	2.546
Autriche	338	1.293	1.765	1.817
Portugal	284	697	1.121	1.173
Canada	10.300	21.000	28.500	31.600
U. S. A.	264.500	330.500	362.200	381.600

Source: O. E. C. E.

6. Acier brut

(Moyennes mensuelles.) (1.000 tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954	1958	1959
Allemagne occidentale.	1.492	763	1.453	1.899	2.432
Belgique	190	321	414	501	541
Canada	98	241	242	330	448
France	518	763	886	1.218	1.268
Italie	194	171	351	523	563
Japon	539	259	646	1.010	1.386
Luxembourg	120	189	236	282	305
Royaume-Uni	880	1.317	1.568	1.657	1.709
Suède	82	114	155	203	237
U. S. A.	2.400	5.895	6.676	6.445	7.064
U. R. S. S.	1.500	1.942	3.453	4.573	5.000
Monde (U. R. S. S. et Chine exclues)	7.625	11.300	21.564	24.876	27.672

Source: O. N. U.

7. ALUMINIUM (1)

(Moyennes mensuelles.) (1.000 tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954
Allemagne occidentale (1re fusion)..	6,72	2,42	10,77
Autriche	(2) 0,37	1,23	4
Canada	5,4	28	42,2
France (1re fusion).....	3,78	4,51	10,02
Italie	2,15	2,14	4,79
Japon (1re fusion).....	1,20	1,77	4,43
Norvège	2,42	2,98	5,44
Royaume-Uni (1re fusion).....	1,95	2,57	2,67
Suisse	2,2	1,8	2,2
U. S. A. (1re fusion).....	10,8	45,6	110,4
Monde (U. R. S. S. et Chine exclues).	45	96	2.740

PAYS	1958	1959
Allemagne occidentale (1re fusion)..	11,40	12,60
Autriche	4,74	5,46
Canada	45,4	»
France (1re fusion).....	14,09	14,42
Italie	5,34	6,25
Japon (1re fusion).....	7,05	8,3
Norvège	10,13	12,07
Royaume-Uni (1re fusion).....	2,23	2,08
Suisse	2,6	2,9
U. S. A. (1re fusion).....	118,4	147,6
Monde (U. R. S. S. et Chine exclues).	2.890	»

(1) Aluminium (production des fonderies).
(2) 1937.

Source: O. N. U.

8. CUIVRE (1)

(Moyennes mensuelles.) (1.000 tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954	1958	1959
Allemagne occidentale (2) 1re fusion....	11,48	8,59	13,7	16,2	17,6
Belgique	»	»	12,8	12,9	15,5
Canada (2).....	17,2	17,3	19,2	24,9	27,6
Chili	28,1	29,3	28,2	36,6	42,7
Congo	10,33	11,78	18,8	19,8	23,3
France (3) 2e fusion..	0,52	0,41	0,80	0,41	12,9
Japon (2).....	»	3,21	5,39	8,62	»
Mexique	3,49	4,77	3,65	5,07	44,9
Rhodésie du Nord (4)..	18	21,9	32,1	31,7	8,1
Royaume-Uni (2).....	»	»	11,6	8,3	63,6
U. S. A.....	43,8	58,4	71,5	80,8	»
U. R. S. S.....	9,6	»	»	»	»
Monde (U. R. S. S. et Chine exclues)....	160	173	2.480	2.925	3.093

(1) Cuivre neuf (production de fonderie). — (2) Cuivre raffiné, 1re fusion. — (3) Récupération. — (4) Cuivre raffiné inclus.

Source: O. N. U.

9. CAOUTCHOUC NATUREL

(Moyennes mensuelles.) (1.000 tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954	1958	1959
Canada (1).....	»	3,95	7,33	11,43	8,52
Ceylan	4	8	8	8,5	7,8
Indochine (1) (3).....	5,10	3,64	6,61	8,77	»
Indonésie	27	36,6	63	56,5	61,1
Malaisie	30,4	57	49,7	56,2	59,1
Thaïlande (2).....	3,52	7,98	9,88	11,64	14,42
U. S. A. (1).....	»	33,3	52,7	89,3	116,8
Monde (caoutchouc naturel)	77	126	1.840	1.989	2.101

(1) Synthétique. — (2) Exportation nette. — (3) Cambodge et Viet-Nam.

Source: O. N. U.

10. LAINE

a) *Production totale de filés de laine.*

(Moyennes mensuelles.) (1.000 tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954	1958	1959
Allemagne occidentale.	3,94	5,42	8,77	8,86	9,39
Belgique	2,15	2,97	3,23	3,17	3,87
France (1).....	9,8	10,2	10,7	11,2	11,4
Japon (1)	4,48	1,37	6,38	7,73	9,66
Royaume-Uni (1) (2)...	21,4	20	20,4	18,7	20,6
U. S. A. (1).....	21,8	26	23,2	»	»

(1) Purs ou mélangés.
(2) 1937.

Source: O. N. U.

11. Coton

a) *Situation mondiale.*

(Millions de tonnes.)

	1956-1957	1957-1958 (1)	± POURCENTAGE 1957-1958 - 1956-1957.
Production:			
Etats-Unis	13,0	11,7	— 10
Reste du monde libre	15,9	16,7	+ 3
Autres pays	9,3	8,6	— 7
Total	38,2	36,7	— 4
Absorption	39,6	39,2	— 1
Variation des stocks	— 1,4	— 2,5	
Stocks de fin de campagne	22,2	19,7	— 11

(1) Provisoire

Source: Revue « Coton », novembre 1957; I. N. S. E. E.

b) *Production de filés de coton.*

(Moyennes mensuelles.) (1.000 tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954	1958	1959
Allemagne occidentale	22,2	19	30,8	32,7	33,2
Argentine	2	5,8	7	8,2	7,3
Belgique (1)	»	»	9,4	7,2	8,1
Canada	4,5	6,7	5,2	5	5,2
Espagne	»	5	4,4	6,3	6
France (1)	20,8	19	24,6	25,7	23,5
Inde	(2) 49,3	50,3	59	63,7	65
Italie	11,6	15,2	14,1	13,5	14,6
Japon	46,2	13,1	37,7	36,6	39,7
Pays-Bas (1)	4,3	4,7	5,7	5,8	5,9
Royaume-Uni (3)	(4) 39,7	»	31,8	23,9	»
U. R. S. S.	»	»	0,8	»	»

(1) Purs ou mélangés. — (2) Inde britannique et Etats indiens. — (3) A partir de 1953 production de l'Etat seulement. — (4) Production totale dont production de l'Etat: 70 p. 100.

Source: O. N. U.

12. Ciment

(Moyennes mensuelles.) (1.000 tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954	1958	1959
Allemagne occidentale (1)	711	705	1.302	1.616	1.904
Argentine	103	121	140	206	197
Autriche	54	91	135	180	201
Belgique	250	244	365	338	370
Brésil	51	107	206	»	»
Canada	73	241	299	477	475
Espagne	»	155	277	401	435
France	343	556	796	1.136	1.182
Inde	(2) 119	221	372	514	579
Italie	384	336	731	1.050	1.173
Japon	494	273	890	1.249	1.439
Royaume-Uni	653	780	1.013	988	1.066
U. S. A.	1.497	2.952	3.869	4.569	4.736
U. R. S. S. (1)	487	(3) 849	1.583	2.776	3.200
Monde (Chine et U. R. S. S. exclues)	6.683	9.000	2.040	2.628	2.868

(1) 1936. — (2) Inde britannique et Etats indiens. — (3) 1950.

Source: O. N. U.

13. Automobiles

1° *Production de véhicules automobiles* (1). (En milliers d'unités.)

a) Voitures de tourisme.

PAYS	1938	1948	1954	1958	1959
Etats-Unis	2.001	3.909,3	5.558,4	4.257,6	5.590,8
Canada	123,8	166,8	284,6	297	304,8
Royaume-Uni	341	328,5	769,2	1.051,2	1.190,4
Allemagne occidentale	274,9	29,9	518,4	1.180,8	1.356
France	182,4	100,1	437	924	1.084,8
Italie	59	43,1	180,8	369,4	470,6
U. R. S. S.	»	(2)	94,7	122,2	124,8
Monde	2.987,7	4.582,1	9.432	10.128	12.480

(1) Non compris l'U. R. S. S., l'Europe orientale et la Chine continentale.
(2) 1950 = 64,6.

b) Véhicules utilitaires.

PAYS	1938	1948	1954	1958	1959
Etats-Unis	488,1	1.376,3	1.044,6	877,2	1.137,6
Canada	42,3	96,9	68,2	61,4	67,2
Royaume-Uni	104	170	268,8	343,2	370,8
Allemagne occidentale	63,5	29,6	162	314,4	362,4
France	45	98,3	163	204	198
Italie	11,8	16,3	36,2	34,3	30,2
U. R. S. S.	»	(1)	534	490,7	370,8
Monde	783,4	1.819,1	2.268	2.568	3.048

(1) 1950 = 294,4.
Source: O. N. U.

14. C. E. C. A.

a) *Fonte et acier.*

DESIGNATION	ALLEMAGNE (République fédérale) sans la Sarre.	SARRE	BELGIQUE	FRANCE	ITALIE	PAYS-BAS	COMMUNAUTÉ
a) Extraction brute du minerai de fer (1.000 tonnes) :							
1952	15.408	»	132	41.184	1.320	»	65.292
1957	18.320	»	138	58.525	2.610	»	87.435
1958	17.984	»	124	60.186	2.145	»	87.075
1959	18.063	»	142	61.597	2.045	»	88.356
b) Fonte brute (1) (1.000 tonnes) :							
1952	12.877	2.550	4.781	9.772	1.143	539	34.738
1957	18.358	3.125	5.579	11.884	2.138	701	45.114
1958	16.659	3.083	5.524	11.951	2.107	917	43.516
1959	18.393	3.209	5.965	12.438	2.121	1.139	46.676
c) Acier brut (1.000 tonnes) :							
1952	15.806	2.823	5.170	10.867	3.535	693	41.896
1955	21.336	3.166	5.894	12.631	5.395	979	52.627
1957	24.507	3.466	6.267	14.100	6.787	1.185	59.805
1958	22.785	3.485	6.007	14.633	6.271	1.437	57.997
1959	25.822	3.613	6.434	15.197	6.762	1.670	63.161
d) Nombre d'ouvriers dans l'industrie sidérurgique (2) (1.000) (fin de période) :							
1955 (3)	152.518	24.805	49.507	122.355	53.302	6.984	426.968
1957	175.682	26.215	52.538	127.963	54.929	7.587	463.701
1958	172.400	26.261	51.660	127.191	52.890	7.834	456.931
1959	170.978	27.526	52.192	125.667	50.413	8.421	454.246

(1) Y compris ferro-manganèse carburé, la production de fonte, de spiegel et de ferro-manganèse des fours électriques à fonte et pour l'Allemagne (République fédérale), ferro-silicium au haut fourneau.
(2) Au sens du traité.
(3) En décembre.
Source: C. E. C. A.

b) *Houille.*

DÉSIGNATION	ALLEMAGNE (République fédérale) sans la Sarre.	SARRE	BELGIQUE	FRANCE	ITALIE	PAYS-BAS LUXEMBOURG	COMMUNAUTÉ
a) Production de la houille (1.000 tonnes):							
1952	123.278	16.235	30.384	55.365	1.089	12.532	238.883
1955	130.728	17.329	29.978	55.335	1.136	11.895	246.401
1957	133.156	16.455	29.086	56.795	1.019	11.376	247.888
1958	132.582	16.423	27.062	57.721	721	11.880	246.390
1959	125.586	16.246	22.757	57.606	735	11.978	234.908
b) Ouvriers inscrits au fond dans les mines de houille (1.000) (fin de période):							
1952	322,1	38,4	119,4	165,9	7,9	29,6	683,5
1955	328,8	37,2	101,9	144,5	5,7	30,6	648,7
1957	340,7	37,2	102,8	142,1	4,9	30,7	658,5
1958	336,6	38,2	103,4	141,5	4	31,4	655,3
1959	308,2	37,7	91	138,6	2,9	30,2	608,6
c) Stocks totaux de houille (fin de période) (1.000 tonnes) (1):							
1952	465	462	1.673	4.213	53	237	7.103
1955	572	228	371	5.983	65	292	7.511
1957	735	181	1.413	4.583	50	312	7.273
1958	8.565	898	6.928	7.380	21	746	24.538
1959	10.330	1.436	7.496	10.955	111	864	31.193

(1) Stocks totaux de houille aux mines de la Communauté, non compris les stocks de houille des cokeries minières et fabriqués d'agglomérés miniers.

Source: C. E. C. A.

3° ACTIVITE DE LA MAIN-D'ŒUVRE

a) **Indice de l'emploi** (agriculture exclue).
(1953 = 100.)

PAYS	1948	1954	1958	1959
Allemagne occidentale.	82	105	124	128
Australie (1)	92	104	111	113
Autriche	98	104	119	121
Canada	85	100	114	118
France (2)	96	101	107	105
Japon	83	103	135	140
Royaume-Uni (3)	96	102	104	105
U. S. A. (4)	92	98	105	108

(1) Sylviculture et pêche comprises.
(2) Certains semis exclus.
(3) Irlande du Nord exclue. Employeurs et personnes travaillant pour leur propre compte compris.
(4) Comptes employeurs, sylviculteurs, pêche. Basé sur les enquêtes sur la main-d'œuvre et y compris les employeurs, les personnes travaillant pour leur propre compte et les travailleurs de famille non rétribués.

b) **Durée hebdomadaire du travail** (industries manufacturières).
(Heures.)

PAYS	1938	1949	1954	1958	1959
Allemagne occidentale.	49,6	46,5	48,7	45,5	45,8
Canada	•	42,3	40,7	40,2	40,7
France	38,8	43,8	44,6	45,1	44,9
Japon	•	(1) 47,9	48,5	50,2	50,5
Royaume-Uni	46,3	45	46,3	45,3	46,1
Suisse	46,3	47,4	47,7	46,8	46,6
U. S. A.	35,6	39,2	39,7	39,2	40,3

(1) 1950.

Source: O. N. U.

c) **Chômage.**

Nombre de chômeurs enregistrés, secourus ou assurés (1).

Moyennes mensuelles (1.000).

PAYS	1938	1949	1954	1958	1959
Allemagne occidentale	»	1.230	1.221	683	477
Belgique (2)	»	174	224,8	180,9	199,2
Espagne	»	160	122,6	81	79,9
France (chômeurs secourus)	373,6	39,7	62,6	16,7	36,2
Italie	810	1.673	1.959	1.759	1.689
Pays-Bas	324 (1937)	42	60,2	81,5	63
Suède	67	26	25,4	31,7	26,5
Suisse	52,6	8,1	4,3	3,4	2,4
Royaume-Uni	1.786,5	338	317,8	500,9	512,1
U. S. A.	10.390	3.395	3.578	4.681	3.813

(1) Tableau valable pour suivre l'évolution d'un même pays.
(2) Moyennes journalières, y compris les chômeurs partiels.
Source: O. N. U.

4° COMMERCE EXTERIEUR

a) **Indices du quantum.**

Ces indices reflètent les variations dans le volume des marchandises importées et exportées après élimination de l'effet des variations des prix (commerce spécial).

(1953 = 100.)

PAYS	1948		1950		1954		1958		1959	
	I	E	I	E	I	E	I	E	I	E
Allemagne occidentale (1)	»	»	75	55	123	122	205	195	247	222
Australie	97	82	135	91	136	98	146	121	147	137
Belgique-Luxembourg	86	69	92	83	110	109	137	136	154	154
Canada (2)	66	88	72	83	93	97	111	115	122	119
France	84	48	89	95	108	116	149	138	146	165
Italie	57	66	73	92	105	112	127	189	139	231
Pays-Bas	64	34	92	69	125	114	152	147	168	167
Royaume-Uni (2)	»	»	90	106	101	104	116	116	124	121
Suède	85	69	92	99	115	105	148	139	156	150
Suisse	92	66	101	77	115	105	147	135	168	151
U. S. A.	78	81	92	73	93	97	119	107	142	104

(1) Or inclus.
(2) Importations spéciales, exportations nationales.
Source: O. N. U.

b) **Indices de valeur unitaire.**

Ces indices reflètent les variations des prix moyens des marchandises importées et exportées, compte tenu des variations de volume des importations et des exportations.

(Commerce spécial.) (1953 = 100.)

PAYS	1948		1950		1954		1958		1959	
	I	E	I	E	I	E	I	E	I	E
Allemagne occidentale	»	»	95	81	98	98	95	103	91	100
Australie (1)	68	59	78	79	98	98	106	79	106	70
Belgique-Luxembourg	84	95	87	89	96	94	95	99	92	95
Canada (2)	91	85	101	92	100	97	106	102	105	104
France	59	68	87	85	99	94	117	116	127	126
Italie	98	103	88	94	96	97	93	91	87	83
Pays-Bas	85	96	93	95	98	98	101	102	98	100
Royaume-Uni (2)	»	»	84	84	99	99	98	109	97	108
Suède	72	76	82	75	99	98	101	101	99	99
Suisse	112	101	91	93	99	99	100	99	96	96
U. S. A. (3)	85	98	88	88	103	99	100	106	99	107

(1) Commerce général.
(2) Importations générales, exportations nationales.
(3) Importations spéciales, exportations nationales.
N. B. — En principe, évaluation C. I. F. des importations et F. O. B. des exportations.
Source: O. N. U.

c) **Pourcentage de couverture des importations (C. I. F.) par les exportations (F. O. B.).**

PAYS	1952	1957	1958	1959 (P)
Allemagne occidentale	105	114	119	117
Belgique-Luxembourg	100	94	(3) 97,3	(3) 95,8
Canada (1)	108	78	93,1	86,9
Danemark	89	85	93	86
France (2)	68	71	79	99
Italie	59	71	80	85,5
Japon	63	67	»	»
Pays-Bas	95	76	89	92
Royaume-Uni	82	81	85	83
Suède	91	89	88	92
Suisse	91	79	91	88
U. S. A. (1)	142	160	138	115

(1) Importation F. O. B.
(2) Commerce avec l'étranger (or inclus).
(3) Belgique seulement.
Source: I. N. S. E. E.

d) **Balance des paiements.**

Balance des règlements courants (en millions d'unités monétaires nationales, sauf indications contraires).

DESIGNATION	U. S. A. (1)	ROYAUME-UNI	FRANCE	ALLEMAGNE	ITALIE
			(Milliards de francs.)		
Exportations de marchandises:					
1954	12.814	2.820	690,6	22.459	986,6
1956	17.390	3.414	1.147,5	31.530	1.309
1957	19.327	3.515	3.327	37.319	1.544
1958	16.227	3.429	3.239	38.440	(2) 761
Importations de marchandises:					
1954	— 10.354	— 3.006	— 953,4	— 18.462	— 1.387,2
1956	— 12.791	— 3.475	— 1.430,5	— 26.658	— 1.750
1957	— 13.291	— 3.578	— 4.276	— 29.516	— 2.004
1958	— 12.946	— 3.309	— 3.534	— 29.763	(2) 910
Soldes des règlements commerciaux:					
1954	+ 2.460	— 186	— 62,8	+ 3.997	— 397,6
1956	+ 4.530	— 61	— 283	+ 5.872	— 441
1957	+ 6.099	(2) — 63	— 949	+ 7.803	— 460
1958	+ 3.281	+ 120	— 295	+ 8.677	— 149
Services (net):					
1954	— 739	+ 421	+ 150,5	— 15	+ 262
1956	— 956	+ 398	+ 12,7	— 373	+ 286,2
1957	— 448	+ 397	— 143	— 102	+ 364
1958	— 1.215	+ 208	— 41	+ 194	+ 100,5
Solde des règlements courants de marchandises et services:					
1954	+ 1.721	+ 235	+ 87,7	+ 3.982	— 135,6
1956	+ 3.574	+ 301	— 270,3	+ 5.499	— 154,8
1957	+ 5.651	(2) + 334	— 1.192	+ 7.701	— 96
1958	+ 2.066	+ 328	— 336	+ 8.871	(2) — 48,5

(1) Aide étrangère exclue de la statistique pour biens et services. Dépenses militaires comprises dans les services, à l'exclusion de l'aide étrangère. Le chiffre des règlements commerciaux comprend l'or non monétaire.
(2) Premier semestre 1958.
N. B. — Les présentations ne sont pas exactement comparables, surtout pour les postes invisibles et l'or « non monétaire ».
Source: International Financial Statistics.

5° TRANSPORTS

a) Transports ferroviaires.

Trafic marchandises.

Tonnes-kilomètre nettes (millions).

PAYS	1954	1958	1959
Allemagne occidentale (1)	3.581	3.826	3.998
Autriche (1)	509	568	»
Belgique (2)	470	481	501
Canada	7.001	8.069	»
Danemark (3)	99	113	»
France	3.461	4.407	4.448
Italie (4) (1)	1.072	1.089	1.194
Pays-Bas	281	260	268
Suède	727	737	754
U. S. A. (5)	66.825	67.118	70.022

(1) Chemin de fer de l'Etat.
(2) S. N. C. B.: non compris les transports militaires.
(3) 12 mois commençant le 1er avril de l'année indiquée.
(4) Non compris le bétail.
(5) Réseaux de catégorie I.

Sources: O. N. U., I. N. S. E. E.

b) Flotte marchande mondiale.

(D'après l'American Bureau of Shipping.)

Evolution de la flotte marchande mondiale.

(En milliers de tonneaux de jauge brute.)

ANNÉE	NOMBRE	TONNAGE
1914	30.758	49.074
1920	31.484	57.281
1925	33.905	64.638
1929	32.482	68.074
1935	30.979	64.886
1938	30.990	67.847
1947	60.633	84.356
1949	31.253	83.346
1954	33.210	98.046
1957	33.804	110.246
1958	35.202	118.034
1959	36.221	124.935

Source: Lloyd's Register.

c) Tonnage marchand en construction dans le monde au 1er juillet 1959.

Navires de plus de 100 tonneaux de jauge brute.

PAVILLON	TONNAGE	(*)	POURCENTAGE du tonnage mondial.
Britannique	2.093.745	(— 115.107)	20,88
Japonais	1.169.764	(— 10.678)	12,01
Allemand	990.454	(— 71.561)	10,17
Italien	902.422	(+ 63.933)	9,27
Hollandais	790.877	(+ 26.386)	8,12
Suédois	768.968	(+ 37.156)	7,90
Américain	648.806	(— 94.967)	6,66
Français	548.990	(+ 4.924)	5,64
Norvégien	313.497	(— 12.209)	3,22
Espagnol	269.317	(— 12.555)	2,76
Danois	250.095	(— 36.765)	2,57
Polonais	233.784	(+ 3.332)	2,40
Belge	203.079	(+ 6.773)	2,08
Yougoslave	199.518	(+ 5.761)	2,05
Finlandais	101.086	(— 14.223)	1,04
Autres pavillons	304.634		
Total mondial	9,739.036		

(*) Les nombres entre parenthèses représentent la différence par rapport au trimestre précédent.

Source: Lloyd's Register of Shipping.

d) Flotte pétrolière mondiale aux 1er juillet 1958 et 1er janvier 1959.

Navires de 2.000 tdw et au-dessus.

(En tonnes de port en lourd.)

PAVILLON	AU 1er JANVIER 1959			AU 1er JUILLET 1958	
	Nombre.	Tonnage.	Pourcentage.	Tonnage.	Pourcentage.
Libéria	407	10.531.300	18,90	9.712.000	18,47
Grande-Bretagne	564	8.725.700	15,66	8.353.500	15,89
Etats-Unis	501	8.376.500	15,03	8.088.700	15,38
Norvège	467	8.262.100	14,83	7.881.800	14,99
Panama	189	3.690.800	6,62	3.593.100	6,83
France	140	2.602.300	4,67	2.454.400	4,67
Italie	138	2.299.300	4,13	2.180.600	4,14
Suède	101	1.858.800	3,34	1.603.000	3,05
Pays-Bas	115	1.707.400	3,06	1.688.100	3,21
Japon	85	1.552.700	2,79	1.382.400	2,63
Danemark	59	1.083.300	1,94	1.057.950	2,01
U. R. S. S.	84	792.000	1,42	768.200	1,46
Allemagne	43	685.400	1,23	590.100	1,12
Autres pays	338	3.548.400	6,38	3 224.650	6,15
Total	3.231	55.716.000	100	52.578.500	100

Source: Norwegian Shipping News.

e) Transports aériens.

Trafic de l'aviation civile.

Moyennes mensuelles (en millions).

PAYS	VOYAGEURS-KILOMETRE				
	1938	1954	1957	1958	1959
Australie	5,8	129,8	172,1	182,4	216,6
Belgique	1,5	40,7	77,4	99,8	88,7
Canada	1,5	135,4	230,2	269,3	311,6
France	6,1	226	319,4	345,3	375,5
Pays-Bas	5	113,5	164,5	165,5	185,8
Suède	1,15	31,6	61,8	70,8	73,4
Suisse	1,13	37,3	72,8	84,5	80,5
Royaume-Uni	7,1	203,2	324,8	344,8	413,4
U. S. A.	72	2.764,05	4.192,3	4.224,3	4.877,6

PAYS	FRET TONNES-KILOMETRE				
	1938	1954	1957	1958	1959
Australie	»	6,5	6,8	6,5	7,1
Belgique	0,07	2	2,8	3	3
Canada	0,18	2,6	4,1	4,1	4,7
France (Air France)	0,2	7,6	9,1	9,6	10,3
Pays-Bas	0,25	4,4	6,4	6,7	8,2
Suède	0,065	0,93	1,4	1,6	1,9
Suisse	0,022	0,75	1,8	2,3	2,5
Royaume-Uni	1,3	6,7	9,8	10,1	11,6
U. S. A.	»	61,4	92,9	94,4	109,2

Source: O. N. U.

f) **Parc automobile.**

1. VOITURES DE TOURISME

(1.000)

PAYS	1938	1953	1955	1957	1958
Etats-Unis	25.250	46.460	52.136	55.906	56.871
Royaume-Uni	1.979	2.800	3.550	4.205	4.566
Canada	1.160	2.514	2.935	3.383	3.573
France (1)	1.818	2.020	3.016	3.972	4.512
Allemagne occidentale (3)	1.272	1.251	1.813	2.682	3.253
Australie (2)	535	1.108	1.347	1.564	1.676

(1) A partir de 1949 les véhicules destinés au transport mixte des personnes et marchandises sont compris avec les voitures tourisme.
(2) Depuis 1954, y compris le territoire du Nord.
(3) A partir de 1956, Sarre comprise.

Source: O. N. U.

2. VÉHICULES UTILITAIRES

(Camions, autobus, cars, tracteurs, remorques et semi-remorques.)

(1.000)

PAYS	1938	1953	1955	1957	1958
Etats-Unis	4.563	9.820	10.558	11.225	11.429
Royaume-Uni	544	1.070	1.182	1.206	1.349
Canada	223	877	977	1.041	»
France	448	1.037	1.191	1.371	1.464
Allemagne occidentale (1)	422	667	680	718	731
Australie (2)	242	579	650	707	735

(1) A partir de 1956, Sarre comprise.
(2) Depuis 1954, y compris le territoire du Nord.

Source: O. N. U.

6° PRIX ET COUT DE LA VIE

a) **Indices des prix de gros.**

Indice général (1953 = 100).

PAYS	1948	1950	1954	1958	1959
Allemagne occidentale	(1) 90	85	98	106	105
Belgique	94	93	99	102	101
Canada	88	96	98	103	104
France	65	78	98	121	126
Espagne	57	72	100	146	149
Grèce	»	71	112	127	130
Italie	104	93	99	101	98
Japon	36	70	99	98	99
Pas-Bas	75	87	101	105	106
Royaume-Uni (2)	67	80	100	111	112
Suède	72	76	99	107	108
Suisse	102	95	101	102	100
U. S. A.	95	94	100	108	108

(1) Juillet-décembre.
(2) Produits finis.

N. B. — Ces notices ne sont pas exactement comparables: leur évolution doit donc être observée en ordre de grandeur.

Source: O. N. U.

b) **Indices du coût de la vie.**

(Indices des prix de biens et services achetés en général par les familles des travailleurs résidant dans les agglomérations urbaines.)

(1953 = 100.)

PAYS	1948	1950	1954	1958	1959
Allemagne occidentale	93	93	100	110	112
Autriche (Vienne)	50	70	103	114	101
Belgique (1)	95	91	101	108	110
Canada	84	89	101	108	110
Espagne	79	92	101	140	150
France (Paris)	60	77	100	121	129
Grèce	63	78	115	131	134
Italie	86	86	103	113	113
Japon	62	77	106	108	110
Pays-Bas	77	91	104	117	119
Royaume-Uni	77	81	102	119	120
Suède	77	79	101	119	120
Suisse (2)	96	94	101	107	106
U. S. A.	90	90	100	108	109

(1) Loyer exclu.
(2) Avant 1950, non compris articles divers.

Source: O. N. U.

c) **Prix agricoles et prix généraux: évolution comparée.**

(1953 = 100.)

PAYS	1948	1951	1952	1954	1957	1958	1959
I. — NOMBRES INDICES DES PRIX DES PRODUITS AGRICOLES							
A. — *Grands exportateurs de produits agricoles.*							
Canada	105	121	113	96	96	99	98
Etats-Unis	111	117	110	99	94	98	92
B. — *Pays importateurs.*							
Belgique	106	105	103	98	99	96	95
Finlande	81	93	101	100	122	127	127
Norvège	71	98	103	108	»	»	»
Pays-Bas (1949 = 100)	81	99	105	101	101	98	105

PAYS	1948	1951	1952	1954	1957	1958	1959
C. — *Autres pays.*							
Italie	93	101	100	99	»	»	»
Suède	71	89	98	98	109	108	113
France	80	96	105	99	108	130	130
II. — PRIX DE GROS							
A. — *Grands exportateurs de produits agricoles.*							
Canada	88	109	102	98	103	103	104
Etats-Unis	95	104	101	100	107	108	108
B. — *Pays importateurs.*							
Belgique	94	113	107	99	106	102	101
Finlande	63	105	104	100	113	122	121
Norvège	66	94	101	102	113	111	111
Suisse	75	107	104	101	»	»	»
C. — *Autres pays.*							
Italie	104	106	100	99	103	101	98
Suède	72	100	106	99	110	107	108
France	65	100	105	98	108	121	126

Source: F. A. O.

d) Indices des matières premières.

1. U. S. A.

Indice « Moody's » des prix de gros à New York.

Cet indice, publié quotidiennement par Moody's, société privée spécialisée dans les études financières, est une moyenne pondérée des prix des quinze principales marchandises pour lesquelles il y a un commerce actif et qui présentent un intérêt spéculatif.

Les marchandises prises en considération ont les coefficients de pondération suivants:

Blé	13	Laine	7	Maïs	4
Coton	13	Cuirs	5	Soie	4
Porcs	13	Cuivre	5	Argent	3
Ferraille	10	Café	4	Plomb	3
Sucre	10	Caoutchouc	4	Cacao	2

31 décembre 1931 = 100. (Moyennes mensuelles.)

	TRIMESTRES I	II	III	IV	ANNÉE
1950	355	380	456	481	418
1952	445,5	434	434	410	431
1953	411	417	419	400	412
1954	423	437	421	408	422
1955	407	404	404	403	405
1956	400,5	418	421	428	418
1957	421	414	420	389	411
1958	396	397	397	392	395
1959	386	389	383	379	384
1960	376	377	370	370	373

Source: I. N. S. E. E.

2. GRANDE-BRETAGNE

Indice « Reuter » des prix de gros à l'importation en Grande-Bretagne.

Cet indice, publié quotidiennement par l'agence d'information Reuter, est basé sur la moyenne géométrique pondérée des prix de vingt et un articles, avec les coefficients de pondération suivants:

Blé	17	Laine	5	Cacao	2
Coton	14	Etain	5	Coprah	2
Sucre	9	Argent	4	Plomb	2
Or	8	Graines de lin	4	Zinc	1
Cuivre	6	Arachides	3	Poivre	1
Riz	6	Jute	2	Chanvre	1
Maïs	5	Graine de soja	2	Shellac	1

La pondération a été établie en fonction de l'importance des diverses marchandises intervenant dans le commerce mondial. La base de l'indice est le 18 septembre 1931 = 100, dernier jour ouvrable avant que le Royaume-Uni ait abandonné l'étalon or.

(Moyennes mensuelles.)

	TRIMESTRES I	II	III	IV	ANNÉE
1950	471	488	530,5	563	513
1952	579	544,5	541	518	546
1953	511	498	489	480	494,5
1954	487	489	488	493	488
1955	505	497	486	486	493
1956	485	486	479	490	485
1957	491	473	449	426	460
1958	416	413	413	416	414
1959	409	415	416	432	418
1960	433	419	419	407	419

Source: I. N. S. E. E.

e) Rapport prix reçus/prix payés par les agriculteurs.

(Avant guerre = 100.)

PAYS	1952	1953	1954	1957	1958	1959
Norvège (1938-1939 = 100)	119	96	103	93	97	98
Canada (1935-1939 = 100)	119	111	106	98	100	96
Etats-Unis (1935-1939 = 100)	117	107	104	96	100	94
Allemagne occidentale (1950-1951 = 100)	99	97	100	107	103	»
Belgique (1951-1952 = 100)	97	93	91	80	(1) 76	(80)
Autriche (1937 = 100)	88	86	87	79	79	»

(1) Chiffre provisoire.

Source: O. N. U. (F. A. O.).

7° SALAIRES ET REVENUS

Gains dans les industries manufacturières.

Taux horaires.

PAYS	1952	1953	1954	1958	1959
Allemagne occidentale (marks) (1)	1,56	1,63	1,63	2,23	2,36
Canada (cents) (2)	130	136	141	166	172
France (3)	120,7	124,2	192	184	195
Italie (lires)	165	169	175	216	221
Royaume-Uni (pence)	39,6	41,7	44,3	57	59,2
U. S. A. (cents) (4)	1,67	1,77	1,81	2,13	2,22

(1) Construction, carrières et services publics à partir de 1957. Allocations familiales comprises.
(2) Non compris paiement en nature.
(3) A partir de 1956, série revisée.
(4) Non compris paiements en nature et certains paiements en espèces.

Source: O. N. U.

8° CONSOMMATION

a) Répartition des dépenses de consommation privée dans quelques pays.

PAYS ET UNITE MONETAIRE	ANNÉES	TOTAL Valeur.	ALIMENTS	TABACS Boissons.	HABILLEMENT	LOYER, EAU	CHAUFFAGE, éclairage.	MÉNAGE	SANTÉ	TRANSPORTS, communications.	RÉCRÉATIONS, loisirs.	AUTRES
Australie (millions de livres (1)..	1950.....	2.071	(2) 25	(2) 10	16	7	1	12	(5)	(4) 3	»	(3) 26
	1953.....	2.848	(2) 26	(2) 11	14	7	2	11	(5)	(4) 3	(5)	26
	1954.....	3.057	(2) 26	(2) 11	14	8	2	11	(5)	(4) 3	(5)	25
	1955.....	3.560	(2) 26	(2) 11	13	8	2	11	(5)	(4) 2	(5)	27
	1956.....	3.566	26	(2) 11	12	8	2	11	(5)	(4) 3	»	(3) 27
	1957.....	3.833	(2) 25	(2) 11	12	8	2	11	(5)	(4) 3	»	(3) 28
	1958.....	4.019	(2) 25	(2) 10	12	9	2	11	(5)	(4) 3	»	(3) 28
Belgique (1.000 millions de francs).	1950.....	282,2	30	8	13	11	5	12	5	6	»	10
	1953.....	316,2	30	7	10	13	5	12	5	7	»	11
	1954.....	305	32	9	10	14	5	11	5	7	5	3
	1956.....	363,3	29	7	10	13	5	12	6	7	»	11
	1957.....	389,4	29	7	11	13	5	12	5	7	»	11
	1958.....	382,8	29	7	10	13	5	13	6	7	»	10
Canada (millions de dollars)...	1951.....	13.462	26	8	11	12	4	10	6	12	»	11
	1953.....	15.592	24	8	11	13	3	10	6	13	»	12
	1954.....	15.814	23	9	11	13	4	11	6	14	4	5
	1955.....	16.880	22	8	10	14	4	12	6	14	4	6
	1956.....	18.830	23	8	10	14	4	8	7	14	»	12
	1957.....	19.960	23	8	9	15	4	8	7	14	»	12
	1958.....	21.007	23	8	9	15	4	8	7	14	»	12
France (1.000 millions de francs).	1950.....	6.760	42	11	15	3	3	8	5	6	»	7
	1951.....	8.130	39	8	16	3	4	9	6	7	7	1
	1953.....	10.180	39	9	14	4	3	9	6	7	»	9
	1956.....	12.690	37	9	13	4	4	10	7	7	»	9
	1957.....	13.990	35	9	14	5	3	11	7	7	»	9
	1958.....	15.730	36	10	12	5	4	10	7	8	»	9
Japon (1.000 millions de yen)...	1951.....	2.863	61		9	(6) 6	4	(6)	(5)	(5)	»	(7) 20
	1953.....	4.217	56		9	(7) 7	4	(6)	(5)	(5)	»	(7) 24
	1954.....	4.716	56		8	(7) 8	4	(6)	»	»	»	24
	1955.....	5.040	55		8	(6) 8	4	(6)	»	»	»	25
	1956.....	5.345	52		8	(6) 9	4	(6)	(5)	(5)	»	(7) 27
	1957.....	5.781	51		8	(6) 9	4	(6)	(5)	(5)	»	(7) 28
Pays-Bas (millions de florins)....	1950.....	12.792	33	6	21	6	4	12	4	4	»	10
	1953.....	14.646	35	7	17	6	5	12	5	4	»	9
	1954.....	15.460	38	»	16	7	»	8	»	»	»	31
	1955.....	16.700	38	»	17	7	»	8	»	»	»	30
	1956.....	19.629	32	7	17	7	5	13	5	5	»	9
	1957.....	20.600	32	7	16	7	5	14	5	4	»	10
	1958.....	21.160	32	7	15	8	5	14	6	4	»	9
Royaume-Uni (millions de livres).	1950.....	9.373	(2) 29	(2) 16	13	8	4	12	2	7	»	9
	1953.....	11.239	(2) 31	(2) 15	11	9	4	12	2	8	»	8
	1954.....	11.970	31	16	11	9	4	11	2	8	5	3
	1955.....	12.757	31	15	12	8	4	11	2	9	5	3
	1956.....	13.514	(2) 33	(2) 14	12	8	4	11	2	8	»	8
	1957.....	14.177	(2) 32	(2) 14	11	9	4	11	2	9	»	8
	1958.....	14.892	(2) 32	(2) 13	11	9	5	11	2	9	»	8
Etats-Unis (millions de dollars)..	1950.....	193.049	(2) 24	(2) 6	11	11	3	13	6	14	»	12
	1953.....	229.535	(2) 25	(2) 6	10	12	3	12	6	14	»	12
	1954.....	233.552	(2) 27	(2) 6	9	13	3	11	6	13	5	7
	1955.....	250.601	(2) 27	(2) 6	9	12	3	11	6	14	5	7
	1956.....	265.552	(2) 23	5	10	12	4	12	7	14	»	13
	1957.....	280.035	(2) 25	5	10	13	4	11	7	14	»	13
	1958.....	288.196	(2) 23	(2) 6	10	13	4	11	7	13	»	13

(1) Année fiscale commençant le 1er juillet.
(2) Tabacs et boissons alcooliques seulement, les boissons non alcooliques sont comprises dans les aliments.
(3) Y compris les dépenses des entreprises financières, intérêts sur dette des consommateurs et les transferts courants des ménages à l'Etat.
(4) Y compris les véhicules automobiles privés.
(5) Compris sous la rubrique « autres ».
(6) Les meubles et équipement de maison sont compris dans le loyer.
(7) Résidu de la répartition.
(8) Y compris les impôts sur la propriété personnelle.

Source : O. N. U.

b) Laine (consommation mondiale).

Estimation de la consommation mondiale.
(Milliers de tonnes.)

PRINCIPAUX consommateurs	1934-1938	1950	1954	1957	1958
Allemagne occidentale	81,5	57,9	68,8	82,1	68,8
Australie	16	26,5	25,4	31,3	28,6
Belgique	27	36,5	28,7	36,2	31,9
Canada	9	14,5	9,1	8,2	7,3
France	105	115	116,3	140,8	120,7
Italie	26	57,2	53,8	73	70,8
Japon	49	19,2	49,9	85,4	73,2
Pays-Bas	5,6	16,8	11,3	11,8	9,7
Suède	5	10,2	4	3,5	4
Royaume-Uni	197,5	235	109,4	218,3	201,6
U. S. A.	140,5	164	160	154	140,5
Total mondial	919	1.197	1.163	1.338	1.272

Source: O. N. U.

c) Coton.

Consommation mondiale.
(En milliers de tonnes.)

RÉGIONS	1934-1935 1938-1939	1954-1955	1957-1958	1958-1959
U. S. A.	1.436,7	1.936,1	1.756,1	1.901,4
U. R. S. S.	654,9	1.116,6	1.257,5	1.279,2
Chine continentale	780,5	1.160	1.517,7	1.843
Total mondial	6.500	8.670	9.390	9.900

Source: O. N. U.

d) Acier.

Consommation apparente exprimée en équivalent d'acier brut.
(1.000 tonnes.)

PAYS	MOYENNE 1936-1938	MOYENNE 1950-1952	MOYENNE 1953-1955	1957	1958
Australie	1.221	2.287	2.616	3.125	2.437
Allemagne occidentale (1).	»	11.933	17.507	21.097	20.136
Belgique-Luxembourg	1.555	2.290	2.506	2.929	2.318
Canada	1.702	4.808	4.778	6.689	5.386
Chine continentale	1.504	1.242	2.823	5.544	8.000
France	5.457	8.426	9.478	13.570	14.486
Espagne	377	887	1.214	1.614	1.820
Italie	2.280	3.479	4.865	6.733	6.250
Japon	5.590	4.827	6.808	12.627	10.278
Pays-Bas	1.467	1.768	2.259	2.876	2.324
Royaume-Uni	10.921	14.661	17.139	19.116	17.326
Suède	1.367	2.282	2.591	3.096	2.897
Suisse	436	838	900	1.360	983
U. S. A.	40.999	87.211	93.260	97.178	75.529
U. R. S. S.	17.523	»	»	49.337	53.344

(1) A partir de 1958, y compris la Sarre.
Source: O. N. U.

e) Consommation d'énergie par habitant.

Consommation totale, en tonnes d'équivalence, houille.

PAYS	1937	1949	1955	1956
Autriche	1,04	1,47	2,20	2,43
Belgique-Luxembourg	4,02	3,45	4,10	4,34
France	2,12	2,11	2,44	2,68
Allemagne	(1) 3,02	2,35	3,35	3,60
Italie	0,66	0,58	1,05	1,12
Pays-Bas	1,79	1,83	2,22	2,45
Norvège	3,44	3,97	5,34	5,66
Espagne	0,40 (1935)	0,56	0,80	0,88
Suède	2,5	2,82	4,15	4,59
Suisse	1,81	1,89	2,87	3,18
Royaume-Uni	4,28	4,30	4,98	5,03
Europe (U. R. S. S. exclue)	2,16	»	2,53	2,68
Afrique	0,15	0,20	0,26	»
Canada (2)	4,91	6,4	7,57	8,52
U. S. A.	5,89	6,92	8,25	8,58
Amérique du Sud	0,25	0,33	0,55	0,59
Asie	0,18	0,16	0,21	0,23
Monde	0,94	»	1,27	1,35

(1) Allemagne entière y compris Sarre.
(2) Y compris Terre-Neuve.
Source: O. N. U.

f) Consommation de produits pétroliers.

(1.000 tonnes) (*).

PAYS	TOUS PRODUITS					
	1947	1954	1955	1957	1958	1959
Royaume-Uni	11.972	19.427	21.513	23.031	29.000	33.974
France et Sarre	5.019	14.283	16.005	17.931	19.963	(1) 20.895
Italie	2.877	8.319	9.323	11.806	13.197	15.108
Allemagne (République fédérale)	1.623	8.145	10.220	14.452	18.466	22.786
Suède	3.228	6.493	8.078	8.837	9.770	10.582
Pays-Bas	2.049	3.630	4.838	5.548	6.374	7.310
Belgique-Luxembourg	1.258	3.518	4.013	5.050	5.796	6.184
Danemark	1.065	2.183	2.862	3.490	4.080	4.405
Norvège	751	1.979	2.436	2.405	2.877	3.083
Suisse	884	1.756	2.050	2.780	3.215	3.297
Autriche	350	1.316	1.644	1.918	2.127	2.438
Grèce	507	1.187	1.215	1.443	1.562	1.672
Turquie	310	1.428	1.194	1.375	1.581	1.403
Portugal	603	847	906	1.010	1.078	1.125
Irlande	435	810	898	947	958	1.083
Ensemble des pays.	33.031	75.021	87.195	101.076	120.044	135.345

(*) Sans la consommation des raffineries et le fuel oil.
(1) Sans la Sarre.
Source: O. E. C. E.

g) Sucre centrifugé.

Consommation par habitant, par région, 1957/58 *et éléments de comparaison.*

RÉGIONS	AVANT-GUERRE	MOYENNE 1949-1953	1957	1958
Europe occidentale	25,2	25,6	32,4	32,3
Amérique du Nord	46,5	46,0	46,1	47,0
Amérique centrale	16,6	24,9	28,3	28,7
Amérique du Sud	16,8	25,9	29,1	31,8
Proche-Orient	4,9	8,0	12,4	13,1
Extrême-Orient (Chine continentale exceptée)	4,7	4,1	6,6	6,8
Afrique	5,0	8,2	10,0	10,6
Océanie	43,3	46,2	45,4	45,8
Moyenne (U. R. S. S., Europe orientale et Chine continentale exceptées)	14,3	15,5	18,4	18,8

Source: F. A. O., septembre 1959.

9° COMMERCE INTERIEUR

(Indices de la valeur.)

(1953 = 100.)

DÉSIGNATION	1948	1954	1958	1959
1. *Gros.*				
Allemagne occidentale (1)	»	107	157	172
Australie	50	114	156	160
Belgique (2)	89	107	139	146
Canada	78	97	126	132
Pays-Bas (2)	56	112	156	169
Royaume-Uni (3)	88	100	103	105
Etats-Unis	85	99	113	125

DÉSIGNATION	1948	1954	1958	1959
2. *Détail.*				
Allemagne occidentale (1)	»	100	135	143
Australie	42	110	143	150
Belgique	71	106	139	144
Canada	65	100	124	132
France (2)	77	111	204	222
Norvège	66	107	108	115
Pays-Bas (2)	80	110	143	148
Suisse	88	105	131	138
Royaume-Uni (4)	»	106	103	107
Etats-Unis	»	100	118	127

(1) Alimentation. — (2) Grandes épiceries. — (3) Textiles. — (4) Non compris l'Irlande du Nord.
Source: O. N. U.

10° DONNEES MONETAIRES ET FINANCIERES

a) Cours des changes.

Bourse de Zurich.

(Moyenne achats et ventes en fin de mois ou d'année.)

(Valeur en francs suisses pour 100 unités nationales.)

PAYS	1949	1951	1954	1957	1958	1959
Allemagne occidentale (deutschmark)	73,50	85,50	99	100,5	103	103,5
Belgique (franc belge)	8,59	8	8,50	8,45	8,60	8,55
Canada (dollar canadien)	375	428	4,42	4,34	4,46	4,53 1/2
Etats-Unis (dollar)	429	436	4,29	4,29	4,31	4,32
France (franc français)	1,10	1	1,14	0,89	0,85	0,87
Pays-Bas (florin)	101	105,5	112	113,25	114	114,50
Italie (lire)	0,66	0,64	0,67	0,69	0,69	0,69 1/2
Royaume-Uni (livre)	1.000	1.040	11,45	11,60	12,05	12,10

Sources: *Neue Zürcher Zeitung*, I. N. S. E. E.

b) **Réserves or-devises** (officielles).

(Millions de dollars fin de période.)

PAYS	1929	1938	1949	1958	1959
1. Etats-Unis	3.900	(1) 1.459	24.560	(3) 20.582	(3) 19.507
2. Allemagne occidentale	»	»	200	6.321	5.014
3. Royaume-Uni	(2) 710	(2) 2.875	1.690	(3) 3.069	(3) 2.736
4. Canada (5)	(3) 78	220	1.120	1.948	1.877
5. Inde (6)	(3) 217	485	1.980	644	695
6. France	(3) 1.633	2.790	(4) 800	1.050	1.720
7. Italie	»	»	»	2.321	»
8. Belgique	(3) 169	736	900	1.484	1.211
9. Pays-Bas	(2) 180	1.005	385	1.492	1.355

(1) A partir de 1938, réserves en or du Trésor et de la partie active du fonds de stabilisation.
(2) Réserves or de la banque d'Angleterre (et du fonds d'égalisation en 1938) or et dollars en 1949, 1954...
(3) Or.
(4) Cotisations du fonds monétaire international.
(5) Devises presque entièrement en dollars des Etats-Unis.
(6) Devises presque entièrement en livres sterling, y compris quelques titres à long terme

Sources: Fonds monétaire international, O. N. U.

c) **Cours des actions industrielles.**

(1953 = 100.)

PAYS	1948	1954	1958	1959
Canada (1)	67	114	155	170
Etats-Unis (2)	64	122	198	247
France (6)	68	140	245	324
Pays-Bas (3)	173	125	148	214
Royaume-Uni (4)	98	130	111	207
Suisse (5)	90	111	136	162

(1) Moyenne des cotations du jeudi.
(2) Moyenne des cotations du mercredi.
(3) Moyenne des cotations journalières.
(4) Cotations du dernier jeudi du mois.
(5) Moyenne des cotations du vendredi.
(6) Dernier vendredi du mois.

Sources: Fonds monétaire international, O. N. U.

d) **Comptes budgétaires et dette publique dans quelques pays.**

(En millions d'unités monétaires nationales.)

	ALLEMAGNE occidentale (1)	BELGIQUE (4)	CANADA (2)	FRANCE (4)	INDES (2-3)	ITALIE (1)	JAPON (2)	PAYS-BAS (4)	ROYAUME-UNI (2)	U. S. A. (1)
1955. Recettes	23.692	82.065	4.000	3.114	»	2.330,2	1.007	6.810	4.929	60.390
Dépenses	21.123	95.272	4.151,8	3.241	»	2.744	1.052	6.885	4.997	64.570
Solde	+ 2.569	— 13.207	— 151,8	— 127	»	— 413,8	— 45	— 75	— 68	— 4.180
Dette intérieure	10.699	287.300	17.551,7	4.529,2	27.384	4.257,4	441	17.571	25.103,4	274.418
Dette extérieure	9.432	24.298	399,8	1.119,7	1.189	»	96	2.013	2.130,4	»
1957. Recettes	28.198	99.955	4.966,5	4.164	7.658	2.860	1.188	7.494	5.393	71.029
Dépenses	27.855	111.805	4.709	4.626	11.678	3.035	1.099	7.315	5.704	69.433
Solde	+ 343	— 11.805	+ 257,5	— 462	— 4.020	— 175	+ 89	+ 179	— 331	+ 1.596
Dette intérieure	12.848	296.511	17.983,9	6.043	33.099	4.835,8	409	16.148	25.203 3	270.634
Dette extérieure	9.430	27.210	351,8	997	1.403	»	84	2.084	2.065,3	»
1958. Recettes	29.198	95.449	4.896	4.936	9.219	3.449	1.332	7.283	5.604	69.117
Dépenses	32.126	113.034	4.934	4.939	16.032	3.431	1.221	7.770	5.816	71.936
Solde	— 2.976	— 17.965	— 38	— 3	— 813	— 282	— 111	— 487	— 212	— 2.819
Dette intérieure	12.195	315.286	18.066	6.589	38.519	5.094	406	16.812	25.310	276.144
Dette extérieure	9.241	30.361	352	1.383	1.897	»	81	1.721	2.163 1	»
1959. Recettes	38.851	101.879	4.615	5.386	9.554	3.173	1.286	7.677	5.806	68.158
Dépenses	34.427	125.816	5.231	5.324	18.121	3.388	1.353	8.957	5.988	80.699
Solde	— 2.576	— 23.937	— 616	— 62	— 8.567	— 215	— 67	— 1.280	— 182	— 12.541
Dette intérieure	43.929	»	20.018	»	45.965	5.348	400	17.381	(5) 5.239,1	284.817
Dette extérieure	9.021	»	202	»	3.707	»	87	1.704	2.187	»
1960. Recettes	32.467	»	5.103	»	9.881	»	1.422	8.265	5.707	79.000
Dépenses	36.660	»	5.432	»	19.162	»	1.499	8.799	6.428	78.905
Solde	— 4.199	»	— 329	»	— 9.281	»	— 77	— 534	— 721	— 95
Dette intérieure	»	»	»	»	48.635	»	»	»	»	(6) 284.700
Dette extérieure	»	»	»	»	6.611	»	»	»	»	»

(1) Année finissant le 30 juin. — (2) Année finissant le 31 mars. — (3) Gouvernement central. — (4) Année civile — (5) A court terme seul. — (6) Total des dettes.

Source: O. N. U.

11° REVENU NATIONAL

a) **Estimation du revenu national de 1948 à 1958.**

(= Somme des revenus échéant pendant l'année aux facteurs de production fournis par les résidents, avant déduction des impôts indirects; = rémunération du travail + revenu des entreprises individuelles + loyers, intérêts et dividendes + épargne et impôts directs des sociétés + revenu de l'Etat et des collectivités locales.)

Le classement par ordre décroissant est approximatif.

(N = Monnaie nationale.)

PAYS	REVENU GLOBAL (en millions) 1948	1952	1954	1955	1957	1958
1. Etats-Unis (dollar)	223,5	292,2	301,8	330,2	366,5	366,2
2. Royaume-Uni (livre)	9.507	12.689	14.521	15.346	17.578	18.145
3. France (franc)	»	10.700	11.850	12.970	15.840	17.910
4. Allemagne occidentale (deutschmark)	»	101,4	117	134,3	160,3	168,9
5. Canada (livre canadienne)	12.003	18.623	19.002	20.690	23.799	24.648
6. Italie (lire)	6.051	8.368	9.881	10.789	12.319	13.126
7. Australie (2)	1.928	3.561	4.061	4.356	4.653	4.931
8. Suède (couronne) (1)	23.673	36.113	38.719	41.548	48.612	50.169
9. Belgique (franc belge) (1)	257,8	320,5	347,2	368,1	412,3	404
10. Pays-Bas (guilder)	12.166	17.739	21.606	24.618	29.170	30.180
11. Suisse (franc suisse)	17.340	20.320	22.600	24.130	27.400	28.590
12. Danemark (kroner) (1)	»	20.928	22.939	23.617	27.135	28.250

(1) Produit national brut au coût des facteurs. Estimations officielles ajustées conformément aux définitions des Nations Unies.
(2) Année commençant le 1er juillet.

Source: O. N. U.

b) **Répartition du revenu national.**

PAYS	REVENUS des ménages et rémunération des travailleurs.	ENTREPRISES individuelles.	LOYERS et intérêts.	DIVIDENDES	ÉPARGNE sociétés.	IMPOTS directs sociétés.	REVENU NET ÉTAT Collectivités locales.	REVENU NET ÉTAT Moins intérêts de la dette publique et de la dette des consommateurs.
	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.
Australie:								
1938	59	20	16	4	5	2	5	(— 8) (1)
1949	53	31	8	3	5	4	1	(— 5)
1952	59	28	5	2	3	5	1	(— 3)
1954	60	23	6	3	5	4	2	(— 3)
1956	60	23	7	3	3	5	2	(— 3)
1957	63	20	7	3	3	5	2	(— 3)
Belgique:								
1938	»	»	»	»	»	»	»	»
1949	55	30	10	3	2	2	1	(— 3)
1952	55	30	9	5	2	3	1	(— 2)
1954	54	30	11	3	2	2	»	(— 3)
1956	55	29	11	3	3	2	»	(— 3)
1957	56	28	11	3	2	2	»	(— 2)
Canada:								
1938	62	20	»	»	2	2	3	(— 4)
1949	60	22	»	»	4	6	3	(— 4)
1952	62	19	6	2	4	7	3	(— 3)
1954	68	14	8	1	4	6	3	(— 4)
1956	65	15	9	1	5	6	3	(— 4)
1957	68	12	9	1	4	6	3	(— 3)
France:								
1938	51	33	»	1,5	4	1	1	(— 5)
1949	53	»	»	»	6	6	»	»
1952	57	33	2	3	3	2	1	(— 1)
1954	58	31	2	3	3	3	1	(— 1)
1956	59	30	3	3	3	3	1	(— 2)
1957	59	30	2	3	4	3	1	(— 2)
Japon:								
1938	39	31	16	5	3	4	2	»
1949	42	49	2	1	1	3	2	»
1952	45	14	2	1	3	5	1	(— 1)
1954	50	38	4	1	3	4	1	(— 1)
1956	49	36	4	2	5	4	1	(— 1)
1957	49	34	5	2	5	5	1	(— 1)
Pays-Bas:								
1938	51		44		4	1	4	(— 3)
1949	54		42		(2)	5	2	(— 2)
1952	54		35		5	7	3	(— 4)
1954	54		36		7	4	2	(— 3)
1956	55		36		5	5	2	(— 2)
1957	55		36		5	5	2	(— 3)
Suisse:								
1938	49	21	17	6	5	2	(2)	»
1949	60	21	10	2	3	2	(2)	»
1952	61	19	8	5	5	2	(2)	»
1954	60	19	8	5	5	3	(2)	»
1956	61	18	8	4	6	3	(2)	»
1957	»	»	»	»	»	»	»	»
Royaume-Uni:								
1938	63	»	22		»	2	»	(— 6)
1949	63	12	11		»	6	1	(— 5)
1952	72	11	10		3	8	1	(— 5)
1954	72	10	10		6	6	1	(— 4)
1956	74	9	10		6	5	1	(— 5)
1957	74	9	10		6	5	1	(— 5)
Etats-Unis:								
1938	67	17	12	5	»	2	»	(— 3)
1949	65	16	8	3	5	5	»	(— 2)
1952	67	14	8	3	3	7	»	(— 2)
1954	69	14	9	3	2	6	»	(— 3)
1956	70	12	9	3	2	7	»	(— 3)
1957	71	12	9	3	2	7	»	(— 3)

(1) Ensemble: loyers et intérêts, dividendes, épargne des sociétés, impôts directs des sociétés, revenu Etat et collectivités locales = 20.
(2) Revenu des entreprises publiques inclus dans les « loyers et intérêts » et « dividendes ».

Source: O. N. U.

c) **Origine par branche d'activité du produit intérieur brut.**

PAYS	PRODUIT intérieur net.	ORIGINE							
		Agricult., Sylvicult., Pêche.	Ind. extr.	Ind. manuf.	Constr.	Transp. et communications.	Com. gros, détail.	Admin. publique et Défense.	Autres services.
		P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.
Canada (millions de dollars) (3):									
1938	4.259	13	6	24	4	11	13	10	(1) 19
1952	20.825	13	4	29	6	11	13	6	(1) 13
1954	21.818	10	4	28	6	12	13	7	(1) 20
1956	27.189	9	4	28	7	12	14	6	(1) 20
1957	28.298	7	4	28	7	12	14	7	(1) 21
1958	29.029	7	4	26	7	13	14	7	(1) 22
Allemagne occidentale (millions de deutschmarks) (*):									
1952	92.024	12	49		6	8	9	8	6
1954	132.124	9	43		6	10	12	9	11
1956	194.026	8	6	41	6	7	13	7	12
1957	210.178	7	6	41	6	7	14	7	12
1958	222.700	7	6	41	6	7	14	7	12
Italie (milliards de lires):									
1952	9.258	25	1	24	4	7	11	10	4
1954	10.943	24	1	32	6	9	9	10	9
1956	12.746	21	1	32	6	10	9	11	10
1957	13.698	21	1	31	7	10	9	11	10
1958	14.552	21	1	31	7	10	9	11	10
Royaume-Uni (millions de livres sterling):									
1952	13.785	5	4	36	6	10	12	7	20
1954	15.671	5	4	38	5	10	12	7	19
1956	18.023	4	4	36	6	11	12	7	20
1957	19.130	4	4	36	6	11	12	7	20
1958	19.778	4	4	35	6	11	12	7	21
Etats-Unis (milliards de dollars) (2) (3):									
1938	67,2	9	2	22	3	10	18	13	23
1952	288	6	2	31	5	9	17	12	18
1954	297,1	6	2	30	5	8	17	12	20
1956	346,5	4	2	32	6	8	17	12	19
1957	361,6	4	2	31	6	9	17	12	19
1958	364,4	5	1	29	5	9	17	13	21

(*) Produit intérieur brut au prix de marché.
(1) Administration, défense, justice, police (les entreprises publiques et autres services sont classés avec les industries correspondantes).
(2) Produit intérieur brut au coût des facteurs.
(3) Bénéfice des entreprises de l'Etat exclu.
Source: O. N. U.

d) **Dépense imputée au produit intérieur brut.**

	1950	1955	1956	1957
Canada. (Millions de dollars.)				
Dépenses de consommation:				
Privée	12.031	15.592	18.692	19.764
De l'Etat	1.798	3.677	4.146	4.308
Formation brute de capital fixe:				
Entreprises privées (1)	2.921	4.351	5.826	6.183
Entreprises de l'Etat	987	1.401	2.040	2.488
Augmentation des stocks	531	559	813	126
Exportations de biens et services	4.077	5.213	6.176	6.200
Moins importations de biens et services	3.997	5.359	7.058	7.024
P. I. B. au prix du marché	18.348	25.434	30.635	32.045
Revenu de facteur net reçu de l'étranger (2)	438	293	458	545
P. M. B. au prix du marché	17.910	25.141	30.177	31.500
Allemagne occidentale. (Millions de D. M.)				
Dépenses de consommation:				
Privée	61.255	85.277	113.480	121.950
De l'Etat	14.940	22.170	26.450	29.050
Formation brute de capital fixe:				
Entreprises privées / Entreprises de l'Etat	18.455	28.665	44.300	46.100
Augmentation des stocks	3.721	2.129	2.590	4.200
Exportations de biens et services	11.751	25.849	43.944	52.274
Moins importations de biens et services	12.971	20.484	36.738	43.396
P. I. B. au prix du marché (estimation au 31 décembre)	97.151	143.606	194.026	210.178
Revenu de facteur net reçu de l'étranger	49	144	— 626	— 578
P. M. B. au prix du marché	97.200	143.750	193.400	209.600
Italie.				
Dépenses de consommation:				
Privée	6.231	8.393	9.925	10.449
De l'Etat	859	1.355	1.808	1.903
Formation brute de capital fixe:				
Entreprises privées (3)	1.352	1.902	2.713	3.017
Entreprises de l'Etat (3)	175	352	333	364
Augmentation des stocks	123	30	105	75
Exportations de biens et services	941	1.289	1.850	2.249
Moins importations de biens et services	1.023	1.658	2.128	2.470
P. I. B. au prix du marché	8.658	11.663	14.606	15.587
Revenu de facteur net reçu de l'étranger	12	29	28	40
P. M. B. au prix du marché	8.670	11.691	14.634	15.627

(1) La formation brute de capital fixe des entreprises publiques est comprise sous la rubrique de l'Etat.
(2) Ne comprend que les dividendes et les intérêts.
(3) « Formation brute de capital fixe des entreprises de l'Etat » est compris sous « entreprises privées ».

	1950	1953	1956	1957
Royaume-Uni.				
Dépenses de consommation:				
Privée	9.355	11.212	13.490	14.142
De l'Etat	2.107	3.170	3.577	3.684
Formation brute de capital fixe:				
Entreprises privées / Entreprises de l'Etat	1.697	2.297	3.087	3.333
Augmentation des stocks	— 210	125	275	450
Exportations de biens et services	2.785	3.397	4.386	4.532
Moins importations de biens et services	2.810	3.444	4.286	4.446
P. I. B. aux prix du marché	12.924	16.757	20.529	21.695
Revenu de facteurs nets reçus de l'étranger	337	163	203	226
P. N. B. aux prix du marché	13.261	16.920	20.732	21.921
Dépenses de consommation:				
Privée	193,1	229,5	265	279,7
De l'Etat	35	74,5	72,6	79,1
Formation brute de capital fixe:				
Entreprises privées	43,1	49,9	62,7	64,3
Entreprises de l'Etat (1)	6,6	8,7	1,3	12,7
Augmentation des stocks (1)	6,4	4,4	5,1	0,2
Exportations de biens et services	12,3	15,1	20.8	23,6
Moins importations de biens et services	11,7	16,1	19,3	20,2
P. I. B. aux prix du marché	284,8	365,9	418,3	439,4
Revenu de facteurs nets reçus de l'étranger	1,2	1,3	2	2,3
P. N. B. aux prix du marché	286	367,2	420,3	441,7
France.				
Dépenses de consommation:				
Privée	6.760	10.180	12.690	13.920
De l'Etat	1.340	2.350	2.750	2.990
Formation brute de capital fixe:				
Entreprises privées (2)	1.420	2.120	2.970	3.460
Entreprises de l'Etat (2)	140	260	390	410
Augmentation des stocks	230	110	200	180
Exportations de biens et services	1.450	2.000	2.340	2.610
Moins importations de biens et services	1.470	2.050	2.680	2.960
P. I. B. aux prix du marché	9.870	14.970	18.660	20.610
P. N. B. aux prix du marché	9.850	14.930	18.590	20.520
Revenu de facteurs nets reçus de l'étranger	— 20	— 40	— 70	— 90

(1) Les dépenses de l'Etat en équipement et l'augmentation des stocks de quelques organismes de l'Etat sont inclus dans les dépenses de consommation de l'Etat et des collectivités locales.

(2) « Formation brute de capital fixe des entreprises de l'Etat » est compris sous « entreprises privées ».

Source: O. N. U.

e) **Formation brute de capital intérieur.**

	ANNÉES	TOTAL	CAPITAL FIXE (Répartition en pourcentage). Logements.	Bâtiments non résidentiels.	Autres constructions.	Matériel de transport.	Machines.	ACCROISSEMENT des stocks. — Valeur.
France (1.000 millions de francs)	1953	2.380	24	28		14	34	110
	1956	3.370	25	28		13	34	200
	1957	3.980	25	29		12	34	150
	1958	4.410	25	28		13	34	360
Canada (millions de dollars)	1953	5.731	20	42		11	27	497
	1956	7.847	20	45		9	26	1.052
	1957	8.590	16	50		9	25	189
	1958	8.330	21	49		9	21	— 394
Allemagne occidentale (1.000 millions de deutsche marks)	1953	29,3	»	48	»	52		2,1
	1956	45	»	47	»	53		4,3
	1957	46,7	»	48	»	52		5,3
	1958	49,9	»	49	»	51		3,2
Italie (1.000 millions de lires)	1953	2.254	20	6	26	13	35	30
	1956	3.046	27	7	22	13	31	105
	1957	3.434	28	7	22	12	31	84
	1958	3.430	28	8	24	11	29	116
Pays-Bas (millions de florins)	1953	5.046	21	17	17	12	33	— 196
	1956	8.074	19	16	12	19	34	816
	1957	8.910	21	16	12	20	31	1.100
	1958	8.210	22	18	12	18	30	250
Royaume-Uni (millions de livres)	1953	(1) 2.384	26	25		14	35	125
	1956	(1) 3.137	20	29		15	36	275
	1957	(1) 3.400	18	29		15	38	360
	1958	(1) 3.516	17	30		16	37	50
Etats-Unis (millions de dollars)	1953	58.583	26	16	20	11	27	4.361
	1956	73.742	25	19	19	(2) 37		4.317
	1957	76.996	24	19	20	(2) 37		1.224
	1958	72.248	27	19	22	(2) 32		— 2.339

(1) Y compris les dépenses de capital fixe pour défense militaire.

(2) Non compris les achats de machines et de matériel par l'Etat; ces achats sont considérés comme une partie des dépenses de consommation de l'Etat.

Source: O. N. U.

12° LOGEMENT ET CONSTRUCTION

a) Evolution de la construction de logements dans quelques pays.

(Moyenne mensuelle.)

PAYS	1950	1952	1958	1959
Allemagne occidentale (1)	25.164	36.900	40.500	»
Belgique (2)	2.984	2.232	2.803	2.862
Canada	7.418	6.091	12.224	12.139
France (3)	7.660	10.700	28.800	»
Italie (4)	6.119	9.677	22.406	23.899
Japon (5)	29.907	22.733	28.166	31.715
Pays-Bas (6)	3.942	4.550	4.550	6.969
Suisse (7)	1.111	1.190	1.035	1.197
Royaume-Uni	17.119	20.693	23.219	23.464
U. S. A. (8)	116,3	93,9	100,8	114,8

(1) Construction achevée y compris reconstruction et restauration.
(2) Construction achevée y compris reconstruction, transformation et extension.
(3) Autorisations de bâtir délivrées
(4) Construction achevée. A partir de 1954, y compris les logements dans les bâtiments à usage autre que l'habitation.
(5) Construction commencée.
(6) Construction achevée y compris les habitations reconstruites.
(7) Construction achevée dans quarante-deux villes.
(8) Logements commencés (non compris les fermes). Depuis 1954, basé sur un échantillon revisé.
(9) 270.000 au total.

Source: O. N. U.

b) Indices des prix de gros des matériaux de construction.

(1953 = 100.)

PAYS	1948	1954	1958	1959
Suisse	91	101	122	118
U. S. A.	87	100	109	112
Italie	85	101	102	99
Canada (1)	77	98	104	106
Belgique	81	104	115	115
Royaume-Uni	77	101	116	115
France	58	100	119	127

(1) Construction non résidentielle.
Source: O. N. U.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 26, rue Desaix.